This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

**Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

**About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

**A propos de ce livre**

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

**Consignes d'utilisation**

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

**À propos du service Google Recherche de Livres**

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

PROPERTY OF
University of Michigan Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITAS

# CATHERINE II

ET

# SON RÈGNE

PAR E. JAUFFRET

TOME SECOND.

PARIS

E. DENTU, ÉDITEUR,

Libraire de la Société des gens de lettres,

PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, 13.

1860

# CATHERINE II

ET

# SON RÈGNE

Paris. — Typographie HENNUYER, rue du Boulevard des Batignolles, 7.

# CATHERINE II

ET

# SON RÈGNE

PAR EUGÈNE JAUFFRET

TOME SECOND.

PARIS

E. DENTU, ÉDITEUR,

Libraire de la Société des gens de lettres,

PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, 13.

1860

DK
170
.J42
v. 2

Director
Tauzet
7-24-57
735-86

# CATHERINE II

ET

# SON RÈGNE.

## LIVRE VI.

État de la Pologne en 1768. — Confédération de Bar. — Son caractère. — Sentiments qu'elle fait naître. — Manifeste des confédérés. — Leurs premiers succès. — Potocki, Pulawski, Radziwill. — État misérable de la république. — Opinion du duc de Choiseul sur les confédérés. — De quelle manière il les soutient. — Le chevalier de Taulès. — Dumouriez. — Organisation des confédérés. — Leurs combats. — Leurs défaites. — Dispositions de la cour de Vienne à leur égard. — Disgrâce du duc de Choiseul. — Projet d'une reconfédération. — Déchéance de Stanislas-Auguste. — Effet qu'elle produit sur les cours de l'Europe. — Rapprochement entre l'Autriche et la Prusse. — Entrevues de Neiss et de Neustadt. — Le prince de Kaunitz. — Demande de médiation de la part du sultan. — Dispositions de la Russie favorables à la paix. — Négociations à ce sujet. — Prétentions de Catherine. — Politique insidieuse de la cour de Vienne. — Premières ouvertures au sujet du partage de la Pologne. — Situation des confédérés. — Le baron de Vioménil. — Oginski se soulève en Lithuanie. — Il est battu. — Prise du château de Varsovie par les volontaires français. — Accord des trois cours de Vienne, de Saint-Pétersbourg et de Berlin. — Leurs troupes entrent en Pologne. — La confédération est anéantie. — A qui faut-il attribuer la première pensée du partage de la Pologne? — Quel était à ce sujet l'intérêt de la Russie? — Ses efforts pour réunir les partis. — L'Autriche s'empare du comté de Zips. — Parti que le roi de Prusse tire de cette violente occupation. — Le prince Henri à Pétersbourg. — Les

vues de Frédéric II sur le royaume de Pologne. — Négociations au sujet du démembrement. — Traité de partage. — Part que chaque puissance s'attribue. — La conduite des trois cours dans les provinces envahies. — Comment la France fut trompée par la cour de Vienne. — Indifférence de l'Europe à la nouvelle du partage. — Les ministres des trois cours font convoquer une diète pour la confirmation du traité. — Vaines démarches de Stanislas-Auguste auprès des cours étrangères. — Menaces employées pour contraindre le roi et les nonces. — La diète forcée de déléguer ses pouvoirs. — Les délégués refusent de céder à la Prusse les villes de Thorn et de Dantzig. — Mesures que prend Frédéric pour contraindre ces deux villes à se livrer. — Traité de partage confirmé. — Nouvelle constitution imposée à la Pologne. — Causes qui avaient amené la ruine de la république. — Sentiments du roi de Prusse et de Marie-Thérèse au sujet du partage. — Résultats de cet acte de spoliation.

---

Pendant le cours de la guerre glorieuse qui venait de jeter sur le nom russe un si grand éclat, il s'était passé en Europe un événement dont on chercherait en vain dans l'histoire un souvenir pour le justifier, et qui avait plongé le monde dans une sorte de stupeur : la Pologne avait été partagée. Trois puissances rivales unies par l'ambition, qui est ordinairement un principe de discorde, avaient envahi ce royaume, autrefois le boulevard de la chrétienté, sans que les autres États s'en fussent émus, et avaient donné le spectacle inouï d'une spoliation préparée avec artifice et poursuivie avec une prodigieuse persévérance. Nous allons nous attacher dans ce livre à rapporter fidèlement le récit de cette grande et douloureuse iniquité.

La diète de 1767, malgré l'oppression et les violences exercées par l'ambassadeur russe, avait satisfait les vœux des vieux Polonais en rétablissant le *liberum veto*, qu'ils avaient pris l'habitude de regarder comme le palladium de leurs libertés, et la partie plus éclairée de la noblesse, en rendant aux dissidents les droits dont ils avaient autrefois joui. On pouvait donc se promettre encore quelques années de tranquillité. Les esprits étaient si calmes que le prince Repnin, dont la conduite avait excité beaucoup de mécontentement, reçut des félicitations publiques lorsqu'il eut annoncé que les troupes russes quitteraient prochainement le territoire de la république et qu'à la prochaine diète, convoquée pour le mois de novembre de cette même année, il ne s'y trouverait plus que deux mille hommes.

Telle était, en général, la disposition des esprits, lorsque la nouvelle éclata dans Varsovie qu'une confédération avait été formée à Bar, en Podolie, à cinq lieues de Kaminieck et à sept lieues des frontières de la Turquie (29 février 1768), par les soins de Krasinski, frère de l'évêque de Kaminieck. Ce Krasinski était un homme d'une intelligence ordinaire, simple, crédule, mais brave, généreux et capable de tout sacrifier, sa vie même, s'il croyait que la patrie exigeât de lui ce sacrifice. Pulawski, dont l'ambition, au contraire, égalait le dévouement pour son pays, se fit nommer régimentaire de la confédération. Ils étaient excités l'un et l'autre par le staroste Wareski et par Martin Lubomirski.

Quoique le moment eût été mal choisi pour lever l'étendard de l'insurrection, tout le pays étant alors occupé par les Russes, les confédérés, d'abord peu nombreux, furent bientôt cependant au nombre d'environ huit mille. Ils enlevèrent les troupes des gentilshommes du voisinage, qui, soit frayeur soit connivence, ne firent aucun effort pour repousser leurs attaques. La ville de Berditchef, avec son couvent fortifié, se livra entre leurs mains, ce qui leur acquit beaucoup de faveur parmi la population religieuse du pays. Un moine du couvent, le père Marc, qui jouissait d'une grande réputation de sainteté, parcourut les campagnes, une croix à la main, pour exciter le peuple à prendre les armes, et les prêtres refusaient de donner l'absolution à leurs pénitents, lorsque ceux-ci ne voulaient pas s'engager sous les lois de la confédération. Les confédérés portaient sur leurs drapeaux d'un côté un aigle aux ailes déployées avec ces mots : *Aut vincere aut mori*, et de l'autre cette devise : *Pro religione et libertate.*

Ainsi, du côté du peuple, zèle fanatique ; de la part des nobles, la haine de l'oppression et une certaine disposition naturelle pour le désordre, tel est le double caractère qui distingue la confédération de Bar. Lorsque la nouvelle en fut portée à Varsovie, la surprise, l'inquiétude, de vagues espérances, puis un grand abattement s'emparèrent des esprits, et, suivant les intérêts qui les dominaient, l'un ou l'autre de ces sentiments prit le dessus. Parmi les ennemis du roi, ceux que la raison n'avait

pas abandonnés craignirent qu'une démonstration prématurée n'entraînât la ruine de la république. Ils s'étaient flattés qu'une entreprise de cette nature serait appuyée par quelque grande puissance, et que la Russie reculerait devant le danger de compromettre ses premiers succès, ou bien qu'au milieu d'une conflagration générale la Pologne retrouverait sa liberté. Mais lorsqu'ils apprirent que la confédération n'avait obtenu aucune promesse semblable, ils ne conservèrent plus d'espoir sur le résultat de la lutte. Ce fut, en effet, une grande faute de n'avoir pas attendu, pour agir, que l'armée russe eût quitté le territoire de la république, ou que la Porte, dont la France poussait alors les conseils à la guerre, se fût tout à fait déclarée.

Les confédérés n'admettaient pas que l'impératrice de Russie se fût arrogée le droit de garantir à perpétuité la nouvelle constitution, attendu que cette garantie enchaînait la liberté de la Pologne, en subordonnant tous ses mouvements aux volontés d'une puissance étrangère. D'après cela, tout bon citoyen devait chercher à s'affranchir d'un joug aussi honteux. Ils publièrent en conséquence des universaux (16 avril) pour convoquer les états de la république, décrétèrent la levée d'un certain nombre de soldats, et prirent, en un mot, toutes les mesures qu'on avait coutume de prendre lorsque la patrie était en danger.

De son côté, le roi avait convoqué les sénateurs présents à Varsovie (fin mars). Le primat combattit les pré-

tentions des confédérés, justifia l'intervention de la Russie dans les affaires de la république et fut d'avis qu'il fallait essayer de ramener leurs concitoyens égarés à plus de modération. Il ajouta que, si cette démarche était infructueuse, on prierait l'impératrice de ne pas retirer ses troupes. Son avis ayant prévalu, le sénat désigna le général Mokranowski pour se rendre auprès des confédérés de Bar. Le choix d'un pareil homme, dont toute la Pologne admirait les sentiments élevés, le caractère ferme et indépendant, ne pouvait être suspect. Cependant Mokranowski échoua dans sa mission, et dès lors tout espoir de conciliation s'évanouit.

Les confédérés obtinrent d'abord quelques avantages dont ils furent enivrés. Mais lorsque les troupes russes, qui avaient déjà pris le chemin de leur pays, se furent retournés contre eux, ils éprouvèrent une suite de revers qui les força de se retirer sur le territoire ottoman, où ils ne cessèrent de fatiguer la Porte du bruit de leurs divisions et de leurs intrigues[1]. Les confédérés étaient en général des hommes de beaucoup de bravoure, mais orgueilleux, turbulents, et portant jusque dans la guerre ce luxe oriental qui affaiblit la discipline.

Après avoir été battu par le colonel Weismann, le comte Potocki s'était réuni aux confédérés de Bar, dans les environs de Kaminieck. Potocki leur amenait un ren-

[1] *Coup d'œil sur les causes réelles de la décadence de la Pologne*, par Komarzewski.

fort considérable, tout un régiment dont il était propriétaire, et l'éclat de son nom semblait le désigner pour le commandement des troupes. Mais le vieux Pulawski refusa de se laisser dépouiller de l'autorité qu'il avait acquise au prix des plus grands sacrifices. Potocki, poussé par le dépit et l'ambition, ne craignit pas de recourir à l'autorité du pacha de Khotin, qui fit jeter Pulawski dans un cachot où il le laissa mourir. Ses trois fils se séparèrent alors des confédérés, rentrèrent en Pologne avec les troupes qui leur appartenaient et prirent le chemin de la Lithuanie. Malheureusement ils ne connaissaient pas l'art de la guerre. Les Russes, les ayant rencontrés près de Wlodawa (1769), leur livrèrent un combat dans lequel l'aîné perdit la vie et le plus jeune la liberté. Le second, Casimir Pulawski, se retira vers les monts Carpathes, où, à la faveur des bois, des rochers et des défilés presque inaccessibles, il parvint à se maintenir. Il remporta même des avantages sur les troupes russes et se fit un nom glorieux dans cette malheureuse guerre.

Après la défaite des confédérés de Bar, les nobles du palatinat de Cracovie prirent les armes, au nombre d'environ cinq mille. Mais, au lieu de mettre à profit les positions avantageuses dont cette contrée abonde, ce corps s'enferma dans Cracovie, où il n'existait que de faibles défenses. Il y fut attaqué par les Russes et forcé de capituler.

Le prince Radziwill éprouva un sort presque semblable. Devenu le jouet de tous les partis, il ne compre-

nait pas qu'il aidait à précipiter la république vers sa ruine. Après s'être prononcé contre les projets des Czartoryski et les avoir combattus sans discernement, la haine qu'il portait au roi de Pologne l'avait jeté dans les bras des Russes. Placé par eux à la tête de la confédération de Radom et comblé de plus de faveurs qu'il n'avait reçu d'outrages; dépourvu d'éducation, toujours plongé dans l'ivresse, il ne fit plus qu'obéir aux inspirations des ennemis de son pays, dont il servit aveuglément les desseins.

Après le prince Radziwill, la grande Pologne avait publié son adhésion à la confédération de Bar. Les confédérés, conduits par un maréchal sans expérience, s'approchèrent de Varsovie et y jetèrent l'alarme; mais les Russes les ayant atteints dans la plaine, les battirent à leur tour et les dispersèrent. De leurs débris, un maréchal plus expérimenté parvint à former une troupe qu'il porta jusqu'à cinq mille hommes et qu'il conserva jusqu'au moment où fut définitivement accomplie la ruine de la république. Maîtres des points les plus importants du territoire, les Russes couraient d'un lieu à un autre, de sorte qu'une confédération était à peine formée qu'ils la dispersaient aussitôt. Leurs marches rapides déconcertaient les confédérés.

Pour le malheur de ces derniers, il n'existait entre eux ni unité de vues ni conformité de but. Des intérêts particuliers prenaient souvent la place des intérêts de la patrie. Chacun espérait qu'au milieu de l'anarchie où la Pologne était plongée, il parviendrait à obtenir une

position que la paix ne lui aurait pas donnée. Il n'y avait de sûreté nulle part, ni dans les villes ni dans les campagnes. Les catholiques attaquaient les dissidents partout où ces derniers étaient les plus faibles. Les Grecs de l'Ukraine et de la Kiovie, pour se venger de la longue oppression sous laquelle ils avaient jusqu'alors vécu, se soulevèrent au nombre de plus de vingt mille, massacrèrent les catholiques et les juifs et se livrèrent aux plus effroyables excès.

Des soldats licenciés ou qui avaient abandonné leurs drapeaux, des paysans réduits à la misère, beaucoup de gens sans aveu, se réunissaient en troupes et devenaient la terreur des campagnes. Ces prétendus confédérés, dont quelques-uns se rendirent fameux sous le nom de *ravisseurs*, ne faisaient aucune distinction entre les Polonais et les Russes. Tout propriétaire était un ennemi; le pillage était leur loi; chacun tremblait à leur approche; le cours de la justice était partout interrompu. La capitale elle-même était chaque jour le théâtre de vols et d'assassinats. Si l'on joint à tous ces maux les excès des Russes, la famine qui ne tarda pas à désoler plusieurs provinces de la Pologne, le dépérissement de l'agriculture, la difficulté des relations par le peu de sûreté que présentaient les routes, et par conséquent l'interruption du commerce de l'intérieur, on aura une idée à peu près exacte de l'état affreux dans lequel était tombée cette malheureuse république.

Les Polonais croyaient généralement que le roi de Prusse excitait sous main les confédérés, non qu'il favorisât leur cause, mais en vue d'augmenter les troubles. Le roi de Pologne, au contraire, désirait ardemment y mettre un terme. Dans cet espoir, il convoqua la diète pour le 7 novembre, et fit remettre au prince Repnin un mémoire moins favorable aux dissidents. Mais la plupart des diétines ne purent s'assembler, tant il régnait d'agitation dans les esprits. Tous les partis se reprochaient mutuellement des excès ou des fautes. Les Russes blâmaient les Polonais de se montrer indifférents à la répression des désordres. Les Polonais s'indignaient de l'autorité que les Russes s'étaient arrogée. Les dissidents, à leur tour, se plaignaient des restrictions qu'on apportait à leurs droits. L'impératrice, vivement émue des attaques dirigées contre les desseins qu'on lui prêtait, s'empressa de rassurer la nation (7 août 1768) par de nouvelles protestations en faveur de ses vues désintéressées. Mais en voyant les troupes continuer à vivre à discrétion sur les terres de la république, passant d'un palatinat dans un autre, saccageant les propriétés des Polonais restés fidèles à la cause de leur pays, se conduisant, en un mot, avec l'insolence habituelle aux vainqueurs, on se disait que ses déclarations n'étaient que de trompeuses assurances.

Il serait impossible de suivre les mouvements particuliers de chaque confédération; car chaque jour en voyait surgir de nouvelles. Mais, au lieu d'unir leurs

efforts, les chefs se disputaient le commandement et n'agissaient que suivant leurs caprices ou leurs vues particulières, ce qui faisait dire au duc de Choiseul qu'il y aurait de l'absurdité à fonder le plus petit espoir sur les confédérés, dont les folies conduiraient la Pologne à sa ruine [1]. Cependant les hommes qui avaient travaillé à cette levée de boucliers, dont ils n'avaient pu arrêter le mouvement prématuré, ces hommes, dont le chef était l'évêque de Kaminieck, tout en regrettant qu'une folle précipitation eût peut-être détruit toutes leurs espérances, n'écoutèrent plus que leur amour pour la patrie. L'évêque de Kaminieck courut dans toutes les cours de l'Europe, fit parler tour à tour la crainte, l'indignation, la pitié. Ce fut en vain. Partout il fut accueilli avec réserve, et il ne remporta que le stérile témoignage de l'intérêt que leur inspiraient les confédérés.

La France elle-même, dont la politique avait fait naître cette situation, la France borna sa sollicitude à faire parvenir quelques subsides aux confédérés, et à autoriser un certain nombre d'officiers de son armée à leur offrir leurs services, mesure imprudente et inefficace. Les Polonais auraient souhaité que la France eût accrédité auprès de la confédération un ministre public, et qu'elle eût secondé leurs efforts par un subside de deux

[1] Instructions données à M. de Chateaufort, archives du ministère des affaires étrangères.

millions, dont l'emploi aurait été réglé par l'ambassadeur lui-même. Ils affirmaient que la Pologne entière se soulèverait ; que les confédérés, partagés en différents corps, après avoir chassé les Russes, s'attacheraient à fatiguer l'armée qu'ils avaient en Moldavie, intercepteraient ses communications, attaqueraient leurs convois, pilleraient leurs hôpitaux et leurs magasins, et s'uniraient aux Ottomans pour les repousser au delà de leurs frontières. Le duc de Choiseul avait paru goûter ces idées; mais retenu par ses liens avec la cour de Vienne, dont la conduite était douteuse, il craignit de déplaire à cette cour, ou d'être entraîné au delà de ses intentions, et par là il contribua, sans le vouloir et plus qu'on ne pense, à la ruine des Polonais.

Le premier homme sur lequel ce ministre jeta les yeux fut le chevalier de Taulès, capitaine de dragons, non moins remarquable par son esprit que par l'étendue de ses connaissances. Il partit pour la Pologne et fit avec les confédérés, dans la Podolie, une campagne malheureuse.

Pendant qu'il fut au milieu d'eux, il acquit la conviction que tout ce qu'on pourrait tenter en leur faveur serait inutile. Les chefs, jaloux les uns des autres, nourrissaient des divisions déplorables et ne savaient assujettir leurs troupes à aucune espèce de discipline. Il voulut faire partager sa conviction au gouvernement français et lui persuader qu'il serait sage, dans l'intérêt même de la Pologne, autant que dans celui de la paix

de l'Europe, de ne point exciter les confédérés. Mais le duc de Choiseul ne se rendit pas à ses raisons, et s'occupa même de lui donner un successeur.

Il avait eu l'occasion d'apprécier l'intelligence et l'activité de Dumouriez, qui joua plus tard un rôle considérable dans les événements de la révolution française. Dumouriez, rempli d'ambition, n'hésita pas à se charger de la mission qui lui fut offerte. Il avait des qualités remarquables, mais encore plus d'orgueil. C'était un esprit inquiet, absolu, en tout porté aux extrêmes. Il traita les confédérés avec une hauteur et un mépris qui les révoltèrent. Du reste, il confirma par son opinion les observations du chevalier de Taulès. Il ajouta même que la guerre de Pologne avait un attrait puissant pour les troupes russes, dont les chefs semblaient à dessein encourager les violences et le pillage. Témoin du luxe et de la licence qui régnaient dans le camp des confédérés, frappé des désordres qu'enfantait la jalousie des chefs, il prévit le sort qui les attendait, et déclara qu'ils ne pouvaient plus être sauvés que par la protection des puissances de l'Europe.

Dumouriez étant arrivé à Eperies, dans la haute Hongrie, siége de la confédération générale, au mois d'août 1770, n'y trouva pas les forces que l'évêque de Kaminieck avait annoncées dans ses lettres. Ces forces ne consistaient qu'en 3,000 ou 4,000 hommes commandés par Zaremba et répartis dans la grande Pologne; en 1,000 chevaux sous les ordres d'un officier nommé

Sawa, brave, actif et audacieux ; en un autre corps de cavalerie, dont Casimir Pulawski était le chef, et en quelques détachements qui fournissaient les garnisons de Landskroon, Zator, Oswietzim, ainsi que les postes de la petite Pologne. Toutes ces troupes réunies auraient à peine formé une armée de 16,000 à 17,000 hommes, ressources bien faibles pour lutter contre la Russie. Si l'on ajoute que les chefs agissaient indépendamment les uns des autres ; que les soldats étaient mal équipés et mal payés ; qu'ils n'avaient pas une pièce d'artillerie, et qu'ils vivaient dans un extrême relâchement, on se convaincra qu'ils ne pouvaient manquer de succomber.

Les Russes n'avaient alors en Pologne qu'environ 25,000 hommes disséminés sur une grande surface ; mais le lieutenant général Essen, formant l'arrière-garde du général en chef Roumiantzof, occupait avec 10,000 hommes le palatinat de Kiovie, l'Ukraine et la Podolie. Les confédérés firent quelques tentatives qui furent couronnées de succès. Pulawski surprit la forteresse de Czenstokoff, sur la frontière de la Silésie, et en éloigna le colonel Drewitz qui s'en était approché pour l'attaquer. Sawa, de son côté, s'était jeté sur le palatinat de Brzesc, et, par une marche audacieuse, avait pénétré jusqu'à la frontière de la Lithuanie, dont il espérait soulever les habitants, lorsqu'il fut arrêté par Branicki, contre lequel il livra deux combats, et contraint de rentrer précipitamment à Czenstokoff (fin novembre 1770).

Pendant ce temps Dumouriez faisait fortifier Landskroon et Tynieck, deux positions fort importantes. Landskroon, vieux château situé sur une hauteur à la tête des monts Carpathes, dominait la plaine du palatinat de Cracovie et couvrait la communication avec la Silésie autrichienne; Tynieck, à deux lieues de Cracovie, sur la rive gauche de la Vistule, tenait en échec cette ville et gênait ses approvisionnements. Il était fort important pour les Russes d'empêcher les confédérés de former des établissements dans le voisinage de Cracovie, Souvorof l'avait parfaitement compris; il attaqua Landskroon avec fureur, mais il fut repoussé avec une perte considérable et poursuivi par la cavalerie de Miaczinski.

Pulawski, nommé commandant de la petite Pologne, fit en outre fortifier le château de Bolbreck, au milieu des marais, à l'endroit où la Vistule sort des montagnes.

L'attention des Russes étant occupée à cette époque par la guerre de Turquie, les confédérés seraient devenus des ennemis dangereux pour peu qu'ils eussent été soutenus. Aussi, le général Weymar ne cessait-il d'écrire à Pétersbourg pour demander des renforts.

Le projet des confédérés était alors de rejeter les Russes sur la rive gauche de la Vistule, de se rendre maîtres de la rive droite, de s'établir à Cracovie, et de s'attacher à les harceler sans cesse. Ces opérations semblaient être, en effet, les seules qui leur offrissent des chances de

succès. Mais il était à craindre que, sous la direction d'un homme aussi ardent et aussi avide de gloire que Dumouriez, ils ne voulussent entreprendre une guerre régulière, que ni l'état de leurs forces, ni la composition de leur armée, ni l'esprit des chefs ne permettaient de faire avec succès. En effet, sitôt qu'ils l'eurent tenté, toutes leurs opérations furent marquées par des revers.

La confédération, comme pouvoir politique, se composait de quatre commissions : une pour la justice, une autre pour les finances, la troisième pour la guerre, et la quatrième pour les affaires étrangères. Le siége de ce pouvoir, établi dans une ville autrichienne, perdait beaucoup de sa considération aux yeux des Polonais eux-mêmes. D'un autre côté, on commençait à craindre que l'Autriche, qui avait jusqu'à ce jour toléré les confédérés sur son territoire, ne finît par leur retirer cette sorte de protection, quelque faible qu'elle fût ; car déjà, dans plusieurs circonstances, elle avait paru leur montrer de la froideur, pour ne pas dire de l'aversion. L'empereur Joseph, en passant à Eperies, leur avait offert ses bons offices auprès de la Russie, mais il ne leur avait pas caché que c'était aux manœuvres de la France qu'ils étaient redevables de leur situation. « Voilà, avait-il ajouté, à quoi ont abouti ses promesses et votre confiance en elle. » Ces paroles étaient le résultat des conférences de Neustadt.

Du reste, un changement considérable était survenu dans les dispositions de plusieurs cours de l'Europe,

particulièrement de celles qui avaient témoigné le plus de faveur aux confédérés. Le duc de Choiseul, l'instigateur de la confédération de Bar, l'excitateur de la guerre entre la Russie et la Porte, paraissait n'avoir plus ni la même activité ni la même vigueur. Tout occupé de repousser les intrigues de ses ennemis, il ne portait plus un intérêt aussi puissant aux affaires de la Pologne. Il avait même recommandé à ses agents d'éviter de compromettre la France et de laisser les Polonais se conduire à leur fantaisie. Il commençait à craindre qu'ils ne devinssent une source d'embarras. Lorsqu'il avait décidé la Porte ottomane à déclarer la guerre à la Russie, il s'était flatté que l'Autriche, dont les intérêts étaient plus directs que ceux de la France, prendrait une attitude menaçante. Il voyait, au contraire, cette cour incertaine, ménageant Catherine et presque désireuse de se rapprocher d'elle, dans l'espoir de lui faire abandonner l'alliance de la Prusse.

La cour de Vienne avait donné d'abord quelques encouragements aux confédérés; Marie-Thérèse leur avait même témoigné publiquement l'intérêt qu'elle prenait à leurs malheurs; mais cet intérêt s'affaiblit insensiblement après les conférences de Neustadt, sans que la cour de Versailles en conçût de l'ombrage, cette cour attribuant à la timidité, à la réserve, à la crainte de la Prusse ce qui était le résultat d'une profonde dissimulation; car, au moment même où l'Autriche consentait à l'envoi d'officiers français auprès de la confédération

et à leur séjour dans la haute Silésie, sur les terres de l'empire, elle refusait aux confédérés des armes et des munitions que la France offrait de payer elle-même. Son dessein paraissait être de montrer à Pétersbourg et à Berlin qu'elle dirigeait à son gré les mouvements de son alliée et qu'il ne dépendait que d'elle de la pousser en avant, tandis qu'elle se glorifiait à Versailles de l'appui qu'elle donnait aux confédérés. Ce fut dans des vues pareilles qu'elle contracta vers la même époque un traité de subsides avec la Porte ottomane ; d'où il résulta, d'une part, que la France et la Turquie furent entretenues par elle dans de funestes illusions, et, de l'autre, que la Russie et la Prusse, craignant une alliance plus intime entre ces trois puissances, furent en quelque sorte contraintes de jeter aux pieds de l'Autriche une partie des dépouilles de la Pologne.

Tels étaient donc les desseins cachés de cette cour et les dispositions du duc de Choiseul, lorsque ce ministre fut disgracié le 24 décembre 1770. Son renvoi eut une grande influence sur les destinées de l'Europe, en ce qu'il donna la mesure de la faiblesse de Louis XV. Une autre circonstance, qu'il n'importe pas moins de signaler, avait aussi contribué à imprimer cette direction à la politique du duc de Choiseul. Convaincu de l'impuissance des confédérés, on avait imaginé un projet dont la réalisation eût peut-être empêché les malheurs qui ne tardèrent pas à fondre sur la Pologne : c'était que Stanislas-Auguste se mît à la tête de la con-

fédération. On savait qu'il supportait quelquefois le joug de la Russie avec impatience ; on se flattait de le soustraire tout à fait à l'influence de Catherine, et l'on espérait qu'une fois la nation réunie à son chef naturel, toutes les divisions cesseraient.

Parmi les confédérés, un très-grand nombre eût adhéré avec empressement à cette combinaison. Le général Mokranowski, un des nonces les plus ardents à combattre les réformes des princes Czartoryski, apporta de Paris l'ordre à Durand, résident auprès de la cour de Vienne, de seconder ce projet de toute son influence. Mokranowski, de retour à Bialistok, résidence du grand général, avait engagé la comtesse à faire au roi son frère des ouvertures positives au sujet d'une reconfédération.

Mais ce projet était loin de satisfaire les vœux d'une autre fraction de confédérés, qui, plus attachés à leurs passions qu'au bien de la patrie, étaient moins les ennemis des Russes que du roi de Pologne. Le comte Pac, que la confédération avait envoyé à Vienne pour y suivre les intérêts du parti, fut sondé sur la réunion dont il s'agit et la repoussa comme impossible. Ce fut une grande faute, qui eut pour résultat immédiat de priver les confédérés de l'appui secret que leur donnaient les cours de Vienne et de Versailles. La première surtout, déjà fort ébranlée par les insinuations de la Prusse, sépara tout à fait sa cause de la leur et ne s'attacha plus qu'à entraver leurs opérations. Dumouriez, au lieu de se conformer aux instructions que Durand lui avait

transmises, ainsi que son devoir l'y obligeait, échauffa au contraire les passions des confédérés, et, dans la réunion où devait être discutée la proposition d'admettre le roi parmi eux, Bohucz, un des hommes les plus ardents du parti national, fit prononcer la déchéance de ce prince, faute plus grave encore, dont l'effet soudain fut de jeter tout à fait entre les bras de la Russie Stanislas-Auguste et ses partisans.

Cet acte produisit une vive sensation en Europe. Toutes les cours le blâmèrent, à l'exception peut-être de celle de Saxe, dont Bohucz servait les intérêts. La France en exprima son mécontentement et l'Autriche menaça la confédération de lui retirer son appui.

Cependant les succès que les Russes venaient d'obtenir contre l'empire ottoman ayant effrayé cette cour, elle ne se pressa pas de rejeter une arme dont elle pouvait se servir, si la Russie voulait triompher avec trop d'orgueil. La Prusse, de son côté, n'était pas sans inquiétude sur l'issue de la lutte; car, si la Pologne périssait, rien ne la défendrait elle-même contre l'ambition des tsars. Que deviendrait alors ce royaume élevé avec tant d'efforts? Que deviendrait-il si la Russie, abandonnant son alliance, venait à se rapprocher de l'Autriche, dont le désir appelait alors ce rapprochement? L'Autriche avait conçu à peu près les mêmes craintes. Si la Moldavie et la Valachie tombaient au pouvoir des Russes, la Hongrie se trouvait menacée, la Hongrie, où une partie de la population professait la religion grec-

que, dont l'impératrice était regardée comme la protectrice. Que deviendrait en outre la balance européenne, si la Russie, poursuivant ses avantages, allait jusque sous les murs du sérail dicter des lois au sultan[1]?

Cette inquiétude mutuelle rapprocha l'Autriche et la Prusse, naguère ennemies acharnées, et qui, depuis la paix d'Hubertsbourg, n'avaient cessé d'entretenir leur haine par des souvenirs irritants. La cour de Vienne, gouvernée par le prince de Kaunitz, avait encore sur le cœur la perte de la Silésie. Elle ne pouvait s'empêcher de regarder le roi de Prusse comme un vassal rebelle, dont la fortune avait favorisé les armes, et que la fortune moins fidèle pouvait abandonner. Aussi toute alliance qui l'eût aidée à satisfaire sa rancune eût comblé ses vœux. Malgré son antipathie pour Catherine, qu'elle avait l'habitude d'appeler *cette femme*, Marie-Thérèse aurait fait taire ses sentiments pour amener un accord entre les deux empires, si cet accord avait laissé le roi de Prusse dans l'isolement. Frédéric, au contraire, satisfait de ses conquêtes, ne songeait qu'à fermer les plaies que la guerre avait faites à son peuple, et, dans cette disposition d'esprit, un rapprochement avec l'Autriche lui paraissait désirable.

Par un caprice de la fortune, comme il en avait déjà ressenti les heureux effets dans sa vie politique, ce rapprochement eut lieu, sans qu'il l'eût sollicité autrement

[1] *Mémoires de Frédéric II.*

que par ses vœux. L'empereur Joseph, accompagné de ses meilleurs généraux, visita pendant l'été de l'année 1768 les champs de bataille de la Saxe et de la Bohême, pour y étudier les causes qui avaient déterminé les victoires ou les défaites des armées autrichiennes. Dans le même temps, Frédéric était occupé de ses revues annuelles sur les frontières de la Silésie. Il envoya complimenter le prince et lui témoigner le désir de le connaître personnellement. Joseph se fût rendu avec empressement à l'invitation du roi de Prusse, pour lequel il professait une sincère admiration ; mais il n'osa risquer une démarche de cette nature, sans avoir auparavant consulté sa mère. Marie-Thérèse, d'accord avec le prince de Kaunitz, s'y opposa formellement. Le jeune prince, dont le caractère impatient s'irritait par la contradiction, en témoigna hautement son déplaisir ; il fit plus, il écrivit au roi de Prusse qu'il trouverait le moyen de réparer la *grossièreté* que ses *pédagogues* venaient de lui faire commettre.

En effet, l'année suivante, la cour de Vienne demanda elle-même cette entrevue. Il fallait que de bien graves événements fussent survenus dans l'intervalle, pour que les dispositions de Marie-Thérèse eussent changé en si peu de temps. La France avait manifesté un certain désir de renouer avec la Prusse ses anciennes liaisons. C'en fut assez pour exciter au plus haut degré les inquiétudes de la cour de Vienne. Il paraît en effet probable que ce sentiment, joint à la guerre entre la Russie

et la Porte, eut une influence considérable sur les résolutions de cette cour.

La ville de Neiss, en Silésie, avait été choisie pour le lieu des conférences. L'empereur y fut accompagné par les deux premiers généraux de l'Autriche, Lascy et Laudon; Laudon, de qui Frédéric disait : « Partout où j'ai regardé pendant la guerre, je l'ai toujours trouvé au bout de ma lunette. » Les deux souverains arrivèrent à Neiss le 25 août 1769, et Joseph en repartit le 28, enivré par les flatteries du roi de Prusse. Ils eurent ensemble plusieurs entretiens publics et deux conférences secrètes. La guerre d'Orient était à ce moment l'objet de la préoccupation générale. C'était moins les succès des Ottomans que redoutaient les deux souverains que l'ambition de Catherine, dont les entraînements pouvaient allumer une guerre européenne. Frédéric fit observer que son alliance avec la Russie lui imposait une grande réserve; mais il donna à entendre qu'il agirait volontiers de concert avec la cour de Vienne pour assurer le repos de l'Allemagne. Il était bien éloigné de désirer la destruction ou l'affaiblissement de l'empire ottoman; car, au besoin, les forces de cet empire pouvaient opérer une puissante diversion, soit contre les frontières russes, soit contre les provinces autrichiennes du Danube.

Par suite du plan que les deux cours avaient adopté, l'Autriche rassembla des troupes sur les frontières de la Transylvanie, y établit des magasins, et attendit

l'effet que produiraient ces mesures sur les parties belligérantes. A cette époque, le grand visir Moldavangi venait de faire lever le siége de Khotin. Dans la crainte que la Porte, excitée par le ministère français, se montrât peu favorable à un arrangement, les ministres d'Autriche et de Prusse à Constantinople eurent ordre d'unir leurs efforts pour la disposer à la paix. Mais on apprit presque en même temps que les troupes russes avaient obtenu de grands succès contre les Turcs. En Allemagne, l'inquiétude redoubla, ce qui fut cause que Frédéric et Joseph eurent une seconde entrevue au camp de Neustadt, en Moravie (3 septembre 1770). Cette fois, ainsi que Frédéric en avait exprimé le désir, le prince de Kaunitz y assista. Ce fut même avec lui que furent concertées les mesures que les deux cours se proposaient de prendre, pour arrêter l'impératrice de Russie dans ses conquêtes.

Le prince de Kaunitz avait la réputation du plus habile politique de l'Europe. Esprit hautain et absolu, la longue faveur dont il avait joui et le poids de l'empire qu'il avait porté avec une certaine grandeur lui avaient inspiré un sentiment si outré de sa supériorité, qu'il ne croyait pas qu'on pût se soustraire à l'ascendant de son génie. Ce sentiment l'avait suivi aux conférences de Neustadt. Kaunitz accordait au roi de Prusse une supériorité militaire, où il entrait autant de hasard que de génie, mais il ne croyait pas qu'il pût lui disputer la gloire de diriger les mouvements politiques de l'Europe.

Frédéric, résolu de profiter de son erreur, affecta de lui prodiguer les flatteries les plus outrées, pour mieux faire servir sa vanité à ses propres desseins.

Dès l'ouverture des conférences, le prince de Kaunitz déclara que Marie-Thérèse ne souffrirait pas que les Russes franchissent le Danube, et il ajouta que l'union de l'Autriche et de la Prusse était la meilleure barrière qu'on pût opposer à l'ambition de Catherine. Frédéric avait peine à contenir sa joie; car il avait aussitôt compris, avec sa sagacité ordinaire, le parti qu'il pouvait tirer de cette union, pour l'accomplissement d'un dessein qu'il nourrissait en secret contre la sûreté d'une autre puissance. Aussi écrivait-t-il à Voltaire (16 septembre 1770), dans un accès d'enthousiasme un peu affecté : « J'ai été en Moravie, et j'ai revu cet empereur qui se prépare à jouer un grand rôle en Europe. Né dans une cour bigote, il en a secoué les superstitions; élevé dans le faste, il a adopté les mœurs simples; nourri d'encens, il est modeste. »

Il est certain que ce jeune prince, dont l'esprit était aussi romanesque que son caractère était ambitieux, ne pouvait échapper à la fascination qu'exerçait alors sur tout le monde la grande renommée du roi de Prusse, dont l'art infini savait, en outre, caresser les faiblesses des personnes qu'il voulait séduire.

Les conférences de Neustadt duraient encore, lorsqu'un courrier y apporta des lettres de Constantinople. Le Grand Seigneur demandait aux deux cours leur mé-

diation pour terminer ses différends avec l'impératrice de Russie. Les Turcs, qui venaient d'éprouver de grands revers, désiraient alors la paix avec plus d'ardeur qu'ils n'avaient désiré la guerre.

Le roi de Prusse, malgré ses liaisons avec la Russie, n'avait rien perdu de son crédit à la Porte, parce qu'il n'avait cessé de la détourner de la guerre. L'Autriche, au contraire, quoique unie à la France, n'y jouissait d'aucune faveur, et elle y était considérée moins comme une amie que comme une rivale. Ce fut donc l'influence de Frédéric qui détermina le divan à solliciter la médiation de la cour de Vienne.

Le prince de Kaunitz parut flatté de cette déférence. Il hésitait cependant à engager l'autorité de sa souveraine dans une démarche dont le résultat pouvait changer en hostilité la froideur qui existait encore alors entre les cabinets de Vienne et de Pétersbourg. Selon lui, le roi de Prusse était dans des conditions plus favorables. Si Catherine, disait-il, accueillait mal ses ouvertures, son humeur ne serait que passagère, tandis que, si l'Autriche éprouvait un refus, elle serait obligée d'avoir recours à la voie des armes, ce qui ferait manquer le but qu'elle se proposait. Il ajouta que son gouvernement ne consentirait jamais à ce que la Russie possédât la Crimée; à ce qu'elle établît des princes indépendants dans la Moldavie et la Valachie, et à ce qu'elle exerçât en Pologne, comme elle l'avait fait jusqu'à ce jour, un pouvoir aussi arbitraire.

Le roi de Prusse avait au fond les mêmes vues, et, comme son alliance l'autorisait à plus d'abandon, il écrivit à l'impératrice pour l'engager à conclure la paix, après les succès que ses armées venaient d'obtenir. Il ne lui cachait pas que ses victoires remplissaient d'inquiétude et de colère ses ennemis, et que le moindre revers les comblerait de joie. Enfin il lui faisait craindre que les Turcs ne s'adressassent à la France, si la médiation de l'Autriche était refusée [1].

Catherine répondit qu'ayant rejeté la médiation de l'Angleterre, elle ne pouvait en accepter une autre sans désobliger cette puissance; qu'elle ne repoussait pas la paix, qu'elle la désirait même, et qu'elle serait heureuse si les bons offices des cours de Vienne et de Berlin pouvaient conduire à ce résultat.

En effet, il n'est guère permis de douter qu'elle ne fût de bonne foi dans le désir qu'elle venait d'exprimer. Lorsque le général Roumiantzof avait envoyé, le 5 septembre, le colonel Patrowna à Isaktchi, auprès du grand visir, avec des propositions de paix, il n'avait fait qu'obéir à ses instructions. Les succès qu'elle obtint après cette démarche ne changèrent point ces dispositions, car elle écrivait à Voltaire le 2 août 1771 : « J'ai eu de grands succès durant cette guerre; je m'en réjouis très-naturellement; mais je vous dirai que, pour épargner le sang humain, je souhaite sincèrement la paix. Je

[1] *Mémoires de Frédéric II.*

souhaite également la pacification des querelles de la Pologne. Malheureusement j'ai affaire là à des têtes écervelées dont chacune, au lieu de contribuer à la paix commune, y nuit au contraire par caprice et par légèreté. »

Lorsqu'elle avait reçu l'avis de l'entrevue de Neustadt, Catherine, déjà mécontente de celle de Neiss, et sachant que cette entrevue avait pour objet la guerre qu'elle faisait à la Turquie, résolut de mettre à profit l'impression que ses victoires avaient produite sur l'esprit du Grand Seigneur pour traiter directement avec lui. Elle croyait sincèrement qu'ils s'entendraient mieux et plus vite. Mais les Turcs avaient fait échouer ses desseins par une fausse interprétation de sa démarche, s'imaginant, parce qu'elle offrait la paix, qu'elle ne pouvait plus continuer la guerre. Ils espéraient, en outre, obtenir des conditions moins dures, si la médiation des cours de Vienne et de Berlin était admise. C'est alors seulement qu'ils s'empressèrent de la solliciter.

La réponse de l'impératrice de Russie ayant été communiquée au prince de Kaunitz, ce ministre en fut troublé. Il craignit que le roi de Prusse n'eût resserré ses liens avec l'impératrice et que la Russie ne fît, sans médiation, une paix trop avantageuse. Ce qui lui donnait cette crainte était le voyage que le prince Henri, frère de Frédéric, avait fait à Pétersbourg, où il se trouvait encore. C'est pourquoi il continua à flatter les Turcs de l'espoir d'une triple alliance avec l'Autriche et la

France, certain que cet espoir déciderait le divan à refuser toute espèce d'ouverture concernant la paix. Mais d'un autre côté, il envoya Van Swieten à Berlin, afin de connaître les véritables intentions du roi de Prusse.

Il est bon de savoir qu'il existait dans les conseils de l'Autriche deux opinions bien différentes : celle du prince de Kaunitz, partagée par Marie-Thérèse, qui, dans le but d'empêcher l'agrandissement de la Russie, penchait pour un rapprochement avec la Prusse et pour une alliance avec la Porte ottomane. La seconde opinion était celle de Joseph, qui aurait préféré une alliance avec la Russie, et qui ne tendait à rien moins qu'au partage de l'empire ottoman. Le démembrement de cet empire y fut examiné à tous les points de vue. Le voisinage de la Russie après ce partage n'effrayait pas Joseph, dont l'imagination était plus ardente que sage. Il croyait que cette puissance, épuisée par ses propres efforts, mettrait un demi-siècle à réparer ses blessures. Mais le prince de Kaunitz ne partageait pas cette confiance. Il montra que l'empire ottoman, dont les ressorts étaient usés, n'était plus d'aucun danger pour l'Autriche; qu'au lieu de l'affaiblir, il fallait au contraire l'arrêter sur le penchant de sa ruine; poursuivre les négociations du traité dont on avait flatté la Porte, traité qui devait rester secret, afin que la cour de Vienne pût toujours prétendre à la médiation; il conclut à ce que l'Autriche prît en même temps quelques mesures pour

imposer à la Russie et à la Prusse. L'avis du ministre l'emporta dans le conseil et détermina la politique de cette cour.

On mit en effet dans un meilleur état de défense les places frontières de la Hongrie; on y établit des magasins de vivres; on y fit plusieurs envois de munitions; on avait rappelé des troupes de l'Italie et de la Flandre, pour les diriger sur ce point; enfin, un grand mouvement régnait au ministère de la guerre, et l'on annonçait hautement que, si les hostilités ne cessaient pas, la cour de Vienne serait forcée d'y prendre part [1], « Je vous confie, écrivait le prince de Kaunitz à la cour de Versailles, que nous sommes prêts à tout et qu'incessamment nous assemblerons une forte armée en Hongrie. Il est étrange que, pour une cause commune à toutes les grandes puissances, nous soyons les seuls à courir les risques de notre entreprise. » Nous verrons bientôt à quoi se bornèrent ces mouvements dont l'Autriche avait fait tant de bruit.

La Russie s'était abstenue jusqu'alors de faire connaître les conditions au moyen desquelles on pouvait traiter de la paix. Elle demandait qu'avant toutes choses Obreskof fût mis en liberté, ce qu'elle obtint par les bons offices des deux cours. Du reste, elle ne pouvait plus conserver l'espoir de traiter directement. Le comte Panin, son ministre des affaires étrangères, remit donc,

[1] *Mémoires de Frédéric II.*

le 30 mai, au prince Lobkowitz, ambassadeur de Sa Majesté autrichienne, un mémoire contenant les conditions que son gouvernement se proposait d'imposer à la Porte. Ces conditions étaient la cession d'Azof, la libre navigation sur la mer Noire, le séquestre de la Moldavie et de la Valachie pendant vingt-cinq ans, comme indemnité des frais de la guerre, l'indépendance de ces deux principautés, l'indépendance des Tartares de la Crimée et une amnistie générale en faveur des Grecs du Péloponèse. Catherine ajoutait qu'elle se bornait à ces conditions, par égard pour la cour de Vienne; mais elle annonçait que, si elles étaient repoussées, elle dirigerait une attaque contre la presqu'île de Crimée, et que les mesures étaient prises pour continuer la guerre avec plus de vigueur.

Ces prétentions révoltèrent l'Autriche et troublèrent au dernier point le roi de Prusse. Marie-Thérèse, malgré son désir d'achever dans la paix sa longue carrière, fut si courroucée à la lecture de ce mémoire, qu'elle parut disposée à recourir à la voie des armes, et elle envoya l'ordre au prince Lobkowitz de notifier sa résolution au cabinet de Pétersbourg. Cette résolution était : que les Turcs resteraient en possession de la Moldavie et de la Valachie; que les Tartares continueraient à relever de la Porte, et que rien ne serait changé relativement à la mer Noire. La cour de Vienne, dans une circonstance aussi grave, se contenta de donner communication de ce mémoire au roi de Prusse, sans lui en

laisser copie, pour montrer à ce prince que sa détermination était irrévocable.

Quoique blessé de ce procédé, Frédéric, toujours maître de lui-même, aussi passionné pour la paix qu'il avait été jadis ardent à faire la guerre lorsqu'elle avait été nécessaire à son indépendance, Frédéric envoya l'ordre au comte de Solms, son ambassadeur en Russie, d'appuyer les démarches du prince Lobkowitz. Mais, consulté en même temps sur la question de savoir s'il resterait neutre, au cas où la guerre éclaterait, il répondit qu'il était lié par son traité et que son intention était d'y rester fidèle. Il conseillait cependant la modération et ne doutait pas que l'impératrice de Russie, après avoir savouré les premières douceurs de la victoire, ne réfléchît très-sérieusement au danger d'attirer contre son empire les armes d'une puissance aussi redoutable que l'Autriche.

Le cabinet russe ne se pressa pas de répondre. Mais, lorsque les lignes de Perekop eurent été forcées (24 juin 1771), il se réunit pour délibérer sur la réponse à faire au mémoire de la cour de Vienne. Les questions déjà traitées furent reprises une à une, et l'impératrice ne dédaigna pas de prêter sa plume pour la rédaction d'un mémoire qui fut remis au prince Lobkowitz dans les premiers jours du mois d'août. La réponse de Catherine était remplie d'égards pour la cour de Vienne; mais elle n'abandonnait aucune de ses prétentions. Suivant elle, il importait peu à cette cour que la Moldavie et la Vala-

chie fussent retirées à la Porte pour passer sous la domination d'un autre prince. Si ce prince est déjà puissant, disait-elle, ce surcroît de territoire n'ajoutera rien à son influence; s'il ne possède que ce pays, il ne pourra jamais nuire à personne. Le cabinet de Vienne, de son côté, faisait observer avec beaucoup de justesse que la Moldavie et la Valachie étaient peuplées par une race d'hommes qui avaient avec les Russes une communauté de croyances; que ces peuples, opprimés par le despotisme des Ottomans, tournaient leurs regards vers la Russie, et que leur indépendance ne serait qu'illusoire, n'étant pas assez puissants pour se protéger eux-mêmes.

La Russie n'avait jamais dissimulé son désir de porter les frontières de l'empire jusqu'aux rivages de la mer Noire. Ce désir avait été le rêve de Pierre le Grand; Catherine, en affectant de croire que l'indépendance des Tartares de la Crimée n'avait rien d'inquiétant pour l'Autriche, aurait abandonné toutes ses prétentions sur la Moldavie et la Valachie, pourvu que la Crimée fût à jamais détachée de l'empire ottoman. Elle offrait donc, pour calmer les craintes de l'Autriche et de la Prusse, de s'en rapporter à leur décision pour le choix du prince auquel serait dévolue la souveraineté de ces deux provinces. Mais la cour de Vienne fut d'autant moins touchée de cette offre qu'elle venait de conclure avec la Turquie un traité secret qui lui assurait de plus grands avantages.

Frédéric s'en inquiéta peu, persuadé que, si l'Autriche en avait désiré l'exécution, elle en aurait au contraire

recherché la publicité, et surtout elle n'en aurait point écarté la France, qui avait ignoré comme tout le monde cette mystérieuse négociation; mais il réfléchit qu'il pourrait en tirer parti pour obtenir de l'impératrice qu'elle se relâchât de ses prétentions. Il renouvela donc avec plus de force ses premières observations, qui frappèrent cette fois le cabinet de Pétersbourg. La certitude qu'elle ne parviendrait pas à écarter les autres puissances des négociations, et, d'autre part, le désir de renouveler avec la Prusse le traité d'alliance, qui était à la veille d'expirer, ramenèrent l'impératrice aux sentiments de modération, que les conseils de Frédéric avaient commencé à faire naître. Ajoutons que Saldern, envoyé en Pologne pour calmer les esprits, avait complétement échoué. Les confédérés, secondés par des officiers français, avaient repris courage; Oginski se fortifiait en Lithuanie, et, quoique surveillé, on tremblait qu'il n'éclatât.

Cependant les négociations marchaient lentement. Cette lenteur avait pour cause une autre négociation, que les trois cours, la Russie, l'Autriche et la Prusse, conduisaient dans un mystère impénétrable : nous voulons parler du partage de la Pologne. Dans cette malheureuse affaire, chacun hésitait. Les trois cours, par un sentiment de pudeur, n'osaient s'avouer l'une à l'autre leurs désirs secrets, de sorte que cette réserve tenait la paix en suspens. Mais aussitôt que le voile eut été déchiré et qu'on se fut entendu sur la question du démembrement, les négociations prirent une grande ra-

pidité. Catherine renonça tout à fait à l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie, se bornant à demander une indemnité pécuniaire, dont les cours de Vienne et de Berlin fixeraient elles-mêmes la valeur. Quant aux Tartares, on en parlait comme d'une nation libre; on ne paraissait pas douter de leur indépendance.

Le roi de Prusse avait annoncé à l'impératrice de Russie que l'Autriche, après ce sacrifice, consentirait probablement à ce qu'on traitât sur les bases que le cabinet russe avait posées. En effet, dès ce moment Thugut engagea la Porte à ne plus refuser les négociations, en lui donnant l'assurance qu'elle obtiendrait des conditions honorables. Les négociateurs se rendirent donc à Fokschani. L'ambassadeur autrichien était parvenu à persuader au divan qu'il n'avait pas de défenseur plus zélé que la cour de Vienne. La Porte le croyait, parce qu'elle ignorait encore le traité de partage, et que d'ailleurs elle comptait sur les engagements que Marie-Thérèse avait pris dans la convention du 6 juillet 1771. Mais à la nouvelle du partage, une grande inquiétude saisit le sultan. Il s'aperçut qu'il avait été trompé, et craignit qu'on eût fait aussi des arrangements sur ses États [1].

L'Autriche ayant obtenu les garanties qu'elle avait désirées, au sujet de la Moldavie et de la Valachie, ne témoigna plus aucun intérêt à la paix. Elle pousa plus

[1] Lettre de l'ambassadeur français à Constantinople, 3 juin 1772.

loin encore sa condescendance à l'égard de la Russie, en prenant l'engagement de garder la neutralité, si le congrès ne parvenait pas à s'entendre.

Ce fut au moment où la confédération de Bar se promettait des succès, que les puissances voisines commencèrent à conspirer la ruine de la république. A cette époque, les troupes des confédérés avaient pris une forme plus régulière. Deux places fortifiées leur assuraient une retraite en cas d'échec, et, si les Turcs se fussent maintenus en Moldavie, l'impératrice aurait pu être obligée de rappeler son armée de la Pologne. Autant la déchéance du roi avait été mal accueillie par les cabinets de l'Europe, autant elle avait exalté certains esprits. Les plus modérés se figuraient qu'une démarche de cette nature n'avait pu être suggérée à ses auteurs que par la certitude qu'elle aurait l'appui des puissances étrangères. Elle reçut, il est vrai, l'adhésion d'un grand nombre de sénateurs [1], mais il ne s'en trouva qu'un petit nombre qui osèrent se déclarer ouvertement.

Au commencement du printemps, la confédération avait sous ses ordres un corps de 5,000 chevaux. Miaczinski, maréchal de Belz, occupait le duché d'Oswietzim et les parties du palatinat de Cracovie qui avoisinaient la Hongrie. Zaremba, maréchal de la grande Pologne, couvrait la rive gauche de la Warta, et poussait des détachements au-delà de cette rivière, pour se procurer

[1] Lettre de Durand, résident français à Vienne, 13 avril 1771.

des vivres et lever des contributions. D'autres corps parcouraient les palatinats de Sandomir, de Podlachie, de Polotsk et de Mazovie; mais trop faibles pour affronter les Russes, ils étaient presque sans utilité pour la cause commune.

Les Russes qui, au commencement de la campagne, se trouvaient disséminés sur une vaste étendue, n'avaient pu empêcher les confédérés de prendre des postes sur la Vistule et le Donayetz, et d'occuper tout le terrain compris entre les deux rivières. Mais en voyant les confédérés faire des dispositions plus sérieuses, ils rappelèrent leurs détachements, passèrent le Donayetz et forcèrent les Polonais à se retirer sous le château de Landskroon, où Souvorof et Drewitz les attaquèrent. Le combat fut fatal aux confédérés, non-seulement pour la perte qu'ils éprouvèrent, mais plus encore pour ses résultats. Leurs différents corps, abandonnés à eux-mêmes, n'agirent plus avec le même ensemble. La cavalerie du prince Radziwill fut détruite. Pulawski ne gagna Czenstokoff qu'avec de grands efforts et qu'au prix de son artillerie, et Zaremba, qui avait passé la Warta et remporté quelques avantages sur Branicki, se vit contraint, en apprenant l'approche des Russes, de repasser la rivière à la hâte. Le brave Sawa, atteint, le 26 avril, près de Schvinski, à deux milles de Soldau, par Souvorof, dont l'activité était infatigable, avait eu une jambe emportée par un boulet de canon, et il était tombé lui-même entre les mains des Russes. Après cet

échec, sa troupe avait été dispersée, poursuivie et détruite.

Les confédérés reprochèrent à Dumouriez d'avoir livré le combat de Landskroon pour satisfaire son ambition de renommée. Dumouriez, de son côté, les accusa de n'avoir pas obéi à ses ordres et d'avoir fait échouer ses mesures par leur répugnance à combiner, d'après un plan général, leurs mouvements particuliers. Il s'était rendu si odieux par sa hauteur et ses exigences, qu'il prit le parti de se retirer.

C'est dans cette situation que le baron de Vioménil trouva les affaires des confédérés. C'était un militaire plein d'honneur et de talent, dont l'esprit conciliant, mais ferme, était tout l'opposé de celui de Dumouriez. Il arriva dans les premiers jours de septembre à Bilitz, en compagnie de quelques officiers français. Le duc d'Aiguillon qui, en prenant le portefeuille des affaires étrangères, avait annoncé l'intention de suivre, à l'égard de la Pologne, la politique de son prédécesseur, avait chargé Vioménil de quelques secours d'argent pour les malheureux confédérés. Le premier soin de cet officier fut de réunir les chefs, d'introduire plus de discipline parmi les troupes, d'assurer leur paye, de réparer les places fortes et de veiller aux approvisionnements.

La Généralité ou Conseil de la confédération, qui venait d'obtenir de la cour de Vienne l'autorisation de s'établir à Teschen, avait sous ses ordres immédiats 1,250 hommes d'infanterie et 1,000 hommes de cava-

lerie. Ces troupes occupaient le duché d'Oswietzim avec une partie du palatinat de Cracovie, dans lequel étaient situées trois forteresses de la haute Vistule. Ces trois forteresses se trouvaient dans un assez bon état de défense. Pulawski gardait Czenstokoff avec 400 hommes. Sa cavalerie, au nombre de 1,200 chevaux, occupait, en avant de cette place, une portion du palatinat de Sandomir et le territoire de Vielun, ayant sa droite sur la Stola, par laquelle il communiquait à Bobreck; sa gauche à Vielun. Zaremba avait sous ses ordres environ 2,500 cavaliers et 200 fantassins de nouvelle levée. Il tenait un poste à Widawa, sur la droite de la Warta, un autre à Peterkow, sur la rive gauche de cette rivière, et, de ces deux points, il dominait un territoire considérable.

Ce fut aussi vers cette époque qu'Oginski leva le masque. Nommé grand général de Lithuanie par le crédit des princes Czartoryski, il s'était conduit avec autant de prudence que d'habileté. Quoique ses sentiments à l'égard des Russes fussent connus, il avait cependant, retenu par des considérations puissantes, résisté jusqu'ici aux sollicitations de ses compatriotes, ainsi qu'à celles de la France, qui lui reprochait son inaction. De leur côté, les Russes se méfiaient de ses intentions, en le voyant à la tête de 2,000 hommes. Ils lui ordonnèrent de les disperser ou de déclarer dans quel dessein il les avait réunis. D'après ses réponses évasives, ils se mirent en mesure de le surprendre dans son camp de Telechany. Il n'était donc plus possible à Oginski de tem-

porıser. Résolu d'attaquer lui-même les Russes, il tomba sur eux près de Redzycza (6 septembre 1771), leur fit 600 prisonniers, et mit au grod ou tribunal de Pinsk son accession à la confédération.

Cette nouvelle produisit une vive sensation dans toute la Pologne. Les confédérés se crurent au moment de triompher. Les Russes comprirent qu'il fallait de nouveaux efforts pour vaincre ce nouveau danger. Oginski, renforcé de quelques recrues et des prisonniers faits à Minski, se porta d'abord sur Nieczwitz, qui refusa de se rendre, et de là à Stolowicze, près de Slonim. Mais le colonel During l'ayant forcé de se replier sur la gauche contre Souvorof, celui-ci tomba sur lui au milieu de la nuit, mit sa cavalerie en fuite, lui prit toute son infanterie, son artillerie, ses bagages et sa caisse contenant 50,000 ducats. Oginski se retira à Kœnisberg et gagna Dantzig dans un extrême dénûment.

Sa défaite ruina complétement les affaires de la confédération dans la Lithuanie, et causa à Pétersbourg une joie d'autant plus grande, qu'on y avait craint que cette flamme ne se communiquât à la Courlande, où les confédérés avaient de nombreux partisans. Kossakowski, après cet échec, fut contraint d'abandonner la Lithuanie. Il se réunit à Pulawski et à Zaremba, ayant l'un à sa droite, l'autre à sa gauche.

Il ne restait plus aux Russes, pour achever la destruction des confédérés, qu'à se rendre maître des trois places fortes que ces derniers possédaient encore. C'était

leur base d'opérations. S'ils les perdaient, ils se trouvaient réduits à la nécessité de se disperser ou de poser les armes. La question fut agitée dans un conseil tenu à Varsovie, chez Saldern, et présidé par Weymar. L'opinion du conseil fut qu'il fallait 12,000 hommes pour attaquer avec succès Czenstokoff, Landskroon et Tynieck, et on résolut, en conséquence, de faire venir des troupes de la Volhynie, et de demander au roi de Prusse des canons de siége, des mortiers et des munitions, que ce prince leur fit en effet parvenir; de partager l'armée en trois corps, dont l'un tiendrait la campagne, pendant que les deux autres se relèveraient dans les travaux de siége; enfin de ne donner aucun assaut, afin de ménager les troupes. Branicki devait en outre se joindre aux Russes, avec l'armée de la couronne [1].

Voici maintenant quelle était la position respective des confédérés et des Russes. Les premiers occupaient dans les deux Pologne une ligne de cent quarante lieues, depuis les frontières de la Hongrie, au point de Nowitag, jusqu'à la Warta, un peu au-dessous de Posen; mais ils n'avaient, pour défendre cette grande étendue de pays, qu'un peu plus de 8,000 hommes. Leur situation était si grave que le baron de Vioménil la jugeait sans espoir. Son zèle, son activité, son courage, étaient uniquement employés à retarder leur chute et à la rendre aussi glorieuse que possible.

[1] Lettre de Durand, Vienne, 18 octobre 1771.

Les forces des Russes consistaient en 10,000 hommes d'infanterie et de cavalerie, et en 5,000 hommes de troupes royales. En Lithuanie, où les confédérés n'avaient plus alors que 3,000 soldats, ils leur en opposaient un pareil nombre. Mais la Volhynie, l'Ukraine, la Podolie et une partie de la Prusse polonaise étaient occupées par des corps détachés de l'armée de Roumiantzof. Il faut ajouter que les Autrichiens s'étaient emparés de la starostie de Nowitag et du comté de Zips; que le roi de Prusse occupait Thorn et Posen, jusqu'à la mer, ainsi que le reste de la Prusse polonaise. Ce prince entretenait en outre un corps de 4,000 hussards et dragons sur le Dniester, pour protéger les magasins des Russes et couvrir leurs communications.

Ces derniers ayant rassemblé, vers la fin de cette année, un corps de 5,000 hommes, dans les environs de Cracovie, le général Souvorof, qui en avait reçu le commandement, menaçait Czenstokoff et les trois places fortes de la haute Vistule. Deux lieutenants-colonels français commandaient à Tynieck et à Landskroon, mis par eux en assez bon état de défense. Les confédérés espéraient, au moyen d'une contribution volontaire, et à l'aide des subsides qu'ils recevaient de la France, lever quelques mille hommes d'infanterie.

Le projet du baron de Vioménil était de réunir toutes les forces des confédérés. Krasinski et Potocki se trouvaient toujours en Turquie, vivant dans l'inaction et dans une déplorable mésintelligence. L'ambassadeur

français à Constantinople, sur le désir de Vioménil, négocia pour obtenir leur sortie du territoire ottoman avec les sept ou huit cents hommes parfaitement braves et aguerris qu'ils avaient conservés autour de leurs personnes. Krasinski partit sans attendre le firman de la Porte ni les secours pécuniaires qui devaient lui être fournis [1]; mais il fallut contraindre Potocki à quitter sa retraite.

Quelque temps après, le lieutenant-colonel de Choisy, un des plus braves officiers français qui combattaient dans les rangs des confédérés, exécuta une des actions les plus audacieuses dont les annales de la guerre aient gardé le souvenir. On lui avait confié la défense de Tynieck, à une lieue de Cracovie, avec 800 hommes seulement. C'est avec une partie de cette faible garnison qu'il résolut de surprendre le château de Cracovie, où les Russes avaient 500 hommes, outre 800 hommes qui gardaient la ville et à peu près 3,000 soldats répandus tant dans les faubourgs que dans les environs. Un égout, qui du milieu du château recevait les immondices et les portait dans la Vistule, devait introduire les confédérés dans la place.

Partis de Tynieck dans la nuit du 1er au 2 février 1772, au nombre de 500, ils arrivèrent avant le jour au pied des murailles du château, dont ils trouvèrent toutes les issues fermées. Ils n'avaient pour les ouvrir ni canons

[1] Lettre de l'ambassadeur français à Constantinople.

ni pétards. Choisy avait partagé sa troupe en cinq détachements de 100 hommes chacun. Un de ces détachements était commandé par le jeune Vioménil, neveu du général ; un autre, sous les ordres de Dussaillans, devait s'emparer d'une des portes de la ville. Choisy avait regagné Tynieck, après avoir reconnu l'inutilité de l'entreprise. Mais le jeune Vioménil ayant trouvé l'ouverture signalée, qui n'était autre chose qu'un trou de latrines de deux pieds de haut sur un pied de large, s'y engagea sans hésitation, suivi de son détachement, et se trouva tout à coup dans l'intérieur de la place. Une sentinelle à moitié endormie fut tuée d'un coup d'épée. Plus loin une autre eut le même sort. Ils arrivèrent sans bruit jusqu'au corps de garde où Vioménil étant entré en criant : Armes bas! les Russes, frappés de terreur, se rendirent sans résistance, à l'exception de quelques-uns qui sautèrent par les fenêtres et coururent jeter l'alarme.

Dussaillans ayant rencontré les mêmes obstacles que Choisy, allait se retirer comme lui, désespéré d'avoir échoué, lorsque trois coups de feu tirés dans le château firent changer sa résolution. Il découvrit l'ouverture par laquelle la troupe de Vioménil était entrée, et s'y jeta. A peine l'eut-il rejoint qu'ils entendirent des coups de canon et un bruit de haches : c'étaient les Russes qui brisaient la porte d'entrée. Le jour commençait alors à paraître. Les confédérés furent saisis d'un si grand effroi que, sans la fermeté de Dussaillans, qui tint tête au

feu des Russes avec un petit nombre d'hommes, ils auraient abandonné le château, d'où les ennemis ne se retirèrent qu'après avoir essuyé trois cents coups de fusil avec une perte de 45 hommes. Un canon qu'ils avaient trouvé dans le château leur fut d'un grand secours. Le bruit de ce canon s'étant fait entendre jusqu'à Tynieck, Choisy, que les rapports de quelques paysans avaient déjà prévenu, était revenu sur ses pas, avait repoussé ou évité plusieurs détachements ennemis, et s'était réuni dans le château à Dussaillans et à Viomé-nil. Il y avait dans la place des munitions considérables, du foin, du seigle, du froment, vingt pièces de drap, deux cents tentes, mais pas une once de farine et point de viande.

Le baron de Vioménil ayant appris la prise du château par un rapport de Choisy, qui demandait en même temps quelques centaines d'hommes pour tenter un coup de main sur la ville, se hâta de lui faire parvenir du renfort. Ce ne fut pas cependant sans obstacle ni sans perte que ce détachement pénétra dans le château.

La garnison se trouvant alors plus en force, Choisy effectua son attaque sur la ville. Mais cette sortie malheureuse coûta aux confédérés une quarantaine de chevaux et 44 hommes tués ou blessés. La ville de Cracovie, située sur la Vistule, était entourée d'un mur flanqué de tours et comptait dans son enceinte une population de 16,000 à 20,000 âmes. Le château, construit sur une

éminence, entre la ville qu'il domine et le faubourg de Casimir, n'avait pour défense qu'un fossé profond et qu'un mur de trente pieds de haut.

Les confédérés, ayant échoué dans leur attaque contre la ville, songèrent à réparer et à fortifier les endroits faibles du château, certains qu'ils ne tarderaient pas à y être assiégés. Ils mirent dans la distribution des vivres tout l'ordre possible; car il n'y avait pas d'apparence qu'ils pussent en recevoir du dehors, les communications étant interceptées par les troupes russes. Souvorof et Branjcki étaient arrivés le 4 et le 5 février avec 5,000 hommes, et aussitôt ils s'étaient mis en mesure de bloquer le château, d'occuper Wiliezka et de construire un pont sur la Vistule.

Les confédérés se trouvèrent alors dans la position la plus critique. Le nombre des blessés augmentait chaque jour et ils n'avaient pas de médicaments. Ils déployèrent pendant ce siége tout ce que la nature humaine peut donner de courage, d'activité, de présence d'esprit. Mais, d'un autre côté, une sorte de rage animait les Russes. Deux pièces de canon, qui tiraient continuellement sur eux, ne purent les empêcher de se précipiter comme des furieux dans les embrasures, qu'ils élargirent assez pour y faire passer six hommes de front. « Il n'y a pas d'exemple, écrivait Choisy, d'une attaque aussi brusque et aussi audacieuse que celle de ces gens-là. » Pendant trois mois, les assiégés, mourant de faim, affaiblis par la désertion, exposés à des assauts presque

journaliers, résistèrent aux efforts d'une armée nombreuse et ne capitulèrent (22 avril) qu'après que les Russes eurent ouvert plusieurs brèches aux murailles du château.

Cette défense opiniâtre fit le plus grand honneur aux Français. Elle produisit en Pologne une sensation si profonde et si générale que Saldern lui-même but à la santé du brave Choisy et du jeune Vioménil. Tous les officiers français furent conduits à Smolensk dans la Russie blanche, d'où ils devaient être transportés en Sibérie. Le duc d'Aiguillon n'osa les réclamer ; mais sur les instances du prince de Rohan, notre ambassadeur à la cour de Vienne, Marie-Thérèse demanda leur liberté et l'obtint. L'impératrice de Russie mit d'autant plus d'empressement à briser leurs chaînes, que déjà l'Autriche avait donné son adhésion au démembrement de la Pologne.

Après la prise de Cracovie, les troupes de la confédération, obligées, pour se soutenir, de rançonner et de piller leurs concitoyens, abandonnèrent successivement Tynieck, Landskroon et les autres places qu'elles occupaient encore. Les chefs faisaient de vains efforts pour relever leur parti abattu. Oginski rassemblait de nouvelles bandes. On se flattait d'agiter la Lithuanie. Le baron de Vioménil avait demandé à cet effet un subside au duc d'Aiguillon ; mais ce ministre lui répondit que la situation actuelle de la Lithuanie ne pouvait plus intéresser le roi, au point de continuer à s'imposer des

sacrifices. En conséquence, Oginski fut contraint de renoncer à son projet.

Alors commença à se manifester ouvertement l'accord des trois puissances. Le conseil des confédérés, établi à Teschen, avait reçu l'ordre de se dissoudre, et les membres qui le composaient de quitter les États de l'impératrice. Le bruit se répandit que le roi de Prusse allait renforcer les troupes qu'il avait dans la grande Pologne, et que le prince d'Anhalt devait en prendre le commandement. Dans cette province, Zaremba, Pulawski et Kossakowski, de plus en plus resserrés par les Russes, étaient en outre menacés par les nouveaux mouvements des Prussiens, qui venaient d'entrer dans le palatinat de Posen, où ils commettaient les plus grandes cruautés.

La Généralité envoya l'ordre à ces trois chefs de réunir leurs forces, d'attaquer successivement Lapouchin et Drewitz, qui occupaient Peterkow, Pelica et les passages de la haute Vistule avec 3,500 hommes, d'abandonner Czenstokoff, de passer la Vistule à Bobreck et de se rendre à Zamosk, afin de reporter la guerre dans les palatinats de Belz et de Lublin, où ils trouveraient des vivres en abondance. Ce mouvement exigeait beaucoup de prudence, et surtout le plus parfait accord; mais Zaremba, s'étant séparé de Pulawski, passa la Warta et dissémina ses troupes dans la grande Pologne, sans avoir profité de l'occasion de surprendre Lapouchin. On crut dès ce moment qu'il avait résolu de faire sa paix. Pulawski, réduit à ses propres forces, s'était enfermé

dans Czenstokoff. Mazowiecki, qui s'était approché de Peterkow avec 400 dragons, fut battu par Lapouchin et ne put continuer à tenir la campagne.

Zaremba avait à peine établi ses quartiers entre la Silésie et la Warta, qu'il fut sommé par le général prussien Czettritz de les abandonner et de se soumettre. Les Prussiens s'avancèrent en même temps pour chasser les confédérés des postes qu'ils occupaient à Frauenstadt, à Lezme et à Szduni. Zaremba, ne voulant pas être forcé dans ses cantonnements, remit le commandement de sa troupe à son régimentaire, en informa la Généralité et se retira à Pitchina, dans la Silésie prussienne. Mais il fit ensuite une démarche qui ternit l'éclat de son dévouement à la cause de la Pologne. Il écrivit à Saldern, le 6 mai 1772, pour implorer son pardon et solliciter des secours. Le cœur se serre en voyant un homme qui avait combattu quatre ans les ennemis de son pays, vaincu tout à coup par l'infortune, leur tendre honteusement la main. La réponse de Saldern fut le premier châtiment de cette apostasie. « La porte des négociations est fermée pour vous, écrivit-il à Zaremba. Vous n'avez qu'à vous remettre à la clémence et à la grandeur d'âme de l'impératrice. C'est tout ce que mérite votre infidélité. »

Les malheurs qui vinrent alors accabler les confédérés se succédèrent rapidement. Le comte Esterhazi, à la tête de 10,000 Autrichiens, avait pénétré sur les terres de la Pologne par les frontières de la Hongrie. Casimir

Pulawski, après une défense des plus glorieuses, fit sortir secrètement de Czenstokoff une partie de ses soldats, en les engageant à se réserver pour des temps meilleurs, désigna un officier pour y commander et, le 15 août 1772, il quitta lui-même la forteresse, qui se rendit après son départ. Les troupes des trois puissances embrassèrent bientôt dans un grand cercle les différents corps de confédérés et les forcèrent soit à mettre bas les armes, soit à quitter le territoire polonais, dont elles prenaient possession.

On est généralement peu d'accord sur celui qui le premier conçut l'idée du partage de la Pologne. La Russie avait le plus grand intérêt à dominer dans cette république divisée, mais il semble qu'elle voulait y dominer seule. « J'ai discuté cette question, la question d'un démembrement, avec le vice-chancelier, écrivait au duc de Praslin le résident français à Pétersbourg, et il est convenu qu'il était non-seulement de l'intérêt de cet empire de maintenir l'étendue des possessions de la Pologne, mais encore de ne jamais souffrir qu'aucune autre puissance s'agrandisse à ses dépens. Il a ajouté que si le roi de Prusse avait des vues moins désintéressées, la Russie les combattrait [1]. » En faisant élire Poniatowski roi de Pologne, le but de Catherine avait été moins de couronner son amant que de placer sur le

[1] Bérenger à Praslin, Saint-Pétersbourg, 20 décembre 1763. Archives du ministère des affaires étrangères.

trône un homme faible qui servît ses desseins. En effet, jusqu'au moment où elle adopta le projet d'un partage commun, elle ne songeait qu'à s'attacher la Pologne par un traité d'alliance, qui eût mis à sa disposition les troupes de cette république. Mais, lorsque la guerre contre la Turquie eut éclaté; lorsque les succès de ses armées eurent excité l'inquiétude et la jalousie des autres puissances; lorsque l'Autriche et la Prusse tendirent à se rapprocher, elle vit clairement que ces deux cours ne souffriraient pas qu'elle s'assujettît la Pologne.

Sa politique prit alors une direction différente. Elle avait entretenu les troubles de ce pays, elle résolut de les apaiser. Saldern, son ambassadeur, avait trouvé la république dans un état d'agitation incroyable. Mais la violence de son caractère, son humeur impérieuse, sa grossièreté et ses artifices, nuisirent au succès de sa mission. D'autre part, le ministre prussien Benoît travaillait à fomenter les divisions, en vue d'empêcher que le roi de Pologne ne tombât tout à fait sous la dépendance des Russes, et de réduire en quelque sorte les deux autres puissances, la Russie et l'Autriche, à la nécessité d'adopter le projet de partage comme l'unique voie de sortir d'embarras.

Le prince Volkonski, successeur de Saldern, avait dans le caractère une douceur opposée à la rudesse de ce ministre. Pour lui, pacifier la Pologne n'était pas seulement une affaire d'honneur, c'était le désir d'une conscience honnête. Il déplorait publiquement les mal-

heurs des Polonais, les lois impuissantes à réprimer les désordres, les biens et la liberté des citoyens sans défense, enfin la république menacée d'une complète destruction. Il se plaignait que les intentions de sa souveraine eussent été mal interprétées, affirmait qu'elle désirait la conciliation des esprits, et, dans ce dessein, il invitait chaque parti à déposer les armes et à se réunir dans une diète de pacification [1].

Ce projet avait trouvé quelques partisans à Varsovie, où le prince Podoski venait de former une société, sous le titre d'*Union patriotique*, dans le but d'opérer un rapprochement entre les confédérés et les Russes. Les instructions de Saldern, comme celles du prince Volkonski, étaient conformes à ces vues. Tous les deux assuraient que l'impératrice ne voulait ni donner des entraves à la Pologne, ni faire des conquêtes sur son territoire. Ils entretenaient des rapports avec tous les partis, voyaient tout le monde sans distinction d'opinion, et menaçaient les Polonais des plus grands malheurs, s'ils refusaient de s'unir. « Le dogue, disait Saldern, en parlant du roi de Prusse, est impatient de se jeter sur sa proie. » Il dénonçait les vues ambitieuses de l'Autriche, qui venait d'envahir le comté de Zips.

Mais deux causes s'opposaient à cette union si désirable : d'une part l'intérêt de la Prusse, de l'autre celui

[1] *Histoire de la révolution de Pologne*, 2 vol. in-8. Varsovie, 1778.

de la Saxe. Le ministre prussien entretenait à dessein les divisions pour les raisons que nous avons indiquées; tandis que la cour de Dresde, qui convoitait le trône de Pologne, excitait sous main les confédérés. Elle avait un parti puissant à Varsovie, répandait l'argent, semait la calomnie contre le roi et se réjouissait de sa déchéance.

A Varsovie, cependant, ce n'était que fêtes et plaisirs. La dissolution des mœurs était effroyable, et chacun vivait dans l'insouciance. Cette insouciance fut à peine troublée par la nouvelle que l'Autriche avait fait entrer ses troupes sur les terres de la république et s'était emparée du comté de Zips et des starosties de Nowitag, Sandeck, Biecz et Pitzno, dans le palatinat de Cracovie. Cette contrée riche et peuplée renfermait cinq villes et plus de soixante villages. Entourée de montagnes presque impraticables, et couverte par d'épaisses forêts, c'était en quelque sorte la clef de la Pologne du côté de la Hongrie. Marie-Thérèse allégua que Boleslas, roi de Pologne, avait cédé ces provinces à Bela IV, roi de Hongrie, et que, en sa qualité de reine et d'héritière de ce royaume, elle les revendiquait. Mais Boleslas, chassé par ses sujets, n'avait pu aliéner les domaines de la république, et, d'ailleurs, jamais les Hongrois n'avaient élevé de réclamations à ce sujet. La cour de Vienne avait mis en avant deux autres motifs qui n'étaient pas plus fondés, la guerre et la peste. Elle avait prétendu que la guerre ayant éclaté à ses portes, son repos et celui

de l'Europe exigeaient qu'elle couvrît ses frontières pour éviter toute espèce de collision. La peste qui s'était déclarée dans les armées ottomanes, et qui avait gagné les Russes, l'avait obligée à faire avancer 3,000 hommes sur la lisière de ses États, afin de garantir l'Allemagne de ce fléau, en coupant les communications avec les pays infestés. Mais son dessein de garder ce qu'elle venait de s'approprier semblait si évident qu'elle donna au commandant de ses troupes, dans la contrée envahie, le titre de *commandant des provinces réincorporées*, et qu'elle fit reconnaître sa souveraineté par les habitants. En vain le roi de Pologne protesta; en vain il avait déclaré que cette usurpation était contraire à la justice, ainsi qu'à l'amitié qui subsistait entre les deux États; la cour de Vienne, après s'être justifiée par les raisons que nous venons de rapporter, ajouta que, les limites de la Pologne et de l'Autriche ayant toujours été incertaines, elle se prêterait à un arrangement, lorsque la paix aurait éloigné les craintes qu'elle avait conçues pour sa tranquillité.

Frédéric n'avait pris aucune inquiétude de cette violente usurpation, qui, dans ses vues, devait conduire au partage [1]. Lui-même, vers la fin de cette année, s'empara de plusieurs districts appartenant à la Pologne, sous prétexte également d'éloigner la peste de son royaume. Il y établit des magasins pour plus de deux ans,

[1] *Mémoires de Frédéric II.*

y fit circuler une fausse monnaie que les habitants furent forcés d'accepter, leva des impositions arbitraires, et, lorsque les Polonais s'en plaignirent, il leur répondit: « N'est-il pas juste que je sois dédommagé des dépenses que j'ai faites pour arrêter la peste? » Cette connivence prouve que déjà la question du démembrement avait été résolue. Si le roi de Prusse n'avait pas eu le secret de cette usurpation, l'aurait-il vue sans inquiétude? Il est donc probable qu'elle avait été agitée dans les conférences de Neustadt. C'est du reste l'opinion exprimée par le comte de Broglie, un des hommes qui ont le mieux connu la Pologne, dans un mémoire adressé à Louis XV.

Peu de temps après ces événements, le prince Henri, frère du roi de Prusse, partit pour la Suède et fut invité par l'impératrice de Russie à se rendre à Pétersbourg[1], où il arriva le 9 décembre 1770. Le voyage de ce prince, négociateur adroit, instruit, et distingué en outre par ses talents militaires, avait un but apparent, celui d'engager Catherine à conclure la paix, et un but secret, qui était sans aucun doute le partage de la Pologne. Frédéric avait entrevu le parti qu'il pourrait tirer, pour parvenir à ce double résultat, de la récente usurpation de l'Autriche. L'impératrice s'en étant plainte avec humeur au prince Henri, celui-ci lui dit en souriant: « Madame, l'empereur vient de prendre : suivons son

[1] *Mémoires du comte de Hordt.* Il accompagna le prince Henri.

exemple et prenons aussi, c'est le moyen d'être d'accord[1]. » Il ajouta qu'elle pourrait alors abandonner sans inconvénient et sans regret la Moldavie et la Valachie, puisqu'elle recevrait une indemnité en Pologne. Catherine goûta ce conseil, et, comme elle n'était retenue que par certains scrupules plus apparents que réels, il fut aisé au prince de les dissiper.

Le principe du partage portait une atteinte profonde à la morale et au droit des nations. Le prince Henri, au contraire, le considérait comme un acte de sagesse, il voyait la guerre imminente. L'Autriche avait fait un pas vers la Turquie, et pouvait s'unir plus étroitement avec la France pour mettre un frein à l'ambition de Catherine. Celle-ci, enorgueillie par ses victoires, était exigeante, et, de leur côté, les Turcs se croyant soutenus par la cour de Vienne, avec laquelle ils venaient de négocier un traité d'alliance, commençaient à se montrer moins faciles. La Prusse, il est vrai, tenait à rester en paix; mais elle redoutait d'être entraînée par les événements.

Envisagé sous ce point de vue, le partage assurait le repos de l'Allemagne. La Pologne, regardée comme une source permanente de troubles, ne méritait pas que l'Europe lui sacrifiât son repos. C'est ainsi que raisonnait le prince Henri, qui n'était en cela que l'organe des sentiments de son frère. Mais ce raisonnement était plus spécieux que juste. Il dépendait uniquement du roi de

[1] *Mémoires du comte de Hordt.*

Prusse que la Russie conclût la paix. Il pouvait mettre ce prix à son alliance, sans laquelle tous les projets de Catherine et contre la Pologne et contre l'empire ottoman se fussent évanouis. En effet, les obstacles n'étaient pas en Pologne, mais en Turquie. En décidant l'impératrice à se désister de toutes ses prétentions sur la Moldavie et la Valachie, l'Autriche, comme il l'avait lui-même annoncé, n'aurait plus eu aucun motif pour s'opposer à la paix.

Ce n'est point ainsi malheureusement que raisonnait le roi de Prusse. Il était aussi impatient de s'agrandir qu'il était loin de désirer une guerre nouvelle avec la maison d'Autriche. Sa prudence avait consisté pendant longtemps à balancer l'une par l'autre les deux cours impériales. Mais lorsque les succès des Russes eurent répandu une sorte de terreur en Allemagne, il était parvenu à rapprocher Vienne et Pétersbourg, au moyen de cette infernale pensée du partage de la Pologne, et à réaliser, sans péril pour lui-même, ses projets d'agrandissement.

Du reste, ses vues sur cette république étaient fort anciennes. Il n'était encore que prince royal que cette question s'était présentée à son esprit. Il aurait voulu que son père profitât de la mort d'Auguste II pour s'emparer de la Prusse polonaise, et, sans s'inquiéter de la moralité de l'acte, il en avait démontré la facilité, en insistant sur l'accroissement de puissance qui en résulterait pour la monarchie prussienne. « On croit ici, écrivait le ministre

anglais à Varsovie, qu'il y a une entente entre le roi de Prusse et l'impératrice de Russie, pour le partage d'une partie des possessions polonaises [1]. » Nul mieux que ce prince ne pouvait apercevoir le danger que présentait la configuration de son royaume, qui, formé de possessions éloignées les unes des autres, séparées même par des provinces polonaises, ressemblait à un arbre dont le tronc aurait été séparé de ses branches. Il en avait été surtout frappé pendant la guerre de sept ans, où ce défaut d'ensemble l'avait exposé aux plus grands périls. Pour aller de Berlin à Kœnigsberg, il était obligé de passer sous le canon de Dantzig. Aussi avait-il conçu le projet de corriger les vices de cette constitution, lorsque les événements lui permettraient de le faire sans risque. Ses mémoires ne laissent nul doute à cet égard [2]. « J'étais moi-même bien mal instruit, écrivait Voltaire à Catherine, le 29 mai 1772, ou plutôt aussi simple des yeux de l'âme que de ceux du corps, de ne pas comprendre ce que le roi de Prusse m'écrivait, il y a un an : *Vous verrez un dénoûment auquel personne ne s'attend.* »

Avec cette pensée d'agrandissement, Frédéric ne se dissimulait pas toutefois que de grands obstacles pouvaient en traverser l'exécution. Dans d'autres circon-

[1] Correspondance diplomatique du ministère anglais, 15 juin 1763.

[2] Voir aussi les *Mémoires du comte de Gœrtz.*

stances, la Turquie s'y fût sans doute opposée ; mais elle était alors elle-même si menacée par les armes de la Russie, que tous ses efforts ne tendaient qu'à sa propre conservation. La France et l'Autriche laisseraient-elles consommer un attentat qui éleverait deux puissances rivales à un si haut degré de force et d'autorité et qui changerait tous les rapports de l'Europe ? Il fallait donc s'attacher à rompre les liens de leur alliance. De là, les attentions et les flatteries du roi de Prusse pour le jeune empereur ; de là ses soins infinis pour faire comprendre à la cour de Vienne que la France, énervée par la faiblesse de Louis XV, l'abandonnerait dans la lutte; que c'était d'ailleurs le moyen le plus efficace pour rompre les projets de l'impératrice de Russie contre l'empire ottoman et pour empêcher une guerre générale, dont les dangers étaient sûrs et les résultats incertains. La cour de Vienne hésitait cependant, et il est certain qu'une déclaration vigoureuse de la France l'aurait arrêtée sur la pente où sa pusillanimité et son intérêt l'entraînèrent ensuite avec tant de rapidité.

C'est donc avec douleur que nous le disons : la faiblesse d'une part, l'ambition de l'autre, furent les causes déterminantes de la ruine de la Pologne. Dans les conseils de Pétersbourg, un parti considérable, dont Panin était le chef, combattit le projet de partage ; mais la crainte d'être abandonné par le roi de Prusse, et de perdre le fruit des victoires remportées sur les Ottomans, fit évanouir tous les scrupules. Frédéric en reçut la nouvelle

avec une profonde satisfaction [1]. Cependant ce fut d'abord avec une certaine timidité que l'affaire s'engagea. Cette réserve ne permettant pas à la cour de Vienne de se livrer du premier coup, elle accueillit froidement les ouvertures qui lui furent faites à ce sujet, et augmenta même immédiatement le nombre de ses troupes sur les frontières de la Pologne; mais d'autre part une circonstance particulière ne laissa plus de doute sur l'issue des négociations. Depuis l'avénement de Catherine, les deux cours de Vienne et de Pétersbourg avaient cessé d'entretenir des relations diplomatiques. On ne vit donc pas sans quelque surprise le prince Lobkowitz partir pour Saint-Pétersbourg avec le titre d'ambassadeur (10 avril 1771). Du reste, les trois cours avaient gardé jusque-là le secret le plus absolu. Les ministres mêmes ignoraient ou affectaient d'ignorer ce qui se passait relativement au projet de partage. En Angleterre, l'ambassadeur russe Moussin-Pouschkin avait à peine l'air d'y croire, et il insinuait que l'exécution ne pouvait en être que très-éloignée. Celui de Prusse était plus incrédule encore. De son côté, la cour de Vienne mettait un art infini à tromper celle de Versailles, protestant avec chaleur qu'elle ne consentirait jamais à l'agrandissement du roi de Prusse. Celui-ci s'entourait du plus grand mystère; il paraissait mécontent de l'Autriche, qui, à son tour, se plaignait, par

[1] *Mémoires de Frédéric II.*

son ambassadeur à Pétersbourg, de l'avidité de Frédéric.

Jusqu'à ce moment, le prince de Kaunitz n'avait autorisé les deux autres cours à penser qu'il serait favorable au partage, que par des actes qui n'avaient pas une complète signification. Aussi Catherine désirait-elle que le roi de Prusse lui fît des ouvertures plus directes. C'est en effet ce que fit ce prince. Informé que les troupes autrichiennes gagnaient du terrain du côté de la Pologne, il dit à Van Swieten, avec beaucoup d'abandon : « Je suppose que l'intention de votre cour est de s'agrandir en Pologne : c'est aussi la mienne. Il est temps d'ailleurs de mettre un terme aux fureurs de ce peuple. Je vous invite à proposer à votre cour de former un accord entre nous. »

L'Autriche désirait autant que personne l'exécution de ce projet. Cependant elle ne montra pour lors aucun empressement à donner suite à la communication du roi de Prusse. Plus elle voyait l'impatience de ses complices à saisir leur proie, plus elle affectait d'indifférence. Le prince de Kaunitz évita de prendre aucun engagement, mais il était bien résolu de profiter, quand il jugerait le moment opportun, des ouvertures qu'on venait de lui faire. En attendant, le baron de Van Swieten eut ordre de déclarer que si son gouvernement s'était emparé de la starostie de Zips, c'était uniquement pour avoir un gage au sujet de certaines créances qu'il possédait contre la république, mais qu'il était

prêt à l'évacuer, si les puissances qui avaient des troupes en Pologne voulaient, de leur côté, prendre l'engagement de les retirer. Il ajouta que le projet de partage était hérissé de difficultés et que son exécution ferait éclater en Europe de nouvelles guerres.

Le roi de Prusse ne se fit pas illusion sur le sens de cette réponse. Il avait réfléchi que, si l'Autriche n'avait pas eu une arrière-pensée, elle aurait exigé que les troupes russes et prussiennes sortissent du territoire polonais dans un délai déterminé, tandis qu'elle se bornait à en faire la condition de l'abandon de Zips, bien persuadée que cette condition ne serait acceptée par aucune des deux puissances.

Cependant les dispositions de la cour de Vienne ne laissaient pas que d'inquiéter Catherine. Elle venait d'apprendre par le roi de Prusse que le baron de Thugut négociait à Constantinople un traité d'alliance, et que de grands préparatifs de guerre se faisaient en Hongrie. Nous savons ce que pensait Frédéric de ce traité, qui devait rester secret, ainsi que des armements; mais il en grossit l'importance aux yeux de l'impératrice, afin de lui arracher l'abandon de la Moldavie et de la Valachie, et de lui faire entendre qu'une fois d'accord sur le partage, l'Autriche aimerait mieux prendre sa part des dépouilles de la Pologne que de s'exposer à courir les chances d'une lutte inégale.

Ces considérations, présentées à la cour de Russie par le comte de Solms, eurent le résultat que Frédéric s'en

était promis. Catherine s'affermit dans l'idée du partage, et Frédéric, fatigué des lenteurs du cabinet russe, finit par se mettre en possession de toute la partie de la Pologne sur laquelle il avait dessein d'élever des prétentions. Ni la Russie ni l'Autriche ne s'en plaignirent. Cela fait, il envoya un projet de démembrement à Pétersbourg, en laissant à l'impératrice la liberté de prendre ce qui serait à sa convenance. Dans la partie qu'il s'attribuait se trouvaient comprises les villes de Thorn et de Dantzig; mais cette prétention, en excitant les craintes de Catherine, fit naître des difficultés. « J'apprends d'une voie sûre, écrivait Sabatier, notre résident à Pétersbourg (13 mars), que cette princesse est très-résolue à ce que le roi de Prusse ne s'empare pas de Dantzig et de son port[1]. »

L'Autriche paraissait considérer ces mouvements avec la même indifférence qu'elle avait accueilli les ouvertures concernant le partage. Aussi, quelque grande que fût la perspicacité du roi de Prusse, il craignit un moment que cette cour n'eût pris au sérieux le traité d'alliance qu'elle venait de conclure avec les Turcs, et qu'elle ne se décidât à les soutenir, ce qui l'aurait entraîné lui-même dans la guerre. Il abandonna donc ses prétentions sur Thorn et Dantzig, et aussitôt l'obstacle qui l'avait empêché de s'entendre avec la Russie fut levé. Celle-ci, de son côté, cédant aux observations de ce

[1] *Diaries and correspondance of James Harris*; London.

prince, résolut de faire à l'Autriche les concessions dont nous avons parlé, c'est-à-dire l'abandon de la Moldavie et de la Valachie. Le même courrier qui porta cette nouvelle à Vienne y porta aussi l'offre de traiter d'un commun accord au sujet du démembrement de la Pologne (décembre 1771).

La cour de Vienne, qui n'attendait sans doute que ce moment pour faire connaître son adhésion au projet de partage, en ressentit une joie mal déguisée. Quoique sa déclaration fût conçue en termes généraux, la conviction qu'elle ne reculerait pas engagea la Prusse et la Russie à terminer leurs négociations par un traité particulier, signé à Pétersbourg le 17 février 1772. Par ce traité, les deux puissances se garantissaient réciproquement leurs acquisitions. Celles de la Prusse comprenaient la Poméranie, les palatinats de Culm et de Marienbourg, c'est-à-dire toute la Prusse polonaise, que les électeurs de Brandebourg avaient toujours convoitée. Outre l'avantage de lier entre eux les différents corps de la monarchie prussienne, cette fertile province contenait une population riche et nombreuse. C'était environ deux cents lieues carrées que Frédéric ajoutait à ses États.

Par le traité du 5 août (art. 3) les villes de Thorn et de Dantzig n'entraient point dans ses acquisitions; mais ce prince était maître de la Vistule, par laquelle Dantzig recevait dans son port tous les produits de la Pologne, et par laquelle ceux du monde entier se répandaient jusque dans les provinces les plus éloignées du royaume,

il lui était donc facile d'assurer sa ruine ou sa soumission. Frédéric n'était pas d'un caractère à reculer devant les moyens les plus violents pour arriver à ses fins. Il mit des droits exorbitants sur la navigation de la Vistule; il se réserva le monopole des grains, du sel, de la cire, etc., dont la ville de Dantzig était auparavant le marché, et s'occupa de faire prendre au commerce de la Pologne la direction de Stettin, au moyen d'un canal qu'il faisait creuser. Il devenait évident qu'il fallait que Dantzig se livrât ou qu'elle périt. Ces mesures n'atteignirent pas seulement Dantzig; le commerce étranger s'en ressentit; ce commerce, jusqu'alors si florissant, tomba tout à coup. Les Anglais s'en plaignirent; mais leurs remontrances ne furent point écoutées.

La part de la Russie consista dans une lisière considérable le long de ses frontières, depuis la source de la Wilia jusqu'à son embouchure dans le Niémen, et depuis la source de la Bérésina jusqu'au Dnieper; au total plus de 3,000 lieues carrées. Cette vaste étendue de pays comprenait le palatinat de Mscislaw, les deux extrémités de celui de Minsk, au-dessus et au-dessous du premier; une grande partie de ceux de Vitebsk, de Wilna et de Polotsk; la Livonie polonaise, la Volhynie avec une portion des palatinats de Novogrodek et de Brzesc. Les limites qui séparèrent ces nouvelles possessions du reste de la Pologne furent la Duna, depuis son embouchure jusqu'au-dessus de Vitebsk; puis une ligne droite qui se dirigeait au midi jusqu'à la source

du Drug près de Tolitzin; ensuite le Drug, jusqu'à sa jonction avec le Dnieper, et enfin le Dnieper jusqu'à l'endroit où il reçoit le Soltz. Ce territoire forme de nos jours les gouvernements de Polotsk et de Mohilef. Il produit abondamment du grain, du chanvre, du lin, et possède de riches pâturages. Ses forêts sont peuplées de chênes et de sapins, d'où l'on tire des mâts, de la poix, du goudron, des planches, tout ce qui sert à la construction des vaisseaux. La Russie reçut par cette acquisition une augmentation de population évaluée à 1,600,000 habitants.

Une partie de cette vaste contrée, comprise dans les palatinats de Polotsk, Vitebsk, Mscislaw, Novogrodek et Minsk, et connue plus anciennement sous la dénomination de Russie blanche et de Russie noire, avait été conquise sur les Russes dans les treizième et quatorzième siècles, par les grands-ducs de Lithuanie. Lorsque la Lithuanie avait été réunie à la couronne de Pologne par la dynastie des Jagellons, le peuple, devenu étranger à la Pologne par ses mœurs, sa langue et sa religion, ne s'était jamais identifié avec les Polonais, quoiqu'il eût avec eux une même origine. Son idiome, qui était rousniaque; sa religion, qui était grecque, lui donnaient plus de ressemblance avec le peuple russe. « Je prévois avec douleur, avait dit plus d'un siècle auparavant le roi Jean-Casimir aux états de 1661, je prévois le malheur qui menace notre patrie, et plût à Dieu que je fusse un faux prophète! Le Moscovite et le

Cosaque se joindront au peuple qui parle la même langue qu'eux et s'approprieront le duché de Lithuanie. »

C'est pourquoi l'annexion de cette province à la Russie ne produisit aucune agitation et ne laissa que peu de regrets. La Lithuanie, malgré les excitations de la noblesse, qui seule avait adopté les mœurs et la langue polonaises, ne fit jamais aucun effort sérieux pour se soustraire à sa nouvelle domination. Cette lutte secrète entre le peuple et la noblesse existe encore de nos jours. Le peuple y est plus malheureux que dans les autres provinces de l'empire; soumis aux plus rudes corvées, il déteste profondément ses maîtres, dont la plupart sont Polonais et catholiques. Sa piété, son caractère doux mais triste, la faiblesse de sa constitution, qui contraste avec la vigueur des Grands-Russes, lui donnent l'air d'une race dégénérée.

Cette vaste contrée était presque partout couverte de marais et de forêts impénétrables. Tout s'y présentait sous l'aspect de la plus affreuse misère. Cependant les beaux pâturages qui en coupaient la monotonie, ses riches campagnes, où le seigle, l'orge, l'avoine, le lin et le chanvre donnaient d'abondantes moissons, le voisinage de la mer Baltique, dont elle n'était séparée que par la Courlande, qui tomba plus tard sous la même domination, procurèrent à la Russie une augmentation considérable de forces et de richesses. D'autre part, la possession de la Volhynie, une des provinces polonaises les plus fertiles et les mieux cultivées, lui offrait un point

d'appui et un dépôt de subsistances dans sa guerre contre les Turcs.

Nous avons rapporté ce que la France avait fait sous l'administration du duc de Choiseul, non pour empêcher le projet de démembrement, dont personne à cette époque n'avait soupçonné l'audace et la possibilité, mais afin de s'opposer au dessein de Catherine de faire de cette république une sorte de province vassale de son empire, en dominant dans les diètes. C'est dans ce but que ce ministre avait armé les confédérés de Bar; qu'il avait allumé la guerre entre la Russie et la Porte, et que l'Autriche, non moins troublée par l'ambition du cabinet russe, s'était engagée à protéger la Pologne. Marie-Thérèse voyait alors avec douleur ce malheureux pays livré aux plus effroyables désordres et son indépendance menacée. Kaunitz lui-même, sans être animé des mêmes sentiments, partageait néanmoins ses idées. Il ne concevait pas la possibilité, sans bouleverser l'Europe, d'une spoliation aussi scandaleuse, et, quelque avantage que l'Autriche dût en retirer, il lui semblait que le danger d'agrandir la Prusse et de favoriser le développement déjà trop rapide de la Russie serait plus grand encore. Mais sentiments et raisons d'État s'évanouirent bientôt devant la crainte que lui inspirèrent les victoires de Catherine. Le génie de Frédéric fit le reste.

Après la chute du duc de Choiseul, une politique nouvelle fit tomber la France dans un prodigieux abaissement. Le duc d'Aiguillon, en recevant les rênes de

l'État des mains de Mme Dubarry, avait en quelque sorte pris l'engagement de fortifier dans le cœur de Louis XV l'horreur invincible que ce prince avait conçue pour la guerre. Il continua cependant à soutenir les confédérés; il accrédita même auprès d'eux le baron de Vioménil; il leur fit parvenir des officiers et des subsides; mais cette protection clandestine n'était ni digne de la France ni assez puissante pour sauver la Pologne. Mieux eût valu un langage ferme, qui eût effrayé les uns et soutenu les autres. S'il est vrai que le prince de Kaunitz prévint le cabinet de Versailles du complot qui se formait contre la Pologne, et de l'intention où était sa cour de s'y opposer, pourvu qu'elle pût compter sur l'appui de la France, on ne saurait flétrir avec trop d'énergie la conduite du duc d'Aiguillon, qui aurait confié cette communication au ministre du roi de Prusse [1]. On ajoute même que, dans la pensée d'un rapprochement avec ce prince, il aurait dit à Sandoz qu'il verrait avec indifférence son maître s'agrandir en Pologne. La cour de Vienne se voyant abandonnée par la France, et menacée d'une guerre avec la Russie et la Prusse, aurait ouvert l'oreille aux séductions de Frédéric et n'aurait plus hésité à prendre sa part des dépouilles de la Pologne.

Qu'elle se soit déterminée par la trahison du ministère français, ou qu'elle ait été séduite, ce qui nous paraît

[1] *Politique des cabinets de l'Europe*, t. II; — *Mémoires de Dumouriez.*

plus vrai, par l'appât d'un agrandissement territorial, il est impossible de n'être pas frappé de ses manœuvres à Constantinople pour y affaiblir l'influence de la France, de sa persévérance à la tenir éloignée des négociations, et de ses assurances souvent répétées qu'elle ne consentirait jamais à aucun arrangement qui aurait pour effet d'augmenter la puissance de la Prusse. Elle s'était attachée à rendre à peu près inutiles tous les secours que le cabinet de Versailles faisait parvenir aux confédérés ; elle leur refusa ensuite des armes, des munitions, de l'artillerie, et finit même par ne leur montrer plus que froideur et dédain. Au moment où l'accord était parfait entre les trois puissances spoliatrices, le prince de Rohan, notre ambassadeur à Vienne, ayant entretenu Kaunitz des bruits qui circulaient au sujet du partage et lui en ayant exprimé ses craintes, le ministre le rassura par les mêmes raisons de l'équilibre de l'Europe et du danger d'agrandir la Prusse [1], ce que l'Autriche ne souffrirait pas, et ce qui, en outre, paraissait fort éloigné des vues particulières de Catherine sur la Pologne. « Lorsque la France, ajouta-t-il, s'est emparée de la Corse et du Comtat ; lorsque le roi de Naples est entré dans Bénévent, la maison d'Autriche n'en a marqué ni curiosité ni inquiétude [2]. »

[1] *Mémoires de l'abbé Georgel.* Il était secrétaire du cardinal de Rohan.

[2] Dépêche du prince de Rohan, Archives du ministère des affaires étrangères.

Peu rassuré par ces paroles, l'ambassadeur fit part à sa cour des soupçons qui l'occupaient. « La tranquillité avec laquelle, écrivait-il au mois d'avril 1772, la cour de Vienne a vu les démarches du roi de Prusse, cette union des Prussiens avec les Russes pour décider du sort de la Pologne, ne permettent pas de douter qu'il n'existe un accord secret entre les trois cours de Vienne, de Pétersbourg et de Berlin, pour un démembrement, et pour s'attribuer le territoire qui sera le plus à leur convenance[1]. » Le duc d'Aiguillon lui répondit que ses craintes et ses conjectures étaient incompatibles avec les assurances positives de la cour de Vienne, et que d'ailleurs le roi emploierait, s'il en était besoin, pour empêcher le partage, tous ses moyens et toute sa puissance. Mais, après le traité, le cardinal de Rohan ayant demandé à sa cour de nouvelles instructions, le ministre écrivit que le roi, constant dans ses liaisons avec la maison d'Autriche, ne croyait pas devoir s'en mêler[2].

Il s'agissait de savoir quel serait le sort des confédérés. Le cardinal s'en étant ouvert au prince de Kaunitz: « Il m'est impossible de le prévoir, répondit ce prince; cela dépend des événements, qu'on ne saurait encore calculer. Vous n'ignorez pas, mon prince, que je n'ai jamais approuvé la confédération. Je n'en ai jamais fait

[1] Dépêches du prince de Rohan, Archives du ministère des affaires étrangères.

[2] *Mémoires de l'abbé Georgel.*

le moindre cas, et je n'ai jamais espéré qu'elle pût produire le moindre effet. Ne parlons donc plus de ce mauvais *ramassis*. Je ne puis rien pour eux; je ne puis que les plaindre. Quant à la Pologne, nous sommes décidés à ne point souffrir que nos voisins s'y procurent aucun agrandissement qui puisse altérer l'équilibre ou diminuer l'égalité de la balance politique du Nord[1]. »

Le duc d'Aiguillon fit alors connaître aux Polonais que le roi ne voulait plus ni suggérer, ni autoriser leurs déterminations futures, et que désormais ils n'avaient à prendre conseil que d'eux-mêmes[2].

Les autres puissances ne se montrèrent pas moins indifférentes au sort de ce malheureux peuple. Aucune d'elles ne protesta; aucune n'osa blâmer ouvertement un acte d'iniquité, dont elles rougissaient intérieurement. L'Angleterre se borna à exprimer la crainte que ce partage, que lord Suffolk qualifia de *curieuse transaction*, ne vînt troubler la tranquillité de l'Europe[3].

Assitôt que l'Autriche eut fait connaître son adhésion au projet de partage, et que des négociations eurent été ouvertes à ce sujet, elle afficha des prétentions dont les deux autres cours s'indignèrent[4]. Marie-Thérèse, auparavant si scrupuleuse, ne craignit

[1] Dépêches du prince de Rohan, Archives du ministère des affaires étrangères.

[2] *Ibid.*

[3] *Diairies and correspondance of James Harris*, London.

[4] *Ibid.*

pas de laisser voir la plus révoltante avidité. Mais comme, d'un autre côté, il ne fallait pas donner à l'Europe le temps de sortir du sommeil léthargique dans lequel elle paraissait plongée, la Russie et la Prusse consentirent à tout. En conséquence, une triple convention fut signée à Saint-Pétersbourg, le 5 août 1772, par le comte Panin, le prince Lobkowitz et le comte de Solms, et fut suivie de déclarations publiques pour justifier cette monstrueuse iniquité[1]. Après avoir rappelé que les troubles de la république avaient souvent entraîné les puissances voisines dans des guerres déplorables, dont il importait d'éviter le retour, ces trois ministres annoncèrent que leurs gouvernements, ayant des prétentions considérables sur des provinces polonaises, ne pouvaient se permettre d'abandonner leurs droits au sort des événements et qu'ils avaient résolu de se mettre en possession des parties de la Pologne les plus propres à établir dorénavant entre eux une limite plus naturelle et plus sûre.

La part de la Russie et de la Prusse fut telle que nous l'avons indiquée. L'Autriche s'appropria toute la rive gauche de la Vistule, depuis les salines de Wietlitska jusqu'à l'embouchure du Viroz; la Russie rouge, Sandomirz, Tynieck, Lemberg, Landskroon, Zamosk, une grande partie du palatinat de Cracovie, celui de Belz et presque toute la Volhynie; environ 2,600 lieues

[1] 11 et 13 septembre 1772.

carrées. Ces acquisitions, qui confinaient à la Moravie et à la Hongrie, furent réunies sous le nom de royaume de Gallicie et de Lodomérie ou Gallicie occidentale. Les treize villes du comté de Zips furent incorporées au royaume de Hongrie. Le dénombrement fait en 1776 donna 2,500,796 habitants. La partie montagneuse de ces provinces est couverte de beaux pâturages ; les plaines sont fertiles en blé; les montagnes recèlent des mines de cuivre, de plomb et de fer ; les salines de Wielitska, situées dans les environs de Cracovie, étaient considérées comme une des principales richesses de la Pologne. Du reste, ces provinces étaient si mal administrées qu'elles gagnèrent sous ce rapport au changement de maîtres. La population y augmenta sensiblement au bout de quelques années[1].

Radoucie par cette immense acquisition, l'Autriche promit à la Russie d'employer ses bons offices auprès du Grand Seigneur pour le décider à la paix, aux conditions qu'avait dictées Catherine, et prit de plus l'engagement, si elle échouait dans ses tentatives, d'observer la plus stricte neutralité. En effet, le langage de son ministre à Constantinople changea subitement, et dès ce moment la convention du 6 juillet fut laissée dans l'oubli. Le prince de Kaunitz glorifiait la modération de Catherine, qui, par pure générosité et par amour pour la paix, faisait le sacrifice de la Moldavie et de la Valachie,

[1] *Mémoires de Dumouriez et de l'abbé Georgel.*

qu'elle avait le droit de conserver à titre de conquête [1].

La cour de Vienne, s'autorisant de sa complicité pour étendre son usurpation au delà des limites fixées par le traité de partage, ne mettait à son avidité ni bornes ni décence. Catherine en exprimait publiquement son indignation [2]. Frédéric, au contraire, loin d'en être effrayé, lui fit proposer un nouveau partage, d'après lequel il s'empara des palatinats de Posen et de Kalisch. L'Autriche aurait eu le surplus de la Pokucie, et la Russie un arrondissement du côté de la Volhynie. Catherine repoussa cette proposition; mais elle n'avait plus le pouvoir de s'opposer à son exécution. La convenance ayant été en quelque sorte reconnue comme le principe du démembrement, les deux cours envahirent aussitôt les territoires dont nous venons de parler.

Elles n'attendirent même pas le délai fixé pour la prise de possession. Leurs troupes se répandirent comme un torrent dans les provinces polonaises. La Prusse y établit des taxes énormes; elle y fit des enrôlements forcés et défendit à ses nouveaux sujets d'entrer au service d'aucune puissance étrangère. Le général Billing se fit remettre par chaque canton un état nominatif du nombre et de l'âge des habitants, du montant de leur fortune et des objets dont elle était composée.

L'Autriche entretenait en Pologne une armée de

[1] Dépêches du prince de Rohan, Archives du ministère des affaires étrangères.

[2] Lettre de Sabatier, résident français auprès de la cour de Russie.

30,000 hommes, et elle y percevait des contributions arbitraires. Les habitants eurent défense de s'éloigner de leurs maisons. Ceux qui avaient déjà quitté le pays furent sommés d'y revenir dans un délai de trois mois, sous peine de confiscation de leurs biens. Perghem, chargé de l'administration des provinces envahies, et Haddick, qui avait le commandement de l'armée d'occupation, firent exécuter ces mesures avec une rigueur extrême.

La Russie joua le rôle le moins odieux. Elle permit aux Polonais qui voudraient quitter leur pays de le faire sans être inquiétés. Les nobles furent exemptés de la capitation. Elle conserva aux villes les priviléges dont elles jouissaient; elle fit cesser immédiatement toute espèce de contributions forcées; enfin, Catherine donna les ordres les plus sévères pour empêcher les excès en tout genre. C'est une vérité aujourd'hui incontestable que la situation des marchands et des bourgeois, dans les provinces polonaises dépendantes de la Russie, a pris depuis le partage un aspect beaucoup plus favorable. Les bourgeois se sont enrichis à mesure que les nobles se sont appauvris. Leur participation au pouvoir a constitué une sorte de tiers état, dont l'importance et la fortune ne cessent de grandir. C'est par ce lien que la Russie est parvenue à s'attacher la classe moyenne, et c'est là une des causes les plus solides de sa puissance.

Si les trois cours s'étaient entendues sur le principe du partage, il n'en fut pas de même lorsqu'il s'agit d'en

faire l'application. L'Autriche et la Russie s'aperçurent alors qu'elles avaient travaillé pour agrandir la Prusse. On disait que Frédéric n'avait auparavant que des hommes et du sable, et qu'on lui avait donné ce qui manquait à sa puissance, des relations commerciales. Mais Catherine avait encore besoin de lui. Elle se borna donc à lui disputer pied à pied le terrain. Elle écrivait à son ambassadeur à Varsovie : « Dites au roi que l'on ne discontinue pas de me solliciter pour un nouveau partage ; que je m'y oppose et m'y opposerai aussi longtemps que je ne verrai ni le roi ni la nation agir contre mes intérêts. Si le contraire arrive, il dépend uniquement de moi que le nom de la Pologne soit rayé de la carte d'Europe. »

Après avoir signé la convention du 5 août, les trois cours convinrent de s'adresser à la diète pour lui faire approuver l'acte de partage. C'était une mesure aussi odieuse qu'inutile ; car pouvaient-elles supposer que les Polonais, à moins qu'ils n'y fussent contraints, voudraient consacrer par un vote public la ruine de leur patrie? et quelle apparence, si la force était employée à dompter leur résistance, que l'Europe crût une si grande usurpation justifiée?

L'annonce du partage avait produit une consternation générale à Varsovie et surtout à la cour. Cette consternation fut d'autant plus grande que le ministre prussien avait constamment repoussé comme faux et calomnieux les bruits qui circulaient publiquement à ce sujet. Le

roi de Pologne avait déjà réclamé des autres cours de l'Europe leurs bons offices et leur protection. « Si l'Europe, disait-il, tarde à remédier aux calamités dont la Pologne est affligée, elle aura un jour à se repentir de tous les malheurs que son indifférence permet d'appesantir sur ce pays. » Il fit cependant expédier les ordres pour la convocation d'une assemblée générale. « Puisqu'il ne nous reste plus, disait-il, aucune espérance d'être secourus, et que de plus longs délais ne serviraient qu'à attirer de plus grandes calamités sur la république, la diète est convoquée pour le 19 avril 1773. » Il avait appelé auprès de lui, à titre de conseil, les sénateurs présents à Varsovie, et ce fut d'après leur avis qu'il en appela de nouveau aux puissances garantes des traités d'Oliva et de Welhau.

Les ministres des trois cours entrèrent dans une violente colère en apprenant que le roi avait adressé à l'Europe une protestation contre le partage. Ils exigèrent que la réunion du sénat fût fixée au 8 février, la convocation de la diète au 19 avril, et le traité définitif au 8 juin suivant. Le sénat, qui aurait dû compter cent vingt-trois membres, se trouva réduit à vingt-sept, parce que la Russie, l'Autriche et la Prusse avaient défendu aux sénateurs des provinces envahies, sous peine des plus sévères traitements, de se rendre à cette assemblée.

Le roi donna communication au sénat des démarches qu'il avait faites auprès des cours étrangères, soit pour prévenir le partage, soit pour protester contre cet atten-

tat, et traça le tableau le plus déchirant des maux que souffrait la Pologne. Le sénat n'avait aucun moyen de changer cet état de choses. Il se borna donc à donner l'ordre aux procureurs généraux de la Pologne et de la Lithuanie de publier des manifestes contre tout projet de démembrement et contre les citoyens qui, au mépris de leur premier serment, en avaient prêté un second aux ennemis de la patrie.

Au moment de la réunion des diétines, où devaient être nommés les nonces à la diète générale, on vit, au lieu de ce sentiment généreux qui devrait éclater dans une assemblée d'hommes libres, les menaces, la crainte, glacer tous les cœurs. Dans les palatinats occupés par les troupes étrangères, il fut impossible aux diétines de se réunir. Dans d'autres, les nonces n'osèrent accepter un mandat inutile et dangereux. Quelques-unes même s'abstinrent d'élire.

Ceux qui briguèrent cette mission étaient, pour la plupart, vendus aux ennemis de la Pologne. On vit les plus vertueux citoyens, qui, dans d'autres temps, avaient bravé la fureur des armes étrangères, reculer devant l'honneur de représenter leur pays. C'est ce que l'évêque de Kaminieck écrivait à celui de Cracovie : « Il est honteux de signer le partage; il est dangereux de ne point y souscrire. Si notre patrie doit périr, ne creusons pas au moins son tombeau de nos propres mains. Pour moi, j'aime mieux ne rien faire que de me rendre complice de sa ruine. »

L'évêque de Cracovie, Gaétan Soltyck, déjà éprouvé par la persécution, pensait qu'une diète n'aurait pas assez d'énergie pour résister aux menaces des ministres des trois cours. Il travaillait en conséquence à faire rompre les diétines, préférant voir les ennemis employer ouvertement la violence. Trente-trois furent en effet rompues sans avoir nommé de députés. Plusieurs protestèrent contre les résolutions de la diète générale. Le palatinat de Cracovie rappela dans son manifeste les nombreuses déclarations par lesquelles les trois puissances avaient garanti à la Pologne l'intégrité de son territoire.

Quelque peu nombreux que fussent les nonces, il est certain cependant que, si les formes anciennes avaient existé, il se serait trouvé plus d'un membre qui, animé d'une juste indignation, aurait rompu la diète en faisant usage du *liberum veto*. Mais les ministres des trois cours avaient prévu ce cas, et ils avaient exigé en conséquence que la diète se tiendrait sous le nœud de la confédération, *nexu confederationis*, suivant l'expression consacrée. On sait que dans ces sortes d'assemblées, tout se décidait à la majorité des voix. Les ministres étrangers en firent donc prendre l'engagement aux sénateurs, et, à mesure que les nonces arrivaient à Varsovie, on les obligeait à signer l'acte de confédération, avant même que leur pouvoir eût été reconnu. Mais cette diète ainsi confédérée ne l'était pas légalement. Il aurait fallu en premier lieu se confédérer dans les palatinats, seul

moyen de connaître le vœu général. Après avoir foulé aux pieds les droits de la république, les trois cours s'inquiétaient peu de la légalité.

La diète s'ouvrit le 20 avril. Poninski en fut élu maréchal. Il avait de l'esprit, de l'éloquence; mais il était criblé de dettes et vivait dans le désordre. Après avoir servi la maison de Saxe, il s'était vendu à la Russie. La confédération devait faire connaître au roi son existence, et, pour qu'elle existât légalement, il fallait que le roi la reconnût à son tour. Stanislas-Auguste demanda deux jours pour répondre. Ce temps expiré, comme il hésitait encore, Stackelberg lui signifia, au nom des trois cours, que, s'il ne prenait pas promptement un parti, elles feraient entrer 50,000 hommes dans Varsovie. Déjà trois armées s'étaient avancées jusque sur les deux rives de la Vistule, et, sous prétexte de maintenir la tranquillité publique, des détachements avaient occupé les faubourgs de la capitale. Une compagnie de hussards fut logée dans la maison de l'évêque de Lucéorie, qu'on savait être opposé au partage. Le roi plia sous cette menace. Mais dans le sein de la diète, la reconnaissance de la confédération avait déjà soulevé les plus énergiques réclamations. Reytan, nonce de Novogrodek, ennemi de Poninski, plusieurs nonces de Lithuanie, parlèrent avec une grande liberté contre cette violation des lois de la Pologne, ce qui n'empêcha pas que le soir même (20 avril) le tribunal de la confédération ne fût établi. La salle avait été cernée par les troupes de la

couronne. C'est en vain que Reytan avait protesté contre cet outrage. Le jeune Korsach, que son père avait fait élire dans le district de Minsk, ne montra pas moins de courage. Son père lui avait dit : « Je vous fais accompagner à Varsovie par mes anciens domestiques; je les charge de m'apporter votre tête, si vous ne vous opposez de tout votre pouvoir à ce qu'on entreprendra contre votre patrie. » Ce jeune homme justifia les espérances du vieillard. Il déclara que puisqu'on voulait le dépouiller de ses biens, qui, pour la plupart, se trouvaient sur le territoire envahi par les Russes, il n'était pas besoin de tant de détours. Il remit à Stackelberg un état de ses propriétés, en lui disant : « Je n'ai que cela à sacrifier à ma patrie. Vous pouvez aussi disposer de ma vie. Mais je ne connais point sur la terre de despote assez riche pour me corrompre ni assez puissant pour m'épouvanter. »

Les ministres des trois cours demandèrent à la diète : 1° de ne pas se séparer avant que toutes les affaires ne fussent entièrement terminées; 2° de nommer une délégation munie de pleins pouvoirs pour régler, de concert avec eux, ce qui était relatif au démembrement de la Pologne, ainsi que la nouvelle forme de gouvernement qu'il conviendrait d'établir. La diète ayant voulu connaître auparavant la démarcation des provinces que les trois cours s'étaient appropriées, ils refusèrent de donner aucune explication à ce sujet. Le roi leur fit observer, mais en vain, qu'elles ne pouvaient être juges dans leur

propre cause ; en vain il proposa de faire examiner leurs prétentions par des puissances médiatrices.

La discussion sur la délégation commença le 7 mai, et ne dura pas moins de dix jours. Le roi combattit le projet avec beaucoup de raison. C'était à son avis confier les destinées de la Pologne à un petit nombre d'hommes faciles à séduire ou à effrayer. Il proposait de donner aux députés des pouvoirs spéciaux, sous la réserve des droits de la diète, qui aurait toujours la faculté d'approuver ou de rejeter leurs conclusions. Son discours produisit un grand effet ; mais les ministres s'attachèrent à en affaiblir l'impression, en publiant que ce prince était au fond moins touché du démembrement de la république que de la perte de son autorité. Cette manœuvre ayant produit l'effet contraire à celui qu'ils s'étaient proposé, ils résolurent de faire marcher des troupes sur Varsovie. Ces troupes prirent leurs logements dans les hôtels des grands, et des patrouilles de hussards parcoururent la ville dans un appareil menaçant, afin de frapper les habitants de terreur. En effet, Varsovie était dans la plus grande agitation. Le roi continuait cependant à montrer beaucoup de fermeté. Il déclara que, dût-il perdre la couronne, il ne se séparerait pas de la diète.

De leur côté, les ministres des trois cours, habitués à considérer toute résistance comme une sorte de révolte, notifièrent aux nonces qu'ils traiteraient les opposants comme des ennemis publics. Stackelberg fit une der-

nière tentative; il les réunit dans son hôtel. De tous les ministres de Catherine, c'était celui qui avait le plus d'esprit, mais aussi le plus de hauteur. Il poussait la familiarité à l'égard du roi jusqu'à l'indécence, et l'exercice de son autorité jusqu'au despotisme le plus outrageant. On ne s'attendait pas à ce qu'il employât d'autres moyens que les menaces pour vaincre l'obstination de l'assemblée. Aussi fut-elle inflexible. En conséquence, l'ordre fut donné aux troupes d'entrer dans la ville, où elles se rangèrent en bataille.

Au milieu de la confusion et de l'effroi que cet ordre avait produit, Poninski s'agitait pour assurer la majorité au projet des trois cours. Cette majorité cependant était encore incertaine. D'une part la crainte d'échouer, et de l'autre celle de faiblir, fit qu'on choisit un moyen singulier pour sortir d'embarras. Ce moyen consistait à mettre en délibération si on irait aux voix sur le projet. La négative devait en entraîner l'adoption. On croyait, par cette sorte d'accommodement, ne pas donner le scandale d'une délibération publique. Cinquante voix contre cinquante et une ayant prononcé qu'on n'irait pas aux voix (17 mai 1773), le projet fut adopté, et la diète s'ajourna au 14 septembre suivant, à l'effet de ratifier le travail de la délégation.

Il ne restait plus en conséquence qu'à nommer les membres de la commission auxquels le sort de la république devait être confié. Ils le furent le lendemain. Les instructions qui leur furent données étaient aussi sages

que le permettaient les circonstances. Mais, s'il existait encore quelque illusion, elle devait s'évanouir bien vite. Une assemblée peu nombreuse, en partie séduite ou corrompue, pouvait-elle résister longtemps aux menaces des trois cours, lorsque la diète elle-même avait été réduite au silence? L'assemblée n'avait pris aucune part à la nomination des délégués. Ce soin avait été laissé au roi et à Poninski. Le premier désigna tous les sénateurs présents à Varsovie et treize nonces; le second en nomma quarante-sept.

Nous insisterons particulièrement sur un article de leurs instructions, parce qu'il fit naître de si grandes difficultés que, si les puissances de l'Europe avaient eu quelque souci de leur dignité et de leurs véritables intérêts, il eût été encore possible d'empêcher le démembrement. Cet article était relatif à la souveraineté des villes de Thorn et de Dantzig, que le roi de Prusse avait manifesté l'intention de s'approprier. Les commissaires avaient ordre de ne pas les comprendre dans les provinces dont Frédéric demandait la cession. Catherine avait exprimé formellement le même désir; mais le roi de Prusse en avait jugé autrement, et, ainsi que nous l'avons fait observer ailleurs, il avait malheureusement le pouvoir de vaincre toute résistance. L'impératrice de Russie ayant déclaré que ces deux villes seraient exclues du partage, Frédéric avait été contraint de céder; [1] mais il se proposa

[1] *Diairies and correspondance of James Harris*, London.

d'arriver à son but par des moyens détournés. Dantzig était entourée de possessions prussiennes; sa banlieue même en faisait partie, et la Vistule, depuis Graudentz jusqu'à son embouchure, coulait sous les lois de la Prusse. Frédéric entrava le commerce de cette ville; il établit des droits énormes sur la navigation de la Vistule; des troupes, cantonnées dans les environs, interceptaient les approvisionnements de Dantzig; elles formèrent ensuite des magasins et se mirent à réparer les routes pour le transport de l'artillerie. Ces mesures effrayèrent les habitants, sans triompher pourtant de leur résistance. Mais, l'année suivante, sous prétexte que le port de Dantzig était obstrué par les sables, Frédéric ordonna des travaux pour rendre navigable le bras de la Nogath et agrandir le port d'Elbing. Un autre canal était commencé qui devait joindre la Vistule et l'Oder par la Wartha. Les marchandises polonaises, écrasées de droits, lorsqu'elles prenaient l'ancienne route, furent en quelque sorte réduites à la nécessité de suivre la nouvelle, ce qui devait avoir pour résultat, dans un petit nombre d'années, de ruiner complétement le commerce de Dantzig. Dans cette fâcheuse situation, il n'y avait que deux partis à prendre : demander l'incorporation à la Prusse, en stipulant des avantages commerciaux en faveur de la Pologne, ou forcer le roi de Prusse à renoncer à son entreprise. Ce fut à ce dernier parti qu'on s'attacha d'abord, mais on ne pouvait rien sans l'appui de la Russie.

L'impératrice avait témoigné à plusieurs reprises son inquiétude et sa mauvaise humeur en voyant les prétentions toujours croissantes de son allié. Ses représentations avaient arrêté Frédéric, ou, pour mieux dire, elles n'avaient fait que suspendre l'exécution de ses desseins; car il les reprit avec plus d'audace et d'activité, aussitôt que le traité de partage eut été signé, et il les suivit avec une persévérance qui devait en assurer le succès. Les habitants de Dantzig s'étaient placés sous la protection de la Russie; mais en même temps ils avaient réclamé l'intervention de l'Angleterre et de la Hollande. Ce fut ce qui les perdit. Ces deux puissances avaient le plus grand intérêt à ce que leurs relations commerciales avec la Pologne ne fussent pas gênées par les entraves d'un nouveau régime. Leurs observations frappèrent le cabinet russe. Mais Frédéric détourna le coup dont il était menacé en persuadant à Catherine que l'intervention des Anglais dans les affaires du Nord donnerait à ce peuple, déjà si puissant et qui prétendait à l'empire des mers, une influence dont elle serait contrainte elle-même de subir les lois. Son esprit altier goûta ce conseil, et dès ce moment Frédéric resta libre de tenter contre Dantzig tout ce que la violence de son despotisme lui suggéra.

La délégation polonaise luttait pendant ce temps contre les exigences des ministres étrangers. Les difficultés que ceux-ci avaient rencontrées au sujet des limites des territoires envahis les déterminèrent à de-

mander l'acceptation de traités particuliers, au lieu d'un traité collectif. Avant de donner son approbation à cette mesure, la délégation leur fit remettre un mémoire contenant une série d'observations sur plusieurs points très-importants. Elle voulait savoir si la Pologne était placée dans l'alternative de céder ou d'être ruinée, et si, après ce sacrifice, les trois puissances n'élèveraient pas d'autres prétentions. Elle demanda en dernier lieu qu'une carte plus exacte des limites fût dressée par des commissaires, ces limites n'ayant pas été suffisamment déterminées, notamment pour le cours de la Netze.

Il semblerait que des prétentions aussi modérées, et surtout aussi légitimes, ne dussent être accueillies qu'avec empressement. Elles excitèrent au contraire l'indignation des ministres étrangers. Celui de Vienne, le baron de Rewitski, répondit au nom de ses collègues. Il reprocha à la délégation la lenteur de ses délibérations, traita cette lenteur d'inaction coupable, et déclara que, si l'aveuglement et l'esprit de parti continuaient à contrarier les vues *salutaires et désintéressées* de leurs cours, elles n'hésiteraient plus à se servir des moyens que leur puissance et leurs droits les autorisaient à employer afin d'assurer à la Pologne un *gouvernement indépendant et heureux*. En présence des nouveaux malheurs dont cette déclaration menaçait la république, la délégation ratifia séparément chaque traité : celui avec l'Autriche le 3 août, celui avec la

Russie quelques jours après, celui avec la Prusse le 11 septembre.

On avait introduit dans ces trois actes deux clauses qu'il importe de ne pas passer sous silence. La première stipulait que les trois puissances renonçaient à perpétuité, sous quelque prétexte et à quelque titre que ce fût, à toute autre prétention sur le reste des provinces polonaises. La seconde clause garantissait la nouvelle constitution, dont les trois ministres étrangers avaient mission d'établir les principes, de concert avec la diète confédérée.

Dans le sein de la diète, l'adoption des traités éprouva des difficultés si grandes qu'on ignore si elle obtint la majorité. Quelques membres consignèrent leur opposition dans des protestations énergiques. La violence fut employée contre d'autres pour vaincre leur refus de signer. Les ministres des trois cours voulurent exiger que chacun des traités fût revêtu des signatures de tous les délégués, au lieu d'une acceptation générale. Le plus grand nombre signa spontanément ou par faiblesse, mais il s'en trouva trois que ni les promesses, ni la terreur ne purent fléchir. « On se trompe, s'écriait Vilczewski, nonce de Wilna, si l'on espère m'inspirer de la crainte. On croit donc notre adhésion nécessaire; on croit donc que le défaut de signature d'un seul peut rendre les traités invalides. En ce cas, je déclare que je n'en signerai aucun. »

Les trois puissances avaient énoncé un autre genre de

prétention. Les provinces détachées de la Pologne n'étant, suivant elles, qu'une revendication d'anciens droits, elles réclamèrent une indemnité pour le temps pendant lequel elles n'en avaient pas joui. La prescription, disaient-elles, bonne pour les individus, est nulle pour les États. Catherine n'admit pas tout à fait ce principe : mais elle déclara que ses troupes ayant été appelées par la république, la Pologne devait l'indemniser des dépenses que leur séjour lui avait occasionnées. Ne pouvant être indemnisée en argent, il était juste qu'elle se dédommageât par une acquisition de territoire.

Le partage fit perdre à la Pologne 5 millions d'habitants, que Boleslas Ier avait conquis sur les princes Varèghes. Le territoire qui échut à la Russie, le plus étendu des trois, en contenait environ 1,600,000. L'Autriche en eut 2,500,000, dans un espace moins vaste, mais plus riche. Le roi de Prusse n'en compta que près d'un million. C'était la partie la plus fertile et la plus peuplée, et, ce qui n'était pas moins important, il fut maître de la Vistule.

Après avoir démembré la Pologne, les trois puissances prirent des mesures pour l'empêcher de devenir jamais redoutable. Ce fut en laissant subsister dans son sein tous les éléments de discorde qui avaient causé sa ruine. Elles dressèrent à cet effet un projet de constitution dans lequel furent conservés les vices de l'ancienne. « Les trois cours, y disaient-elles, sont si intéressées à la pacification de la Pologne, que leurs ministres n'ont pas

cru devoir perdre un moment pour y rétablir l'ordre et la tranquillité. Nous allons, en conséquence, communiquer à la délégation une partie de ces lois fondamentales, à l'acceptation desquelles nos cours ne permettront pas qu'on apporte ni retard ni obstacle. »

La nouvelle constitution se divisait en deux parties, l'une relative à la couronne, l'autre à l'administration. La couronne de Pologne, disait-elle, sera élective à perpétuité, et tout ordre de succession restera prohibé. Les étrangers en seront exclus. Le gouvernement conservera sa forme républicaine, et résidera dans le roi, le sénat et la noblesse.

Jusque-là rien n'était changé. Mais, au moyen de la création d'un conseil permanent, l'autorité royale fut anéantie. Ce conseil jouissait du pouvoir exécutif et de la répartition des grâces, sous prétexte que le roi s'en serait servi pour corrompre. Il suffit de ce changement pour rendre la constitution oligarchique. Comme il flattait l'ambition des grandes familles, le projet ne rencontra qu'une légère opposition. Le roi n'obtint pas même le droit de nommer les membres du conseil permanent. Il fut réservé à la diète. Le conseil était divisé en cinq départements :

Celui des affaires étrangères ;
Celui de la police ;
Celui de la guerre ;
Celui de la justice ;
Celui des finances.

Il recevait tous les arrêts des tribunaux, évoquait certaines affaires, exigeait le compte des recettes et des dépenses, nommait les ministres auprès des cours étrangères, et veillait à l'exécution des traités. La seule prérogative réservée au roi fut de présider le conseil et de jouir de deux suffrages. Le conseil se composait de trente-six membres. Le roi convoquait les diètes; mais il devait prendre l'avis du sénat sur les matières qui leur étaient soumises.

Aucune modification ne fut apportée au sujet de ces assemblées. Quelques nonces exprimèrent le vœu que le *liberum veto* fût supprimé. Les ministres des trois cours s'y opposèrent. Cette loi monstrueuse avait été l'instrument des malheurs de la Pologne; elle fut maintenue comme un élément de trouble. Du reste, il ne s'agissait plus de discuter. La plus faible opposition était suivie de menaces. On faisait entendre que, si la délégation ne cédait pas de bonne grâce, les puissances procéderaient à un nouveau partage. Le roi fut personnellement menacé. On exigeait qu'il donnât l'exemple de la soumission. C'était l'unique ressource qui restât aux malheureux Polonais. Les promesses, les dons, la terreur, vinrent à bout des derniers efforts que firent quelques-uns des commissaires pour sauver leur patrie d'une ruine complète, et la nouvelle constitution fut acceptée au mois de mars 1775.

La Russie en fut seule garante. Après avoir déchiré la Pologne, il importait peu à la Prusse et à l'Autriche

de se mêler de ses affaires intérieures. Persuadées que cette garantie serait pour l'impératrice une source d'embarras, elles retirèrent leurs troupes. La Russie y laissa les siennes et s'occupa d'y rétablir la tranquillité. La Pologne lui dut, en effet, plusieurs améliorations. Elle obtint que la délégation donnerait au roi la nomination des membres du conseil. La diète de 1776 réduisit l'autorité des grands officiers. Enfin, Stanislas-Auguste, dont le caractère était faible, mais dont les vues étaient saines, fit décider, avec l'approbation de la Russie, la confection d'un nouveau code, dont plusieurs dispositions étaient favorables aux paysans et aux bourgeois.

Telle fut l'issue du premier attentat commis sur la Pologne. L'Europe l'accueillit avec une sorte de stupeur. Comme elle n'avait fait aucune tentative pour s'y opposer, elle retomba aussitôt dans son engourdissement, satisfaite de laisser à chacune des puissances spoliatrices la responsabilité d'une action aussi criminelle.

Lorsque nous avons exposé dans un autre livre l'état de cette république, les vices de sa constitution, la faiblesse de son organisation militaire, les violences de ses diètes, aussitôt rompues que formées, la turbulence des nobles, leur attachement aveugle pour des formes impraticables, la misère du peuple, le dépérissement des relations commerciales, et la dépopulation des campagnes, nous avons pressenti que cet étrange état social

la conduirait à sa ruine. Placée entre l'Allemagne, qui la repoussait comme slave, et les populations slaves de la Russie, dont elle s'était détachée, la Pologne était condamnée à périr, à moins d'un effort suprême pour se réformer. Cet antagonisme de l'Allemagne et de la Pologne est en effet le secret de la lutte qui venait de se terminer par le démembrement de cette république. La Pologne ayant embrassé la religion catholique, sans adopter le principe de la civilisation occidentale, s'était isolée et par conséquent affaiblie. Pendant que les États européens, dégagés des liens de la féodalité, s'étaient constitués sur d'autres bases, et que le pouvoir était devenu partout absolu, la république avait continué de s'épuiser dans de stériles agitations. Entre le peuple et la noblesse les liens étaient fort relâchés. Dans les provinces où les habitants professaient la religion grecque, ces liens étaient souvent près de se rompre. Aussi l'action de la Russie y était-elle naturelle, et, lorsque le partage eut été consommé, son autorité n'eut aucunement besoin d'employer la violence pour y être reconnue. L'esprit public s'y trouva plus favorablement disposé que dans les provinces dont l'Autriche et la Prusse s'attribuèrent la possession. Ici la domination étrangère fut d'autant plus dure et plus odieuse qu'il n'y avait entre les oppresseurs et les opprimés aucune affinité de race, de mœurs ou de croyances.

En aucun temps les avertissements n'avaient manqué à la Pologne. Plus d'un siècle auparavant (1657), un

projet de partage avait été signé entre Charles-Gustave, roi de Suède, Georges Racoczy, prince de Transylvanie, et l'électeur de Brandebourg. La défection de ce dernier fit échouer le projet, qui fut repris quelques années après (1667), non plus avec un petit prince de Transylvanie, mais avec l'empereur d'Allemagne. Cette fois, ce fut Louis XIV qui en empêcha l'accomplissement.

Cela malheureusement ne servit pas à corriger les Polonais de leur folle présomption. Entretenus dans leurs illusions par le souvenir de leur gloire militaire, ils partageaient l'erreur de certaines personnes, qui croyaient l'indépendance de la république mieux assurée par la rivalité de ses voisins, que par une réforme de ses lois. Pendant ce temps, la Russie, sous la puissante main de Pierre le Grand, s'était élancée vers l'Europe, et les marquis de Brandebourg étaient devenus rois. Celle-là ne pouvait pénétrer en Europe qu'en dominant la Pologne; ceux-ci ne pouvaient mettre en rapport leur titre avec leur puissance qu'aux dépens des États voisins : la Pologne fut la victime immolée à leur ambition.

Frédéric se glorifiait d'avoir empêché un embrasement général, et présentait aux philosophes, ses courtisans et ses flatteurs, le démembrement de la Pologne comme un acte de civilisation. « Savez-vous, écrivait-il à d'Alembert, à quelles gens j'ai affaire? Ils ne connaissent point le droit de propriété. Partout le plus fort opprime impunément le plus faible. J'établis dans ce pays

cent quatre-vingts écoles, tant protestantes que catholiques, et je me regarde comme le Solon et le Lycurgue de ces barbares. » On ne saurait insulter sa victime avec plus d'orgueil et plus d'impudeur.

Il s'efforçait de donner le change à l'Europe, dont l'opinion ne lui était pas tout à fait indifférente, tout philosophe qu'il était, et, s'il restait encore quelque doute dans les esprits sur le fatal génie qui avait préparé cet attentat, la lettre suivante achèverait de les dissiper :

« Quant à ce que vous ajoutez sur la guerre, je vous assure que personne n'en veut en Europe, et que si vous pouviez vous en rapporter au témoignage de votre impératrice de Russie, comme à celui de l'impératrice-reine, elles attesteraient que sans moi il y aurait eu un embrasement général. J'ai fait l'office du capucin, j'ai éteint les flammes.

« En voilà assez sur les affaires de la Pologne : je pourrais plaider cette cause devant tous les tribunaux de la terre, assuré de la gagner [1]. »

Marie-Thérèse, au contraire, sentait sa conscience se soulever au souvenir de cet attentat. « Je sais, disait-elle, que j'ai mis une tache à mon règne ; mais on me la pardonnerait si l'on savait à quel point j'y ai répugné. Que pouvais-je faire en présence de l'ambition de mes voisins? » Ce repentir, fût-il sincère, ne suffit pas cependant pour la justifier ; car elle avait non-seulement par-

[1] Lettre de Frédéric à Voltaire, Potzdam, 19 septembre 1774.

ticipé librement au partage, mais elle en avait donné elle-même l'exemple, en occupant sans motifs et sans déclaration le comté de Zips. Rien d'ailleurs ne lui eût été plus facile que de s'y opposer. Un langage ferme et une attitude résolue auraient suffi pour faire évanouir tous les projets du roi de Prusse. Ce prince n'eût osé se lancer de nouveau dans les hasards des batailles, assuré de rencontrer la France derrière l'armée autrichienne ; et la Russie, malgré ses victoires sur les Turcs, épuisée d'hommes et d'argent, engagée dans une guerre dont l'issue fût devenue plus incertaine par cette complication, eût certainement reculé à son tour devant cette suprême résolution, que plusieurs de ses ministres blâmèrent énergiquement, et que l'impératrice considérait elle-même comme une diminution de son influence dans une république où elle s'était habituée à dominer sans partage. Elle ne consentit au démembrement qu'afin de conserver son alliance avec la Prusse, et d'écarter l'intervention de l'Autriche dans ses démêlés avec l'empire ottoman.

S'il est juste de flétrir un acte qui portait une si profonde atteinte à la morale ainsi qu'à l'équilibre de l'Europe, on ne saurait également condamner avec trop d'énergie l'indifférence des puissances, qui n'avaient pris aucune part au partage. Les unes étaient enchaînées par la prudence, les autres par la faiblesse. Cet attentat consommé, l'équilibre de l'Europe fut en effet rompu. La Russie, appuyée d'un côté à la Baltique, de

l'autre à la mer Noire, ne devait plus rencontrer devant elle que des peuples trop affaiblis pour contre-balancer sa puissance, en sorte qu'elle pouvait désormais porter la masse de ses forces, sans être troublée dans ses desseins, soit contre la Suède, soit contre l'empire ottoman, soit enfin contre l'Allemagne. Elle entra plus complétement dans le système de l'Europe; elle se trouva mêlée à tous les événements qui agitèrent dans la suite les peuples de cette partie du monde, et pesa sur elle de tout le poids d'une puissance colossale, d'autant plus redoutable qu'elle était moins connue. Avec la Pologne debout et forte, la Russie eût été condamnée à rester longtemps encore une puissance asiatique; la Pologne démembrée, un champ plus vaste s'ouvrit à son activité. Ses rapports avec l'Europe se sont multipliés sans obstacles. Elle a pu s'abreuver, pour ainsi dire, à la source des idées modernes; elle a trouvé en un mot à satisfaire son orgueil, ses passions et ses intérêts. C'est pour cela que toute tentative pour reconstituer la Pologne dans ses anciennes limites a rencontré et rencontrera toujours de sa part une résistance opiniâtre et invincible.

L'œuvre de la reconstitution de la Pologne serait aujourd'hui hérissée de difficultés; la situation de cette ancienne république tient aux fondements mêmes de la politique européenne, et elle ne pourrait être changée que par une guerre générale, dont les résultats seraient au-dessus de la prévision humaine. Un moment la chose

eût été possible, c'est à l'époque où l'Europe tout entière était courbée sous la volonté d'un seul homme.

D'un autre côté, comment concevoir que la Russie voulût séparer de son empire tant de provinces conquises, pour en former une sorte d'État indépendant, se gouvernant par ses propres lois, s'administrant lui-même, délibérant dans des assemblées publiques, votant des impôts, en décidant l'emploi, en un mot examinant les titres de sa soumission envers la puissance protectrice? Quelle serait pendant ce temps la position du peuple russe, condamné pour ainsi dire au spectacle de la liberté, dont il serait privé lui-même? Il en résulterait d'une part des désirs et des tentatives pour rompre les faibles liens qui attacheraient les deux États; de l'autre le regret des concessions, une irritation mal contenue, des exigences repoussées, enfin une lutte inévitable.

La Russie vient d'accomplir un acte de la plus haute importance, qui indique de sa part un changement complet dans la direction de sa politique, nous voulons parler de l'affranchissement des serfs. Cette grande mesure ne restera pas isolée. Dès lors il n'y aura plus aucun motif pour la Pologne de conserver ses rancunes et de se tenir en dehors de l'action gouvernementale. L'assimilation avec la Russie deviendra d'autant plus facile que les deux peuples appartiennent à la même race. C'est à notre avis la solution la plus désirable de la question polonaise; nous pourrions presque ajouter la seule possible, dans les conditions où se trouve l'Europe.

# LIVRE VII.

Deux motifs pour lesquels l'impératrice avait désiré la paix : la révolution de Suède et la révolte de Pougatschef. — Coup d'œil sur les partis qui divisaient la Suède. — Mort d'Adolphe-Frédéric. — Avénement de Gustave III. — Son caractère. — Sa conduite dans les premiers jours de son règne. — Composition de la diète. — Comité secret. — Supériorité du parti russe. — Il abuse de ses avantages. — Intentions de Gustave soupçonnées. — Agitation dans les provinces. — Révolte simulée d'Hellichius. — De quelle manière fut trahi le secret de la conspiration. — Le roi s'empare du pouvoir. — Joie du peuple. — Nouvelle constitution. — Inquiétude de l'impératrice. — Fermeté de son langage. — Un Cosaque du Don, nommé Pougatschef, se fait passer pour Pierre III. — Les starovertzi ou vieux croyants. — État des Cosaques du Yaïk. — Troubles de ce pays. — Émigration des Kalmouks Tourgaouts. — Pougatschef est arrêté et s'évade. — Il se cache dans les steppes. — Caractère de ses principaux partisans. — Ligne du Yaïk. — Pougatschef s'empare de plusieurs forteresses. — Il fait révolter les Baschkirs, les Kalmouks, les Tschouwass et les Mordwins. — Il attaque la ville d'Orenbourg. — Agitation parmi les serfs. — Pougatschef bat le général Kar et assiége Oufa. — Véritable caractère de la révolte. — Le général Bibikof. — Gravité de la situation. — Manifeste de l'impératrice. — Sages dispositions de Bibikof. — Pougatschef lève le siége d'Orenbourg. — Succès des troupes russes. — Michelson marche contre Oufa. — Ses avantages. — Le prince Galitzin s'empare de Taticheva. — Découragement des rebelles. — Pougatschef est battu à Kargalé. — Prise d'Yaïtzk, d'Iletz et de plusieurs autres forteresses de la ligne du Yaïk. — Mort de Bibikof. — Michelson bat Savalatka et atteint Pougatschef à Varlamovo. —

Inaction des autres chefs russes. — Pougatschef dans les monts Ourals. — Il réunit de nouvelles troupes et marche contre Kazan. — Prise et incendie de la ville. — Michelson attaque les rebelles et les met en fuite. — Il atteint Pougatschef à Tzaritzin. — Pougatschef passe le Volga. — Conseil tenu par l'impératrice. — Elle annonce le projet de marcher en personne contre les rebelles. — Le général Panin est investi du commandement général. — Pougatschef entre dans Penza. — Il fait pendre l'astronome Lowitz. — Michelson parvient encore à l'atteindre et à le battre. — Fuite du rebelle dans les steppes. — Deux autres Pierre III. — Pougatschef est vivement poursuivi. — Souvorof remplace Michelson. — Le gouvernement cherche à ramener les Cosaques. — Trois Cosaques, amis de Pougatschef, s'engagent à le livrer. — Ils s'emparent de sa personne et le conduisent à Yaïtzk. — Fermeté de Pougatschef. — Il est conduit à Simbirsk dans une cage de fer. — Brutalité du général Panin. — Le sénat chargé de l'instruction du procès. — Pougatschef est conduit à Moscou et condamné à mort. — Il subit sa peine avec courage. — Causes de la révolte. — Réflexions.

---

Le congrès de Fokschani, où Grégoire Orlof avait blessé par ses hauteurs la fierté des plénipotentiaires ottomans, avait été rompu, contrairement aux intentions de Catherine, qui désirait la paix avec ardeur. La nouvelle de la révolution, que le roi de Suède venait d'accomplir dans son pays, ne lui avait laissé aucun doute sur le parti que la France tirerait de cet événement, soit pour lui susciter des embarras au nord de son empire, soit pour raffermir les résolutions chancelantes des ministres de la Porte. En effet, le divan, d'abord effrayé des exigences de la Russie, puis hésitant devant les nouveaux sacrifices que la guerre imposerait

à la Turquie, s'était laissé entraîner par la France à remettre les destinées de l'empire entre les mains du dieu des batailles.

Un autre motif portait encore l'impératrice à la paix, c'était la révolte de Pougatschef, qui, sous le nom de Pierre III, avait soulevé plusieurs provinces et privait la Russie des ressources qu'elle avait trouvées jusqu'alors dans les mines de l'Oural. La nécessité de poursuivre sans interruption le récit des négociations nous ayant obligé de passer ces deux événements sous silence, nous en ferons le sujet de ce livre.

Pendant le règne du faible Adolphe-Frédéric, la Suède n'avait cessé d'être en proie aux intrigues de deux factions, celle de la Russie, que fortifiait le concours de l'Angleterre, et celle de la France, qui avait longtemps dominé sans rivale dans le nord de l'Europe. Le gouvernement, devenu tout à fait oligarchique, s'était attaché non-seulement à abaisser l'autorité royale, mais encore à l'avilir. Il s'immisçait dans les détails les plus intimes de la maison du roi, nommait des gouverneurs à ses enfants et allait jusqu'à fixer la quantité de vin qui devait être servie sur sa table. Le sénat et la noblesse avaient donc concentré dans leurs mains tout le pouvoir, et ce pouvoir ils l'exerçaient de la façon la plus odieuse. La puissance législative résidait, il est vrai, dans l'assemblée des états; mais, dans l'intervalle de leurs sessions, ils étaient représentés par le sénat, dont la nomination n'appartenait pas réellement au roi, qui

ne pouvait en choisir les membres que sur une liste de trois candidats.

Ces deux factions se distinguaient par des dénominations particulières. Les partisans de la France se nommaient les *chapeaux ;* ceux de la Russie étaient connus sous le nom de *bonnets.* Les premiers voulaient tirer l'autorité royale de l'indigne tutelle où le sénat la retenait ; les seconds tendaient au contraire à l'affaiblir de plus en plus. Les uns et les autres étaient livrés à la plus effroyable corruption. Vendus à la France, à la Russie ou à l'Angleterre, ils se déshonoraient publiquement par l'aveu des pensions qu'ils en recevaient. Au moyen du parti des bonnets, l'impératrice de Russie tenait la France éloignée des affaires du Nord, et elle se flattait de former une ligue dont elle aurait été la tête. Le cabinet de Copenhague, par jalousie à l'égard de la Suède, s'était attaché à cette politique, et le roi de Prusse, que son alliance avait mis dans les intérêts de la Russie, la suivait par nécessité plutôt que par entraînement. C'est ainsi que dans le traité de 1764 il avait laissé insérer la clause qu'il ne serait porté aucune atteinte à la liberté de la nation suédoise, ce qui signifiait en d'autres termes que le roi ne pourrait secouer le joug humiliant du sénat. Lui-même, d'ailleurs, si nous en croyons quelques hommes politiques de ce temps-là, avait conçu le plan d'un partage de ce royaume, qui aurait fait tomber en sa possession Stralsund et la Poméranie suédoise. Il est certain qu'en Suède on redoutait son effroyable am-

bition beaucoup plus qu'on ne craignait la Russie. L'Autriche, dans ce projet, aurait trouvé une compensation à l'agrandissement de la Prusse, dans une extension de territoire aux dépens de la Turquie [1].

La mort d'Adolphe-Frédéric, arrivée le 12 janvier 1771, parut à la France une occasion favorable de reprendre en Suède l'influence que la Russie lui avait fait perdre. Le prince royal de Suède se trouvait alors à Paris, où le duc de Choiseul, persévérant dans la pensée d'attaquer sur tous les points l'influence russe, avait désiré l'entretenir de ses projets. Gustave était jeune (il avait à peine vingt-cinq ans), ardent et ambitieux, et, de plus, fin et réservé. Il entra dans toutes les vues du ministre avec d'autant plus de chaleur qu'elles s'accordaient avec ses désirs secrets. Après avoir écrit au sénat que son ambition était de ne régner que selon les lois, il s'était hâté de revenir en Suède. Le peuple fut séduit par ses manières pleines de douceur. Auprès de lui l'accès était facile. Loin de paraître s'appuyer sur un parti, il répétait souvent qu'il ne voulait s'attacher qu'à celui de la nation. Ses discours, ses vœux, sa conduite semblaient se borner à réunir les factions dans un même objet, le bien de la patrie, et à éteindre leurs inimitiés.

Cette politique habile trompa la plupart des esprits. Les ministres de Russie et d'Angleterre furent les seuls,

[1] *Diairies and correspondance of James Harris*, London.

avec un petit nombre d'hommes éclairés, que les apparences n'abusèrent pas. Ils voyaient que le roi, tout en protestant de son dévouement à la constitution, s'entourait secrètement des créatures de la France ; ils se méfiaient de son zèle trop ardent pour une constitution qui dominait l'autorité royale ; ils conjuraient donc les Suédois de s'attacher plus que jamais à leurs cours. Mais aucun de leurs mouvements n'échappait à l'œil vigilant de Gustave. Il prévoyait, s'il était trahi ou découvert, qu'il ne retrouverait plus l'occasion de détruire le pouvoir d'une aristocratie insolente et dure. Dès ce moment sa résolution fut arrêtée de choisir le temps où la diète allait se réunir pour faire éclater ses desseins.

Cette diète était ordinairement convoquée trente jours après la mort du roi. L'absence de Gustave avait obligé de la remettre au 25 du mois de juin. Les bonnets avaient une majorité marquée dans les trois ordres inférieurs, et, dans le comité secret, beaucoup de créatures dévouées. Ce comité était une portion essentielle de l'administration des diètes. C'était dans son sein que se préparaient les affaires, avant d'être portées à la décision des états, qui, peu versés dans la pratique administrative, se rangeaient ordinairement à l'avis du comité. Il se composait de soixante-douze membres, divisés en quatre députations. La première, appelée députation secrète, était chargée des affaires étrangères ; la seconde, de la défense de l'État, qui comprenait les fortifications, la guerre et la marine ; la troisième, de l'administration in-

térieure, et la quatrième des finances. Les paysans en étaient exclus.

Dans la composition du comité (11 juillet) les chapeaux furent en minorité. Ils n'avaient la supériorité que dans la chambre des nobles. Seulement, et c'était une chose importante, le maréchal de la diète, le baron de Lowenhaupt, leur appartenait. Lui seul avait le droit de convoquer le comité secret, ainsi que d'entrer et de voter dans tous les comités.

Dès l'ouverture de la diète, la division éclata entre les paysans et les nobles, au sujet des priviléges dont ces derniers étaient en possession. Il s'agissait aussi de savoir si l'on ajouterait de nouveaux engagements à ceux que juraient d'observer les rois de Suède en montant sur le trône. Pendant ce temps, Gustave travaillait en apparence à réunir les deux partis, persuadé qu'il n'y parviendrait pas, et paraissait indifférent à son intérêt personnel. Ces divisions servaient ses desseins, en ce qu'elles faisaient ressortir les vices du gouvernement. Des émissaires envoyés dans les provinces prêchaient ouvertement la nécessité d'une réforme et relevaient en même temps la sagesse du roi, qui semblait n'avoir d'autre but, au milieu de ces dissensions, que l'union des esprits et le bonheur de ses sujets.

Tandis que ces agents préparaient le peuple à désirer un changement dans l'État, Gustave s'appliquait à se faire un parti dans la jeune noblesse, tant des chapeaux que des bonnets. Ce parti devint même assez considé-

rable et s'accrut encore par la violence de ces derniers. Le comité secret, ayant été chargé de rechercher la conduite du sénat, déclara que ce corps avait trahi la confiance de la nation et conclut à la déposition de tous ses membres, mesure que combattirent vainement les ministres de Russie et d'Angleterre, et qui eut en effet pour résultat d'exciter contre les bonnets les plus violentes réclamations. Mais ceux-ci, enivrés par leur victoire, ne mirent plus aucun frein à leurs désirs et s'emparèrent de tous les emplois publics.

Le mécontentement fut encore aigri par un événement fâcheux, une cherté subite dans les grains. Les amis du roi en rejetaient la responsabilité sur les états, qui n'avaient pris aucune mesure pour prévenir la disette. Ils exhortaient le peuple à se rendre à Stockholm et à porter leurs plaintes jusqu'au pied du trône. Il régnait en Finlande une agitation extraordinaire. Le comité voulant éloigner de la personne du roi un homme dont il craignait l'esprit entreprenant, Sprengporten, l'envoya dans cette province, et en cela il commit une faute grave; car, au lieu de calmer les esprits, Sprengporten les irrita davantage et tourna leur colère contre l'administration imprévoyante qui avait précipité le pays dans la plus affreuse misère.

Des placards furent affichés sur les murs de la capitale, pour inviter les habitants à la révolte. Le régiment des gardes laissait voir des dispositions favorables au roi. Le comité secret, inquiet de ces dispositions, prit

alors quelques mesures pour sa sûreté. Il fit partir le général Rudbeck pour la Scanie, où les manœuvres de la cour avaient excité de grandes rumeurs, et chargea le général Pecklin, l'un des plus fermes soutiens du parti des bonnets, de veiller sur la capitale. Enfin, un bataillon du régiment d'Upland eut ordre de se tenir prêt à marcher.

Ces précautions étonnèrent les amis du roi. Lui seul ne laissa percer aucun trouble. Il comprit cependant qu'il ne pouvait plus ajourner l'exécution de ses projets sans augmenter ses périls. Ses deux frères, Charles et Frédéric, s'étaient concilié, l'un dans la Scanie, l'autre dans l'Ostrogothie, l'affection des soldats et du peuple. Mais en Suède, les troupes, ne se réunissant qu'à des époques déterminées, ne pouvaient être rassemblées exceptionnellement que si des raisons d'État l'exigeaient. Le reste du temps, elles étaient disséminées dans toutes les provinces. Il s'agissait donc de faire naître un de ces cas extraordinaires. Le roi avait remarqué un capitaine nommé Hellichius, dont le caractère résolu et l'esprit aventureux lui parurent propres à ses desseins. Hellichius aspirait à la noblesse. S'attacher au roi dans une entreprise difficile, c'était mériter cette faveur. Gustave l'ayant admis dans le secret de la révolution, il fut convenu qu'à un jour donné, Hellichius publierait un manifeste contre les états; qu'il ferait révolter sa troupe et se mettrait en état de défense dans la forteresse de Christianstadt, dont il était gouverneur.

Hellichius, ayant exécuté de point en point les instructions du roi, fit partir sur-le-champ un officier de la garnison, qui, feignant de s'être échappé, courut en informer le prince Charles. Celui-ci réunit à la hâte cinq régiments et marcha contre Christianstadt, sous prétexte d'étouffer la révolte. On répandit en même temps le bruit parmi les troupes qu'on avait attenté à la vie du roi, qu'on voulait changer la constitution, et établir un État purement oligarchique sous la garantie de la Russie.

Le 16 août, le général Rudbeck arriva à Stockholm pour informer le comité secret de la révolte d'Hellichius. Le comité, sans manifester aucun trouble, prit cependant quelques mesures pour conjurer l'orage. Un bataillon du régiment d'Upland et un bataillon du régiment de Sudermanie furent mandés à Stockholm ; il envoya deux régiments de cavalerie investir Christianstadt, donna l'ordre au roi de ne pas quitter la ville, et fit expédier deux courriers pour y faire revenir les princes ses frères.

C'est à ce moment qu'on vit l'empire que Gustave avait sur lui-même. Loin de paraître effrayé de ces dispositions, il conserva son calme habituel et montra même le zèle le plus actif contre la rébellion. Le général Rudbeck en fut si frappé, que ses préventions s'évanouirent. Bientôt cependant il ne resta plus de doute au comité secret sur la participation du roi à la conspiration, dont le secret avait été trahi de la manière la

plus singulière. Mme du Barry ayant surpris Louis XV lisant une dépêche avec la plus sérieuse attention, sa curiosité fut excitée. C'était à l'époque où le duc de Choiseul, qu'elle n'aimait pas, jouissait encore de toute la plénitude de sa puissance. Elle attendit le sommeil du roi, s'empara de la dépêche et en communiqua le contenu à l'ambassadeur d'Angleterre. Le bruit du complot parvint en conséquence à Stockholm par cette voie et s'y répandit avec rapidité. On désignait les personnes qui devaient concourir à l'exécution ; on parlait du jour et du lieu où l'on croyait qu'il éclaterait ; mais lorsque, la veille, on vit Gustave faire répéter un opéra nouveau jusqu'à onze heures du soir, sans montrer la plus légère préoccupation, chacun se crut trompé dans ses prévisions.

Au lieu d'agir avec promptitude et vigueur, le comité secret perdit un temps précieux à rechercher le colonel Carnale, qu'il regardait comme l'âme du complot. Le roi, au contraire, averti du danger qui le menaçait par un homme attaché à la faction des bonnets, avait mis ce temps à profit et arrêté le coup d'État pour le 19 au matin. Les officiers dévoués à sa cause avaient reçu l'ordre de se rendre auprès de lui. Avant dix heures, il monta à cheval pour passer en revue le régiment d'artillerie qui tenait garnison dans la capitale. Suivant son habitude, il se montra civil et familier avec tout le monde. A son retour au palais, tous les officiers l'ayant suivi dans la salle des gardes, il leur peignit, avec cette

éloquence vive et gracieuse dont il était éminemment doué, sa triste position, la patrie livrée à de déplorables intrigues, les membres du gouvernement avilis par la corruption, et protesta que, loin de songer à détruire la liberté, son plus vif désir était de l'asseoir sur des bases solides.

Ses paroles, qui avaient d'abord surpris quelques-uns de ses auditeurs, ne tardèrent pas à pénétrer dans leur âme, et l'un d'eux, le baron de Liewen, s'étant prononcé, tous, à l'exception de trois seulement, furent entraînés par son exemple, et prêtèrent à l'instant même serment au roi. Ils étaient environ deux cents. Ils le suivirent alors dans la cour du château, où les soldats l'accueillirent par des cris de joie et des protestations de fidélité.

Les sénateurs avaient assisté à ce spectacle des fenêtres du palais. Lorsqu'ils voulurent quitter la salle et descendre sur la place, ils trouvèrent la porte du conseil gardée par un détachement de grenadiers. Des gardes furent placés à toutes les issues du château, devant lequel des chaînes même furent tendues. On distribua aux soldats de la poudre et des balles; on tira de l'arsenal plusieurs pièces de canon, qui furent amenées devant le palais, sur les ponts, à toutes les avenues. Les barrières furent fermées, et l'ordre fut donné de ne laisser sortir personne de la ville.

Le roi songeait cependant à tranquilliser les esprits. Il fit afficher en conséquence dans toutes les rues une

proclamation, où il exhortait ses fidèles sujets à ne concevoir aucune inquiétude et à repousser toute espèce d'insinuation à l'égard de ses intentions, déclarant, en outre, qu'il n'avait pris le pouvoir que pour les affranchir d'un gouvernement oppresseur. Les ministres étrangers ayant été invités à se rendre au palais, le roi leur dit : « C'est pour votre sûreté, messieurs, que j'ai souhaité vous voir ici, parce qu'il me serait pénible que vous eussiez à vous plaindre de quelque désordre. Je ne vous dirai rien au sujet de ce qui se passe ; vous avez dû le prévoir depuis longtemps. Mais il y a une chose que je ne veux pas vous laisser ignorer un seul instant et que je vous prie de communiquer incessamment à vos cours, c'est que tout ce qui est arrivé ne change rien au désir que j'ai de la paix, et que je cultiverai avec soin l'amitié de mes voisins et de mes alliés. »

Le général Rudbeck et tous les chefs des bonnets furent consignés. Les sénateurs eurent pour prison les appartements du palais ; mais ils se montrèrent bientôt aussi serviles qu'ils avaient été insolents. Le peuple, qui abhorrait l'aristocratie, fit éclater sa joie sans contrainte. Le reste du jour, Gustave reçut les serments des magistrats, des colléges et des milices, et visita les différents quartiers de la capitale. La nuit suivante, il ne prit aucun sommeil, fit en personne la ronde dans la ville, et donna l'ordre que les troupes ne quittassent pas les armes.

Toutes les rues cependant prenaient un air de fête.

Le lendemain, une foule immense remplissait la grande place. Le roi devait prêter serment à la nation. Dès qu'il parut, il se fit un profond silence. Il s'avança à cheval, son épée nue à la main, et, ayant élevé la voix, il expliqua les motifs de sa conduite. Il déclara, en terminant son discours, qu'il voulait borner ses désirs à être le premier citoyen d'un peuple libre. A ces mots, sa voix fut couverte par des cris d'enthousiasme. Il prononça ensuite son serment d'une voix distincte. Une assemblée générale des états fut annoncée pour le lendemain 21.

Dans les provinces, la révolution n'avait pas rencontré plus d'obstacles. Les troupes étaient rentrées dans leurs quartiers. Hellichius avait remis Christianstadt au prince Charles. Le prince Frédéric s'était assuré du général Pecklin. En un mot, la paix, la sécurité et l'espérance régnaient partout.

Le jour de l'assemblée des états, le palais fut entouré de troupes, et la cour qui fait face à la salle des séances remplie de canons. Le roi ayant exposé les désordres auxquels le pays était en proie, la confusion et la discorde régnant sans partage dans les assemblées publiques; les efforts qu'il avait faits pour réunir les esprits; la vénalité des uns, la lâcheté des autres, se leva tout à coup et s'écria : « Si quelqu'un peut nier cela, qu'il le dise. » Tout le monde garda le silence. Alors un secrétaire donna lecture de la nouvelle constitution. Elle contenait cinquante-sept articles, dont voici les principaux.

Le roi a le droit d'assembler et de dissoudre les états à volonté.

Les états assemblés ne peuvent délibérer que sur des objets proposés par lui.

Le roi dispose de tous les emplois civils et militaires, sauf les emplois supérieurs dans l'armée, pour lesquels il ne peut choisir que sur une liste de trois candidats présentés par le sénat.

Il ne peut créer de nouveaux impôts ni déclarer la guerre sans le consentement du sénat. Toutefois, en cas d'invasion ou de nécessité pressante, il se réserve la faculté d'établir quelques impôts, en attendant la convocation des états.

Il ne peut abroger les anciennes lois ni en faire de nouvelles. Ce droit appartient exclusivement à la nation.

Les tribunaux extraordinaires furent abolis comme des moyens de despotisme.

Le roi avait le droit de composer le sénat, à la seule condition d'en choisir les membres dans la noblesse. Le devoir des sénateurs, disait la constitution, est de conseiller et non de régner. Si cependant l'avis du sénat était unanime, le roi était tenu de s'y ranger.

Ajoutons qu'à l'exemple de Catherine, Gustave supprima la torture.

La lecture terminée, le roi demanda si tout le monde approuvait cette constitution. Les états ayant répondu par une acclamation générale, chaque membre la signa et prêta serment. Gustave ayant alors tiré de sa poche

un livre de prières, ôta sa couronne et entonna le *Te Deum laudamus.*

Les sénateurs arrêtés furent mis en liberté, à l'exception du général Pecklin.

Ainsi fut accomplie en moins d'une journée cette révolution, que l'état du royaume avait rendue inévitable. Gustave, après s'être emparé du pouvoir, s'en montra digne. Il organisa la marine et l'armée, rétablit les forteresses que la négligence du gouvernement avait laissées dans un funeste abandon ; il encouragea l'agriculture, imprima un certain essor à l'industrie, et fit exécuter de grands travaux de défense et d'utilité publique dans tous les ports de la Suède. Mais son ardeur à tout entreprendre à la fois obéra les finances du royaume, dont les ressources étaient loin d'être en rapport avec les projets de ce prince. Il serait superflu d'entrer dans de plus longs détails à ce sujet. Ce qu'il nous importe de savoir, c'est l'influence que cette révolution produisit sur les rapports de la Suède avec la Russie.

Toute révolution qui, dans un État, change la forme des institutions, ne manque jamais d'attirer l'attention des puissances voisines, surtout si elles ont avec lui des rapports suivis et des intérêts considérables. C'était le cas de la Russie à l'égard de la Suède. Catherine prétendait jouer dans ce royaume le rôle qu'elle jouait depuis longtemps en Pologne. Elle y avait favorisé, soutenu le parti de l'aristocratie, que Gustave venait de renverser, ce qui lui avait été d'autant plus facile que

nulle part la vénalité n'était plus générale et plus avouée.

Si la possession de la Pologne porta la puissance russe presque dans le cœur de l'Europe, la possession de la Baltique eût prodigieusement augmenté sa puissance maritime; mais la révolution que le roi venait d'accomplir semblait destinée à contenir l'influence de la Russie. Catherine en avait d'abord conçu beaucoup d'inquiétude. Elle reconnaissait dans cet événement la main de la France, qui lui avait déjà suscité la guerre de Turquie. Son premier soin fut d'appeler à la hâte un corps de vingt mille hommes sur les frontières de la Livonie et de la Finlande; mais en même temps elle se montra plus disposée à reprendre les négociations avec les Turcs. Elle comprenait fort bien que si Gustave, pour satisfaire les ressentiments du cabinet de Versailles ou son humeur aventureuse, venait à lui déclarer la guerre, la nécessité de tenir tête à la fois aux Ottomans, aux confédérés et aux Suédois, lorsque déjà plusieurs campagnes avaient considérablement diminué ses armées et affaibli ses finances, l'exposerait à subir des conditions au lieu d'en imposer.

Sa conduite, dans cette circonstance, fut pleine de dignité et prouve ce que nous aurons encore l'occasion de remarquer, combien, dans les plus pressants dangers, cette princesse était supérieure à la fortune. Elle venait d'apprendre que le roi de Suède rassemblait des troupes sur les frontières de la Norwége, et qu'il s'était rendu lui-même sur les lieux, sous prétexte de visiter les

provinces de son royaume. Elle écrivit sur-le-champ à son ministre à Stockholm, le comte d'Ostermann (5 novembre 1772), pour l'inviter à demander au gouvernement suédois des explications sur ces mouvements de troupes, ainsi que sur ses intentions au sujet du Danemark. Le ministre russe avait ordre de déclarer que, sa souveraine étant liée avec le roi de ce pays par les engagements les plus solennels, elle considérerait comme une agression contre son empire toute entre prise de la part du roi de Suède contre le roi de Danemark.

Ce langage ferme imposa à Gustave et fit sur lui l'effet du mors sur un coursier fougueux prêt à s'élancer dans l'arène. Il s'arrêta, examina sa résolution avec plus de calme, réfléchit que sa victoire sur l'aristocratie avait laissé dans le royaume des dissentiments et des regrets ; que la Russie profiterait de ses témérités pour exciter contre lui le parti vaincu ; enfin qu'il n'était pas encore temps de dévoiler ses projets. Il s'empressa de rassurer l'impératrice, protesta de son désir de conserver avec tous ses voisins des rapports d'amitié, suspendit ses armements et donna l'ordre à ses troupes de se disperser.

Nous avons rappelé aussi qu'à cette même époque un aventurier nommé Pougatschef était parvenu, à la faveur du nom de Pierre III, à se faire un parti considérable dans plusieurs provinces de l'empire. Déjà d'autres aventuriers, abusant de la crédulité du peuple, avaient essayé d'attirer les regards du public en se fai-

sant passer pour Pierre III, qu'ils annonçaient n'être pas mort. Tous avaient payé cette ambition de leur tête. Il était réservé à Pougatschef de troubler encore la Russie avec ce mensonge.

Emellian Ivanof Pougatschef était fils d'un Cosaque du Don de la Stanitza de Zimoveisk, aux environs de Simanskaya. Enfant, il avait perdu plusieurs dents au pugilat, mais il s'était fait remarquer dans ces luttes par sa force et son adresse. Il était de taille moyenne, maigre et nerveux. Il avait le teint basané, les cheveux châtains, la barbe rare, et une tache blanche sur la tempe gauche. Il servit d'abord dans l'armée que l'impératrice Élisabeth avait envoyée au secours de Marie-Thérèse contre le roi de Prusse. Il fit ensuite la campagne de 1769 contre les Turcs et se trouva au siége de Bender. Rentré dans son pays, où régnait une assez grande agitation, depuis que le gouvernement avait enlevé aux Cosaques une partie de leurs libertés, Pougatschef résolut de tirer parti de leur mécontentement. Il avait alors environ quarante ans.

On rapporte qu'appelé à Pétersbourg pour une réclamation, dont la décision dépendait du collége de la guerre, il se trouvait un jour dans les bureaux de ce ministère, où le général Tottleben le vit par hasard et parut frappé de sa ressemblance avec Pierre III. Ni l'étonnement du général, ni ses paroles n'échappèrent à Pougatschef, et dès ce moment peut-être conçut-il la pensée du rôle qu'il joua dans la suite. Cette circon-

stance lui aplanit les difficultés de sa mission; sa demande lui fut accordée, et on le renvoya avec des présents.

Ce rôle convenait, du reste, à son esprit hardi et aventureux. Il vécut pendant quelque temps d'une vie vagabonde, mêlé à tous les mouvements qui agitèrent son pays, poursuivi par la justice et sans considération parmi les siens; mais sa persévérance, son audace, ses espérances d'abord repoussées, puis partagées, fixèrent enfin sur lui l'attention des Cosaques, qui s'en servirent comme d'un instrument contre les agents du pouvoir.

Il y avait alors dans la petite Russie une race d'hommes, appelés par les chrétiens grecs *raskolnicks* ou hérétiques, mais qui se donnaient à eux-mêmes le nom de *starowertzi*, c'est-à-dire vieux croyants. Ces sectaires, qui ne différaient que très-peu des Grecs orthodoxes, tenaient pour sacriléges les rites de l'Église dominante. Pierre le Grand les avait persécutés, parce qu'il les avait trouvés dans les rangs des strélitz, et leur nombre s'était accru; Catherine les laissa libres de suivre leurs croyances, et ils se tinrent en repos. Fidèle à ses principes de tolérance, elle avait, dès les premiers jours de son règne, proclamé sa volonté de leur laisser une liberté entière. Beaucoup d'entre eux avaient quitté la Russie, pour échapper à la persécution dont ils étaient l'objet. Elle leur ouvrit la porte de leur patrie, donna des ordres rigoureux au synode, pour qu'ils fussent traités avec

douceur et bienveillance, et elle leur permit, ce qui était en quelque sorte le signe caractéristique de leur secte, de porter la barbe longue.

Les starowertzi sont encore aujourd'hui l'expression la plus complète de la vieille nationalité moscovite. Ils sont aussi bien une secte politique qu'une secte religieuse. Tout ce que Pierre le Grand avait essayé de détruire est devenu pour eux l'objet d'une sorte de culte. Ils sont nombreux, plus instruits que les autres paysans, et surtout plus honnêtes. Telle est leur influence, que, dans un pays où l'opinion publique peut difficilement faire entendre sa voix, le gouvernement étudie et consulte l'impression que ses actes ont produit ou doivent produire sur l'esprit des starowertzi. Cette influence serait inexplicable, si l'on ne savait que la civilisation de l'Occident n'a fait qu'effleurer le sol de la plus grande partie de l'empire russe.

Cette secte n'est nulle part plus répandue que parmi les Cosaques. Pougatschef avait été baptisé parmi eux, et, s'il n'en suivait pas rigoureusement les dogmes, du moins affectait-il d'en partager les croyances. Poursuivi par la justice de Tcherskask pour vol d'un cheval, il s'était enfui en Pologne, où il avait trouvé un asile dans la *slobode* schismatique de Vetka. Il avait même espéré s'y faire des partisans. Mais les starowertzi, qui vivaient alors dans une profonde paix, fermèrent l'oreille à ses sollicitations. Soit donc qu'il ne se crût pas en sûreté au milieu d'eux, soit qu'il désespérât de leur faire par-

tager ses illusions, il les quitta pour se transporter chez les Cosaques du Yaïk.

Ce fleuve, dont l'impératrice changea dans la suite le nom en celui d'Oural, pour effacer le souvenir de la révolte de Pougatschef, coule d'abord le long de la chaîne jusqu'au fort d'Orskaïa, puis se dirige vers l'ouest et va se jeter dans la mer Caspienne, après un cours de 2,500 verstes. A sa droite, s'étendent les steppes du Volga; à sa gauche, les immenses et tristes déserts des Kirghiz. Ses eaux roulent silencieusement dans un lit profond et sablonneux, entre des rives privées d'arbres, jusqu'aux approches de la mer Caspienne, où des masses de roseaux servent d'asile à des animaux féroces. Ce qu'on nomme la chaîne de l'Oural n'est pas autre chose qu'un immense plateau, ou même encore une série de plateaux successifs, qui, depuis Moscou jusqu'à la chaîne, s'élèvent graduellement. Ce n'est qu'en Asie que quelques pics isolés atteignent une grande hauteur. La transition entre les deux mondes est par conséquent moins sensible qu'on ne se le figure.

Tel est le théâtre que Pougatschef avait choisi pour l'exécution de ses desseins. L'humeur indépendante des Cosaques, entretenue par une administration inintelligente et par le voisinage des Kirghiz, tribus nomades et féroces, avait atteint à cette époque un incroyable degré d'effervescence. La principale richesse des Cosaques du Yaïk consistait dans la pêche de l'esturgeon, dont le produit s'élevait à des sommes considérables. Le droit

de pêche était réglé par des lois qui en fixaient en même temps les limites ; mais il existait à cet égard entre le gouvernement et la population un dissentiment que les employés subalternes semblaient avoir pris à tâche d'aigrir par des vexations continuelles. Dans plusieurs circonstances, l'autorité de l'ataman, commandant suprême du pays, avait été méconnue. D'autre part, des députés envoyés à Pétersbourg, pour se plaindre de l'oppression qu'ils souffraient de la part des agents du pouvoir, avaient été éconduits ou emprisonnés. Par suite de ces dissensions, il s'était formé dans toute la contrée un parti puissant pour résister aux ordres de l'impératrice et massacrer même ses agents. Le général Traubenberg avait péri dans une sédition, sans que le gouvernement, occupé des affaires de Pologne et menacé par l'orage qui se formait du côté de la Turquie, eût osé venger cet outrage.

On était alors dans l'année 1771. Le gouvernement, à qui la guerre de Turquie imposait de grands sacrifices, venait de demander aux Cosaques de nouvelles recrues. Cet ordre avait excité dans toute la contrée la plus violente fermentation. Le général Freyman, accouru de Moscou, dispersa l'armée des rebelles et les poursuivit jusque dans Yaïtzk, où il rétablit la tranquillité par la terreur. Les prisons regorgeaient de victimes. L'administration nationale fut abolie et remplacée par une sorte de dictature militaire. Mais un grand nombre de Cosaques s'étaient enfuis dans les steppes ou dans les

marais du lac Kamysh-Sakmara. Quelques-uns trouvèrent un asile aux environs d'Yaïtzk, dans la maison de Cheloudiakof, qui favorisait en secret la révolte. Pougatschef s'y cacha lui-même pendant quelque temps, livré aux travaux les plus bas de la domesticité.

Trois cent mille Kalmouks Tourgaouts, avaient peu de temps auparavant, abandonné les bords du Volga, pour échapper à la domination moscovite, et s'étaient retirés dans la Soungarie, sur les frontières de la Chine. Le souvenir de cette immense émigration était encore présent à tous les esprits, et avait laissé parmi les habitants de ces régions un vague désir d'indépendance. Le gouvernement avait donné à cette horde, une des plus riches et des plus puissantes, des règlements qui, en restreignant le pouvoir de ses princes, devinrent l'occasion d'un soulèvement général. On avait persuadé au peuple qu'il serait forcé d'embrasser la religion chrétienne, de se livrer à l'agriculture et de fournir des troupes pour les armées. Les Tourgaouts, qui se livraient exclusivement aux soins de leurs troupeaux, déjà mécontents des pâturages qui leur avaient été assignés, plièrent leurs tentes, excités par les prédications de leurs prêtres, et passèrent l'Oural sur la glace.

Pougatschef, cependant, avait été arrêté et envoyé à Simbirsk, puis à Kazan, pour y être jugé et comme déserteur et comme ayant pris une part active à la révolte du Yaïk. Parvenu à s'évader (19 juin 1773), il descendit le Volga jusqu'à l'embouchure de l'Irghis, remonta

cette rivière, s'enfonça dans les steppes et se cacha pendant quelque temps dans la maison d'un Cosaque, Ivan Zaroubin, surnommé Tchika, dont l'ambition égalait au moins la sienne, et qui le fortifia par ses conseils dans la pensée du rôle qu'il s'était proposé de jouer. C'est alors en effet que Pougatschef annonça ouvertement aux Cosaques qu'il était Pierre III; qu'il s'était sauvé de Ropcha, au moment où ses assassins s'étaient présentés pour l'égorger; que ses ennemis avaient répandu le bruit de sa mort, pour s'assurer l'impunité du crime; qu'après avoir porté les armes sous un nom supposé, il s'était retiré parmi les fidèles, d'où, ayant appris que les Cosaques du Yaïk avaient résolu de secouer le joug de Catherine, il était accouru au milieu d'eux, prêt à partager leurs périls et leurs destinées. Il leur persuada que les Cosaques du Don ne tarderaient pas à se soulever à leur tour; qu'il avait à la frontière des sommes considérables; qu'ils seraient soutenus par les Ottomans, et qu'ils trouveraient au besoin un asile sur les terres du Grand Seigneur.

Lorsque les esprits sont ainsi agités, les fables les plus absurdes trouvent facilement créance. Les Cosaques crurent en effet ou feignirent de croire au récit de Pougatschef et le reconnurent pour ce qu'il voulait être. Un nommé Aristof, simple caporal dans le régiment de Tomsk, quoique d'origine noble, contribua par ses proclamations au soulèvement des Cosaques du Don. Nommé colonel, il se rendit particulièrement cher au

rebelle par ses cruautés; mais naturellement pervers, il sema souvent la désunion dans son propre parti par ses calomnies et ses mensonges.

Un autre de ses partisans, plus cruel encore, était Beloborodof, ainsi nommé de sa barbe blanche. C'était un simple canonnier. Pougatschef le fit successivement hetman des Cosaques et feld-maréchal. Il possédait toute sa confiance et jouissait en outre d'une grande considération, parce qu'il pouvait écrire son nom tant bien que mal. Du reste, vigilant et sévère, il savait maintenir, sans perdre de son autorité, la plus exacte discipline parmi les troupes. Mais un des traits les plus frappants de son caractère, si l'on se reporte au temps où il vivait et surtout aux sentiments religieux du peuple russe, était une disposition particulière à se moquer des croyances populaires, et à tourner en ridicule les cérémonies du culte.

Lorsque Pougatschef se vit à la tête d'une troupe de 300 hommes, il attaqua les colonies polonaises de l'Irghis, leur enleva leurs armes et leurs chevaux, et parut ensuite devant la ville d'Yaïtzk (18 septembre), dont les habitants lui eussent ouvert les portes, sans la crainte de la garnison. Simonof fit sortir contre lui 500 Cosaques avec du canon; mais une partie ayant passé du côté des rebelles, les autres se hâtèrent de rentrer dans la place. Simonof sortit lui-même le lendemain avec des forces considérables. Pougatschef recula dans les steppes, mais Simonof n'osa l'y poursuivre, craignant éga-

lement ses troupes travaillées par la sédition, et les dispositions des habitants, qu'il savait favorables aux rebelles. Déjà d'ailleurs les communications étaient coupées, et il allait se trouver lui-même au centre de l'insurrection, sans espoir d'être secouru.

La ligne du Yaïk était défendue contre les incursions des Baschkirs par une chaîne de petites forteresses ou plutôt de villages entourés de haies ou de cloisons en bois. Pougatschef porta d'abord ses efforts de ce côté. Il commença par le fort d'Iletz, qui protégeait les riches salines de ce nom. L'ataman, ou gouverneur du village, ayant manifesté l'intention de rester fidèle à son devoir, les Cosaques se jetèrent sur lui, le lièrent et se joignirent aux rebelles, au nombre de plus de trois cents.

Pougatschef courut aussitôt à Razsipnaya, dont il se rendit maître par la trahison des Cosaques (24 septembre).

Sur le chemin de Nijni-Ozernaya, il rencontra le capitaine Sourin avec une compagnie de mousquetaires, le battit, le fit pendre, comme il avait fait des gouverneurs d'Iletz et de Razsipnaya, et réunit sa compagnie à ses propres troupes. La forteresse lui fut livrée le 26.

La ville de Taticheva, située sur une hauteur près de Kamysh-Sakmara, était regardée, après Orenbourg, comme la plus importante de la ligne du Yaïk. C'était un carré irrégulier avec une muraille de poutres couchées les unes sur les autres, et garnie de chevaux de frise. Pougatschef s'en étant approché le lendemain l'emporta

d'assaut, après en avoir été repoussé trois fois, et la réduisit en cendres.

Tchernoretchenskaya (29 septembre), Sakmarsk (1er octobre) et Pretchistenskaya tombèrent successivement sous ses coups, les unes par la trahison, les autres par la force, de sorte qu'en moins de quinze jours il s'était emparé de sept forteresses et de vingt canons. Nulle part la résistance n'avait été sérieuse. Les habitants sortaient au-devant de lui avec le pain et le sel. Aussitôt qu'il apparaissait, les cloches s'ébranlaient dans les airs; le peuple se jetait la face contre terre; les popes lui présentaient la croix, et on le servait avec un respect mêlé d'adoration.

Mais ces premiers succès mirent à découvert son caractère féroce. Il avait déployé contre les officiers tombés en son pouvoir une impitoyable cruauté. Les uns avaient été pendus, les autres écorchés, d'autres hachés en morceaux. Le major Kharlof, qui commandait à Nijni-Ozernaya, avait une femme jeune et belle. Ce monstre la força d'assister au supplice de son mari. Deux mois entiers, il la traîna à sa suite, la faisant servir à ses brutales passions, et, au bout de ce temps, le dégoût l'ayant pris, il l'abandonna à ses Cosaques, qui la déchirèrent à coups de couteau.

Chacun fuyait à son approche. Il détruisait par le fer ou le feu les fermes et les maisons de campagne. Les Baschkirs, séduits par ses promesses, attaquèrent les villages russes et se joignirent en foule aux insurgés.

Les Kalmouks, les Tschouwass, les Mordwins, se laissèrent entraîner par cet exemple; la fidélité des serfs était ébranlée; enfin, cette révolte, qui avait eu de si misérables commencements, menaçait de devenir une guerre sociale.

Pougatschef marchait alors sur la route d'Orenbourg, à la tête de 3,000 hommes, tant infanterie que cavalerie. Orenbourg, capitale du gouvernement de ce nom, est située sur le Yaïk, dans une vaste plaine, à cinq cents lieues de Pétersbourg, à trois cent trente-quatre de Moscou. Au delà sont des solitudes immenses. Cette ville avait des fortifications régulières, un rempart et un fossé. Elle était le centre d'un commerce considérable avec l'Asie, le rendez-vous des caravanes boukhares, qui venaient y échanger les marchandises de l'Inde contre les produits manufacturés de la Russie. On y comptait à cette époque plus de deux mille marchands, presque tous Tartares. C'est en outre dans cette province que sont situées les riches mines de cuivre de l'Oural, dont les rameaux couvrent sa partie septentrionale. Ce vaste gouvernement, qui surpasse en étendue la monarchie prussienne, s'étend partie en Europe, partie en Asie. Le lieutenant général de Reinsdorp, qui en était gouverneur, passait pour un militaire actif et intrépide, mais peu capable. Il avait envoyé contre Pougatschef un détachement sous les ordres du colonel Bilof, qui, s'étant laissé surprendre dans les défilés des monts Ourals, se rendit sans combat et fut massacré.

Cette expédition ayant affaibli Orenbourg, Pougatschef redoubla de vitesse et parut en vue de la ville, dans les premiers jours du mois d'octobre. Sa présence y répandit une incroyable agitation. Les habitants, saisis de terreur, parlaient déjà de se rendre. Le général avait fait à la hâte quelques dispositions de défense. Les fossés furent nettoyés et les remparts entourés de chevaux de frise. La garnison, forte encore de 2,000 à 3,000 hommes et disposant de 70 canons, paraissait remplie d'ardeur; mais les Cosaques n'inspiraient pas la même confiance. On désarma les confédérés polonais, qui furent envoyés dans la forteresse de Troïtzka; on incendia le faubourg où Pougatschef avait déjà établi une batterie; enfin, tous les postes fortifiés, qu'il n'avait pas encore occupés, furent abandonnés, afin de concentrer la défense.

Ces mesures étaient peut-être dictées par la prudence, mais elles n'étaient pas de nature à inspirer beaucoup de confiance à la population. Dans un conseil de guerre, où le gouverneur avait appelé tous les fonctionnaires de la ville, chacun hésita. On semblait craindre de se compromettre en émettant un avis énergique. Reinsdorp commit en outre une faute grave, en lançant une proclamation remplie d'injures contre Pougatschef. Elle indigna les insurgés et fit peu d'effet sur les habitants.

Il y avait alors dans les prisons d'Orenbourg un malfaiteur nommé Chlopoucha, aussi célèbre par ses crimes que par son audace. Reinsdorp eut la fatale pensée de

s'en servir contre Pougatschef. Il le chargea de se rendre au camp des rebelles, d'y répandre son manifeste et de s'emparer de leur chef. Les plus grandes récompenses devaient payer sa fidélité et son adresse. Mais Chlopoucha fut à peine sorti de la ville, qu'il livra à Pougatschef le secret de sa mission. Quand il se présenta devant lui, les papiers du gouverneur à la main : « Je sais, lui dit gravement Pougatschef, je sais, mon frère, ce qui est écrit là-dedans. » Or, il ne savait ni lire ni écrire, mais il avait l'art de frapper les imaginations. Chlopoucha fut nommé colonel, et, comme c'était un homme plein de ressources et de hardiesse, il fut chargé du pillage des usines impériales. Il remplit en effet sa mission avec tant d'habileté, qu'il parvint à réunir sous ses ordres un corps de 3,000 hommes, la plupart Baschkirs et Kalmouks; qu'il procura aux insurgés des canons et de la poudre, et qu'il devint un des plus infatigables agents de la révolte.

Le 6 octobre, lendemain du jour où l'ennemi avait commencé à se montrer, le gouverneur fit sortir 1,500 hommes, sous les ordres du major Naoumof, pour le déloger de la position qu'il avait prise. Mais Naoumof, ayant remarqué que ses troupes hésitaient et qu'elles éprouvaient une sorte de terreur, rentra dans la ville, sans avoir rempli sa mission.

Reinsdorp réunit alors un nouveau conseil de guerre et mit en délibération s'il valait mieux affronter l'ennemi en rase campagne, ou bien l'attendre dans la

place. Starovo-Milioukof, qui commandait l'artillerie, appuya fortement la première proposition; mais son avis ne prévalut pas. On craignait qu'un échec ne décourageât tout à fait la garnison.

A trois verstes de la ville, on avait construit des magasins servant d'entrepôt pour les marchandises de l'Asie. Les rebelles les pillèrent le 8 octobre. Le colonel Borodin surprit le détachement, composé de 300 hommes, et le mit en pièces. Reinsdorp aurait voulu qu'on profitât de cet avantage, qui semblait avoir relevé le courage de ses soldats, pour attaquer l'ennemi avec de plus grandes forces; mais les officiers lui représentèrent que la garnison était abattue, et la fidélité des Cosaques incertaine. Il obtint cependant qu'on tenterait un nouvel effort. Naoumof ayant été chargé de diriger la sortie (12), le combat s'engagea immédiatement. L'artillerie de Pougatschef produisit sur les soldats de Naoumof une telle frayeur, que les Cosaques d'Orenbourg refusèrent de s'éloigner des portes de la ville. Bientôt le détachement fut cerné par des masses considérables de rebelles. Naoumof s'étant alors formé en carré opéra sa retraite dans le meilleur ordre possible, mais il perdit 117 hommes.

On renonça dès lors au système des sorties, et l'on résolut de s'en tenir à la défensive. Pougatschef, de son côté, n'osait exposer dans un assaut et ses troupes et ses succès. « Je ne veux pas, disait-il, risquer la vie de mes soldats, je réduirai la ville par la peste. » Il se borna donc

à battre la campagne, à tomber sur les fourrageurs et à tenir la garnison dans des alarmes perpétuelles. Il venait de brûler son camp, à cause du froid qui commençait à devenir très-vif, et il s'était établi à la slobode de Berdsk [1] située à sept verstes d'Orenbourg. Il y revint cependant le 2 novembre et commença contre la place une attaque formidable. Il lui était arrivé de nouveaux renforts; son artillerie s'élevait, dit-on, à 80 pièces, et son armée à 25,000 hommes. Ce n'étaient plus seulement les Cosaques, les Baschkirs et les Kalmouks qui accouraient sous ses drapeaux; les malfaiteurs et les forçats quittaient les lieux de leur punition, et les serfs abandonnaient en foule les travaux des champs ou des mines, les uns volontairement, les autres par contrainte.

Pougatschef échoua dans cette attaque, et lui-même faillit tomber entre les mains des Russes. Elle recommença le lendemain avec plus de fureur, au milieu d'un orage de neige. Du faubourg incendié, il n'était resté que l'église. Les rebelles y allumèrent du feu, et ils venaient s'y réchauffer à tour de rôle. Un canon avait été placé à la porte; Pougatschef en fit monter un autre sur le clocher. La place répondit à son feu; mais des deux côtés la perte fut insignifiante. A l'entrée de la nuit, le canon ayant cessé de gronder, un silence lugubre s'étendit tout à coup dans la plaine; les rebelles s'étaient

[1] *Slobode* veut dire *bourg, grand village.*

éloignés. Dès que le jour parut, Reinsdorp fit sortir de la ville un détachement de Cosaques avec les prisonniers, pour aller détruire les postes fortifiés que l'ennemi venait d'abandonner.

Sur l'avis donné par le gouverneur d'Orenbourg du danger de laisser la révolte gagner du terrain, la cour de Russie s'était empressée d'envoyer le général Kar sur le théâtre de la guerre. Celui-ci, parti en poste de Moscou, était arrivé dans les derniers jours d'octobre sur les frontières du gouvernement d'Orenbourg. Il prit aussitôt des mesures pour attaquer les rebelles. Il donna l'ordre au colonel Tchernychef, commandant de Simbirsk, d'occuper Taticheva, et au général Freyman de couvrir ses opérations, tandis que lui, avec le reste des troupes, marcherait en personne contre Pougatschef; mais trop plein de mépris pour l'ennemi qu'il avait en tête, il n'eut pas toute la prudence convenable. « Je ne crains qu'une chose, écrivait-il au comte Tchernychef, c'est que ces misérables ne prennent la fuite avant que je ne les aie rejoints, et que je ne puisse les châtier sur le théâtre même de leurs infamies. »

Au lieu d'attendre deux compagnies de grenadiers, destinées à renforcer le corps qu'il avait directement sous ses ordres, ainsi qu'une troupe de Baschkirs que le prince Ourakof lui amenait d'Oufa, il continua de marcher avec une extrême vitesse, pour couper le chemin à Chlopoucha, lequel ayant quitté Ovziano-Petrofski, dont il venait de soulever les colons et les Baschkirs, se diri-

geait vers Orenbourg avec des canons nouvellement fondus. Le major Chichkin, envoyé à Jouzéef (7 novembre) avec 400 soldats et 2 pièces d'artillerie, rencontra près de ce village 600 rebelles qu'il dispersa, malgré la défection d'une partie de sa troupe, s'y établit et fut rejoint dans la nuit par Kar et Freyman. Les rebelles dispersés la veille se présentèrent le matin en masses plus compactes. On les somma de se rendre; ils répondirent par des injures et commencèrent à tirer. Les troupes impériales, quoique fatiguées, se battirent bravement, et la victoire paraissait devoir couronner leurs efforts, lorsque des coups de canon tirés dans le lointain vinrent jeter dans leurs rangs une certaine hésitation. Kar lui-même s'en effraya, et, craignant pour ses communications avec Kazan, il se hâta de faire sonner la retraite. C'était Pougatschef en personne, avec lequel Chlopoucha était parvenu à opérer sa jonction. Leurs troupes réunies s'élevaient à 2,000 hommes et à 9 batteries. L'armée russe était excédée de fatigue; les soldats murmuraient et voulaient se rendre; les officiers manquaient d'expérience et d'autorité. Elle fut poursuivie et harcelée pendant huit heures, et, sans quelques canons qui protégèrent sa fuite, elle eût été anéantie; mais elle perdit ses bagages. Quant à la perte en hommes, Kar ne l'évalua qu'à 120, ce qui n'était point exact.

La défaite de ce général exposait le corps du colonel Tchernychef, qui avait reçu l'ordre de quitter Pérévolotzk et d'occuper Taticheva. Kar lui expédia aussitôt

de nouvelles instructions; mais déjà le colonel avait quitté sa position et il se trouvait le 13 à la Tchernoretchenskaya, où il apprit la défaite de son général.

La situation isolée de ce corps était devenue très-grave. Tchernychef n'osait ni revenir sur ses pas, ni continuer sa route. Le mieux eût été qu'il se fortifiât à Tchernoretchenskaya, jusqu'à ce qu'il pût être secouru. Mais pendant qu'il était en proie à ces inquiétudes, cinq Cosaques se présentèrent à lui, comme déserteurs de l'armée de Pougatschef, et lui proposèrent de le conduire en sûreté à Orenbourg par des sentiers détournés. Un de ces Cosaques était Padourof, député de sa nation à l'assemblée de Moscou. La médaille qu'il avait reçue à cette occasion lui servit à tromper Tchernychef. Celui-ci abandonna donc la forteresse au milieu de la nuit avec toute sa troupe, qui se composait de 2,000 hommes, en partie Cosaques et Kalmouks. Arrivé sur les bords de la Sakmara, à cinq verstes d'Orenbourg, il fit passer la rivière au capitaine Roujevski, avec l'artillerie et la troupe légère. Cet officier partit ensuite au galop avec trois Cosaques seulement pour annoncer au gouverneur l'arrivée de Tchernychef. Mais un corps de rebelles, qui se tenait en embuscade, tomba tout à coup sur les Russes, que le froid et une longue marche de nuit avaient presque abattus, s'empara de l'artillerie, désarma les soldats et les conduisit au camp de Pougatschef. 36 officiers furent pendus avec leur colonel, ainsi que la femme d'un enseigne.

Ce désastre jeta l'épouvante dans Orenbourg. Il venait d'y entrer 2,400 hommes et 20 canons, sous les ordres de Korf, sans que Pougatschef eût pu l'empêcher. Reinsdorp ordonna le 14 novembre une sortie vigoureuse, à laquelle participèrent toutes les troupes de la garnison ; mais les rebelles se bornèrent à tirer de loin, évitant avec soin un engagement général.

En apprenant la défaite du colonel Tchernychef et sa fin déplorable, Kar fut saisi d'un tel effroi que, laissant le commandement au général Freyman, il partit précipitamment pour Moscou, où son retour provoqua une indignation générale. L'impératrice irritée l'exclut du service par un oukase flétrissant.

Le bruit des avantages remportés par Pougatschef avait pénétré dans les vastes déserts qui bordent la Russie d'Europe, et agité les peuplades errantes de Baschkirs, de Kirghiz et de Tartares, répandues comme des troupeaux sauvages dans ces solitudes sans nom. A ces barbares se joignirent les malheureux serfs employés dans les mines de l'Oural. Le travail des mines fut suspendu. Les soldats de Pougatschef allaient enlever le métal dans les fabriques impériales, pour en fondre des boulets et des canons. Pougatschef ne se bornait pas à piller les mines ; dans plusieurs endroits il les détruisit et fit éprouver au gouvernement des pertes considérables.

La révolte faisait chaque jour de nouveaux progrès. Un corps de Kalmouks, que la sévérité de leurs chefs avait irrités, massacra le brigadier qui les commandait

et fit craindre qu'il ne passât dans les rangs des rebelles. La plus grande confusion régnait dans ces provinces désolées. Jusqu'à ce jour Pougatschef s'était montré avec le caractère qu'il avait annoncé au début de l'insurrection. Il affirmait que son ambition se bornait à mettre le grand-duc son fils sur le trône, n'aspirant pour lui-même qu'à se retirer parmi les pieux solitaires qui lui avaient ouvert un asile au temps de son infortune. Il affectait une grande piété. Chaque jour on célébrait la messe dans le camp; on y priait pour Pierre III. Quand il parcourait les villages, il jetait au peuple des pièces de monnaie. Il rendait lui-même la justice à la porte de sa tente, où deux Cosaques se tenaient debout, armés de piques ou de haches. On se prosternait devant lui et on lui baisait les mains. Ces dehors en imposaient à des esprits grossiers et superstitieux.

Il avait cependant, pour se procurer des succès, des qualités plus solides. Il était doué d'une activité prodigieuse, courant du siége d'une ville au ravage d'un canton, tenant ses troupes en haleine par des marches multipliées, et entretenant leur ardeur par l'espoir de riches dépouilles. Dans chaque régiment, composé de cinq cents hommes, les soldats étaient partagés par dizaines. Pougatschef avait établi une discipline sévère; il les inspectait lui-même la nuit. La désertion était punie de mort. Chacun, dans sa dizaine, répondait pour le déserteur. Les Cosaques seuls recevaient une paye régulière; les autres vivaient de pillage; mais, comme l'eau-

de-vie se vendait pour son compte, l'argent rentrait dans sa caisse par cette voie. Chacun s'armait comme il pouvait, celui-ci d'un pistolet, celui-là d'une baïonnette au bout d'un bâton, etc.

Le succès fut l'écueil contre lequel se brisa la fortune de Pougatschef. Il s'abandonna dès lors à ses passions brutales, et son caractère, naturellement féroce, ne s'imposa plus aucune contrainte. Plus de deux mille gentilshommes furent pendus, ou mis à mort par d'autres supplices non moins barbares[1]. Il n'épargna ni leurs femmes ni leurs enfants, voulant, disait-il, verser jusqu'à la dernière goutte le sang de cette noblesse orgueilleuse et tyrannique. Cependant, par une contradiction qui tient à la faiblesse humaine, il donnait à ses partisans les noms et les titres de cette noblesse proscrite. Aussi, l'impératrice le nommait-elle plaisamment *monsieur le marquis de Pougatschef*. Tchika se faisait appeler comte Tchernychef; Chigaef, comte Vorontzof; Outchinikof, comte Panin; Tchoumakof, comte Orlof.

On crut alors que si, au lieu de persécuter les nobles, il avait cherché à les attirer dans son parti, il aurait donné un point d'appui à la révolte et trouvé des encouragements auprès des gouvernements ennemis de la Russie. C'était l'opinion du résident français à Pétersbourg. Mais le caractère de l'insurrection ne permet guère de croire que l'introduction d'un pareil élément

[1] Lettre du résident français à Pétersbourg.

en eût modifié l'esprit, quand bien même, ce qui nous paraît douteux, il fût parvenu à pénétrer dans cette masse de sentiments et de passions diverses qui, au fond, tendaient à une réforme ou plutôt à un bouleversement des institutions sociales; Pougatschef ne pouvait guère d'ailleurs s'élever à des considérations politiques de cette importance. Avec des qualités remarquables comme chef de bandes, il se faisait lui-même une fausse idée de sa propre valeur et des circonstances qui le rendirent un moment si redoutable. A la cruauté il joignait une effroyable débauche. Trois enfants avaient été le fruit de son mariage avec une jeune Cosaque du Don. Du vivant de sa femme, il épousa la fille d'un Cosaque du Yaïk, Oustinaya, qu'il fit reconnaître pour impératrice et à laquelle il composa une cour de dames et de demoiselles d'honneur, femmes et filles de Cosaques.

Son camp était devenu un foyer de crimes et de désordres. Les meurtres, les viols, tous les attentats s'y commettaient impunément. Les Cosaques du Yaïk y jouissaient d'une liberté entière et se livraient à la plus effroyable licence. Ils ne voyaient dans Pougatschef qu'un homme dont ils avaient élevé la fortune. Ils gardaient en public vis-à-vis de lui une apparence de respect, mais en secret ils le traitaient comme un des leurs et sans plus d'égards. Ils buvaient fréquemment ensemble, et, lorsque les fumées du vin avaient exalté leurs cerveaux, leur familiarité dégénérait en violentes querelles et souvent même en coups. Pougatschef en

gémissait; mais, persuadé qu'il lui serait impossible de secouer ce joug sans se perdre, il se bornait à déposer ses plaintes et sa douleur dans le sein de ses plus intimes amis, trouvant, suivant ses propres expressions, *que sa route était bien étroite.*

C'est peut-être à l'embarras de cette situation qu'il faut attribuer l'hésitation de Pougatschef dans des circonstances où il aurait dû frapper les plus grands coups. Il régnait alors à Moscou une secrète agitation. Le peuple parlait tout bas, mais librement. Ceux des nobles qui n'avaient pas quitté la ville ne se montraient qu'avec timidité. La terreur planait encore sur cette cité populeuse, où la peste avait fait d'effroyables ravages, et où des milliers de serfs n'attendaient pour se soulever que la présence des rebelles. Le gouverneur prince Volkonski avait distribué ses troupes dans les principaux quartiers, et placé des canons sur les points les plus vulnérables. Mais Pougatschef, ayant consumé son temps et une partie de ses forces au siége d'Orenbourg, perdit l'occasion de s'emparer de la seconde ville de l'empire.

Quoique délivrée de cette crainte, l'impératrice comprit cependant qu'il fallait à tout prix détruire la révolte, de peur qu'elle ne gagnât le cœur de la Russie. Elle fit transporter à Moscou quatre régiments d'infanterie, un régiment de hussards, avec de l'artillerie, et fit marcher contre Pougatschef le général Bibikof, qu'elle avait rappelé de la Pologne, où il avait fait la guerre avec

succès et modération. Le choix de ce général était une preuve de l'importance qu'elle attachait à la répression de la révolte. Bibikof vivait à cette époque dans une sorte de disgrâce, pour avoir désapprouvé le partage de la Pologne. Mais fidèle à ses principes, qu'il ne fallait ni solliciter ni rechercher aucune mission, mais l'accepter loyalement lorsqu'elle était offerte, il n'hésita pas à donner cette preuve de dévouement à son pays. C'était un militaire instruit, formé dans la guerre de sept ans, et qui avait montré, dans les emplois divers dont il avait été chargé, beaucoup de prudence et d'honneur, soit comme administrateur, soit comme général. Il réunissait dans sa personne les qualités qui forment les héros : justice, probité, intelligence, désintéressement, simplicité de mœurs. Sévère pour lui-même, bienveillant pour les autres, accessible à tous, il avait dans le caractère quelque chose d'antique.

Bibikof traversa Moscou en se rendant à Kazan, qu'il avait choisi pour être le centre de ses opérations. Sa présence dans cette ancienne capitale de l'empire y produisit un effet salutaire. Les mauvaises passions furent contenues et les espérances timides relevées. Du reste il était temps que le gouvernement portât toute son attention sur une guerre désastreuse, dont l'incapacité des généraux avait agrandi le théâtre. La terreur était si grande que les rebelles ne rencontraient presque plus aucun obstacle. Tornof, avec 600 hommes seulement, pillait la province de Nagaybatzk. Lorsqu'une ville

leur paraissait assez forte pour résister et la garnison déterminée à se défendre, ils se bornaient à lui couper ses communications en ravageant la campagne sur une grande étendue. Tchika en agissait ainsi à l'égard d'Oufa, où commandait Miasoédof, quoiqu'il fût à la tête de 10,000 hommes. Oulianof, Davidof et Béloborodof occupaient avec leurs troupes l'espace compris entre Kazan et Oufa, prêts à se porter contre l'une ou l'autre de ces deux villes.

Pougatschef avait donné l'ordre à Chlopoucha de s'emparer des forts d'Illinsk et de Verkhnoe-Ozernaïa, situés à l'est d'Orenbourg. Illinsk fut pris et le commandant massacré; mais les rebelles furent repoussés de Verkhnoe-Ozernaïa. Pougatschef furieux accourut au secours de son lieutenant. Il arriva devant la place, le 27 novembre. Un nouvel assaut n'ayant pas eu plus de succès, il se retira le soir avec précipitation, pour aller au-devant de trois compagnies de la ligne de Sibérie, que Stanislavski envoyait à Illinsk. Le major Zaëf entra le 27 dans la forteresse et fit à la hâte quelques dispositions de défense. Les rebelles ne tardèrent pas en effet à se présenter. « Ne tirez pas et sortez, crièrent-ils aux vedettes, voici votre empereur. » La première attaque fut repoussée. Pougatschef revint le 29 avec deux canons. Un boulet ayant détruit un des bastions, qui étaient en bois, les rebelles s'y jetèrent en poussant des clameurs sauvages. La citadelle fut envahie. Zaëf et presque tous les officiers, avec 200 soldats, furent passés au fil de l'épée.

Pougatschef fit grâce aux prisonniers, à l'exception du capitaine Kamechkof et de l'enseigne Voronof. « Pourquoi, leur demanda-t-il, avez-vous combattu votre empereur?—Tu n'es pas notre empereur, répondirent-ils avec courage. Notre souveraine est Catherine Alexienna. Tu n'es qu'un imposteur et un voleur. » Ils furent pendus à l'instant même. Pougatschef fit de nouveaux efforts pour s'emparer de Verkhnoe-Ozernaïa; mais il fut contraint de se retirer, et revint à la slobode de Berdsk.

Orenbourg, cependant, était aux abois. Reinsdorp attendait des renforts qui n'arrivaient pas. Il tenta, dans la nuit du 30 décembre, une nouvelle sortie, qui échoua comme les autres. Le sac de farine se vendait en secret vingt-cinq roubles; car on avait enlevé aux habitants leur blé et leur gruau. On leur faisait des distributions journalières; mais les vivres devenant chaque jour plus rares, on imagina de mêler au pain des peaux de bœufs et de chevaux. A la disette se joignirent des maladies, résultat des souffrances et des privations. Le peuple murmurait tout haut et semblait prêt à se soulever. Dans cette extrémité, Reinsdorp résolut de tenter une dernière fois le sort des armes. Toute l'armée sortit de la ville en trois colonnes, sous les ordres de Valenchtern, de Korf et de Naoumof (13 janvier 1774). La matinée était obscure, la neige profonde et les chevaux étaient épuisés. Les troupes ayant été accueillies par de vigoureuses décharges, la confusion se mit au milieu d'elles. Des nuées de rebelles accouraient de tous

les côtés. Il fallut songer à la retraite. Ce fut encore une perte de 400 hommes et de 15 canons.

Il n'y avait eu malheureusement jusqu'à ce jour aucun centre de direction ; chacun agissait d'après son inspiration ou son caractère. Les communications d'une ville à l'autre étaient difficiles. Les rebelles s'étaient attachés à les isoler, afin d'affaiblir la défense. Ils venaient de répandre le bruit qu'Orenbourg avait succombé. Ce bruit, parvenu à Yaïtzk, enhardit les partisans de Pougatschef, dont plusieurs passèrent aussitôt dans le camp des rebelles. Simonof, qui avait contenu le peuple par la crainte, se troubla tout à coup, et, si le capitaine Krilof n'avait pris, au milieu du désordre, le commandement des troupes, la terreur et la trahison eussent livré la place aux ennemis. Ceux-ci entrèrent dans la ville, le 31 décembre, et y furent reçus avec les plus vives démonstrations de joie. La forteresse fut alors assaillie avec fureur. Les assiégeants, ayant entassé sur la place publique et dans les rues adjacentes des monceaux de bois, établirent seize batteries à l'abri de ces barricades. La garnison de son côté déployait une égale intrépidité. Les sorties étaient fréquentes et presque toujours heureuses.

Telle était la situation, lorsque Bibikof arriva à Kazan dans les premiers jours de janvier. Il n'y trouva ni le gouverneur, ni aucun des principaux fonctionnaires. La plupart des nobles et des négociants avaient pris la fuite et s'étaient réfugiés dans les gouvernements où la

révolte n'avait pas encore pénétré. Il y convoqua immédiatement la noblesse de la province, qui mit beaucoup d'empressement à seconder ses efforts. Ses discours rendirent la confiance aux plus timides. Les nobles et les magistrats rivalisèrent de zèle pour former une légion de cavalerie, dont le commandement fut confié au général Larionof. A l'exemple des nobles de Kazan, ceux de Simbirsk, de Sviajsk et de Penza levèrent des troupes à leurs frais.

Ces préparatifs retinrent Bibikof à Kazan jusqu'à la fin du mois de février. Quoiqu'il affectât la plus grande confiance, il était intérieurement dévoré d'inquiétude. Les rapports qu'il adressait à son gouvernement, ses lettres à sa famille et à ses amis représentaient la situation comme très-grave, et il ajoutait que les paroles ne pouvaient en donner qu'une idée fort incomplète. Les communications étaient partout interceptées, les villages déserts ou au pouvoir des insurgés, les fabriques en ruines. La fidélité du peuple était ébranlée et le courage des troupes fort abattu. Les Kirghiz-Kaysaks passaient la frontière, se livraient impunément au pillage et enlevaient les habitants sans défense. Enfin, les Tartares de l'autre côté du Kouban, secrètement excités par la Porte, menaçaient de se jeter sur le territoire de l'empire.

L'impératrice avait publié, le 4 janvier, un manifeste contre le rebelle, dans le but de dévoiler son imposture et de le rendre l'objet de l'exécration publique, en met-

tant sous les yeux du peuple russe le tableau de ses cruautés. Ce manifeste fut suivi de plusieurs oukases. Par l'un elle invitait les Cosaques du Yaïk à rentrer dans l'obéissance, sous la promesse d'une amnistie générale; par l'autre, la tête du rebelle était mise à prix.

L'Europe commençait à s'occuper de cette guerre. On croyait généralement que Pougatschef était un instrument du cabinet ottoman. Voltaire partageait cette croyance, et il écrivait à l'impératrice : « C'est apparemment le chevalier de Tott qui a fait jouer cette farce; mais nous ne sommes plus au temps de Démétrius. » Catherine, que cette curiosité irritait, lui répondit avec un peu d'humeur : « Monsieur, les gazettes seules font beaucoup de bruit du brigand Pougatschef, lequel n'est en relation ni directe ni indirecte avec M. de Tott. Je fais autant de cas des canons fondus de l'un que des entreprises de l'autre. MM. de Pougatschef et de Tott ont cependant cela de commun que le premier file tous les jours sa corde de chanvre et que le second s'expose à chaque instant au cordon de soie. »

Mais ce mépris n'était que l'expression de sa mauvaise humeur; nous avons la preuve de ses inquiétudes et de l'importance qu'elle attachait à cette guerre désastreuse, dans une autre lettre adressée au philosophe de Ferney : « M. le marquis de Pougatschef, lui écrivait-elle, m'a donné cette année du fil à retordre. J'ai été obligée, pendant plus de six semaines, de m'occuper de cette affaire avec une attention non interrompue. Il ne

sait ni lire ni écrire, mais c'est un homme extrêmement hardi, et je crois qu'après Tamerlan personne n'a plus détruit l'espèce humaine. » On défendit au peuple de prononcer son nom. Le gouvernement fit cependant recueillir et publier des détails sur l'origine et la vie du rebelle, afin de rendre son imposture plus évidente.

A l'imitation de Catherine, Pougatschef publia aussi plusieurs manifestes contre cette princesse. Il affranchit tous les paysans de l'empire et fit frapper des roubles à son effigie, avec cette inscription : Pierre III, empereur de toutes les Russies. On lisait sur le revers : *Redivivus et ultor.*

Le général Bibikof avait alors des forces suffisantes pour ouvrir la campagne avec avantage. Le sort de ses prédécesseurs, qui s'étaient perdus par excès de confiance, le rendait prudent. Quoiqu'il eût reçu l'ordre, à son départ, de terminer cette guerre au plus vite, il ne crut pas devoir en compromettre le succès par précipitation. Son dessein était de dégager d'abord Orenbourg et Oufa. Pougatschef bloquait la première de ces villes, et Tchika, le plus capable de ses lieutenants, assiégeait la seconde. Bibikof, ayant ordonné au prince Pierre Galitzin de se placer entre Orenbourg et Kazan, fit marcher vers Oufa le général Larionof. Le général Mandourof fut chargé de couvrir la ligne de Samara, et le lieutenant général de Collongues de garder la frontière de Sibérie ; enfin, il confia au lieutenant Derjavine le soin de protéger Penza et Saratof. Mais informé que Larionof

mettait beaucoup de lenteur et peu d'énergie dans ses opérations, il le remplaça par le colonel Michelson, dont il avait apprécié la valeur et la capacité dans la guerre de Pologne, où cet officier avait été blessé sous ses yeux.

Le théâtre de l'insurrection ainsi circonscrit, quoique ses limites fussent encore fort étendues, il ne s'agissait plus que d'agir avec vigueur. Pougatschef n'en manifesta aucune inquiétude, comptant sur la lenteur et l'incapacité des chefs, autant que sur la trahison des soldats. « Patience! patience! répondait-il à ceux qui le pressaient d'attaquer les Russes avant qu'ils fussent plus forts, ils tomberont eux-mêmes dans nos mains. » Il quitta cependant le siége d'Orenbourg pour se rapprocher d'Yaïtzk, avec le dessein de frapper un grand coup. Dans la nuit du 20 janvier, une partie du rempart ayant sauté, les rebelles s'élancèrent sur la forteresse, en poussant des cris sauvages. La rage des assiégeants échoua contre la bravoure intrépide et opiniâtre des assiégés, qui soutinrent la lutte pendant neuf heures, et qui forcèrent enfin Pougatschef à se retirer avec une perte de 400 hommes. Il fit encore, le 19 février, une tentative infructueuse, après laquelle il courut au-devant du prince Galitzin.

Les détachements confiés au major Moufel, à Derjavine, au colonel Bibikof et à Michelson, avaient commencé leurs opérations, et partout ils avaient contenu les rebelles. Moufel les avait chassés de Samara, leur avait fait 200 prisonniers et pris 6 canons ; Derjavine,

avec trois compagnies de fusiliers, avait suffi pour en imposer aux dissidents de l'Irghis, qui commençaient à s'agiter, ainsi qu'aux tribus nomades situées entre le Yaïk et le Volga. Le colonel Bibikof, frère du général en chef, après avoir dégagé le général Freyman, qui se trouvait à Bougoulm, au milieu des insurgés, avait repris vingt-cinq villages et reçu la soumission de 4,000 paysans.

Pendant ce temps, Michelson poursuivait sa route vers Oufa avec d'incroyables difficultés. La saison était rigoureuse. Les immenses plaines du gouvernement d'Orenbourg étaient couvertes d'une neige si épaisse, que les troupes avaient une peine extrême à marcher ; mais le soldat russe est infatigable ; il supporte sans se plaindre la faim, la soif et des marches d'une longueur qui abattraient le courage et les forces de tout autre. Tchika avait détaché un corps de 2,000 hommes avec 4 canons contre Michelson ; mais celui-ci, l'ayant laissé derrière lui, atteignit le village de Joukova, et rencontra, le 26 mars, à Zoubouka, un autre corps de 10,000 révoltés, contre lequel il soutint un long et terrible combat. Les ennemis perdirent 3,000 hommes et 25 canons. Oufa délivré, Michelson courut à Tabinsk, où Tchika et Oulianof s'étaient retirés. Ils étaient encore sous l'impression de leur défaite, lorsque Michelson se présente, les attaque, les disperse et fait prisonniers les deux chefs des rebelles. La perte de Tchika eut un douloureux retentissement dans le cœur de Pougatschef ; c'était son

confident, son ami, et, de tous les chefs de la révolte, le plus habile.

Les succès obtenus par Michelson étaient d'autant plus glorieux, qu'il n'avait eu à sa disposition que des moyens médiocres. Il avait remédié à la faiblesse numérique du corps placé sous ses ordres, par la promptitude et la vigueur de son action et surtout par le juste emploi de ses forces. Cette expédition avait donc complétement réussi.

Le prince Galitzin ayant passé la Kama, le 22 janvier, et rallié Bibikof et Mansourof, s'avançait avec confiance vers Orenbourg, lorsque, à la faveur d'une nuit d'orage, Pougatschef tomba sur son avant-garde, composée de 1,000 hommes, sous les ordres des majors Elaguin et Pouschkin ; il fut repoussé, mais Elaguin y perdit la vie. Le prince, ayant alors déposé ses provisions dans le fort de Saratchinski, continua sa marche sans être inquiété. Pougatschef fuyait de forteresse en forteresse, faisant de vains efforts pour s'y maintenir et forcé de les abandonner sans pouvoir les détruire. Ce fut à Taticheva qu'il résolut d'attendre l'ennemi. Située sur le chemin d'Orenbourg, cette place était sans murailles, ayant été brûlée par les rebelles au commencement de la guerre. Pougatschef fit élever à la hâte un rempart de neige, qui, foulée et battue, acquit une solidité presque égale à celle de la pierre. Le 22 mars, le prince Galitzin s'en approcha, et fut surpris de le trouver garni de canons. Un corps de 300 hommes, envoyé

pour reconnaître la place, fut repoussé, et, pendant trois heures, les rebelles répondirent sans interruption au feu des Russes ; mais le colonel Bibikof, avec la colonne de droite, s'étant emparé des hauteurs voisines, le prince ordonna au général Freyman, qui commandait la seconde colonne, de monter à l'assaut. Les soldats s'élancèrent sur les remparts de glace, malgré le feu de sept canons, et s'y établirent après un combat acharné. La résistance des rebelles avait rendu l'action longue et sanglante. Ils y perdirent plus de 3,000 hommes et laissèrent 36 canons au pouvoir des Russes. Pougatschef, suivi seulement de quatre Cosaques, parvint à gagner son camp de Berdsk, où l'annonce de sa défaite avait déjà produit dans ses troupes une grande fermentation. On se hâta de charger le butin sur des chariots et de quitter la slobode. La plupart des hommes, qui ne l'avaient suivi que par l'amour du pillage ou par l'éclat de sa fortune, étaient maintenant consternés, et paraissaient déterminés à l'abandonner. Ils se représentaient leur souveraine irritée, et s'attendaient aux plus cruels supplices, s'ils étaient pris les armes à la main. On assure que Chigaef eut la pensée de livrer Pougatschef au gouverneur d'Orenbourg, et que Reinsdorp étonné perdit l'occasion de terminer tout d'un coup la guerre par la prise du rebelle. Quoi qu'il en soit, Pougatschef parvint, à force de supplications et de promesses, à retenir sous ses drapeaux le plus grand nombre de ses partisans; quelques-uns seulement l'abandonnèrent

pour aller faire leur soumission; d'autres attendirent que la fortune se prononçât par de nouveaux événements.

Après sa défaite et la défection d'une partie de ses troupes, il ne lui resta plus qu'environ 2,000 hommes, avec lesquels il se retira à Kargalé, village situé à cinq lieues d'Orenbourg. Dès ce moment les affaires des Russes prirent une face nouvelle. Orenbourg débloqué, le général Reinsdorp avait envoyé 200 chasseurs avec 2,000 Cosaques, sous les ordres du major Zoubof, pour s'emparer des magasins de Berdsk, que les rebelles avaient été forcés d'abandonner en se retirant. Il s'y trouva 18 canons, des tonneaux remplis de monnaie de cuivre, des chevaux, du blé et d'autres provisions, que Zoubof fit transporter à Orenbourg. Les habitants et la garnison, qui souffraient depuis six mois les plus dures privations, pleuraient de joie à la vue de ces biens que le ciel paraissait leur avoir miraculeusement réservés. Reinsdorp appela Galitzin le sauveur d'Orenbourg. Le prince y fit son entrée le 26 mars, au milieu des transports de la population. Mais rien n'est comparable à la joie qu'en éprouva Bibikof. « J'ai une meule de moins sur le cœur, » écrivait-il à sa femme.

Galitzin, ayant résolu de porter les derniers coups à la révolte, prit 500 hommes de la garnison d'Orenbourg et se dirigea sur Kargalé. Pougatschef l'y attendait, plein de désespoir. Il y fut attaqué le 29 mars et battu de nouveau. La plupart de ses soldats tombèrent entre les mains des Russes; les autres se dispersèrent. Chigaef,

Potchitalin, Padourof, ses principaux complices, furent du nombre des prisonniers. Le prince revint à Orenbourg avec sept canons, qu'il avait pris aux rebelles, et qui étaient leur dernière ressource. On apprit en même temps que Mansourof, envoyé pour délivrer Yaïtzk, avait complétement réussi (11 avril), et que Chlopoucha avait été fait prisonnier par les Tartares, comme il se rendait à Kargalé, où il avait laissé sa femme et ses enfants.

La chute d'Yaïtzk avait entraîné celle d'Iletz, d'Ozernaya et de Razipnaya, c'est-à-dire des forteresses les plus importantes de la ligne du Yaïk (6 et 7 avril). Mansourof avait trouvé quatorze canons dans Iletz. La présence du général Freyman dans la Baschkirie avait contenu l'humeur indépendante de ces tribus sauvages.

Pougatschef était en fuite, abandonné de presque tous ses partisans. Le gouvernement d'Orenbourg, naguère si troublé, renaissait au calme, et tout faisait présager la fin de cette guerre désastreuse. Ce fut à ce moment que mourut le général Bibikof, emporté à Bougoulm par une fièvre maligne, le 9 avril 1774, à l'âge de quarante-quatre ans. Il mourut avec la consolation d'avoir contribué, par son activité et sa prudence, à ramener la paix dans une contrée où régnaient auparavant les fureurs de la guerre civile. L'impératrice pleura en apprenant sa mort. Ne pouvant récompenser dans sa personne les services qu'il venait de rendre à l'empire, elle prit soin de sa famille, qu'il avait laissée dans la

pauvreté. Le prince Tcherbatof, comme le plus ancien lieutenant général d'âge, prit le commandement des troupes.

Pougatschef s'était retiré sur le fleuve Meas, près des frontières de la Sibérie, où les débris de son armée ne tardèrent pas à le rejoindre. Le bas peuple, le peuple noir, comme disaient les Russes, le consola de ses derniers revers par son empressement à suivre sa fortune. Les Baschkirs s'agitaient de nouveau. Le colonel Stoupichin entra dans la Baschkirie et brûla quelques villages déserts; mais tout le pays se souleva et la guerre recommença avec plus de fureur qu'auparavant. Les rebelles couraient çà et là, pillant les fabriques impériales et se recrutant par la terreur qu'ils inspiraient. Le prince Galitzin avait envoyé le général Freyman à la poursuite de Pougatschef; mais le mauvais état des routes obligea ce général à s'arrêter.

Michelson, chargé de lui couper la retraite, se trouvait alors aux environs de Birsk, où il venait d'achever la dispersion des bandes qui troublaient cette contrée. A la nouvelle des ravages commis par Pougatschef, il laissa le capitaine Melgunof à Birsk, avec 200 hommes de troupes régulières, et se mit lui-même en marche pour atteindre les ennemis, qui travaillaient à se fortifier près de Katof, au delà d'Ivanowski. Le 19 avril, il passa la Viatka sur la glace. A peine avait-il gagné l'autre rive que le dégel survint et que toutes les rivières débordèrent. Michelson franchit l'Oufa sur des barques.

Les chemins, entièrement défoncés par un amas incroyable de neige fondue, ralentissaient la marche de ses troupes et la rendaient pénible. Les soldats étaient dans la boue jusqu'aux genoux. De temps à autre, ils rencontraient quelques cabanes de Baschkirs; mais ces habitations abandonnées ne leur étaient d'aucune ressource. Le 5 mai seulement, ils aperçurent, près de Simsk, un corps de rebelles commandé par Salavatka. Après l'avoir dispersé, Michelson fit prendre un peu de repos à sa petite armée.

Salavatka s'était porté, avec environ 2,000 hommes et 8 canons, à quelque distance du village d'Ouisk, où il avait résolu d'attendre une troupe de Baschkirs, qui lui avaient promis de le joindre. Michelson ne lui en laissa pas le temps. Il l'attaqua de nouveau le 7 mai, le battit complétement, lui tua 300 hommes, lui prit ses canons et fit un nombre considérable de prisonniers. Salavatka se retira derrière le Jourzen, un des confluents de l'Oufa, où des renforts lui arrivèrent, ce qui n'empêcha pas Michelson de se mettre à sa poursuite. Mais ce dernier ayant appris sur sa route que Pougatschef s'était porté vers Magnitnaya, petite forteresse construite sur le Yaïk, prit la direction des monts Ourals, pour se réunir au général Freyman près des sources du Yaïk et tomber sur les rebelles avec toutes leurs forces. Pougatschef avait alors sous ses ordres 6,000 Baschkirs et paysans, et il attendait un renfort de 4,000 hommes que lui amenait Beloborodof.

Il est difficile de se faire une idée des obstacles que Michelson rencontra pendant sa marche. A la difficulté du terrain, à celle de se procurer des vivres dans un désert affreux, semé de landes marécageuses, venaient se joindre les attaques imprévues de quelques bandes de rebelles, qui, à peine dispersées, reparaissaient bientôt plus nombreuses. Les soldats étaient harassés de fatigue; cependant aucune plainte ne sortait de leurs bouches. Une troupe de Baschkyrs, qui les assaillit, le 13, fut entièrement détruite.

Michelson apprit en cet endroit que Pougatschef s'était emparé de Magnitnaya par trahison et de deux autres forteresses, et qu'il était en chemin pour attaquer Troïtzkoi. Quelques jours après, il reçut l'avis qu'il l'avait attaqué, et que, s'en étant rendu maître (20 mai), il en avait fait massacrer le commandant avec tous les officiers. Il suivait la ligne des forts, brûlant, saccageant et ne laissant partout que des ruines fumantes. Les habitants fuyaient avec terreur, privés d'aliments et cherchant des retraites où ils pussent être à l'abri de ses fureurs.

Le lieutenant général de Collongues, détaché pour observer les rebelles, les atteignit le 21. Pougatschef l'attendait en avant de Troïtzkoi, avec plus de 10,000 hommes et 30 canons. Blessé à la main, au siége de Magnitnaya et souffrant encore de sa blessure, il avait confié à Beloborodof le commandement des troupes. Le combat dura quatre heures et fut sanglant. L'artil-

lerie des rebelles, leur camp, où 3,000 prisonniers attendaient avec une horrible anxiété l'issue de la lutte, restèrent au pouvoir des Russes. Pougatschef avait essayé vainement de relever le courage de son armée; il était monté à cheval, le bras en écharpe; mais déjà sa voix n'était plus entendue, et il se vit bientôt lui-même entraîné dans la fuite. Du reste, après ce moment de confusion et d'effroi, la retraite se fit avec ordre et sans précipitation. Les vainqueurs étaient trop fatigués pour songer à la poursuite. Pougatschef échappa donc, et, quoiqu'il eût perdu son artillerie, il se trouva bientôt en état d'enlever plusieurs forteresses. La facilité avec laquelle il se recrutait était un sujet d'étonnement pour les Russes. Bibikof en avait pénétré la cause, et il écrivait à Fon-Vizin : « Pougatschef n'est qu'un mannequin. Ce n'est pas lui qui est grave, c'est le mécontentement général. » Les Baschkirs le surveillaient avec une méfiance ombrageuse. Les Cosaques du Yaïk ne le perdaient jamais de vue, et, prévoyant déjà la ruine de leurs espérances, ils méditaient de se faire pardonner leur révolte en le livrant aux Russes. Pougatschef ne l'ignorait pas, et il se proposait d'abandonner lui-même ses complices, quand il ne serait plus possible de prolonger la lutte. Il entretenait à cet effet des chevaux de course, afin de prévenir leurs desseins.

Michelson venait de sortir des monts Ourals, lorsqu'il apprit la victoire de Collongues. Il redoubla de vitesse dans la direction de Varlamovo, pour couper la retraite

à Pougatschef. Le 22 mai il découvrit son avant-garde. Au lieu d'une armée abattue et désorganisée qu'il s'attendait à rencontrer, il aperçut avec étonnement une troupe nombreuse, résolue et en bon ordre. Michelson s'était arrêté près d'un bois. Son aile gauche plia, fut enfoncée et perdit ses canons; mais sa cavalerie tomba sur les rebelles avec tant d'impétuosité, qu'ils furent culbutés avec une perte de 600 hommes, sans compter 500 prisonniers. Après les avoir poursuivis pendant quelques verstes, Michelson revint sur le champ de bataille, où il passa la nuit.

Pougatschef s'était sauvé avec 100 hommes seulement du côté du lac Argasée, où 700 Baschkirs se placèrent sous ses drapeaux. Pendant qu'il s'occupait à recueillir les débris de son armée, Salavatka mettait tout à feu et à sang sur l'Ay et le Jourzen, deux affluents de l'Oufa. Michelson courut au-devant de lui. A son approche, Salavatka passa l'Ay, dont il détruisit les ponts, et se retrancha de l'autre côté de la rivière, sur des hauteurs d'un accès difficile, où Pougatschef ne tarda pas à se joindre à lui.

Michelson, étant arrivé sur la rive opposée, s'y arrêta pour donner à sa troupe quelque repos. Le lendemain, 30 mai, quarante Cosaques, ayant chacun un chasseur en croupe, se jetèrent dans la rivière et gagnèrent l'autre bord, sur lequel ils se maintinrent, à la faveur d'un feu d'artillerie qui en éloigna les rebelles. Toute l'armée passa de la même manière Les barbares, effrayés de

tant d'audace, ne firent qu'une faible résistance. Ils perdirent 400 hommes, et Salavatka blessé faillit tomber au pouvoir des Russes.

Tout le pays situé au delà de l'Oufa était occupé par les Baschkirs. Ces tribus sauvages, s'étant attachées à la fortune de Pougatschef, avaient détruit leurs villages et abandonné leurs campagnes. Les Russes n'avançaient qu'avec précaution, précédés par des patrouilles. Une de ces patrouilles, étant tombée pendant la nuit au milieu des rebelles, ne put être dégagée que le matin. Cette troupe était celle de Salavâtka, qui avait été dispersée quelques jours auparavant. Michelson, l'ayant battue de nouveau, se mit à sa poursuite; mais aux nombreux obstacles du terrain, à la difficulté de se procurer des vivres dans un pays dévasté, était venue se joindre l'indifférence, pour ne pas dire la trahison des autres chefs. Les uns par jalousie, les autres par frayeur, étaient restés pendant ce temps dans une complète inaction. Le général Freyman n'avait pas quitté la forteresse de Kizilsk; Stanislavski, dans d'aussi graves circonstances, avait donné sa démission; Collongues, retiré à Tcheliaba, où il avait appelé Jolobof et Gagrin, avait perdu le fruit de sa victoire en laissant Pougatschef reformer ses bandes; enfin, le prince Galitzin s'était borné à couvrir Orenbourg et Yaïtzk, qui n'étaient plus menacés.

C'est à cette inaction des chefs qu'il faut attribuer la prolongation de la lutte. Il semble cependant qu'après

cette succession de défaites, Pougatschef eût dû se trouver hors d'état de rien entreprendre de considérable. Il ne méditait pourtant rien moins que d'enlever Oufa par surprise. Michelson, informé de ce projet, passa l'Oufa dans la journée du 4 juin et rencontra le même jour l'armée des rebelles, qu'il attaqua sur-le-champ et qu'il mit en fuite, mais sans pouvoir les poursuivre, car il ne restait plus à chaque homme que deux cartouches. Il prit donc le parti de se rendre à Oufa, pour y déposer les blessés, prendre des munitions et procurer quelques jours de repos à son armée. Il croyait d'ailleurs les rebelles découragés par les nombreux échecs qu'ils venaient d'essuyer. Il n'en était rien, cependant. Pougatschef s'était enfoncé dans les monts Ourals, et il semblait se préparer à de plus grands efforts. Une armée nombreuse de Baschkirs, de Votiakes et d'autres barbares, s'étant approchée de Birsk, où les esprits étaient en fermentation, la garnison ne put défendre la ville, qui fut prise et incendiée, presque sous les yeux d'un corps de troupes russes campé aux environs d'Oufa.

Pougatschef, ayant alors franchi la rivière de ce nom, fut attaqué sans succès à Krasno-Oufimsk, et se rendit maître d'Osa. Le général Brandt, gouverneur de Kazan, en avait confié le commandement au major Skripitzin, et il avait écrit en même temps au prince Tcherbatof pour demander un prompt secours. Tcherbatof ne prit aucune mesure et n'envoya pas de secours, croyant suffisant l'ordre qu'il avait donné au major Douvé et au

colonel Obernibiésof de se réunir à Skripitzin, en cas de danger. Celui-ci repoussa d'abord les premiers assauts de l'ennemi; mais en voyant les préparatifs qu'il faisait pour incendier ses murailles de bois, il perdit la tête et rendit la forteresse à Pougatschef, qu'il reçut à genoux avec le pain et le sel (21 juin). Pougatschef lui avait rendu son épée; mais, informé qu'il avait écrit au gouverneur de Kazan pour justifier sa conduite, il le fit mettre à mort.

Ce retour de fortune inspira au chef des rebelles le hardi dessein de s'emparer de Kazan. Il franchit en conséquence la Kama (23 juin), prit, chemin faisant, deux brasseries impériales, dont il incorpora les ouvriers à sa bande, et, le 11 juillet, à l'entrée de la nuit, il parut sous les murs de Kazan, à la tête de plusieurs mille hommes. Le colonel Tolstoy, commandant la cavalerie de la place, était sorti à sa rencontre; mais sa troupe avait été battue et lui-même tué. La garnison de Kazan, dont le chiffre atteignait à peine 1,500 hommes, était animée des meilleures dispositions, et l'on avait armé les bourgeois, que l'exemple des troupes encourageait à faire leur devoir. Le major général Paul Potemkin, arrivé la veille dans la ville, déployait la plus grande activité pour en compléter la défense.

Pougatschef, voulant profiter de l'étonnement dont sa présence inattendue avait frappé la population de Kazan, commença l'attaque le lendemain, au point du jour. Son armée s'avança du village de Tzarizina par le champ

d'Arsk. A l'entrée du faubourg s'élevaient des granges en briques et une maison de plaisance, défendues par un faible détachement. Les rebelles s'en emparèrent, après en avoir chassé les soldats, et ils y établirent leurs batteries. Une bande de paysans des fabriques, soutenue ou plutôt poussée par les Cosaques, s'élança aussitôt sur le faubourg, pendant que les Baschkirs attaquaient sur la gauche une slobode remplie de fabriques de drap. La slobode prit feu. Les ouvriers qui la défendaient, ayant à leur tête l'évêque Veniamine, furent saisis de terreur et prirent la fuite. Les deux troupes entrèrent alors dans la ville, que les habitants épouvantés se hâtèrent d'abandonner dans une confusion extrême, pour se réfugier dans la forteresse. La ville fut livrée à la plus effroyable dévastation, et, après que les barbares vainqueurs eurent été rassasiés de meurtres et de pillage, ils y mirent le feu; 2,867 maisons, 25 églises et 3 monastères devinrent la proie des flammes. Les habitants qui n'avaient pu trouver un asile dans la forteresse furent massacrés ou ensevelis sous les ruines fumantes de la ville. On voyait les rebelles accourir dans leur camp chargés de butin, les uns avec des habits de femme, les autres affublés de vêtements sacerdotaux. Les féroces Baschkirs poussaient devant eux des femmes et des enfants, qu'ils avaient sauvés de la ruine de la ville, mais auxquels ils réservaient un sort non moins affreux.

Nous avons laissé à Oufa le colonel Michelson, le véritable héros de cette guerre. Après s'y être pourvu de

munitions et avoir envoyé l'ordre au major Douvé de venir le joindre au plus vite, il avait pris la route de Birsk. Les rebelles dirigèrent contre lui un corps de 3,000 hommes, qui fut battu et dispersé. Michelson courut alors à Osa, où il espérait rencontrer Pougatschef. Sur sa route, il tailla en pièces un autre corps de 500 Baschkirs et Tartares (27 juin), et apprit, de la bouche même des prisonniers, que leur chef avait passé la Kama. Il redoubla de vitesse, afin de gagner cette rivière. Sa cavalerie la traversa à la nage, son infanterie sur des radeaux, que l'ennemi avait abandonnés au courant. Enfin, le 11 juillet, il n'était plus qu'à cinquante verstes de Kazan. Ses soldats étaient excédés de fatigue. Cependant telle était leur ardeur, qu'ils se remirent en marche presque aussitôt. Au lever du soleil, ils entendirent la canonnade dans la direction de la ville. Leur impatience redoubla. Mais une épaisse fumée qu'ils aperçurent dans le ciel, au-dessus de la ville, leur annonça le malheur qu'ils auraient voulu prévenir.

Averti de l'approche des Russes par une troupe de rebelles que Michelson venait de disperser, Pougatschef s'était porté à sept verstes en avant de Kazan, près du village de Tzarizina. Son armée était supérieure en nombre au corps de Michelson et de plus elle était victorieuse. Elle ne tint pas cependant contre la valeur de ces intrépides soldats. Après cinq heures d'une lutte acharnée, elle fut mise en fuite avec une perte de

800 hommes et de 8 canons, sans compter 180 prisonniers restés au pouvoir des vainqueurs. L'obscurité de la nuit sauva Pougatschef d'une plus grande perte. Du reste, la fatigue de sa troupe n'eût pas permis à Michelson de le poursuivre.

Pougatschef ne s'était éloigné que pour attirer sous ses drapeaux de nouveaux partisans, et, en effet, il ne tarda pas à reparaître avec une armée plus nombreuse (15 juillet). Un manifeste distribué à ses troupes leur annonçait qu'après qu'il aurait battu et détruit Michelson, il avait résolu de marcher contre Moscou. Celui-ci, de son côté, avait été renforcé par quelques centaines d'hommes de la garnison de Kazan. Il marcha donc à la rencontre des rebelles et prit de nouveau position à Tzarizina. Pougatschef avait ordonné à ses Cosaques du Yaïk, qui formaient la dernière ligne, de massacrer tous ceux qui seraient tentés de prendre la fuite. Cette mesure rendit l'action plus vive et plus acharnée. Toutefois le combat ne dura pas plus d'une heure. Ce fut encore à sa cavalerie que Michelson dut le succès de la journée. Dans le temps qu'il chargeait lui-même à la tête de ce corps, Kkarin tomba sur l'aile gauche des ennemis avec une telle impétuosité qu'ils se débandèrent et que chacun ne songea plus qu'à se sauver. Leur perte fut énorme. Ils laissèrent 2,000 morts sur le champ de bataille et 5,000 hommes au pouvoir des Russes, ainsi que leurs canons. La perte de Michelson ne fut que de 170 hommes tués ou blessés.

Les bandes rebelles s'étant dispersées commirent en tous lieux d'effroyables ravages. Beloborodof fut découvert dans les environs de Kazan et envoyé à Moscou, où il fut exécuté. Pougatschef, après avoir erré tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, afin d'échapper à la poursuite de Kharin, passa le Volga le 18 juillet avec 500 Cosaques et s'enfonça dans le désert, où ses bandes se reformèrent avec une incroyable rapidité. Sur sa route, les malheureux serfs, qu'il flattait des douceurs de la liberté, abandonnaient leurs travaux pour se joindre à lui. Souvent même ils lui amenaient leurs maîtres enchaînés pour qu'il disposât de leur sort. Pougatschef déclarait au peuple qu'il était libre et qu'il fallait anéantir les nobles. Il lui faisait faire des distributions gratuites de sel. Du reste, il avait considérablement abaissé le prix de ce produit, dans tous les lieux où ses armes s'étaient établies, et il avait réduit à trois kopeks l'impôt de la capitation.

Cet empressement du peuple à suivre sa fortune, ces efforts incroyables pour prolonger la lutte, ne sont pas les signes d'un soulèvement ordinaire. Il est impossible, en effet, de ne pas reconnaître d'une part le sentiment d'un peuple qui défend son indépendance, et de l'autre un effroyable désir de se venger d'une longue et dure oppression. Pourquoi cependant ne sommes-nous pas plus vivement excités? Est-ce la faute des historiens ou la nature même de la lutte? Ce qui nous émeut, en général, dans les grandes querelles des nations, c'est

l'intérêt qui s'attache à la pensée d'une puissante civilisation menacée de périr. C'est ce sentiment qui nous agite en voyant la Pologne succomber sous les coups de ses voisins. Mais ici rien de pareil ne frappe notre esprit. Nous n'avons à regretter ni gloire éclipsée, ni vertus abaissées, ni monuments détruits. Baschkirs et Kalmouks n'avaient à conserver qu'une sauvage indépendance, et, au fond, leur assujettissement rentrait dans les lois générales de la civilisation.

L'impératrice, déjà fort mécontente du prince Tcherbatof, dont l'incapacité avait laissé le feu de la révolte se ranimer et s'étendre, ne cacha plus son inquiétude à la nouvelle de la prise de Kazan. Elle convoqua sur le champ un conseil militaire, dans lequel elle annonça le dessein de prendre elle-même le commandement de l'armée. Un profond silence accueillit cette singulière communication. Soit doute, soit réserve, personne n'osait élever la voix, soit pour l'approuver, soit pour la combattre. Panin entreprit de le faire. Il essaya de persuader à l'impératrice que la révolte n'était pas aussi grave qu'on semblait le croire; que sa résolution aurait pour effet de porter le trouble dans tous les esprits, déjà si disposés à s'alarmer, et que, s'il fallait un chef d'une haute réputation militaire, son frère, le vainqueur de Bender, serait heureux de consacrer les derniers jours de sa vie à la défense de l'empire.

Le vieux Panin vivait alors à Moscou, dans une retraite presque absolue. Catherine, ayant agréé les offres

du ministre, fit expédier à son frère l'oukase qui lui conférait le commandement en chef de l'armée. Cet ordre fut accueilli à Moscou avec un profond sentiment de joie. Une sorte de terreur avait gagné les habitants de cette grande ville. On craignait de voir à chaque instant apparaître l'armée des rebelles, et ni le zèle des fonctionnaires, ni les dispositions des bourgeois, ni l'étendue et la force de la place, ne rassuraient la population, que le sort de Kazan avait frappée d'épouvante.

Pougatschef était à plus de soixante lieues de cette ville, que Michelson ignorait encore la route qu'il avait suivie, car tout le pays autour du Volga était soulevé. On mit alors en mouvement toutes les troupes des gouvernements de Kazan et d'Orenbourg. Tcherbatof et Galitzin se rapprochèrent de Kazan, pour couvrir cette ville, si l'usurpateur voulait tenter une nouvelle attaque ; Mouffel se rendit à Simbirsk, Mandourof à Sizran, et Michelson se porta de Tcheboksarof à Arzamas, afin de lui couper le chemin de Moscou.

Pendant que le major Mellin cherchait à découvrir sa retraite, Pougatschef ayant passé la Soura, le 20 juillet, entra le 27 à Saransk, où le peuple et le clergé le reçurent avec respect. Après avoir marqué son séjour dans cette ville par la mort de 300 nobles, hommes, femmes et enfants, qui n'avaient pu se dérober à sa fureur par la fuite, il en sortit pour se diriger vers Penza, dont les habitants lui ouvrirent eux-mêmes les portes. Partout la populace allait à sa rencontre ; partout

il faisait pendre les nobles et piller leurs maisons. Si d'une part il était poursuivi avec acharnement, de l'autre son armée se recrutait avec une prodigieuse facilité. La frayeur qu'il inspirait lui aplanissait tous les obstacles. Le pillage et le meurtre suivaient ses pas. Jamais l'insurrection n'avais pris un caractère aussi furieux. Le peuple se livrait contre les nobles aux plus effroyables vengeances. Les dissidents massacraient les prêtres. Les serfs, auxquels Pougatschef avait promis la liberté et la suppression des impôts, s'étaient soulevés de nouveau dans les gouvernements où la révolte n'avait été qu'imparfaitement apaisée.

Il employait mille ruses pour échapper à la poursuite des Russes. Pendant que leurs généraux attachés à ses traces se croyaient près de l'atteindre, ils apprenaient tout à coup qu'il s'était jeté sur un autre point, où il livrait tout à feu et à sang. Cette rapidité dans ses mouvements déconcertait toutes leurs mesures et fatiguait les troupes. Le bruit courut, et on le répétait avec une sorte de terreur, que, dans une seule journée, il avait été vu dans trois endroits différents, et fort éloignés les uns des autres. Ce bruit donnait à ses actions une couleur mystérieuse. Ce ne fut que plus tard, lorsqu'on découvrit que deux autres personnages avaient pris le nom de Pierre III, que le mystère s'évanouit. L'un était un serf fugitif nommé Eusiguénieff, l'autre le voleur Fierska. Tous les deux déployèrent contre les nobles les mêmes fureurs. Eusiguénieff prit Troïtzk; Fierska, s'étant

approché de Simbirsk, fut repoussé; mais, en se retirant, il en ravagea les environs.

De Penza, Pougatschef s'était dirigé vers Saratof avec 13 canons, 300 Cosaques et plus de 10,000 Kalmouks, Baschkirs, Tartares, la plupart n'ayant d'autres armes que des haches, des fourches ou des bâtons. Derjavine courut à sa rencontre avec une compagnie de Cosaques du Don; mais en apprenant que Pougatschef avait redoublé de vitesse, il craignit une défection de la part de sa troupe, et se hâta de rentrer dans la place avec deux Cosaques seulement. Les autres avaient attendu l'usurpateur pour lui faire leur soumission. Derjavine ayant abandonné Saratof le lendemain (5 août), les habitants se divisèrent : les uns penchaient pour la résistance, les autres voulaient au contraire négocier; les troupes elles-mêmes chancelaient dans leur fidélité.

Pendant ce temps, Pougatschef avait occupé une hauteur voisine, appelée montagne des Faucons, d'où il se mit à foudroyer la ville. Les troupes russes, déjà fort ébranlées, prirent la fuite ou se rendirent. Il ne restait plus au commandant que 60 soldats. Ce fut pourtant avec cette poignée d'hommes qu'il résolut de se faire jour à travers l'armée des rebelles. Aucun d'eux ne faiblit. Ils soutinrent pendant six heures un combat des plus acharnés et parvinrent à gagner le Volga, à la faveur de l'obscurité. Après leur retraite, Pougatschef entra dans Saratof, délivra les prisonniers, fit pendre les nobles et ouvrit au peuple les magasins et les greniers.

Deux compagnies d'artillerie, qui s'étaient rendues dès le commencement de l'attaque, furent incorporées dans ses troupes. Il fit périr leur capitaine, le prince Baratajef, et nomma colonel le major Salaconof, dont la défection avait entraîné les soldats.

Les affaires de Pougatschef avaient donc repris en peu de temps une prospérité vraiment incroyable. Son armée comptait 25,000 hommes, et son pouvoir s'étendait dans les trois gouvernements de Nijni-Novogorod, de Voronèje et d'Astrakan. De Saratof il se dirigea vers Dmitrafsk, dont il s'empara. A quelque distance de cet endroit, vers Dobrinka, l'astronome Lowitz, de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg, était occupé à prendre des niveaux pour le canal projeté entre le Don et le Volga. Pougatschef ayant demandé ce qu'était cet homme, on lui répondit qu'il observait les astres. « Eh bien ! dit-il, qu'on le pende, afin qu'il s'en trouve plus près. » On l'entraîna en effet au quartier général du rebelle, dont les ordres furent ponctuellement exécutés, barbarie gratuite, qui suffirait pour déshonorer sa mémoire, si déjà il ne l'avait rendue exécrable par tant d'autres cruautés.

Il avait rencontré le 13 août, près de Kamichin, le major Ditz, avec environ 2,000 hommes, dont 500 Kalmouks. Au premier coup de canon, ceux-ci avaient pris la fuite. Ditz y perdit la vie, et les Cosaques, après s'être vaillamment défendus, furent contraints de se rendre. Pougatschef, ayant passé la nuit sur le champ

de bataille, s'empara le lendemain de Donbovka et marcha contre Tzaritzin, où commandait le colonel Tzypletef. Le brave Bochniak, le défenseur de Saratof, qui s'était fait jour avec tant d'audace et d'intrépidité, à travers l'armée des rebelles, se trouvait aussi dans la place. Pougatschef s'en approcha le 21 et fut repoussé. La défection d'un corps de Cosaques du Don envoyé à sa poursuite le ramena le lendemain sous les murs de la ville, contre laquelle il tenta un nouvel assaut du côté du Volga, mais sans plus de succès. Il se retira précipitamment vers Sarepta, à l'approche d'une armée russe. En effet, Michelson entra le même jour à Tzaritzin, après avoir fait sa jonction avec Mellin et Mouffel.

Pougatschef suivait le Volga, avec l'intention de gagner Tchernoyarsk. Michelson ne lui en laissa pas le temps. Il l'atteignit le 25, à Jabonnoi-Buyerak, à cent cinq verstes de Tzaritzin. Auprès de ce village sont des gorges redoutables. Le chef des rebelles s'était posté avantageusement non loin de Vataga, où il occupait une redoute établie pour protéger cette station. Les Russes commencèrent l'attaque à la pointe du jour, et, au bout de quelques heures, leur feu, bien dirigé, avait mis les ennemis en pleine déroute. Des bandes entières de fuyards furent précipitées dans les gorges de la montagne et dans les eaux du Volga. Plusieurs années après cet événement, on remarquait entre le village et cette gorge une quantité considérable de tumulus affaissés sous l'amas des cadavres, qu'on s'était borné sans doute à

couvrir de terre [1]. 4,000 hommes parmi les rebelles étaient restés sur le champ de bataille; 7,000 avaient été faits prisonniers; le reste s'était dispersé.

Cette victoire abattit complétement la révolte. Pougatschef ayant perdu son armée, ses canons, ses bagages, et surtout le prestige qu'il avait exercé jusqu'à ce jour sur des hommes proscrits et malheureux, parvint encore cependant à se sauver au delà du Volga. Il gagna le désert, où quelques-uns de ses partisans eurent encore le courage d'aller le rejoindre; mais bientôt la faim et le découragement en déterminèrent un grand nombre à l'abandonner. Michelson avait pris d'ailleurs des mesures si habiles que Pougatschef ne pouvait manquer de tomber en son pouvoir. Pendant que le prince Dondoukof le poursuivait avec les Kalmouks, Mouffel et Mellin occupaient les routes du nord, le prince Galitzin couvrait le gouvernement d'Orenbourg, et Michelson était retourné à Tzaritzin, pour lui couper le chemin de la Russie méridionale.

Ce fut à ce moment que Souvorof, on ne sait pour quelle raison, vint prendre le commandement des troupes et enlever à Michelson la gloire de terminer la guerre. On ne pouvait du reste confier une pareille expédition à un homme plus actif, plus intrépide et plus capable d'en assurer le succès. Souvorof plaça son infanterie sur les chevaux enlevés à Pougatschef, et se mit aussitôt à

[1] Deuxième voyage de Pallas.

sa poursuite, au milieu des steppes, espèce d'océan de verdure, où il n'avançait que le compas à la main.

On pouvait donc considérer la guerre comme à peu près terminée. Tant que le chef cependant était libre et vivant, la sécurité n'était pas entière dans les contrées qu'il avait si profondément agitées. Antizof, le confident de ses projets, et l'un des chefs les plus influents des Cosaques, avait été fait prisonnier. On le traita avec distinction, on lui prodigua les faveurs et les promesses, afin de ramener par son crédit l'esprit de sa nation ; on lui rendit la liberté et on le renvoya vers ses concitoyens, avec la mission de leur dire que le gouvernement rétablirait leurs priviléges et leur accorderait pour la garde des frontières des gratifications, que l'impératrice avait été forcée de supprimer depuis la guerre de Turquie. La récolte ayant été mauvaise, et, dans beaucoup d'endroits, la guerre ayant empêché d'ensemencer les terres, Panin avait pris des mesures fort sages pour assurer la subsistance du peuple. Ses proclamations toutes pacifiques avaient retenu quelques bandes, prêtes à se joindre aux rebelles. D'autre part, le doute, l'inquiétude, la méfiance, avaient commencé à s'emparer des esprits. Le peuple se plaignait que Pougatschef l'exposât sans ménagement dans toutes les affaires ; qu'il ménageât au contraire ses Cosaques ; qu'il s'enfuît avec eux, s'il était vaincu, et qu'il leur distribuât le butin, s'il était vainqueur. Ces plaintes, encore aigries par les souffrances et par le peu d'espoir d'une meilleure fortune, produi-

sirent partout assez rapidement un changement, dont Panin sut tirer un parti avantageux par les sages mesures dont nous venons de parler.

Trois autres Cosaques, Tvogorof, Tedulef et Tchoumakof avaient été gagnés. Ils avaient été les amis de Pougatschef; ils s'engagèrent à le livrer aux Russes. Celui-ci, pressé par Souvorof, cherchait alors à gagner la mer Caspienne par les steppes du Kirghiz-Kaisaks. Ses compagnons avaient annoncé l'intention de suivre en tout lieu sa fortune; mais, avant de s'engager dans cette fuite périlleuse, ils désiraient, lui dirent-ils, ne pas abandonner à la vengeance des Russes leurs femmes et leurs enfants, qu'ils avaient laissés à Ouzeni, sous la protection des *vieux croyants*. C'est là qu'ils avaient résolu de le trahir.

Un jour que Pougatschef était seul dans sa cabane, livré à ses tristes pensées, ses armes pendues au mur, ils y entrèrent en grand nombre, pour mettre leur projet à exécution. Pougatschef, surpris et inquiet, fut cependant assez maître de lui-même pour leur dicter ses ordres. Il ajouta qu'ayant résolu de quitter promptement Ouzeni, ils eussent à se préparer à le suivre. Ils étaient parvenus pendant cet entretien à l'entourer complétement et à le séparer de ses armes. Ses dernières paroles avaient été accueillies avec une fureur mal contenue. « Nous t'avons suivi assez longtemps, lui répondirent-ils; c'est maintenant à toi à nous suivre. — Qu'est-ce à dire? s'écria Pougatschef. Voudriez-vous donc trahir

votre empereur? » Ayant fait de vains efforts pour les détourner de ce dessein, il appela Tvorogof, un jeune Cosaque d'Iletz, qui avait été son favori, lui tendit les bras et lui dit avec dignité : « Tiens, Tvorogof, lie les mains à ton empereur. » Tvorogof s'apprêtait à le faire, lorsque Pougatschef parvint à se dégager de leurs mains; mais épuisé bientôt par une lutte inégale : « Je vous suivrai, leur dit-il, mais que je sois libre ! » On le mit sur un cheval et l'on prit le chemin d'Yaïtzk. Il fit encore pendant la route quelques efforts pour échapper à leur surveillance; il parvint même à s'emparer du sabre et du pistolet d'un Cosaque; mais ils se jetèrent sur lui, le désarmèrent et lui lièrent les mains. C'est en cet état qu'ils le conduisirent à Yaïtzk.

Le capitaine Mavrin, membre de la commission d'enquête, commença aussitôt l'instruction du procès. Il interrogea Pougatschef sur son identité. L'usurpateur ne fit aucune difficulté pour y répondre, et il ajouta : « Il a plu à Dieu de se servir de mes crimes pour punir la Russie. » Il fut ensuite amené sur la place publique avec les autres insurgés. Les habitants le reconnurent. « C'est vous, leur dit Pougatschef, qui avez causé ma ruine. C'est vous qui m'avez engagé à prendre le nom de Pierre III. »

Souvorof étant arrivé à Yaïtzk, le commandant Siminof lui remit le prisonnier, qui fut dirigé sur Simbirsk, où Panin s'était déjà rendu pour le recevoir. Pougatschef avait été enfermé dans une cage de bois, sur

un chariot à deux roues, avec une escorte formidable. Souvorof ne le perdait pas de vue, et, une nuit qu'un incendie se déclara près de la cabane où il avait été déposé, on le tira de sa cage et on l'attacha avec son fils à un chariot, près duquel Souvorof fit lui-même sentinelle.

Le général Panin l'attendait au balcon de son hôtel, entouré d'un nombreux état-major. « Qui es-tu? demanda-t-il au prisonnier. — Je suis Pougatschef, fils d'Ivan, » répondit-il avec assurance. Le général, s'étant aperçu que son audace avait frappé le peuple d'étonnement et de pitié, ne put contenir son indignation. Il lui arracha la barbe et le frappa jusqu'au sang. Cet indigne traitement produisit sur le prisonnier une sorte de terreur. Il tomba aux genoux de Panin et lui demanda pardon. On lui lia les pieds et les mains; on le remit ensuite dans sa cage et on le dirigea sur Moscou avec des précautions extraordinaires.

L'impératrice avait chargé le sénat d'instruire son procès, mais elle défendit d'appliquer les accusés à la torture. Pendant toute la route, Pougatschef ne perdit ni son calme ni sa gaieté. Chacun voulait voir cet homme extraordinaire qui avait inspiré tant de terreur. Toutes ses réponses avaient quelque chose de fier et d'arrogant. Il fut enfermé à l'hôtel de la Monnaie, où durant deux mois il fut exposé à la curiosité du public. S'il faut en croire Catherine, il termina lâchement sa carrière, ayant montré dans sa prison une si grande faiblesse, qu'on avait dû le préparer à ce terrible dénoûment.

« M. le marquis de Pougatschef, dont vous me parlez encore dans votre dernière lettre, écrivait-elle à Voltaire, a vécu en scélérat et va finir en lâche. » Mais ce récit est formellement contredit par les historiens russes eux-mêmes. Il paraît certain qu'il avait compté jusqu'au dernier moment sur la clémence de l'impératrice. Cet espoir s'étant évanoui, son courage lui revint tout entier et ne se démentit plus.

Le 10 janvier, jour de l'exécution, une foule immense couvrait la place de Moscou. Toutes les troupes étaient sous les armes, les officiers enveloppés dans des pelisses. Malgré le froid, qui était excessif, les fenêtres, les toits même étaient remplis de spectateurs, les rues de brillants équipages. Lorsqu'on aperçut les traîneaux des condamnés, ce fut d'abord un immense cri, puis un silence lugubre. Pougatschef, tête nue, saluait de tous les côtés. Le grand maître de la police lui ayant demandé s'il était le Cosaque du Don Emellian Pougatschef, il répondit d'une voix ferme : « Je le suis. » Pendant la lecture de l'arrêt, il parut plongé dans un profond recueillement, dont il ne sortait que pour faire des signes de croix et des génuflexions, les yeux fixés sur les églises de la ville, tandis que Perfilief, son favori, se tenait immobile, le regard sauvage. Après donc s'être prosterné plusieurs fois en se signant, il se tourna vers le peuple, le visage défait, salua et s'écria d'une voix saccadée : *Adieu, peuple orthodoxe. Pardonne-moi de t'avoir offensé. Adieu !* A un signal donné par le bourreau, ses

valets se jetèrent sur lui, et lui arrachèrent son touloup de mouton blanc et son kaftan de soie. Il se débattit, mais ils l'étendirent à la renverse, et un instant après ils présentèrent au peuple sa tête ensanglantée.

Perfilief subit le même traitement. Chagaef, Padourof et Tornof furent pendus. D'autres reçurent le knout et furent ensuite transportés en Sibérie. La ville d'Yaïtzk, où la révolte avait pris naissance, se nomma désormais Ouralsk; la stanitza de Pougatschef, Potemkinaya; sa cabane ne put être détruite, parce qu'elle avait passé en d'autres mains; mais ses meubles furent brûlés et les cendres jetées au vent. Ses deux femmes, cependant, ainsi que les enfants issus de leur mariage, ne furent l'objet d'aucune mesure de rigueur. L'impératrice chargea même le sénat de pourvoir à leur existence.

Ainsi finit cette révolte, qui avait embrasé l'empire, couvert plusieurs provinces de sang et de ruines et privé le gouvernement d'une partie de ses forces et de ses ressources. Le nom de Pierre III ne fut qu'un prétexte. Les malheurs publics, le désir de la liberté, les maux qu'entraînent à leur suite les longues guerres, furent les véritables causes des succès de Pougatschef. Le luxe de la cour, les prodigalités de l'impératrice, les fortunes scandaleuses de ses favoris, avaient jeté dans la nation des germes de mécontentement. Le peuple, déjà presque épuisé par la guerre, venait encore d'être frappé d'un horrible fléau, la peste, comme si la Providence avait eu dessein de répandre sur lui, jusqu'à la dernière

goutte, la coupe de sa colère. Lorsque les malheurs publics sont ainsi parvenus à leur comble, une sorte de délire saisit les masses populaires, et il semble qu'elles n'agissent plus d'elles-mêmes, mais qu'elles sont poussées par un souffle invisible et fatal.

La révolte avait en effet remué si profondément les populations, qu'il fallut plusieurs mois pour ramener le calme dans une contrée où, pendant sept ans, avaient régné les fureurs de la guerre civile. Les serfs avaient joui de trop de liberté pour se replacer sans contrainte sous l'autorité de leurs maîtres. Beaucoup de villes étaient détruites, beaucoup de villages déserts, les routes devenues impraticables. Dans plusieurs endroits la terre avait été laissée sans culture, et la famine menaçait de nouvelles calamités les vastes provinces de la Russie orientale. Aussi le gouvernement songea-t-il moins à abuser de sa victoire qu'à réparer les désastres de cette longue et sanglante lutte. La tâche était difficile. Il fallait, d'une part, empêcher des représailles qui semblaient légitimes, et de l'autre calmer les inquiétudes du peuple, qui s'effrayait du retour de l'oppression. Le bouleversement des fortunes, la dépopulation des campagnes, l'interruption des relations commerciales, avaient besoin d'une administration active, ferme et bienveillante à la fois. La révolte ayant trouvé un point d'appui chez les tribus nomades du Volga, du Yaïk et de l'Oural, le gouvernement, qui avait déjà fait quelques tentatives pour les fixer, poursuivit alors avec une

attention plus sérieuse l'exécution de ses desseins.

Au delà de la chaîne de l'Oural et du fleuve de ce nom s'étend un immense plateau, qui va rejoindre à l'est la frontière de la Chine et au midi les montagnes de la Perse et du Caboul. La plus grande partie du steppe est habitée par les hordes kirghizes, qui sont d'origine tartare et qui professent la religion de Mahomet. La richesse de ce peuple consiste dans le soin de ses troupeaux, et sa principale industrie dans la préparation des peaux de chèvres et de moutons. Sa position entre l'Europe et l'Asie, sur la route de la Chine et de l'Inde, avait déjà fixé l'attention de la Russie. Tant que ces hordes barbares conserveraient leur indépendance et leurs mœurs sauvages, la route de l'Asie lui serait fermée ou du moins entourée de dangers. Au lieu d'employer la force pour les soumettre, ce qui d'ailleurs eût été difficile, Catherine suivit une marche plus appropriée à sa politique; elle fit construire, sous le feu des forts de l'Oural, des mosquées et des écoles. Les Kirghiz accoururent dans les mosquées, et les enfants des principales familles commencèrent à fréquenter les écoles. D'autre part, elle favorisa les relations commerciales, qui jusqu'alors avaient été faibles et peu régulières entre les deux peuples. Orenbourg devint un marché considérable, où les Kirghiz amenaient les produits de leurs steppes, des troupeaux d'agneaux et de moutons, des cornes d'antilopes, de la racine de garance, des tissus de poil de chèvre, des peaux qu'ils préparaient

avec assez d'habileté. Ils y trouvaient des objets manufacturés, tels que draps, velours, cuirs ouvrés, perles fausses, tabac, miroirs, haches, faucilles, ciseaux, chaudrons, etc.

Aujourd'hui ces hordes barbares, sans être entièrement soumises, ne jouissent plus de la même indépendance, et il n'est pas douteux qu'elles ne deviennent un jour, sous l'empire d'un gouvernement plus doux et mieux éclairé, d'utiles sujets pour la Russie et d'intrépides défenseurs de ses droits.

Les Kalmouks avaient pris une part plus active à la révolte. Ils avaient subi depuis plus longtemps l'influence de la domination moscovite. Il fut moins difficile de resserrer les faibles liens qui les rattachaient à l'empire. Après l'émigration dont nous avons parlé plus haut, le gouvernement leur avait enlevé leur juridiction particulière et les avait rendus justiciables des tribunaux de l'empire. Comme leur indépendance ne servait en réalité qu'à nourrir leur penchant au pillage, ces tentatives de Catherine pour les assujettir à une existence plus régulière n'avaient rien en soi de tyrannique. Mais d'une part la résistance, de l'autre les excès, expliquent la facilité que trouva Pougatschef dans son entreprise et entretinrent cette longue agitation, qui se termina par la perte de leur liberté. Leur territoire fut considérablement réduit. A chaque campement fut attaché un surintendant, désigné sous le nom de *pristaf*, et un comité administratif, résidant à Astrakan,

s'occupa exclusivement de leurs affaires, sous la présidence d'un curateur général. Telle est, à peu de chose près, l'organisation qui les régit encore de nos jours.

Pougatschef avait mis en œuvre un autre élément, dont il convient de tenir un compte sérieux, pour bien juger du caractère de cette révolte : c'était l'élément religieux. Nous avons dit quelques mots des raskolniks, secte à la fois religieuse et politique, à laquelle Pougatschef appartenait, ainsi qu'un grand nombre de Cosaques. L'impératrice, qui par opinion était philosophe et tolérante, ne persécuta jamais personne pour ses croyances. Elle avait même, au commencement de son règne, ouvert les portes de leur patrie à beaucoup de ces dissidents, que des mesures de rigueur avaient forcés de chercher un asile dans les États voisins, et elle avait rappelé aux sentiments de la charité chrétienne les chefs de l'Église orthodoxe. Mais la révolte de Pougatschef lui ouvrit les yeux sur le danger d'une secte qui formait une association mystérieuse constamment armée contre le pouvoir, et elle reconnut alors qu'au fond de ces dissentiments se cachait une pensée politique, dont le but était de rompre la chaîne que Pierre avait établie entre son empire et la civilisation de l'Occident. Elle voyait les paysans raskolniks toujours prêts à soustraire aux recherches des agents administratifs tout déserteur ou vagabond qui, sous un prétexte religieux, courait se réfugier dans leurs isbas. Or, dans un pays aussi vaste, au milieu de populations disséminées sur une immense

étendue, l'action du pouvoir, déjà difficile, était complétement réduite à l'impuissance. Les fugitifs passaient d'une isba dans une autre, changeaient de noms et de vêtements, et, lorsqu'ils avaient laissé croître leur barbe, pouvaient braver la loi avec impunité.

Sans se départir de ses principes de tolérance, Catherine comprit qu'il fallait d'abord enlever aux hérétiques ce caractère d'association mystérieuse qui les rendait si formidables, et leur donner, en quelque sorte, un caractère légal, en les contraignant de pratiquer ouvertement leurs croyances. Elle leur laissa leurs livres religieux, leur manière de prier et de faire le signe de la croix, en un mot toutes leurs pratiques extérieures, qui constituaient, à vrai dire, leur dissidence dans la foi; mais elle exigea qu'ils admissent parmi eux des ministres officiels et dépendant de l'autorité administrative. Ces ministres furent chargés en outre des registres de l'état civil, car c'était encore une prétention de ces sectaires de dérober au gouvernement leurs naissances et leurs décès, et, afin de faire disparaître toutes les traces de division entre eux et l'Église orthodoxe, de laquelle ils ne différaient en réalité que sur des questions de détail, leur nom de *raskolniks* fut changé en celui d'*édinovertzi*, c'est-à-dire *ayant la même croyance*. L'État fit même élever à ses frais des églises, où les cérémonies religieuses furent célébrées suivant les anciens usages.

C'est donc en se plaçant à ces divers points de vue que cette lutte acharnée, qui n'apparaît d'abord que

comme la tentative d'une ambition personnelle, mérite l'attention de l'histoire. Les malheureux serfs que Pougatschef avait entraînés dans la révolte avaient été poussés par le désir naturel de la liberté ; mais, comme rien ne les y avait préparés, ils s'en rendirent indignes par les effroyables cruautés qu'ils exercèrent. Que faut-il en conclure, sinon que l'esclavage enfante l'oppression, qu'il dégrade la nature, détruit les lois morales, et qu'il est aussi contraire à la justice qu'aux intérêts d'un bon gouvernement ?

# LIVRE VIII.

Catherine se détache de G. Orlof. — Faveurs dont elle le comble. — Potemkin devient favori. — Son éducation. — Son caractère. — Son ambition. — Il s'applique à éloigner des affaires les hommes dont il redoute l'influence. — Voyage de l'impératrice à Moscou. — Elle y publie plusieurs oukases importants. — Elle supprime des droits onéreux au commerce et à l'industrie. — Règlements concernant l'administration du sel, des mines, etc. — Dispositions favorables aux serfs. — État de l'Europe. — Second voyage du prince Henri à Pétersbourg. — Mort de la grande-duchesse. — Voyage du grand-duc à Berlin. — Son mariage avec la princesse de Wurtemberg. — Inquiétude de la cour de Vienne. — Relations de cette cour avec la Porte. — Elle se fait céder la Bukovine. — Son désir d'une alliance avec la Russie. — La Turquie est poussée à la guerre. — Troubles de Crimée. — La France retient le divan. — Convention explicative du traité de Kainardji. — Mort de Maximilien-Joseph de Bavière. — Convention entre la cour de Vienne et l'électeur palatin. — État de l'Europe favorable aux desseins de l'Autriche. — Frédéric II s'assure de la France. — Il conclut un traité avec le duc de Deux-Ponts et se met à la tête de ses troupes. — Marie-Thérèse sollicite la médiation de Catherine. — Congrès de Teschen. — L'Angleterre recherche l'alliance de l'impératrice de Russie. — Harris, duc de Malmesbury. — Traité des neutres. — L'influence du roi de Prusse décline à Pétersbourg. — La cour de Vienne gagne du terrain. — Entrevue de Mohilef entre Catherine et Joseph. — Ses résultats. — Efforts de Frédéric pour conserver l'alliance russe. — Il envoie à Pétersbourg le prince héréditaire, son neveu. — Traité d'alliance entre la Russie et l'Autriche. — Voyage du grand-duc et de la grande-duchesse. — Comment il fut préparé. — Caractère du grand-duc. — Rapprochement entre

**Panin et le prince Potemkin. — Préparatifs de guerre. — Affaires de Crimée. — Ce pays est réuni à l'empire. — Comment la France avait voulu contenir l'ambition de Catherine. — Ses communications à l'Angleterre. — Résultats de l'occupation russe en Crimée. — Le cabinet de Versailles détermine la Porte à traiter. — Clauses favorables aux deux principautés de Moldavie et de Valachie. — Importance de la conquête de la Crimée pour la domination russe dans le Caucase. — Description de cette chaîne de montagnes. — Des peuples qui l'habitent. — Action de la Russie sur les populations caucasiennes. — Traité de protectorat avec Héraclius, prince de Géorgie. — Établissement d'une ligne militaire du Don à Tiflis. — Occupations de Catherine dans l'intérieur de ses États. — Statue de Pierre le Grand.— Institution des ordres de Saint-Vladimir et de Saint-Georges. — Améliorations apportées dans l'armée de terre. — Intrigues de cour. — Despotisme de Potemkin. — Dégradation morale de l'impératrice. — A. Orlof. — Voyage de Crimée. — Effet qu'il produit en Europe. — Traité de commerce entre la France et la Russie. — Situation du commerce anglais en Russie jusqu'à cette époque. — Entrevue de Stanislas-Auguste et de Catherine. — L'empereur Joseph à Kherson. — Importance de cette ville au point de vue commercial. — Fin du voyage. — Potemkin se prépare à la guerre.**

---

A l'époque où Grégoire Orlof était parti pour le congrès de Fokschani, ses rapports avec l'impératrice avaient tout à fait changé de nature. Depuis longtemps Orlof s'était détaché d'elle. Il avait répudié son amour, sans renoncer à ses faveurs, et il aurait considéré comme un attentat contre ses droits toute prétention à lui enlever le cœur de Catherine, qui souffrait de ses infidélités, de ses emportements et de ses mépris.

Ce fut dans ces circonstances que, résolue d'étouffer les dernières étincelles de son amour, sollicitée d'ailleurs par un parti puissant que révoltait la hauteur d'Orlof,

elle lui confia les négociations du congrès ouvert à Fokschani. Il paraît certain que l'impétuosité de son caractère, aigri par les intrigues dont il était l'objet, l'avait porté dans le congrès à des exigences et à des duretés inouïes, et que l'impératrice irritée lui avait envoyé l'ordre de se retirer à son château de Ropcha. Orlof avait obéi, la rage dans le cœur. Mais, au bout de quelques mois, la bienveillance et les présents de sa souveraine l'avaient apaisé. Cette princesse ne cessa pas en effet, sous cette apparence de sévérité, de le traiter avec une bonté qui se ressentait de son ancienne faveur. Inconstante dans ses passions, elle ne le fut jamais dans ses amitiés, et le souvenir d'une affection éteinte avait toujours sur son esprit un empire qui donnait à ses liaisons un charme inexprimable. Elle obtint pour son ancien amant le diplôme de prince du saint-empire, attacha à ce titre la qualification d'*Altesse*, lui donna 10,000 paysans, et lui assura une pension de 150,000 roubles. Grégoire Orlof, vaincu par ces marques éclatantes de considération, consentit à vivre éloigné de la cour et à voyager pendant quelque temps en Europe.

On semblait s'être fait un devoir, depuis qu'il avait quitté la Russie, de ne pas prononcer son nom. On le croyait en Hollande, prêt à visiter l'Angleterre, la France, l'Italie, lorsqu'il reparut soudain à la cour, au grand étonnement des courtisans. Malgré les observations de Panin, il fut accueilli avec faveur et il obtint

même le renvoi de Wasiltschikof, dont le pouvoir commençait à décliner ; enfin, il parut aussi puissant qu'autrefois. Ses ennemis tremblèrent. Panin lui-même crut sa disgrâce certaine ; mais Orlof ne possédait plus le cœur de Catherine. Panin ne tarda pas à s'en apercevoir, et dès lors il travailla sans relâche à détruire les dernières traces de son influence.

L'impératrice avait déjà remarqué Potemkin, dont la mâle beauté avait fait sur elle une vive impression. Lié d'amitié avec les Orlof, Potemkin avait pris une part active à la révolution qui avait mis la couronne sur la tête de Catherine, et il en avait été récompensé par de grandes faveurs. Nommé colonel dans un des régiments des gardes, gentilhomme de la chambre avec un traitement de 2,000 roubles, et ensuite chambellan, fonctions recherchées par les plus grands seigneurs de Russie, parce qu'elles permettaient d'approcher fréquemment de la personne du souverain, il porta ses regards plus haut. Catherine s'en aperçut et lui fit comprendre que son hommage lui plaisait. Il fallait renverser le pouvoir d'Orlof ou tromper ses regards jaloux. La conduite de Potemkin fut des plus extraordinaires. Il partit pour l'armée, s'y distingua, revint à la cour, et presque aussitôt il se condamna à une solitude profonde. Il feignit même de vouloir se faire moine, espérant que le bruit de sa résolution arriverait aux oreilles de l'impératrice et irriterait son amour. En effet, Catherine lui envoya la comtesse de Bruce pour l'arracher à sa solitude, et,

le lendemain, toute la cour se prosternait devant l'astre nouveau qui venait d'apparaître si brusquement sur l'horizon.

Lorsque l'impératrice avait fait choix d'un favori, elle le nommait son aide de camp général, afin qu'il pût l'accompagner en tout lieu. Il occupait l'appartement au-dessous du sien, avec lequel il communiquait par un escalier dérobé. Il recevait 100,000 roubles le jour de son installation, et ensuite 12,000 par mois. Le maréchal de la cour avait ordre de lui entretenir une table de vingt-quatre couverts et de pourvoir aux dépenses de sa maison.

Potemkin avait trente-huit ans lorsqu'il conquit ce titre de favori, qui avait été l'objet constant de ses désirs. C'était un homme remarquable par la beauté de sa figure et par l'élégance de ses formes. Sa taille était haute, sa force prodigieuse, son air martial, mais tempéré par infiniment de grâce. Son regard vif et passionné révélait une âme ardente et une imagination pleine de feu.

Potemkin fit sentir à l'impératrice qu'elle devait assurer, par des honneurs et des titres réels, une existence brillante à l'homme qu'elle avait honoré de son affection. Elle saisit donc le moment où la paix venait d'être conclue avec la Turquie, pour lui conférer le grade de général en chef et le titre de comte. Son brevet portait que c'était en considération des services qu'il avait rendus à l'empire pendant la guerre, ainsi que des sages

conseils qui avaient contribué à accélérer la conclusion de la paix. Peu de temps après, elle obtint pour lui du gouvernement autrichien le titre de prince.

Un des premiers soins du nouveau favori fut d'écarter des affaires Orlof et Panin, dont le crédit lui faisait ombrage, l'un par le souvenir d'une passion à peine éteinte, l'autre à cause de son mérite. Il voulait établir son autorité sur une base plus solide que celle d'un amour passager. Après avoir gagné le cœur de Catherine, il avait résolu de s'emparer de son esprit et d'unir sa destinée à la sienne en l'associant aux grandes entreprises de son règne.

C'est en cela qu'il était supérieur à Orlof, dont l'esprit n'était pas capable d'une application soutenue, et qui d'ailleurs n'avait jamais eu de goût pour les affaires sérieuses. Autant celui-ci était doux, bienveillant, sans fiel et fidèle à ses amitiés, autant Potemkin était passionné, hautain, jaloux et insidieux. Aussi n'eut-il pas de grands efforts à faire pour détruire l'influence de son rival.

Mais il n'en fut pas de même de Panin. Quoique ce ministre n'eût qu'une médiocre instruction, les connaissances générales qu'il avait acquises, d'abord comme ambassadeur, ensuite comme ministre des affaires étrangères, sa probité qui le plaçait fort au-dessus de la corruption, la douceur de son caractère, une sorte de bonhomie, enfin l'appui du roi de Prusse, pour lequel il professait ouvertement une grande admiration,

avaient donné à son crédit une base si solide qu'il ne fallut rien moins pour le renverser qu'un changement complet dans les alliances de la Russie. L'impératrice n'avait jamais eu pour lui une bien grande sympathie; mais elle n'avait pas oublié qu'il s'était attaché à sa fortune, lorsqu'il y avait quelque danger à le faire. La Russie ne comptait d'ailleurs à cette époque qu'un très-petit nombre d'hommes politiques, et, de tous les favoris, Potemkin fut le seul qui porta ses vues plus haut que sa faveur. Panin avait cependant l'esprit si paresseux qu'il restait quelquefois plusieurs jours sans ouvrir les dépêches que lui adressaient les ministres russes auprès des cours étrangères. Une chose le distinguait, c'était un sentiment profond de son importance. Ce sentiment, quoique empreint d'une certaine vanité, donnait à ses paroles et à ses actes un caractère d'autorité qui convenait au premier ministre d'un grand empire.

Potemkin avait subi comme tous les hommes l'influence de la direction donnée à ses premières idées. Né dans les rangs obscurs de la noblesse, il fut destiné dès son enfance à l'état ecclésiastique et envoyé à l'université de Moscou. Il y acquit assez de connaissances en philosophie et en théologie pour conserver toute sa vie un goût décidé en faveur de ces études. Lorsqu'il fut parvenu à ce haut degré de fortune dans lequel il se soutint jusqu'à sa mort, les souvenirs de sa première éducation ne s'effacèrent jamais de son esprit. Il aimait à conduire la discussion sur les matières de théologie;

à rechercher les causes des querelles religieuses qui avaient amené la séparation des Églises grecque et latine. On le voyait quelquefois passer des occupations militaires ou politiques à des frivolités peu dignes d'un ministre; il se plaisait à traiter des questions de théologie avec ses généraux, et des questions de guerre avec les archevêques. L'influence de ces idées, jointe au *libertinage de ses mœurs*, l'avait rendu superstitieux à l'excès. Il croyait aimer Dieu, tandis qu'il n'était obsédé que par les terreurs de l'enfer.

Potemkin avait l'esprit vif et pénétrant, mais peu solide et plus étendu que juste. Silencieux et attentif à écouter, il devinait aisément ce qu'il ne savait pas. Quoiqu'il ne fût jamais sorti du territoire de l'Empire, il avait saisi le caractère particulier de chaque nation, dans ses rapports avec les ministres des puissances étrangères. Doué d'une mémoire excellente, il avait beaucoup d'élévation dans l'âme et une grande connaissance des hommes. Prompt à concevoir, plein de feu avant d'entreprendre, il perdait son activité au moment de l'exécution; les détails le rebutaient. Il ne quittait le repos dans lequel il était souvent comme engourdi que par des efforts peu durables; ses habitudes de paresse reprenaient aussitôt leur empire.

Magnifique jusqu'à la prodigalité, fastueux à l'excès, il était quelquefois d'une avarice presque sordide. On remarquait en un mot dans cette nature bizarre les plus étranges contrastes. Hautain et familier, ambitieux et

insouciant, naïf et malicieux, triste dans les plaisirs, courant après les voluptés et les rejetant avec dégoût, hardi et dissimulé, recherchant les fatigues et les périls et soupirant sans cesse après le repos; enfin, inquiet, inconstant, rassasié d'hommages et de jouissances, il sentait en lui-même cette amertume de la vie et ce vide immense dont n'est jamais atteint l'homme qui est modéré dans ses désirs.

Dans un pays où les rangs étaient marqués par le nombre des chevaux qu'on avait le droit d'atteler à sa voiture, Potemkin allait à huit chevaux comme l'impératrice et le grand-duc. Il nommait sans autorisation jusqu'au grade de lieutenant-colonel inclusivement, et disposait, sans en rendre compte, des fonds immenses qui lui étaient confiés. Cependant, comblé d'honneurs, dominant la cour, plus puissant qu'un roi, il manquait à son orgueil une dernière faveur, le trône. Il laissa percer ce désir; mais d'un mot l'impératrice l'arrêta. Elle lui déclara qu'elle l'aimait, mais qu'elle pouvait étouffer son amour, si les marques de sa bonté ne suffisaient pas à son ambition.

Cette princesse fit à cette époque un voyage à Moscou. Son entrée y fut magnifique. On y célébra des fêtes pour la conclusion de la paix. Elle distribua des récompenses aux généraux qui s'étaient distingués dans la dernière guerre. Roumiantzof reçut une terre de 5,000 paysans, 100,000 roubles, un service de vaisselle plate, une épaulette en diamants, un chapeau orné d'une

branche de laurier, et la plaque de Saint-Georges. Alexis Orlof obtint une pension de 6,000 roubles avec une épée garnie de diamants. Les généraux Paul Potemkin, Panin, Dolgorouki, Soltikof, Tchernychef, reçurent aussi des marques éclatantes de la munificence impériale.

Après ces témoignages de satisfaction donnés aux hommes qui l'avaient servie dans la guerre, Catherine jeta les yeux sur le peuple, dont la condition malheureuse la touchait. Elle s'empressa d'abolir toutes les taxes que la nécessité l'avait forcée de lui imposer, telles que la capitation extraordinaire de 80 kopeks [1], l'impôt qui frappait chaque fourneau des mines de fer, ainsi que les fonderies de cuivre, celui de 4 roubles [2] par poud de fer coulé [3]; enfin la taxe de 1 pour 100 sur toutes les marchandises fabriquées en Russie.

Quelque temps auparavant, elle avait aboli un autre impôt qui frappait les propriétaires de mines de cuivre d'un dixième de leur minerai au profit de la couronne. Outre le préjudice que cet impôt causait aux propriétaires de mines, il avait un autre inconvénient beaucoup plus grave, c'était d'empêcher la Russie d'entrer en concurrence avec la Suède sur les marchés de l'Europe.

Elle consacra son séjour dans cette ancienne capitale de l'empire par la publication de plusieurs oukases d'un

[1] Le *kopek* vaut environ cinq centimes.

[2] Le *rouble assignation* valait un peu plus d'un franc.

[3] Le *poud* est de 16 kilogrammes 280 grammes.

intérêt général. La révolte de Pougatschef, en portant le trouble et la dévastation dans un grand nombre de provinces, y avait suspendu le mouvement commercial. La Sibérie surtout en avait souffert, et le manque de numéraire, dans une contrée appauvrie et dépourvue de population, aggravait encore cet état de choses. Catherine, voulant y porter remède, établit une banque à Tobolsk. Elle en confia la direction à Godowzof, dont elle avait apprécié l'intelligence et les services, dans les opérations de celle de Saint-Pétersbourg. Dès ce moment, le commerce de la Sibérie reprit un peu d'activité.

Les grandes distances, en élevant les frais de transport du numéraire, avaient rendu presque impossibles dans toute la Russie les transactions commerciales. Ce fut donc un immense bienfait pour cet empire que la substitution d'un papier à la monnaie. La première banque d'assignation, créée en 1770, entra si naturellement dans les besoins du peuple, qu'elle fonctionna sans hésitation et sans secousse.

L'impératrice compléta quelques années après (1786) ses institutions de crédit par l'établissement d'une banque de prêt sur hypothèques. Cette banque, ouverte à tout le monde, sauva les petits propriétaires des exactions des usuriers.

Elle publia dans le même temps un règlement général pour l'administration intérieure de ses États. Elle se rendit au sénat dans l'appareil le plus imposant, fit lire l'oukase et le fit enregistrer en sa présence. Par cette

ordonnance, elle affranchit les commerçants de la capitation et du recrutement. Ses pensées étaient tournées vers le commerce et l'industrie, qui sont les sources de la richesse publique, et elle s'efforçait de donner cette direction à l'activité de son peuple.

C'est dans ce but qu'elle supprima beaucoup de droits onéreux, des impôts dont la rigueur nuisait au mouvement des affaires. Tels étaient ceux qui frappaient les ruches à miel, la cire, les salines des particuliers, les boutiques, les magasins, les auberges, les ateliers de teinture, les tanneries, les savonneries, les briqueteries, la pêche, les moulins, les étuves, les bains publics, la préparation des huiles, la fonte des suifs, etc.

La Russie méridionale possède une richesse de sel qui n'a pas son égale dans le monde; les lacs, les ruisseaux, les rivières même en contiennent en abondance. Mais le lac Elton est celui dont la richesse paraît inépuisable. Il fournit à lui seul du sel à la plus grande partie de l'empire. Avant le règne de Catherine, le transport en était difficile et peu sûr. Cette princesse ayant fait construire deux routes, qui du lac aboutissaient au Volga, le transport du sel fut opéré au moyen de chariots attelés de bœufs. Des villages furent fondés de distance en distance, et dans ces villages fut établi, aux frais du gouvernement, un service régulier de postillons-voituriers. Les steppes immenses de la Russie méridionale sont en général privés d'eau. Catherine y pourvut en faisant creuser cinquante puits sur la route

de Patrowska, et trente-quatre sur celle de Nikolajewsk. Elle défendit en outre de labourer la terre dans une étendue de quinze verstes aux environs du lac, et de dix verstes dans toute la longueur des deux routes, afin que les bœufs affectés au transport du sel pussent trouver un pâturage suffisant.

Chaque cercle avait son magasin de sel, qui devait toujours être fourni pour deux ans. Un inspecteur était chargé d'en surveiller l'achat et la vente. Dans les gouvernements où la couronne s'en était réservé le monopole, les particuliers ne pouvaient vendre le leur qu'aux magasins de l'État, où chacun avait le droit de s'approvisionner. C'était aux chambres des finances que l'impératrice avait confié l'administration des mines de sel. Elles devaient toujours connaître et la quantité exploitée dans chaque gouvernement et la quantité consommée. Si l'on découvrait de nouvelles mines ou des lacs salants, elles en faisaient aussitôt étudier la nature, la qualité et l'étendue, et elles en informaient le gouvernement.

Catherine comprenait si bien que c'est par le commerce et l'industrie qu'un empire comme la Russie peut se procurer tous les produits nécessaires à ses besoins, qu'elle encouragea par des priviléges ces deux branches de la richesse publique. Les marchands étaient divisés en trois classes. L'oukase dont nous avons parlé les affranchit de la capitation. On levait seulement sur eux une imposition annuelle de 1 rouble pour 100 de

leur capital; mais, comme on n'en recherchait pas rigoureusement la valeur, cette loi eut pour effet de multiplier le nombre des industriels et de donner en conséquence une plus grande activité aux affaires. Le commerce acquit plus de considération et aussi plus de sécurité.

Cette classe de sujets, qu'elle appelait elle-même l'état mitoyen, le tiers état, formait le milieu entre la noblesse et les paysans. Catherine y plaçait tous ceux qui, sans être gentilshommes ou serfs, s'occupaient d'arts, de sciences, de commerce; ceux qui, nés de parents roturiers, avaient étudié dans les écoles du gouvernement, ainsi que les enfants des officiers et écrivains de chancellerie. Cette classe, ajoutait-elle, mérite qu'on en fasse mention, parce que l'État peut s'en promettre de grands avantages.

A son avénement au trône, l'impératrice avait trouvé beaucoup d'incertitude et d'obscurité dans la législation des mines. Depuis le règne de Pierre le Grand, chaque souverain avait adopté un système différent. Elisabeth, ayant moins consulté l'intérêt de ses peuples que sa générosité, avait aggravé cette situation, en donnant des mines à ceux de ses courtisans qu'elle voulait récompenser, et en attachant à ses concessions un grand nombre de paysans de la couronne, ce qui avait causé plusieurs insurrections. En 1776, Catherine avait institué, sous la présidence du comte Panin, une commission qui fut chargée de trouver un remède à ces

maux. L'oukase du 25 mai 1779 fixa le sort des paysans attachés aux mines. Leur tâche fut déterminée de manière à concilier l'exécution des travaux avec la justice et l'humanité; on augmenta leur salaire; on fixa non-seulement la durée du travail, mais encore la saison pendant laquelle ils devaient être occupés aux mines, afin de leur laisser le temps de se livrer aux occupations de la terre et aux soins domestiques. Ce fut un grand bienfait pour les malheureux serfs, que rien ne protégeait auparavant contre l'arbitraire de leurs seigneurs.

Dans toutes les entreprises des particuliers, la couronne exigeait des droits qui arrêtaient l'essor de l'industrie. Ainsi, tout l'argent retiré des mines devait être livré au gouvernement, qui en fixait lui-même la valeur. Il percevait une taxe sur chaque fourneau; un dixième du cuivre et du fer brut; un dixième des minerais non épurés; il se faisait enfin livrer pour un prix déterminé les ustensiles nécessaires à l'artillerie.

Une partie du cuivre que la couronne achetait aux particuliers était converti en monnaie. La couronne l'achetait sur le pied de six roubles par poud, et le livrait à la circulation, sous forme d'espèces, avec un bénéfice de 150 pour 100. Cet énorme bénéfice ne pouvait être obtenu qu'à la condition d'empêcher l'exportation du cuivre, et par conséquent de comprimer l'essor d'une des plus grandes industries de l'empire. C'est en effet ce qui existait depuis longtemps. Mais si, d'une part, le gouvernement pouvait obliger les propriétaires

de mines à lui livrer leurs produits, il n'avait pas les mêmes moyens pour empêcher le cuivre de fabrication étrangère de pénétrer en Russie, à son propre coin. Telles sont toujours les conséquences des fausses mesures. On veut éviter un danger, on tombe dans un plus grand.

Catherine modifia cette législation. Elle renonça aux droits impériaux et supprima les taxes arbitraires. Elle avait déjà renoncé aux livraisons pour le service de l'artillerie et de la marine; par l'oukase de grâce, à l'occasion de la paix de 1775, elle supprima tout à fait la dîme sur les minerais, la taxe sur les fourneaux et le dixième du cuivre et du fer brut. Ce qui restait à faire fut l'objet d'un autre oukase, en date du 28 juin 1782. Elle permit alors aux propriétaires de mines d'or et d'argent de les exploiter pour leur compte, moyennant une légère contribution; mais elle ne leur accorda plus ni paysans ni forêts. Elle affranchit de toute espèce d'impôt les propriétaires des mines de cuivre qui augmenteraient leurs produits.

Les mines d'or et d'argent de Kolyvan et de Nertschinsk, les plus productives de la Russie, furent placées sous la direction immédiate du cabinet de Pétersbourg. Chaque usine principale avait un comptoir présidé par un surintendant des mines ou par un directeur des fonderies. Les autres mines de la couronne étaient administrées par les soins du sénat. Dans les gouvernements où existaient des chambres de finances, c'étaient elles

qui dirigeaient, sous ses ordres, les mines de la couronne; c'était à elles que les inspecteurs adressaient leurs rapports. Il leur fut défendu, par le règlement de 1792, de se mêler de celles des particuliers.

Catherine avait résolu d'imprimer à ces dernières une activité que les entraves de l'ancienne législation avait paralysée. Elle étendit le droit de propriété à tous les produits minéraux cachés dans la terre, à la réserve d'un dixième au profit de la couronne, et elle en autorisa l'exportation moyennant un droit très-léger.

Telles étaient les occupations de cette princesse, occupations plus dignes d'honorer sa mémoire que les conquêtes dont elle avait agrandi ses États.

L'Europe semblait être à cette époque dans une de ces situations où les peuples se sentent menacés par quelque tempête. La France, depuis la mort de Louis XV, gouvernée par un roi juste, modeste, éclairé, mais d'une extrême faiblesse, était réduite à déplorer l'abaissement de sa politique. La Porte Ottomane, contrainte de souscrire à un traité humiliant, ne cherchait que l'occasion de venger l'affront fait à ses armes. L'une et l'autre étaient inquiètes, irritées; mais leur impuissance était manifeste. Un intérêt commun unissait encore les puissances qui s'étaient partagé les dépouilles de la Pologne. Une secrète jalousie pouvait cependant faire naître soudain de graves difficultés. L'avidité de l'Autriche avait indigné ses complices et soulevé leurs réclamations. Les Polonais se plaignaient que Marie-Thérèse et Frédéric

eussent étendu leur part au delà des limites que le traité de partage leur avait assignées ; l'impératrice de Russie était mécontente [1]. On pouvait donc prévoir qu'un événement quelconque, tel qu'il en surgit souvent dans la vie des peuples, amènerait une collision.

Désireux de prévenir les suites que pourrait avoir l'irritation de Catherine, le roi de Prusse eut la pensée d'envoyer de nouveau son frère à Pétersbourg. Il ne doutait pas que l'esprit conciliant de ce prince ne calmât l'impératrice. Frédéric, dont la santé s'affaiblissait rapidement, ne voyait pas sans une grande inquiétude les liens de son alliance avec la Russie menacés de se rompre. La cour de Vienne affectait une sorte d'indifférence à son égard ; Catherine paraissait fatiguée de ses flatteries ; enfin, le comte Panin, que son dévouement pour la Prusse avait rendu suspect aux autres puissances, était alors si négligé, que chacun regardait sa disgrâce comme certaine [2]. L'impératrice jouissait en secret du trouble de son allié, sans avoir encore de projet arrêté sur de nouvelles alliances. Elle accueillit donc le prince Henri, pour lequel d'ailleurs elle avait une haute estime, avec une bienveillance marquée. Ce prince, de son côté, acheva de gagner sa confiance, à l'occasion d'un événement qui plongea la cour dans le deuil. La grande-duchesse ayant perdu la vie en donnant le jour à son

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*
[2] *Ibid.*

premier enfant, Henri ne quitta plus le grand-duc ; il lui prodigua les consolations d'un esprit philosophique, et parvint non-seulement à ramener le calme dans son âme, mais encore à le réconcilier tout à fait avec sa mère, à l'égard de laquelle il était animé d'une sorte d'aversion mêlée de crainte et de méfiance. L'impératrice en fut profondément touchée, et, d'après le désir qu'elle exprima de voirs on fils contracter promptement un nouveau mariage, le prince Henri lui proposa la princesse de Wurtemberg, petite-nièce du roi de Prusse. La princesse avait été promise au prince héréditaire de Darmstadt ; mais Frédéric, pour qui c'était une occasion de resserrer ses liens avec l'impératrice, fit consentir ce jeune prince à céder sa fiancée au grand-duc[1]. Catherine ayant agréé ce choix, le grand-duc partit aussitôt pour Berlin, où il fut reçu avec des honneurs extraordinaires (21 juillet 1776). Frédéric joua son rôle de vieux courtisan, et fut surtout prodigue de flatteries à l'égard du maréchal Roumiantzof, de sorte que cet illustre guerrier, déjà plein d'admiration pour le roi de Prusse, se laissa tout à fait enivrer. Quant au grand-duc, ses sentiments pour ce prince étaient si connus, qu'il ne semblait pas possible de les exalter davantage. Après qu'il eut vu sa fiancée et réglé quelques points relatifs à son mariage, il reprit la route de Pétersbourg, où la princesse de Wurtemberg le suivit de près. De ce mariage sont nés trois fils et cinq

[1] *Mémoires du comte de Hordt.*

filles. Les trois fils ont été Alexandre, Constantin et Nicolas.

L'Autriche n'avait pas vu sans quelque déplaisir ce nouveau lien entre la Prusse et la Russie. Le prince de Kaunitz, ordinairement si prudent, si mesuré, ne paraissait plus occupé qu'à susciter des conflits. Il s'était de nouveau rapproché de la Porte qui, désireuse de s'en faire un appui dans le cas probable où la guerre éclaterait, lui laissait prendre sur ses résolutions un empire presque absolu, oubliant trop vite qu'elle avait été naguère victime de sa confiance. Par un inconcevable aveuglement, elle venait de permettre que l'Autriche, sous prétexte de régler les limites qui séparaient la Hongrie de la Valachie, gardât la Bukovine dont la Russie l'avait mise en possession au moment du partage de la Pologne. Ce district établissait une liaison directe et une communication facile entre la Transylvanie et la Gallicie que la cour de Vienne avait acquise sur la Pologne. A l'époque où les Autrichiens occupèrent ce district, la Turquie n'avait pas le pouvoir de s'y opposer. Plus tard, réfléchissant qu'il ne lui convenait pas de se brouiller avec cette cour que son alliance avec la France lui rendait moins suspecte, elle prit le parti de le lui céder par trois conventions successives, à la date des 7 mai 1775, 12 mai 1776 et 25 février 1777. Le divan déjà trompé obéissait, en ne croyant satisfaire que sa haine, à l'influence de la cour de Vienne. Cette cour ambitieuse, d'accord avec celle de Versailles, irritait à dessein les rancunes que le traité de

Kainardji avait laissées dans le cœur des Ottomans.

Depuis que le partage de la Pologne avait rapproché les cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, les scrupules de Marie-Thérèse, son éloignement pour l'impératrice de Russie, avaient fait place au désir d'une alliance plus intime. Tous ses efforts avaient tendu à détruire l'influence du roi de Prusse, et c'était encore dans ce but qu'elle excitait les inquiétudes de la Porte et qu'elle avait entraîné la France dans ses jalousies, tout en dérobant à cette puissance le secret de ses intrigues. Il est certain que les rapports entre la Russie et la Prusse ne se soutenaient plus en quelque sorte que par l'habitude d'une ancienne intimité, et que, dans l'esprit de Catherine, une alliance avec l'Autriche devait remplir plus utilement ses vues; mais rien n'était plus opposé à son caractère que de céder à la crainte ou à la menace.

Tout cependant éloignait alors de la guerre la pensée de l'impératrice : l'armée désorganisée, la flotte incomplète et mal équipée, l'épuisement de ses finances, et, dans l'intérieur de son palais, des scènes de débauches, dont la honte remontait jusqu'à elle. Ses ministres étaient plus occupés de leurs plaisirs ou du soin de conserver leur pouvoir que des affaires de l'État; elle-même, enfin, ne montrait plus l'activité qu'elle avait déployée dans sa jeunesse, d'où résultait une sorte de langueur dans toute l'étendue de ce vaste empire [1].

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

Si la paix était nécessaire à la Russie pour réparer ses pertes, elle ne l'était pas moins à l'empire ottoman dont les plaies avaient été plus larges, et que ses malheurs avaient laissé dans la même confiance de ses forces, sans l'avoir éclairé sur ses fautes ni sur les moyens de les prévenir. Le divan, aveuglé par les promesses fallacieuses de la cour de Vienne, n'avait cherché qu'à se soustraire aux obligations du traité de Kainardji, surtout en ce qui concernait l'indépendance des Tartares. Poussé enfin par d'imprudentes suggestions, il venait de déclarer à l'ambassadeur russe, prince Repnin, qu'à moins que le khan de Crimée ne rentrât sous la domination de la Porte et que l'impératrice ne rendît Kertsch et Iénikalé, la paix ne pouvait subsister.

Ces menaces intempestives décidèrent la Russie à faire avancer des troupes sur la frontière de Crimée et à occuper Pérékop. Déjà même le maréchal Roumiantzof avait reçu l'ordre d'assembler une armée sur les rives du Dniester, lorsque le prince Repnin calma le divan. Malgré les succès qu'elle avait obtenus dans la dernière guerre, et quoiqu'elle se fût assurée des dispositions du roi de Suède, l'impératrice ne désirait pas rompre la paix. Le moment ne lui paraissait pas opportun pour faire passer la Crimée sous sa domination.

Après la paix de Kainardji, Sahib-Gueraï avait été porté au trône de Crimée; mais tel était le trouble qui régnait parmi les Tartares, qu'il s'éleva bientôt une foule de compétiteurs au pouvoir. Quelques-uns en

avaient joui pendant la guerre, et ils avaient laissé des traces de leur influence, au moyen de laquelle il leur fut possible de se former un parti puissant. Dewlet-Gueraï attaqua Sahib et le força de quitter la péninsule (1775). Chahyn profite à son tour de l'agitation des esprits pour rassembler une armée de Nogaïs, et, secondé par des troupes russes, il remporte près de Taman une victoire complète sur Dewlet. Chahyn avait passé quelque temps à Pétersbourg, où des espérances entretenues avec soin l'avaient jeté dans les bras de la Russie.

Les succès qu'il venait d'obtenir ayant attiré sous ses drapeaux un grand nombre de Tartares et de Circassiens, il pénètre par Caffa dans l'intérieur de la presqu'île et réduit son rival à négocier avec les Russes. Ceux-ci avaient occupé Pérékop et s'étaient déclarés ouvertement en faveur de Chahyn. Dewlet, abandonné par les Tartares et n'ayant ni les moyens ni le courage de continuer une lutte inégale, ne savait à quoi se résoudre. Le prince Prozoroſski l'avait sommé de descendre du trône et de quitter la Crimée, dont les routes resteraient libres pour assurer honorablement sa retraite. Telle était sa position, lorsqu'il reçut de Constantinople l'ordre de se retirer à Sinope.

La politique tortueuse du Grand Seigneur semblait entretenir à dessein les troubles de la Crimée, où ses intrigues ne tendaient en réalité qu'à favoriser les vues de Catherine sur cette contrée. Au lieu de travailler sé-

rieusement à pacifier les Tartares, dont l'indépendance pouvait encore servir de rempart à l'empire ottoman contre l'ambition du cabinet russe, il s'appliquait à semer la désunion, au moyen de ses émissaires. Les députés que Chahyn avait envoyés à Constantinople pour demander l'investiture (mars 1777) y furent l'objet d'une surveillance ombrageuse. On traîna les négociations en longueur, et on finit par reléguer les députés dans l'île de Rhodes. Mais ces fausses démarches eurent pour résultat d'indisposer le khan et d'affaiblir les liens qui avaient uni les deux peuples.

Chahyn avait résolu d'introduire parmi les Tartares la civilisation européenne. Il leva des troupes, leur assigna une paye régulière, abolit une partie des formes de l'ancien gouvernement et diminua les redevances que les myrzas percevaient sur les cultivateurs; mais il commit la faute de s'en approprier les produits et de se livrer à des entreprises que l'état de ses finances ne lui permettait pas d'achever. Il s'occupait alors à former un corps d'artillerie et ne projetait rien moins que l'établissement d'une marine. Pour conduire à bien ces projets, il eût fallu beaucoup de prudence et point de précipitation. Bientôt les ressources devinrent insuffisantes. Chahyn afferma les revenus de l'État; mais les percepteurs ayant exigé les impôts avec beaucoup trop de rigueur, le mécontentement éclata. On reprochait au khan sa dépendance envers la Russie; il avait en effet, après son installation, expédié des députés à Pétersbourg

pour reconnaître la suzeraineté politique de l'impératrice; on croyait qu'il avait abandonné la religion musulmane, parce qu'il avait adopté une partie des mœurs chrétiennes; le divan semait lui-même ces bruits, et, en croyant empêcher les khans de s'affermir, sa politique les poussait dans les bras de la Russie. Tel fut en effet le succès de ces manœuvres que Chahyn, inquiet pour sa sûreté, se hâta de prévenir les desseins de ses ennemis en invoquant les secours de l'impératrice. Mais avant que les troupes fussent entrées dans la presqu'île, les Tartares, soulevés par les émissaires de la Porte, s'étaient jetés sur les Russes dispersés dans la Crimée et le Kouban et en avaient égorgé un grand nombre (octobre 1777). Chahyn lui-même fut contraint de prendre la fuite, après avoir reçu deux blessures, et de chercher un asile au quartier général des Russes.

La Porte ayant alors nommé un nouveau khan, Bakhty-Gueraï, celui-ci venait d'entrer dans le port de Balaclava, escorté par cinq vaisseaux de ligne, lorsque l'armée russe envahit la Crimée (octobre 1777). Les Tartares furent défaits. Caffa, Koslof et Balaclava tombèrent au pouvoir des vainqueurs, qui reconduisirent Chahyn triomphant dans sa capitale.

Bakhty avait à peine disparu de la scène, qu'on vit aussitôt apparaître Selym (janvier 1778), lequel, ayant remporté quelques avantages, reçut de la Porte les insignes de l'autorité avec le firman d'installation. Mais Chahyn marche contre lui à la tête de 8,000 Russes et

le force de regagner la flotte ottomane dans le port de Balaclava.

Selym fit encore quelques tentatives, et le sultan continua d'agiter secrètement les esprits. Mais les tentatives échouèrent, et la Russie fit signifier à la Porte qu'elle regarderait comme une déclaration de guerre son refus de reconnaître Chahyn comme seul et légitime khan.

Les ministres ottomans penchaient pour la guerre, et l'Autriche les y poussait, afin d'empêcher la Russie de se joindre au roi de Prusse dans la guerre qui paraissait inévitable au sujet de la succession de Bavière. Une armée ottomane se formait dans les environs de Khotin, et Hassan-Pacha venait d'entrer dans la mer Noire avec une flotte considérable.

La Russie, de son côté, ne restait pas inactive. Pendant que Souvorof se fortifiait en Crimée, le maréchal Roumiantzof réunissait une armée de 70,000 hommes sur les frontières méridionales de l'empire. Hassan ayant protesté contre la présence de quelques vaisseaux russes dans les eaux d'Iénikalé, et traité ces vaisseaux de corsaires, Souvorof répondit que ses troupes avaient été appelées au secours de la Crimée par le gouvernement tartare et qu'il était du devoir et de la dignité de l'impératrice de faire respecter sa protection.

A Constantinople, la crainte, l'indignation, la fureur agitaient les esprits. Les ministres passaient d'une résolution à une autre, suivant l'influence qui dominait

dans le conseil. De fréquentes conférences avaient lieu entre les membres du divan et les ambassadeurs étrangers. Ce fut la France qui assura le maintien de la paix. Une secrète jalousie à l'égard de l'Autriche, dont la puissance, si elle fût parvenue à s'emparer de la Bavière, aurait incontestablement menacé l'indépendance de l'Allemagne, et plus encore la crainte que la Russie ne s'unît plus intimement à l'Angleterre, avaient déterminé le cabinet de Versailles, d'une part à seconder les vues de Catherine, et de l'autre à rester fidèle au traité de Westphalie dans la question de la succession de Bavière.

Lorsque, dans le traité de Kainardji, la Russie avait stipulé l'indépendance des Tartares, il était facile de voir qu'elle n'avait eu d'autre but que d'établir dans ce pays le fondement de son autorité. Les efforts du divan, pour se soutraire aux obligations de ce traité, l'agitation entretenue parmi les Tartares, avaient servi les desseins de l'impératrice, en lui fournissant l'occasion d'intervenir dans leurs démêlés. La France avait longtemps encouragé les dispositions hostiles de la Porte; mais ensuite, mieux éclairée sur les dangers auxquels cette politique exposait l'empire ottoman, inquiète d'ailleurs des tendances de la cour de Vienne, elle avait tout à coup changé de système et fait autant d'efforts pour la conservation de la paix, qu'elle en avait fait auparavant pour amener une rupture. C'était l'opinion du comte de Vergennes que la tactique de la

Russie triompherait toujours de l'indiscipline des Turcs, et qu'il fallait, au prix même de quelques sacrifices, empêcher une lutte, dont le résultat serait la destruction de l'empire ottoman. Il avait, comme ambassadeur, engagé dans cette voie la politique de la France; il n'eut rien de plus à cœur, en arrivant au ministère, que de la faire prévaloir par les instructions qu'il donna à son successeur, le vicomte de Saint-Priest (13 septembre 1777).

L'impératrice de Russie était à cette époque l'arbitre presque absolu de l'Europe. Frédéric s'efforçait par ses flatteries de conserver son crédit à Pétersbourg; l'Autriche en eût volontiers fait autant; mais Catherine, quoique fière de voir l'orgueil impérial s'abaisser jusqu'à la prière, paraissait inébranlable dans ses résolutions et laissait Marie-Thérèse entre la crainte et l'espérance[1].

L'Angleterre avait confié le soin de négocier un traité d'alliance offensive et défensive à l'homme le plus capable de réussir. Cet homme était le chevalier Harris, depuis duc de Malmesbury, aimable, séduisant, fécond en ressources, et très-indifférent sur le choix des moyens. Menacée dans ses colonies, l'Angleterre comptait alors plus d'ennemis que d'alliés. Aussi désirait-elle ardemment une alliance avec la Russie. Mais le ministre anglais trouva dans l'esprit de Catherine des préventions

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

fortement enracinées, quoique dissimulées sous une apparence d'amitié pour la nation anglaise. En politique, l'impératrice ne se laissait conduire ni par le sentiment, ni par les passions. Tout était subordonné à l'intérêt de son empire, et elle ne restait fidèle à ses alliances qu'autant qu'elles concouraient à l'accomplissement de ses desseins.

La France jouissait alors en Russie de la faveur que l'Angleterre y avait autrefois possédée. L'impératrice avait témoigné au vicomte de Saint-Priest, notre ambassadeur à Constantinople, combien sa modération lui avait été agréable. C'est lui en effet qui avait calmé l'ardeur irréfléchie du divan; c'est à son influence que la Porte avait cédé, lorsqu'elle s'était arrêtée sur la pente où l'entraînaient de secrètes excitations. Elle avait réfléchi que la peste sévissait d'une manière épouvantable au centre même de l'empire, et que la cour de Vienne, après l'avoir poussée à la guerre, la laisserait s'épuiser dans une lutte inégale, pour la sacrifier ensuite à la Russie. L'exemple récent de la Pologne était bien de nature à justifier ces craintes. La raison prévalut dans les conseils de la Porte. Des conférences ouvertes à Aïnehly-Qavâq, maison de campagne située à l'extrémité septentrionale du canal, près de Constantinople, sous l'inspiration de l'ambassadeur français, aboutirent enfin à la convention explicative du traité de Kainardji, qui fut signée le 21 mai 1779, par le reis-efendi et par M. de Stachief, ministre de Russie. Cette convention

rétablit les rapports réguliers entre les deux empires, assura le trône à Chahyn-Gueraï et consacra l'indépendance des Tartares, dont les khans, après avoir été librement élus, devaient obtenir du sultan l'investiture spirituelle. La Porte retira ses troupes de la Crimée, étendit les priviléges dont jouissaient déjà les deux principautés de Moldavie et de Valachie, et fut en outre contrainte d'accorder quelques droits nouveaux aux bâtiments russes, auxquels le traité de Kainardji avait ouvert l'entrée de la mer Noire.

L'impératrice de Russie n'avait pas oublié que les intrigues de la cour de Vienne avaient failli lui susciter une nouvelle guerre avec la Turquie. L'occasion de lui en témoigner son ressentiment s'offrit dans la question de la succession de Bavière. L'électeur Maximilien-Joseph, dernier mâle de la ligne bavaro-palatine, était mort le 30 décembre 1777. La branche aînée, représentée par Charles-Théodore, électeur palatin, possédait les États du Rhin avec le haut Palatinat. Maximilien-Joseph croyait avoir pourvu suffisamment aux intérêts de la Bavière, en renouvelant le pacte de succession mutuelle avec la branche aînée de sa maison. Par ce pacte de famille et de succession, les deux électeurs s'étaient engagés à n'admettre aucune divisibilité dans les possessions des deux branches, et ils devaient se procurer la garantie des cours de Versailles et de Berlin, tant ils redoutaient l'ambition de celle de Vienne. Mais déjà Charles-Théodore avait pris avec cette cour des engage-

ments tout à fait contraires. Ce prince n'avait que des enfants naturels, auxquels il désirait avec ardeur assurer des avantages que leur naissance leur refusait. C'est par ce sentiment que l'Autriche avait pénétré dans son cœur, et que ses promesses l'avaient amené à manquer à ses engagements envers l'électeur de Bavière et à sacrifier les intérêts de sa maison. Les négociations avaient commencé en 1775, dans le plus profond secret. Le 3 janvier 1778, c'est-à-dire quatre jours après la mort de Maximilien-Joseph, une convention avait été signée à Vienne entre l'électeur palatin et le gouvernement autrichien, dont les troupes occupèrent presque aussitôt la basse Bavière.

On prévoyait depuis longtemps que cette succession serait une cause de guerre; car l'Autriche n'avait jamais dissimulé ses prétentions. Mais, quelle ne fut pas la consternation de l'Allemagne à la nouvelle du traité qui procurait à cet empire un si prodigieux accroissement de territoire! Les états de Bavière firent des représentations à l'électeur et lui déclarèrent qu'ils ne lui reconnaissaient pas le droit de disposer d'eux sans leur consentement. Charles-Théodore ne tint aucun compte de leur protestation, et, résolu de braver le sentiment public, il se borna à inviter l'assemblée à produire ses titres.

Tout semblait favoriser les projets de la cour de Vienne. Les liens qui l'unissaient au cabinet de Versailles lui assuraient, sinon le concours de la France, du moins sa neutralité. La guerre maritime, dans

laquelle cette puissance venait de s'engager pour l'indépendance des colonies anglaises de l'Amérique du Nord, pouvait d'ailleurs avoir pour effet de détourner son attention des affaires de l'empire. Par la même raison, l'Angleterre était encore plus éloignée d'intervenir, et enfin, la Russie, sur le point d'attaquer l'empire ottoman, paraissait avoir un intérêt plus grand encore à fermer les yeux sur l'usurpation de l'Autriche.

Il est vrai que l'électeur de Deux-Ponts, Charles-Auguste-Christian, avait signé avec son oncle, l'électeur palatin, un traité en vertu duquel ce dernier ne devait rien statuer relativement à la succession, sans son exprès consentement. Mais quelle digue pouvait-il opposer à la puissance autrichienne? Nul doute donc qu'il n'eût été forcé de souscrire à la convention du 3 janvier, si le roi de Prusse ne l'avait couvert de sa protection, et ne lui avait fait espérer l'appui de la France. Le cabinet de Versailles, quoique effrayé de l'ambition effrénée de l'Autriche, n'osait, à la veille d'une guerre contre les Anglais, blâmer ouvertement son allié, et, dans cette déplorable indécision, elle laissait sans instruction son ministre à Munich. Lorsque Frédéric se fut assuré du désir secret de cette cour, il envoya l'ordre à son agent à Munich d'agir de concert avec le ministre de la cour de France. L'effet que produisit cette confiance spontanée fut merveilleux.

Il ne s'agissait plus que de décider le duc de Deux-Ponts à protester contre la convention du 3 janvier. Ce

prince vivait dans de continuelles perplexités. Il avait réclamé la protection de la France et de la Prusse comme garantes du traité de Westphalie. Mais la France était tiède et Frédéric ne lui inspirait pas une entière confiance. La cour de Vienne lui avait offert la Toison-d'Or, le payement de ses dettes et l'assurance de la couronne de Bourgogne, avec la cession immédiate du comté de Falkenstein. D'autres fois elle l'effrayait sur les suites de sa résolution, en lui faisant entendre qu'il ne tenait qu'à elle de s'arranger avec le roi de Prusse, moyennant l'abandon en sa faveur de la principauté de Leuchtenberg.

Malheureusement la réputation de Frédéric ne donnait que trop de poids à ces insinuations. Mais dans les circonstances décisives, ce prince n'hésitait jamais. Jugeant qu'il fallait rassurer le duc de Deux-Ponts, il s'engagea par un acte formel à soutenir les droits de la maison palatine à la succession de la Bavière contre les prétentions de la cour de Vienne. Ce traité fixa les irrésolutions du duc, qui, de son côté, prit l'engagement de ne jamais se séparer du roi de Prusse, de n'écouter ni accepter aucune proposition sans son agrément, et d'assurer au roi un secours de 12,000 hommes.

Le 10 avril, le roi se mit en marche pour la Silésie, avec la garnison de Berlin et de Potzdam. Il avait écrit à d'Alembert peu de temps auparavant: « Quelque pesant que ce fardeau de la guerre soit pour ma vieillesse, je le porterai gaiement, pourvu que par mes travaux je con-

solide la paix de l'Allemagne. Il faut opposer une digue au principe tyrannique d'un gouvernement arbitraire, et réprimer une ambition démesurée qui ne connaît de bornes que celles d'une force assez puissante pour l'arrêter. Il faut donc nous battre. »

Ces démonstrations, après avoir étonné la cour de Vienne, commencèrent à lui inspirer des craintes sérieuses. La Saxe réclamait une part de la succession; d'autres princes faisaient valoir des droits ou élevaient des prétentions plus ou moins fondées. L'Allemagne tout entière paraissait prête à sortir de son long repos. La cour de Vienne, ayant échoué dans son projet d'effrayer le roi de Prusse, essaya de le séduire. Mais Frédéric sut élever sa politique au-dessus de ses intérêts particuliers. En agissant différemment, il eût porté atteinte à la constitution de l'empire et détruit de ses propres mains le système qui lui avait coûté tant d'efforts et tant de victoires.

Rien jusqu'à ce jour n'avait pu vaincre l'obstination de l'empereur, que le désir de s'illustrer par des actions éclatantes rendait sourd à toutes les sollicitations, ainsi qu'aux craintes de sa mère. Le danger de plonger l'empire dans les malheurs d'une guerre injuste et ruineuse arrêtait seul Marie-Thérèse; car il lui coûtait d'abandonner la proie dont sa longue ambition semblait lui avoir rendu la possession légitime. Elle accusait le roi de Prusse de chercher à troubler la paix de l'Allemagne; elle se plaignait d'être en quelque sorte contrainte de

prendre les armes pour la défense de sa couronne, à un âge où elle n'aspirait qu'à occuper son âme d'autres soins et d'autres pensées [1]. Cette princesse avait un art singulier pour mêler dans ses discours l'ambition et la piété. Elle s'adressa directement à l'impératrice de Russie, qui ne fut pas dupe de ce langage artificieux. Catherine reçut la fumée de l'encens, mais elle n'en fut point enivrée. Délivrée de toute inquiétude au sujet de la guerre avec la Turquie, elle saisit cette occasion de prendre une part directe aux affaires d'Allemagne. Elle invita l'impératrice reine à se désister de ses prétentions injustes sur la Bavière et lui déclara qu'en cas de refus elle joindrait ses troupes à celles du roi de Prusse. Le prince Repnin, qui commandait en Pologne une armée de 40,000 hommes, reçut en effet l'ordre de se tenir prêt à marcher.

Cette déclaration, appuyée par des mesures aussi vigoureuses, fut un coup de foudre pour la cour de Vienne. Elle ne fit d'abord qu'augmenter l'obstination de l'empereur; mais sa mère était résolue à ne pas engager sa vieillesse dans les hasards d'une guerre dont elle reconnaissait au fond l'injustice. Les provinces de l'empire étaient fatiguées. Les troupes se plaignaient que leur solde ne leur fût pas exactement payée. Aussi redoutait-elle une explosion, dont la pensée la remplissait de frayeur. Dans cette perplexité, elle eut recours à la médiation de la France. Un congrès ayant été tenu à

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

Teschen, dans la haute Silésie, entre les représentants de l'Autriche, de la Prusse, de la Russie et de la France, la cour de Vienne fut laissée en possession de la basse Bavière, qu'elle avait envahie, mais elle dut consentir à la réunion des margraviats d'Anspach et de Bareuth en faveur de la Prusse, ce à quoi elle s'était toujours opposée. La portion de la Bavière cédée à l'Autriche fut comprise entre le Danube, l'Inn et la Salza. La Prusse obtint en outre d'autres arrangements, qui avaient pour but d'écarter le danger d'un nouveau conflit. Enfin, le reste, c'est-à-dire, la plus grande partie de la succession de Bavière, fut garanti à la maison palatine, représentée par Charles-Théodore (13 mai 1779). Les négociateurs furent loués d'avoir, en ménageant avec habileté la dignité de la cour de Vienne, la convenance de la Prusse et les intérêts de l'électeur palatin, maintenu la paix de l'Allemagne.

C'est ainsi que la Russie fut admise à la garantie du traité de Westphalie, objet constant de son ambition. Ainsi se réalisait la pensée de Pierre le Grand de faire de son vaste empire une puissance européenne. La cour de Russie n'avait dissimulé ni son orgueil ni sa joie de ce résultat. Elle considérait la paix de l'Allemagne comme son ouvrage, et l'impératrice en jouissait avec une plénitude de sentiment que justifiait l'importance du rôle qu'elle avait joué et l'importance plus grande encore des avantages politiques dont elle ne devait pas tarder à recueillir les fruits.

En effet, il ne se traita plus en Europe aucune affaire considérable sans que la Russie n'intervînt. A cette époque, la guerre d'Amérique, dans laquelle la France avait pris parti contre les Anglais en faveur de leurs colonies révoltées, occupait l'attention de l'univers. Toutes les puissances de l'Europe s'y rattachaient par des liens plus ou moins éloignés. Au moment où la paix d'Hubertsbourg avait ramené le repos dans le monde, l'Angleterre, qui, par sa marine, était la puissance dominatrice, avait mis peu d'empressement à rechercher les alliances continentales; mais la révolte de ses colonies, l'union de la France et de l'Espagne, les débuts de cette guerre, lui firent comprendre qu'elle avait commis une faute grave en restant isolée. Elle avait donc jeté les yeux sur la Russie, où l'influence qu'elle avait acquise par ses relations commerciales était encore fort étendue. Il s'agissait de séparer cette cour de la Prusse, qui n'avait jamais pardonné à l'Angleterre sa défection, au moment où elle était engagée dans une suprême lutte contre toutes les forces de l'Europe. Le comte Panin, ministre des affaires étrangères, tenait à cette alliance parce qu'elle était son ouvrage, et surtout parce qu'il la croyait utile aux intérêts de son pays. La Russie sortait à peine de la guerre qu'elle avait soutenue contre l'empire ottoman; elle en était sortie, sinon épuisée, du moins fort languissante. Un changement soudain dans ses alliances l'aurait inévitablement entraînée dans de nouveaux périls, pour une cause qui

lui était étrangère. Ces considérations politiques étaient en outre fortifiées par le caractère du ministre, dont la modération et la douceur naturelle avaient dégénéré en une sorte d'indolence.

Nous avons dit que la cour de Londres avait confié cette importante mission au chevalier Harris, depuis duc de Malmesbury, négociateur adroit, plein de ressources et d'une prodigieuse activité. Harris ne fut pas longtemps à s'apercevoir de la répugnance du comte Panin à seconder les vues de l'Angleterre. Cependant, comme l'influence du ministre paraissait à son déclin, et que d'autre part l'impératrice commençait à se fatiguer des importunités du roi de Prusse, dont les flatteries ne lui inspiraient plus que du dégoût, il conçut l'espoir de briser les faibles liens qui subsistaient encore entre les deux cours.

Le prince Potemkin jouissait alors d'un crédit presque illimité. Ennemi de Panin, il entra naturellement dans les vues du ministre anglais, auquel il ménagea plusieurs entrevues avec l'impératrice. Potemkin n'avait aucun parti pris au sujet des alliances de sa cour. Tout occupé à cette époque du projet de rétablir l'empire d'Orient, soit au profit d'un petit-fils de Catherine, le prince Constantin, soit aussi peut-être dans des vues personnelles, il inclinait cependant pour une alliance avec l'Autriche, moins éloignée que la Prusse de favoriser cette ambitieuse prétention.

Harris s'était aussi ménagé l'amitié des Orlof, quoique

cette famille, autrefois si puissante, ne possédât presque plus aucune influence, depuis que la faveur de Potemkin l'avait éclipsée. Du reste, les uns et les autres professaient un grand éloignement pour les Français, dont l'esprit leur paraissait frivole et l'amitié peu solide.

Le ministre anglais pouvait, en quelque sorte, se flatter d'entraîner l'impératrice, malgré l'opposition de Panin; car, en toute occasion, cette princesse lui témoignait autant de considération personnelle que de sympathie pour sa nation. « Mais après tout, disait-elle, de quel droit puis-je me mêler d'une guerre étrangère à mes intérêts, pour un sujet qu'on suppose que je ne comprends pas?— Si dans le siècle dernier, répliquait Harris, un de vos prédécesseurs avait tenu ce langage, je l'aurais compris; mais depuis que la Russie est devenue la première puissance de l'Europe, elle ne peut voir avec indifférence qu'il s'y accomplisse aucun événement important, sans y prendre part. Que Votre Majesté, ajoutait-il, compare notre conduite, dans sa guerre contre la Turquie, avec celle de la France. Son intervention mettrait le comble à la grandeur de son règne. Si Pierre le Grand pouvait, du sein de sa gloire, voir la flotte russe, qu'il avait tirée du néant, unie à celle des Anglais, tenir l'empire des mers, il serait contraint de se dire à lui-même qu'il n'est pas le plus grand souverain de la Russie. »

Cette flatterie outrée ne déplaisait pas à Catherine;

mais, sa vanité satisfaite, elle examinait froidement les avantages et les inconvénients de la mesure proposée. C'est alors que l'influence de Panin reprenait son empire. Il faisait observer que le roi de Prusse avait été comme la sentinelle avancée de la Russie; qu'il s'était contenté du second rôle pour laisser à l'impératrice tout l'éclat du premier: qu'il serait injuste de méconnaître les services que ce monarque avait rendus à l'empire; qu'une alliance avec l'Angleterre allumerait un incendie général; que la Russie n'avait aucun intérêt dans la querelle, et qu'elle aurait rempli ses devoirs d'amie en offrant sa médiation aux parties belligérantes, afin d'arrêter l'effusion du sang.

Cette réponse, car tel paraît avoir été le résultat des conférences de l'impératrice avec le ministre anglais, était loin de satisfaire ce dernier. Potemkin le servait de tout son pouvoir; mais, dans les questions de cette nature, le comte Panin avait dans le conseil une autorité incontestable. D'ailleurs, son désir de ne pas engager sa patrie dans une guerre nouvelle était parfaitement d'accord avec celui de l'impératrice qui, malgré son apparente partialité pour l'Angleterre, ne voyait pas sans une secrète joie une lutte, dont le résultat devait être l'affaiblissement des puissances belligérantes. Lorsque cependant elle réfléchissait au danger auquel cette lutte inégale exposait la Grande-Bretagne, elle en manifestait son inquiétude, et, dans ce moment, elle aurait été disposée à intervenir; puis, à la nouvelle d'un

avantage remporté par la flotte anglaise, sa politique prévalait sur ses craintes.

Le ministre anglais passant ainsi du doute à l'espérance, de l'espérance au découragement, laissait éclater sa mauvaise humeur dans sa correspondance. « Je suis pleinement convaincu, écrivait-il à lord Stormond, que nous n'avons rien à attendre de cette cour. Les chefs sont trop riches pour se laisser corrompre, trop têtus pour être persuadés, et trop ignorants pour écouter la simple vérité [1]. »

Il paraissait donc convaincu de l'inutilité de ses efforts, lorsqu'un événement inattendu vint ranimer tout à coup ses espérances. Deux bâtiments russes, *la Concordia* et *le Saint-Nicolas*, appartenant à des armateurs de Saint-Pétersbourg et d'Archangel, avaient été capturés dans la Méditerranée par des vaisseaux de guerre espagnols et conduits à Cadix, où leurs cargaisons avaient été vendues. Rien ne pouvait exciter plus sûrement l'indignation de Catherine. Elle se regardait comme la créatrice du commerce de son empire, et elle ressentait avec une extrême vivacité toutes les tentatives qui paraissaient avoir pour but d'en gêner la liberté. « C'est mon enfant que mon commerce, disait-elle quelquefois. Je ne souffrirai pas qu'on le tourmente. » Son irritation était si vive qu'elle fit remettre immédiatement une note au chargé d'affaires d'Espagne pour demander une réparation prompte et éclatante de l'insulte faite à son pavillon.

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

Cette voie amicale pouvait suffire à la dignité du gouvernement russe, et elle suffit en effet, comme nous le verrons dans la suite. Mais elle eût trompé l'attente du ministre anglais, qui, en irritant l'orgueil de Catherine, s'était flatté de l'attirer dans les liens d'une alliance avec sa nation. Potemkin ayant obtenu qu'une flotte serait armée à Cronstadt, Harris se crut au moment de triompher; car l'ordre en avait été donné à l'insu de Panin. Ce ministre en parut d'abord consterné. La vue du péril dont il est menacé le fait sortir de son indolence. Il s'enferme, se recueille, puis, feignant de partager le ressentiment de l'impératrice, il lui propose un projet plus étendu pour la défense des neutres, fondé sur les principes sacrés du droit des nations. Une pareille proposition ne pouvait manquer de plaire à une souveraine qui à un esprit altier joignait une grande élévation de vues. Outre l'avantage de mettre son commerce à l'abri de la violence, elle entrevoyait la gloire de devenir l'arbitre de la mer, comme elle avait été, au congrès de Teschen, la régulatrice du continent.

Le comte Panin fit aussitôt recueillir sur cette matière toutes les opinions des publicistes, et en ayant extrait la substance, il en composa la déclaration publiée le 28 février 1780; elle fut motivée sur les préjudices notables que la guerre causait au commerce des États neutres. Le principe fondamental était celui-ci : qu'une nation indépendante et neutre ne perd pas ses droits par l'état de guerre entre deux puissances, attendu que la paix existe

pour elle avec l'une ou l'autre des puissances belligérantes. La déclaration contenait donc les dispositions suivantes :

1° Que les vaisseaux neutres pourront naviguer librement de port en port et sur les côtes des nations en guerre ;

2° Que les effets appartenant aux sujets des puissances en guerre seront libres sur les vaisseaux neutres, à l'exception des marchandises de contrebande ;

3° Que, pour déterminer ce qui caractérise un port bloqué, on n'accorde cette dénomination qu'à celui où il y a, par la disposition de la puissance qui attaque avec des vaisseaux arrêtés et à une distance suffisante, un danger évident d'y entrer ;

4° Que ces principes serviront de règle dans les procédures et jugements sur la légalité des prises.

Quant au moyen de reconnaître les marchandises de contrebande, l'impératrice déclara s'en tenir à l'énonciation qui en avait été faite dans les articles 10 et 11 de son traité de commerce avec la Grande-Bretagne.

Il ne suffisait pas de proclamer des droits, il fallait surtout les faire respecter. Le roi de Danemark fut le premier à s'enrôler sous les drapeaux de cette sainte croisade. Par un traité particulier conclu le 9 juillet suivant, l'impératrice et lui s'engagèrent à équiper séparément un certain nombre de vaisseaux de guerre pour protéger leurs bâtiments de commerce. Toute infraction aux principes énoncés dans la déclaration devait être

poursuivie d'abord par la voie des représentations, et, au cas de déni de justice, par des représailles.

Le roi de Suède hésita d'autant moins à se lier par un traité semblable, qui fut signé le 9 septembre de la même année, que quelque temps auparavant il avait lui-même proposé l'armement d'une flotte commune. La proposition en avait été rejetée par le cabinet de Saint-Pétersbourg, comme ayant un caractère d'hostilité, mais en même temps on avait paru d'accord sur la nécessité d'adopter certaines mesures pour assurer la liberté du commerce du Nord[1].

Le comte Panin aurait désiré que le roi de Prusse demandât son accession au traité des neutres, comme un moyen de resserrer les liens de son alliance. Frédéric, devenu de plus en plus timide et parcimonieux, craignait que cet acte ne l'entraînât dans des engagements qui troubleraient la paix de son royaume ou qui l'exposeraient à des frais de subsides. En conséquence, il avait donné l'ordre au comte de Goertz, son ministre à Pétersbourg, d'éluder prudemment toutes les propositions qui lui seraient faites à ce sujet. Catherine, de son côté, avait témoigné au comte Panin quelque éloignement pour admettre Frédéric à son système. Ce sentiment était-il sincère ? Il est permis d'en douter, quoique depuis longtemps elle ne cachât plus sa froideur à l'égard de ce prince, et que les sentiments plus favorables qu'elle

[1] *Diaries and correspondance of James Harris.*

avait pris de l'empereur Joseph eussent achevé d'effacer dans son esprit les impressions d'une longue influence.

Il arriva cependant que Frédéric sollicita lui-même quelque temps après son accession au traité des neutres. L'entrevue de Mohilef l'avait jeté dans un trouble extrême. Plus il voyait les liens de son alliance se relâcher, plus il s'efforçait de les resserrer. Ce fut le seul motif de son accession (8 mai 1781); mais tel était alors son discrédit à la cour de Russie, qu'il ne fallut rien moins que l'intervention du roi de Danemark pour vaincre les répugnances de l'impératrice.

La France et l'Espagne, au contraire, avaient accueilli la déclaration avec la plus vive satisfaction et s'étaient empressées d'y adhérer. Il était en effet pour elles d'une grande importance que leur commerce ne fût ni interrompu ni troublé; que leurs vaisseaux marchands pussent être employés au transport des troupes, et que les pays d'où elles tiraient la plus grande partie des matières de guerre et de marine, tels que la Russie et la Suède, restassent ouverts à leurs bâtiments, sans avoir à redouter la rencontre des flottes anglaises qui dominaient dans la mer du Nord.

Les principes de la déclaration, fondés sur le droit commun, n'étaient au fond que l'application des lois qui régissaient les guerres continentales. C'était un premier pas vers un ordre régulier; car jusqu'à ce jour l'empire des mers avait été livré à un effroyable brigandage. L'impératrice de Russie put donc se glorifier

d'avoir proclamé les droits sacrés des nations ; elle put voir avec orgueil presque tous les souverains de l'Europe, le Danemark, la Suède, l'Autriche, la Prusse, l'Espagne, la France et le Portugal, la suivre avec une sorte de soumission dans cette noble voie.

Le chevalier Harris avait mis tout en œuvre pour rompre cette ligue, sachant qu'elle était particulièrement dirigée contre l'Angleterre ; que la capture des deux bâtiments russes n'avait été que le prétexte de la déclaration, et que le vrai motif était la crainte qu'avait éprouvée Panin de voir triompher l'influence anglaise. Il offrit de reconnaître les principes du traité, si l'impératrice voulait s'engager avec son gouvernement dans une guerre offensive et défensive ; mais Catherine resta ferme dans sa première résolution.

Harris continuait à lutter sans relâche. Son ardeur et sa persévérance augmentaient avec les obstacles. Potemkin ne lui avait donné jusqu'ici qu'un appui stérile. L'impératrice, de son côté, s'était bornée à des démonstrations amicales. « Je ferai tout pour vous servir, lui disait-elle, excepté de me mêler à la querelle ; car je serais responsable devant mes sujets et devant l'Europe des conséquences qu'entraînerait une conduite différente. Si j'étais plus jeune, je serais peut-être moins sage. Aujourd'hui mes vœux les plus ardents sont pour la paix. »

Le ministre anglais avait alors déterminé son gouvernement à lui offrir la possession de Minorque, per-

suadé qu'un grand intérêt était seul capable de vaincre la résolution de cette princesse [1]. C'était une idée du prince Potemkin. A voir le peu de succès de ses efforts, quoique secondés par le plus puissant des ministres, par les séductions de la flatterie et par des intrigues dont les fils aboutissaient jusque dans le cabinet de l'impératrice, on ne saurait trop s'étonner de la raison supérieure qui contenait l'ambition de Catherine dans les limites de ses véritables intérêts.

Du reste, elle savait résister avec non moins de fermeté aux entraînements du parti contraire. Après que la Grande-Bretagne eut déclaré la guerre à la Hollande, cette république, comme signataire du traité des neutres, avait sollicité l'intervention de la Russie. On s'efforça de persuader à l'impératrice que les Hollandais ne se trouvaient exposés à la colère de l'Angleterre qu'à cause de leur accession à la neutralité armée. On était si loin de s'attendre à cette mesure vigoureuse de la part des Anglais, que la nouvelle avait frappé d'étonnement et de stupeur les cabinets de Berlin et de Pétersbourg. Frédéric surtout en avait été saisi d'indignation, et, dans sa colère, il ne songeait à rien moins qu'à soulever l'Europe contre la Grande-Bretagne. Il employait toutes les ressources de son esprit pour donner à la déclaration de guerre le caractère d'une menace. Les puissances neutres, de leur côté, se plaignaient que leurs

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

bâtiments fussent exposés à plus de persécutions, et que leur commerce fût presque entièrement interrompu.

Le ministre anglais soutenait que la ligue neutre n'était point en question dans les différends de l'Angleterre avec les Hollandais; que ceux-ci avaient les premiers provoqué la Grande-Bretagne, en se liant par un traité avec ses colonies révoltées, et, qu'au lieu d'accuser l'ambition de son gouvernement, il serait plus juste de reconnaître que le soin de sa dignité avait été le seul motif d'une aussi grave résolution.

Toutefois des ordres furent donnés à l'escadre russe de la Baltique pour agir avec plus de vigueur contre les vaisseaux, à quelque nation qu'ils appartinssent, qui gêneraient le commerce des neutres. L'impératrice se devait en effet à elle-même de soutenir sa déclaration, et, prévoyant en outre qu'elle pourrait être obligée de se mêler plus activement à la lutte, elle avait d'une part fait sonder les intentions du roi de Prusse et de l'autre offert sa médiation.

Pendant que ce prince hésitait, incertain lui-même des véritables intentions de Catherine, l'influence de l'Autriche parvenait à s'établir complétement à Pétersbourg. Depuis que sa complicité dans le partage de la Pologne avait rétabli entre ces deux cours des rapports longtemps interrompus, Marie-Thérèse n'avait plus montré le même éloignement pour l'impératrice de Russie. L'intérêt avait prévalu sur ses sentiments. Les difficultés qu'elle avait ensuite rencontrées dans la suc-

cession de Bavière, son attitude presque suppliante, la force que le roi de Prusse avait puisée dans son alliance avec la cour de Russie, avaient fait naître le désir d'une plus grande intimité.

Le jeune empereur était dévoré d'une soif de gloire qu'il cherchait partout à satisfaire. A la première occasion qui s'était présentée de se livrer à son ambition, il avait trouvé sur sa route le roi de Prusse, dont la puissance avait pu braver, à l'abri de son alliance avec la Russie, les armes de l'Autriche. Lui enlever cette alliance devint dès ce moment le principal objet de ses soins. Les dispositions de Catherine étaient à cette époque très-favorables à ce projet. D'une part, la cour de Vienne était dans une meilleure situation que le roi de Prusse, dont chacun se méfiait, pour ramener la paix en Europe; de l'autre, il semblait à cette princesse que le concours de la maison d'Autriche lui permettrait d'exécuter plus facilement ses desseins contre l'empire ottoman; car l'empereur Joseph, occupé lui-même d'ouvrir à ses peuples le commerce du Levant par le Danube et la mer Noire, ne paraissait pas éloigné de seconder les vues de l'impératrice sur cette mer. Ainsi leurs idées s'accordant sur ce sujet, une entrevue fut jugée nécessaire pour établir les bases de leur alliance. Elle eut lieu à Mohilef.

On ne saurait se figurer l'inquiétude qui s'empara du roi de Prusse à la nouvelle de cette entrevue. Le comte de Goertz prit soin de rappeler que l'Autriche, dans la

dernière guerre, s'était montrée constamment favorable aux Ottomans. C'était un négociateur expérimenté, chargé par le grand Frédéric de plusieurs missions délicates et difficiles, qu'il avait remplies avec succès. Il parla des nouveaux projets de la cour de Vienne sur la Bavière; il insinua que Marie-Thérèse avait paru longtemps opposée au voyage de son fils, pour lequel elle affectait de redouter l'influence d'une cour dissipée et pleine d'intrigues. Frédéric se livra, de son côté, à sa verve satirique et ne tarit pas en sarcasmes contre le jeune empereur. Mais tout cela vint échouer contre la résolution de l'impératrice, que les flatteries de ce prince avaient dégoûtée et qui, dans cette circonstance, témoigna publiquement son mépris pour des propos indignes d'un souverain.

Le roi de Prusse avait déjà fait quelques tentatives pour se rendre Potemkin favorable; il essaya de le séduire par la promesse du trône de Courlande. Ses promesses, ses flatteries, ses insinuations, jointes à la crainte qui poursuivait ce favori de se voir précipiter dans l'obscurité, si la mort venait à frapper l'impératrice, firent en effet sur cette âme hautaine une impression assez vive pour le livrer pendant quelque temps à une sombre mélancolie.

Quelque grande que fût l'influence de Potemkin sur l'esprit de Catherine, elle n'allait pas cependant jusqu'à ébranler ses résolutions, lorsque cette princesse avait tracé à sa politique la route qu'elle devait suivre.

Personne du reste n'avait ce pouvoir, parce que personne n'avait des vues aussi étendues, une connaissance plus parfaite des moyens d'en assurer l'exécution, et plus de persévérance dans l'accomplissement de ses desseins. Aussi vit-on Potemkin, désireux d'effacer les impressions défavorables que la cour de Vienne avait conçues de ses sentiments, montrer les égards les plus empressés au jeune empereur.

Ce prince était arrivé, le 23 mai 1780, à Mohilef, où l'impératrice le joignit deux jours après. Le résultat de leurs conférences fut qu'ils attaqueraient de concert l'empire ottoman, dont ils se partageraient les dépouilles, et qu'ils rétabliraient les républiques de la Grèce. Joseph aurait obtenu la Valachie, et Catherine aurait en outre favorisé de tout son pouvoir l'échange de la Bavière, que ce prince désirait avec ardeur, contre les Pays-Bas autrichiens. Du reste, il protesta de son désir de ne point troubler la paix de l'Allemagne au sujet de la Silésie, bornant sa gloire à rejeter les Turcs au delà du Bosphore. Mais il aurait manifesté la résolution d'étendre les frontières de son empire vers le golfe Adriatique, aux dépens de la Bosnie et de la Servie [1].

A la suite de cette entrevue, Joseph visita la Russie. Il admira sur sa route les améliorations en tout genre que l'impératrice avait introduites et les progrès merveilleux de la puissance russe. A Toula, une manufacture

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

d'acier, qui doit à cette princesse d'avoir été relevée et perfectionnée, fixa les regards étonnés de Joseph. Il rejoignit ensuite l'impératrice à Pétersbourg, où de nouveaux honneurs l'attendaient. A l'Académie des sciences, on lui montra, au milieu d'une riche collection de cartes, celle de son voyage depuis Vienne jusqu'à Pétersbourg. A celle des beaux-arts, il trouva son portrait avec ces vers d'Horace :

...Multorum providus urbes
Et mores hominum inspexit...

Nous avons parlé de la vive inquiétude que ce voyage et cette entrevue avaient inspirée au roi de Prusse. Il se doutait que la cour de Russie allait lui échapper. Dans son ressentiment, il se laissait emporter aux démarches les plus extraordinaires. La cour de France n'était pas au fond plus satisfaite ; son ministre à Pétersbourg avait uni ses efforts à ceux du comte de Goertz pour empêcher le traité d'alliance [1], sans vouloir paraître effrayée ou surprise. Frédéric ne pouvait, au contraire, dissimuler sa mauvaise humeur et ses craintes. Il redoubla de flatterie et de bassesse ; il descendit jusqu'à la prière envers Potemkin ; enfin, il usa d'un moyen qui lui avait déjà réussi, ce fut d'envoyer à Pétersbourg le prince héréditaire, son neveu ; mais il ne recueillit de cette démarche maladroite que la honte de l'avoir faite. Le négociateur n'avait ni l'esprit, ni l'expérience du prince

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

Henri. L'impératrice lui montra beaucoup de froideur pendant qu'elle traitait le comte Cobentzel, ministre de la cour de Vienne, avec la plus grande distinction. Elle trouvait ce prince lourd, réservé et étourdi; elle semblait même ne pouvoir dissimuler à son égard une sorte d'aversion fort éloignée de son caractère. Le prince royal ne fit en conséquence qu'un très-court séjour en Russie et se retira peu satisfait (septembre 1780).

Après le retour de l'empereur dans ses États, des conférences furent établies à Pétersbourg, dans le but de discuter en détail toutes les parties du traité d'alliance. Mais au moment de conclure, une question d'étiquette faillit le rompre. Les partisans de la Prusse agissaient pendant ce temps avec une ardeur extrême, et ils étaient en effet parvenus à faire naître entre les deux cours impériales une méfiance, que combattaient d'autre part les sentiments réciproques de Joseph et de Catherine. Frédéric, par ses complaisances, parut même un instant sur le point de ressaisir son ancienne faveur. L'empereur en fut si alarmé qu'il se relâcha aussitôt de ses prétentions et qu'il s'empressa de souscrire aux exigences de Catherine. Les négociations avaient été conduites cependant avec le plus profond secret. On apprit que l'alliance était seulement défensive et que l'assistance devait être accordée lorsqu'une des parties contractantes la demanderait. Du reste, le traité fut signé, sous forme de lettres, par les deux souverains eux-mêmes.

Joseph saisit cette occasion pour prier l'impératrice de

permettre au grand-duc de visiter la cour de Vienne avec la grande-duchesse. Il savait que ce prince n'était pas favorable à l'alliance autrichienne, que son penchant le portait vers le roi de Prusse, dont il admirait passionnément la gloire militaire, à l'exemple de l'infortuné Pierre III, et il espérait que son séjour à Vienne aurait une heureuse influence sur ses sentiments.

L'impératrice le désirait, sans vouloir le paraître, persuadée qu'il en serait détourné par son entourage, qui prendrait soin d'exciter son humeur ombrageuse. Elle fit donc appeler Repnin, dont elle appréciait le caractère et la capacité. Repnin vivait depuis longtemps dans une sorte de disgrâce. Catherine s'ouvrit à lui, et lui promit le retour de sa faveur, s'il parvenait à déterminer le grand-duc, sans que ce prince soupçonnât le désir qu'elle avait de ce voyage. Repnin était le neveu de Panin; le grand-duc ne pouvait par conséquent le croire complice d'un projet auquel son oncle avait le plus puissant intérêt à s'opposer. Il fit entendre au jeune prince qu'étant appelé par sa naissance au gouvernement du plus grand empire du monde, sa gloire exigeait qu'il se montrât digne de ses destinées; qu'il devait parcourir les cours étrangères, étudier le caractère des souverains, l'esprit des peuples, les constitutions qui les régissent, afin de rapporter dans ses États une moisson de connaissances, dont ses sujets recueilleraient les fruits.

Ce langage produisit un effet merveilleux sur le grand-duc, dont l'esprit, contenu par la volonté impérieuse de

sa mère, crut apercevoir à travers ces brillantes images une sorte d'émancipation. Il se trouvait encore dans cette heureuse disposition, lorsqu'une lettre amicale de l'empereur vint ranimer sa joie et son impatience. L'assurance que la grande-duchesse trouverait à Vienne sa mère et d'autres membres de sa famille l'emporta sur la crainte de désobliger le roi de Prusse. Il ne voulut cependant prendre aucune détermination, avant d'avoir consulté Panin, qui ne fit, contre son attente, aucune objection au voyage, dans la pensée qu'il tournerait à l'avantage de l'empire (juin 1781).

Mais alors une autre crainte s'empara de l'esprit du prince et de celui de la grande-duchesse; c'était que l'impératrice ne s'opposât à leur désir. Cette crainte était si vive, qu'ils ne l'abordèrent qu'avec une extrême agitation. Catherine feignit une grande surprise et une inquiétude plus grande encore. Elle objecta que leur absence la priverait des douceurs de leur société; qu'elle redoutait pour eux les dangers d'un si long voyage, les séductions des cours étrangères; elle céda cependant après une longue conversation, afin, ajouta-t-elle, qu'il ne lui fût pas reproché de les avoir privés des connaissances qu'ils avaient le droit d'acquérir pour mieux gouverner un jour l'empire. Elle y mit seulement pour condition qu'elle tracerait elle-même le plan de leur voyage et qu'elle désignerait les personnes qui auraient l'honneur de les accompagner. Le grand-duc et la grande-duchesse acquiescèrent à tout avec empresse-

ment, satisfaits d'avoir obtenu de la tendresse de leur mère un agrément qu'ils n'avaient osé espérer. Ils demandèrent pour unique faveur qu'il leur fût permis de comprendre parmi les personnes de leur suite le prince Kourakin, et Versailles parmi les cours qu'ils se proposaient de visiter. Le premier point leur fut accordé sans peine, à cause de la nullité du personnage; mais ce ne fut pas sans difficulté qu'ils obtinrent le second. Quant à Berlin, l'impératrice fut inflexible, malgré leurs prières et les efforts du roi de Prusse. Il leur fut même défendu de traverser le territoire prussien.

Panin avait ignoré jusqu'à ce moment l'artifice de son neveu. Lorsqu'il fut parvenu à le découvrir, furieux d'avoir été le jouet de cette intrigue, il n'omit rien pour effrayer le grand-duc et la grande-duchesse sur ce voyage mystérieux. Il leur représenta l'ambition de Potemkin, l'immoralité des hommes qui entouraient l'impératrice, et ne l'épargna pas elle-même. Enfin, il leur fit craindre qu'on ne les séparât de leurs enfants et qu'on eût peut-être conçu contre eux-mêmes quelque noir attentat. Ces images terribles jetèrent le grand-duc dans une si prodigieuse agitation, dans des terreurs si poignantes, qu'il annonça formellement sa résolution de ne pas quitter la Russie. A peine cependant se trouvait-il hors de l'influence de Panin que sa confiance renaissait. Il voyait les choses sous un jour moins sombre; il accueillait avec une joie puérile les protestations

de l'ambassadeur autrichien, et paraissait de nouveau impatient de partir.

Ce prince était un mélange bizarre des sentiments les plus opposés. Son éducation, confiée au comte Panin et à un gentilhomme livonien, avait été peu développée sous le rapport de l'esprit ; mais, en revanche, on avait été fort attentif à étouffer dans son cœur le germe des mauvaises passions. Jusqu'à son premier mariage, son isolement avait été presque absolu. Personne, si ce n'est ceux que sa mère avait elle-même désignés, n'était admis dans son intimité. Aussi, les sentiments qu'il avait conçus pour elle tenaient plus de la crainte que de l'affection.

Sa première femme, la princesse de Darmstadt, ambitieuse et résolue, avait aisément trouvé le secret de le gouverner, et sa domination avait été si complète, qu'il ne voyait, ne sentait et n'agissait que par elle. L'impératrice avait plus d'une fois blâmé sa belle-fille, mais, sans succès, parce que la grande-duchesse avait dans le caractère autant d'audace et de résolution qu'elle-même.

La princesse de Wurtemberg, sa seconde femme, était d'un esprit tout différent. Autant la princesse de Darmstadt était absolue et ambitieuse, autant celle-ci était affectueuse et modeste. La première l'avait dominé par sa supériorité, la seconde le gouverna par la tendresse, et, comme elle était dévouée à la grandeur de sa famille, elle fortifia dans le cœur de son mari les sentiments que Panin lui avait inspirés pour le roi de Prusse. Ainsi que

tous les esprits faibles, le grand-duc était méfiant, susceptible, emporté et mobile dans ses affections. Ce qu'il aimait aujourd'hui avec ardeur, il le détestait le lendemain sans discernement. Sa volonté était impatiente, mais sans durée; son esprit faux, son jugement incertain. Gatchina, où le grand-duc et la grande-duchesse passaient une partie de l'année, formait une seconde cour, où les mécontents pouvaient donner carrière à leur mauvaise humeur.

L'alliance avec l'Autriche avait porté le dernier coup à l'influence déjà fort ébranlée du comte Panin. Dans un pays où l'opinion publique n'a qu'une action très-indirecte sur le pouvoir et sur les hommes qui l'exercent; où la faveur du souverain est, pour ainsi dire, le souffle qui anime tout, on ne perd pas cette faveur sans trouble ni sans regret. Ce fut le sort de Panin. Depuis trente ans qu'il dirigeait les affaires de l'empire, son crédit n'avait souffert aucune atteinte, et il s'était habitué à regarder la fortune comme une divinité propice, dont il croyait n'avoir à craindre aucun retour. Le sentiment de sa disgrâce l'étonna sans l'abattre, et il parut même aller au-devant de ses coups. Il se plaignait depuis quelque temps de l'altération de sa santé et parlait de sa résolution de se retirer à la campagne, ajoutant que, privé des bonnes grâces de l'impératrice à laquelle il avait consacré sa vie, il ne pouvait supporter le poids de son indifférence; mais ce langage n'était qu'un artifice; car dans le même temps il employait en secret

toutes les ressources que sa longue influence lui avait laissées, pour regagner la confiance de sa souveraine. Il était même parvenu à rattacher Potemkin aux intérêts du roi de Prusse, et, à la faveur de cette nouvelle intrigue, sa disgrâce resta suspendue sur sa tête; mais du reste il n'était plus consulté, et c'est à peine si, dans le conseil, il lui était permis d'exprimer son opinion.

Le secret de son rapprochement avec Potemkin s'explique, de la part de ce dernier, par la crainte que lui avait inspirée le crédit naissant de Bezberodko et par le désir de ménager le grand-duc, qu'il avait traité jusqu'à ce jour avec un mépris outrageant. De secrétaire du général Roumiantzof, Bezberodko était devenu chef du cabinet de l'impératrice, dont il avait gagné la faveur par ses complaisances. C'était un esprit lourd et sans ordre, mais très-actif. Travailleur infatigable, doué d'une mémoire extraordinaire et d'une prodigieuse facilité, il dirigeait presque seul toute l'administration intérieure de l'empire, et, lorsque Panin eut quitté le ministère des affaires étrangères, il recueillit une grande partie de sa succession. Il savait du reste concilier le travail avec le goût des plaisirs, qu'un revenu considérable lui permettait de satisfaire avec une sorte de prodigalité.

Pendant ce temps, l'impératrice avait porté ses regards sur les provinces nouvellement conquises, devenues presque désertes par l'effet de la guerre et d'une mauvaise administration. Elle avait tiré de l'Allemagne

et de la Livonie, contrée populeuse, une centaine de familles, pour en peupler le gouvernement d'Azof. Rien ne fut épargné pour l'établissement de ces colonies : matériaux de construction, instruments de labourage, graines, bétail, objets divers pour la formation de manufactures.

Potemkin, dont le goût pour les grandes choses s'associait aux vues de l'impératrice, s'en occupa avec une ardeur extrême. Il obtint l'autorisation de visiter ces nouveaux établissements et de s'arrêter quelque temps à Kherson. Mais son voyage avait un autre but, qu'il voulait dérober aux Turcs et à l'Europe ; il désirait se concerter avec les chefs tartares de la Crimée, dont la conquête avait été résolue et devait être la première opération de la campagne.

L'empereur, de son côté, ne montrait pas une moins grande ardeur pour l'exécution de ce projet, qu'il avait traité avec légèreté, lorsque l'impératrice de Russie s'en était ouvert à lui, et comme un rêve de son imagination. Il venait même de transmettre à Pétersbourg des cartes levées avec soin des frontières de la Turquie d'Europe, avec un plan de campagne qu'il avait rédigé lui-même[1]. D'après ce plan, Belgrade et Otschakof devaient être attaquées les premières, et, une fois tombées en leur pouvoir, servir de base d'opérations pour marcher hardiment contre Constantinople.

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

Quoique le plus profond secret eût été gardé dans ces communications, il était presque impossible que l'Europe n'eût pas quelque pressentiment de ce nouvel attentat; car on faisait avec une activité prodigieuse des préparatifs immenses tant sur terre que sur mer. La grande armée, destinée au siége d'Otschakof, devait être commandée par Potemkin. Le maréchal Roumiantzof était désigné pour prendre le commandement d'une armée d'observation sur les frontières de la Pologne, et le prince Repnin, à la tête d'un corps de réserve considérable, devait au besoin soutenir l'armée d'observation. Outre ces deux divisions, qui s'élevaient chacune de 35,000 à 40,000 hommes, Paul Potemkin et Souvorof étaient prêts à se porter, le premier sur les côtes occidentales de la mer Caspienne, le second dans le Kouban. On travaillait activement à Kherson à mettre à flot dix vaisseaux de ligne, et l'escadre de la Méditerranée devait être considérablement renforcée, sans dégarnir Cronstadt, où resteraient huit ou neuf bâtiments avec cinquante galères, pour tenir en respect le roi de Suède [1].

Ainsi tout concourait à seconder les vues ambitieuses de l'impératrice : la faveur de l'Autriche, la connivence de l'Angleterre, la conduite réservée de la Prusse, l'isolement de la France et la faiblesse de la Turquie. L'Europe était dans l'attente et l'inquiétude, lorsque la

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

guerre éclata soudainement, à l'occasion d'une attaque tentée contre Chahyn-Gueraï par ses deux frères. La Porte, après avoir accordé l'investiture spirituelle à ce prince, avait continué à l'égard des Tartares le système déplorable dont nous avons déjà parlé, et qui consistait à semer la division au milieu d'eux pour les empêcher de s'affermir. Elle prétendait en outre imposer des gouverneurs particuliers aux peuples du Kouban ainsi qu'aux Tartares Nogaïs, et elle venait d'envoyer Soleïman-Aga à Soudjâg, pour faire soulever ces derniers contre Chahyn. Les tentatives de Soleïman échouèrent auprès des Abazes, mais il parvint à faire émigrer en Roumélie un *aoul* de Nogaïs [1], et ses émissaires firent soulever, au mois de juillet 1781, quelques hordes tartares. La Porte justifiait l'émigration des Nogaïs par la conduite des Russes, en 1778, qui avaient enlevé de la Crimée, 75,000 Grecs et Arméniens, pour les transporter dans les steppes d'Azof, où beaucoup périrent de froid. Un grand nombre de Tartares avaient alors quitté la Crimée, dont la population fut réduite à 100,000 habitants, où la culture fut presque partout abandonnée, et où Chahyn-Gueraï poursuivait le cours de ses exactions. Mais la misère d'une part et le fanatisme de l'autre produisirent à la fin ce qu'ils produisent toujours, quand l'oppression est montée à son comble ; la nation se souleva, secrètement ex-

[1] *Aoul*, réunion de trente ménages.

citée par la Porte, qui fit surgir deux compétiteurs au pouvoir, les deux propres frères du khan (juin 1782). L'un, Behâder-Gueraï, était *calga* ou lieutenant de son frère dans le Kouban; le second, Arslàn, avait été chargé de régler différentes affaires avec la garnison turque de Soudjâg. Celui-ci leva le premier l'étendard de la révolte, et, réuni ensuite à son frère, ils repoussèrent les troupes envoyées pour les soumettre. Behâder courut alors à Caffa, d'où Chahyn effrayé se hâta de sortir, pour se réfugier d'abord à Iénikalé, puis à Kertsch, au milieu des troupes russes.

Cette agression servit à souhait les projets de l'impératrice, qui, n'ayant besoin que d'un prétexte, saisit avec empressement, sans paraître l'avoir recherchée, l'occasion que lui offrait la fortune de réunir la Crimée à sa couronne. On savait cependant que de secrètes négociations avaient été nouées à ce sujet, et l'agitation permanente entretenue à dessein parmi les Tartares, en faisant pressentir une révolte prochaine, avait jeté l'Europe dans la plus vive inquiétude. On connaissait les projets de Catherine, son ambition audacieuse, et la plupart des puissances étaient alors elles-mêmes dans une situation à laisser consommer un nouvel attentat.

Il est vrai que la France, dans cette prévision, s'était hâtée de mettre fin à la guerre qu'elle soutenait contre l'Angleterre pour l'indépendance des colonies américaines. A des conseils prudents et vigoureux, elle avait ajouté des secours plus efficaces, en faisant parvenir à

Constantinople des sommes considérables[1]. Mais, dans l'intervalle, le cabinet de Saint-James avait regagné à Pétersbourg une partie de l'influence qu'il avait perdue depuis le traité des neutres, et il paraissait résolu de la conserver à tout prix ; car, après avoir reçu de son gouvernement cette importante information, Harris avait aussitôt cherché une voie secrète pour la faire parvenir à l'impératrice, dans l'espoir d'exciter sa colère contre la France[2].

Le ministère anglais ne se dissimulait pas la gravité d'une si prodigieuse atteinte à l'équilibre de l'Europe ; il reconnaissait le scandale qui résulterait d'un démembrement de la Turquie ; mais il craignait encore plus de laisser prendre à la France une trop grande autorité dans les questions européennes, s'aveuglant à dessein sur le danger que ferait courir à l'Europe le développement de la puissance russe. Toutes ces considérations étaient subordonnées aux avantages commerciaux que les Anglais retiraient de leur alliance avec la Russie. Leurs ministres feignaient de croire, en refusant de s'associer à la France pour contenir l'ambition de l'impératrice, que le roi de Prusse ne permettrait jamais à cette princesse de consommer la ruine de l'empire ottoman.

[1] *Diairies and correspondance of James Harris.*

[2] L'opinion du chevalier Harris, qui n'avait aucun intérêt à ménager la dignité de la France, contredit formellement le fait avancé par le comte de Ségur, dans ses *Décades*, t. Ier, que la cour de Versailles avait cédé aux menaces des deux cours impériales, et avait consenti à l'invasion de la Crimée.

Frédéric, bien qu'opposé à ces vues ambitieuses, troublé d'ailleurs par les armements de l'Autriche, n'avait aucun désir de s'engager dans la lutte avec ses seules forces, et il ne l'eût tenté qu'avec le concours de la France et de l'Angleterre. D'autre part, il craignait que la France, retenue par les liens de son alliance avec la cour de Vienne, ne fît que des démonstrations impuissantes, et le laissât lui-même exposé aux attaques de ses puissants voisins.

Quant à l'Autriche, sa résolution paraissait prise de fermer l'oreille à toute autre considération qu'à celle d'une ambition insensée. Satisfait d'avoir supplanté Frédéric auprès de Catherine, l'empereur Joseph resserrait chaque jour les liens de son alliance avec cette princesse, prêt à tout sacrifier, respect des traités, repos de l'Europe, à sa jalousie plus encore qu'à la crainte du roi de Prusse. Il avait donc mis sur pied des forces considérables : 145,000 hommes destinés à occuper la Moldavie et la Valachie ; 160,000 hommes pour tenir tête au roi de Prusse; et il avait en outre décidé Catherine à faire avancer un corps de 50,000 hommes sur la Warta, pour observer les mouvements de l'armée prussienne[1].

[1] Le comte de Ségur affirme dans ses *Mémoires et souvenirs* que l'Autriche avait engagé la France, en voyant le péril dont l'ambition de Catherine menaçait l'Europe, à opposer une digue à la puissance russe ; mais qu'ayant trouvé la cour de Versailles insensible à cette crainte, l'empereur avait changé de système et resserré ses liens

L'impératrice entretenait à ce sujet avec l'empereur une correspondance particulière, dont ses ministres eux-mêmes n'avaient pas le secret. Au moment où les troubles de la Crimée avaient éclaté, elle avait paru inquiète et incertaine; mais, sur l'assurance que lui donna Joseph qu'il accomplirait avec empressement et sincérité les devoirs que lui imposait son alliance; qu'elle pouvait le regarder comme son général et son armée comme la sienne (août 1782), elle désira la guerre avec une ardeur extrême, déterminée à porter les plus rudes coups à l'empire ottoman.

Avant de faire entrer ses troupes dans la péninsule, elle rendit compte des motifs qui l'y déterminaient, dans un manifeste où elle disait en substance que la dernière guerre contre les Turcs ayant été suivie des plus grands succès, elle aurait eu le droit de réunir la Crimée à son empire; qu'elle n'y avait renoncé que par le désir de rétablir la bonne intelligence entre les deux États. « Mais, ajoutait-elle, nos espérances ont été trompées; l'inquiétude naturelle aux Tartares, fomentée par des insinuations dont la source nous est connue, a détruit notre ouvrage et poussé une partie de ce peuple à la révolte. En conséquence, nous avons été obligée d'envoyer

avec le cabinet de Pétersbourg. L'opinion contraire étant fondée sur la correspondance diplomatique du comte de Vergennes, ministre des affaires étrangères, et le comte de Ségur n'apportant aucune preuve à l'appui de la sienne, celle-là doit être regardée comme la seule vraie.

nos troupes dans la Crimée, ce qui est pour notre empire une nouvelle occasion de dépenses.

« Le maintien de la paix avec la Porte exige que nous prévenions les tentatives de nos ennemis. Nous nous devons à nous-même et à la sûreté de nos États de mettre un terme à ce danger. Ainsi, nous réunissons à notre empire la Crimée, l'île de Taman et tout le Kouban, comme une juste indemnité des pertes et des dépenses que nous avons faites pour la conservation de la paix [1]. »

Ce manifeste parut à Pétersbourg, le 27 mars 1783, lorsque déjà les troupes étaient près d'entrer en Crimée. La France, plus troublée que jamais en recevant cette communication, en avait exprimé sa surprise et son indignation. Après avoir essayé vainement de détourner l'impératrice de ses nouveaux projets de conquête, par l'incertitude du succès et par les malheurs qui pourraient en résulter pour l'Europe, Louis XVI avait offert sa médiation. Mais Catherine se montra d'autant plus offensée de ces observations, qu'elle n'avait plus d'inquiétude sur les dispositions de la cour de Vienne; qu'elle savait la Prusse trop prudente pour s'engager témérairement dans la lutte, et l'Angleterre trop jalouse de la France pour s'associer à des démarches, dont elle comptait bien, au contraire, profiter, au détriment de sa rivale. Elle se borna donc à charger ses ministres de

[1] *Mémoires du baron de Tott.*

répondre qu'ayant déjà conquis presque toute la Crimée et le Kouban, la médiation n'avait plus d'objet.

L'impératrice avait en effet bien jugé des dispositions de l'Angleterre, dont toute l'attention était fixée à ce moment sur les négociations ouvertes à Paris pour la conclusion de la paix. « Je ne puis vous donner une idée, écrivait le ministre anglais au chevalier Harris, de l'anxiété de la France au sujet des affaires de la Turquie, et des peines qu'ils ont prises pour nous persuader d'agir de concert. Jusque-là ces craintes ont produit un bon effet ; car le traité a marché plus rapidement, et je suis convaincu qu'ils en deviendront plus traitables [1]. » Le gouvernement anglais poursuivait d'ailleurs un autre but, à savoir une quadruple alliance entre l'Angleterre, la Prusse, le Danemark et la Russie. Il apercevait dans ce projet l'avantage d'être maître de la Baltique et de disposer, en cas de guerre, de presque toutes les flottes de l'Europe.

A Vienne comme à Paris on estimait que l'empire ottoman n'était pas en état de résister à une nouvelle attaque, et que la Russie pouvait lui porter des coups mortels. Mais la cour de Vienne ne paraissait pas s'en inquiéter. Elle se trouvait d'ailleurs si profondément engagée par son alliance avec l'impératrice, qu'elle était en quelque sorte contrainte de rester sous sa dépendance, sous peine de la rejeter dans les bras de la Prusse,

[1] *Diairies and correspondance of James Harris*, 27 juillet 1783.

pensée qui lui causait d'effroyables terreurs. Le cabinet de Versailles avait essayé, sans succès, de la délivrer de cette crainte, en affirmant que Frédéric était intéressé au maintien de l'empire ottoman. En vain faisait-il entrevoir à l'empereur le danger auquel le développement de la puissance russe exposerait dans l'avenir les possessions autrichiennes. L'empereur se refusait à admettre ce danger. Il ne croyait pas que sa dignité lui permît de garder la neutralité, si la guerre éclatait sur ses frontières, et il prétendait qu'il y aurait pour lui plus d'inconvénient à prendre une attitude hostile, persuadé que le roi de Prusse n'attendait que cette occasion pour ressaisir à Pétersbourg l'influence qu'il y avait perdue.

Le comte de Vergennes continuait pendant ce temps à faire sortir l'Angleterre de son indifférence. Il se bornait à lui demander un langage ferme, dont il croyait l'effet inévitable. « Si la France et l'Angleterre s'entendaient, écrivait-il à M. d'Adhémar, le poids de leur union assurerait le repos de l'Europe ; mais si elles se divisent, elles deviendront l'instrument des passions d'autrui et se créeront des rivaux qui profiteront de leur épuisement pour asseoir leur domination sur des bases inébranlables. » Le roi d'Angleterre le pensait ainsi. Il s'en était ouvert au ministre français à Londres, auquel il disait : « Si nous laissons consommer un pareil attentat, l'Europe deviendra comme un bois, où il n'y aura de sûreté pour personne. » Mais lorsque M. d'Ad-

hémar représentait à Fox que la formation d'une puissance maritime en Orient était contraire aux intérêts commerciaux de l'Angleterre, ce ministre se bornait à répondre : « Nous ne craignons pas cela. » La position de la Crimée, la commodité et l'étendue de ses côtes, la sûreté et la grandeur de ses ports, d'où une flotte russe pourrait arriver en quelques heures aux portes de Constantinople, n'étonnaient ni n'effrayaient les ministres anglais. Que serait devenue cependant la communication entre l'Europe et l'Asie, si, dans le cas d'une guerre maritime, la Russie, maîtresse des bouches du Danube, eût dominé sans rivale dans la mer Noire, la seule voie restée ouverte au commerce du monde ?

Le cabinet de Versailles avait également sondé le roi de Sardaigne. Ce prince ne paraissait pas éloigné de s'engager dans une ligue avec la France, mais il aurait voulu borner son action à occuper la Lombardie, où, disait-il, il s'établirait si bien que l'empereur, occupé contre les Turcs, aurait de la peine à le déloger. La France n'ayant osé favoriser ce dessein, qui eût peut-être arrêté la cour de Vienne, ne trouva plus autour d'elle que des difficultés insurmontables. Le roi de Prusse convenait que les intérêts de la France, de l'Espagne et de la Sardaigne étaient les mêmes que les siens ; mais il n'osait engager sa vieillesse dans une guerre européenne contre un parti formé de l'Autriche de la Russie, de l'Angleterre, du Danemark et peut-être de la Suède.

Le comte de Vergennes continuait à lutter contre la faiblesse des uns et la connivence des autres. Il disputait pied à pied le terrain à l'ambition de Catherine. Convaincu, d'ailleurs, que l'empire ottoman, où la peste faisait d'effroyables ravages, succomberait inévitablement sous les coups de ses ennemis, il proposa de laisser à l'impératrice la Crimée et le Kouban, à la condition qu'elle n'entretiendrait pas de marine militaire dans la mer Noire, ou du moins qu'elle n'y aurait pas de navires au-dessus de vingt canons. Mais Catherine avait trop de fierté, et surtout elle connaissait trop bien la situation de l'Europe pour se lier ainsi les mains.

Pendant ce temps, les hostilités avaient commencé, et le prince Potemkin était parti de Pétersbourg, pour prendre le commandement des troupes. Bakhty-Gueraï, à la faveur des troubles, avait de nouveau reproduit ses prétentions; mais, pendant qu'il attendait à Qârasoû le firman de la Porte, le général Belmann enlevait Caffa sans résistance et rétablissait le faible Chahyn sur le trône (fin de l'année 1782), jusqu'à ce que fatiguée des nouvelles agitations, qui furent comme le dernier soupir de l'indépendance des Tartares, Catherine réunit pour toujours la Crimée à son empire (avril 1783). Potemkin reçut le serment des mirzas. Chahyn-Gueraï, qui n'avait jamais été qu'un instrument des desseins de la Russie, fut contraint d'abdiquer. Il vécut quelque temps à Kalouga, avec une pension de 100,000 roubles que l'impératrice lui paya jusqu'à sa mort; mais l'ennui, les

regrets et peut-être aussi le peu de considération qu'on lui montra, vinrent jeter sur son âme un voile de tristesse. Il se rendit à Constantinople, où le sultan l'accueillit d'abord avec honneur; puis, le souvenir de sa trahison ou plutôt de sa faiblesse ayant effacé rapidement ces premières impressions, il fut exilé dans une île de la Grèce où on l'étrangla.

L'impératrice promit aux Tartares de respecter leurs libertés, et leur permit de se choisir des juges parmi eux. Sa pensée était de tourner vers l'agriculture les habitudes de ce peuple. Elle les exempta de l'obligation de loger les troupes, et leur accorda le privilége de ne pas fournir de recrues pour la formation des armées [1]. Cependant, malgré le soin qu'elle apporta à faire accepter sa domination, les Tartares ne passèrent pas de la liberté à la soumission, sans éprouver des regrets et sans tenter de se soustraire à ce nouveau joug. Ils attendirent, pour se soulever, que les troupes russes se fussent retirées de la presqu'île. Mais Potemkin prit des mesures énergiques pour étouffer ces premières semences de rebellion. Il envoya l'ordre à son cousin, Paul Potemkin, d'entrer immédiatement en Crimée, et mit à sa disposition des forces considérables pour terminer la guerre en peu de temps. Ce général s'acquitta de sa mission avec autant de promptitude que de zèle, et, comme l'insurrection n'avait pas de racines, les Tar-

[1] *Voyage en Crimée*, par Reuilly.

tares n'opposèrent à ses armes qu'une faible résistance. La domination russe fut dès lors solidement établie. Le prince Prozorofski resta dans la presqu'île avec des troupes suffisantes pour la garder. Le lieutenant général Souvorof occupa le Kouban avec cinq régiments d'infanterie, trente escadrons de dragons et de hussards et vingt-cinq escadrons de Cosaques, distribués dans plusieurs lignes de redoutes et protégés par de petits forts.

On a reproché à Catherine d'avoir employé la cruauté pour assujettir les Tartares, dont la plupart préférèrent abandonner leur patrie plutôt que de subir sa domination. Ce reproche manque de vérité à l'égard d'une princesse qui, souveraine d'un peuple esclave et armée d'un pouvoir absolu, ne donna jamais des ordres violents. A défaut d'humanité, sa raison lui eût conseillé une tout autre politique. Pendant le voyage qu'elle fit en Crimée, quelques années après, le comte de Ségur et le prince de Ligne ayant eu la curiosité de voir le visage d'une femme tartare, dont un long voile couvre habituellement les traits, s'étaient cachés dans la campagne. Mais ils furent découverts, poursuivis, et peu s'en fallut qu'ils ne fussent victimes de leur curiosité. Le prince de Ligne ayant raconté à table leur aventure, Catherine jeta sur eux un regard sévère et leur dit : « Messieurs, cette plaisanterie est d'un très-mauvais goût et d'un très-mauvais exemple. Vous êtes au milieu d'un peuple conquis par mes armes, je veux qu'on respecte ses lois, son culte, ses mœurs et

ses préjugés. Si l'on m'avait raconté cette aventure sans m'en nommer les héros, loin de porter mes soupçons sur vous, j'en aurais accusé quelques-uns de mes pages et je les aurais sévèrement punis. »

Elle s'empara de la Crimée en employant la ruse, la séduction, en y semant la discorde ; mais elle ne persécuta personne. Aussi, les Tartares qui avaient quitté leur pays, au moment de la conquête, ne tardèrent pas à y revenir, en apprenant que leurs frères vivaient tranquilles et heureux sous son gouvernement. Est-ce à dire qu'il n'y eut aucun excès commis ? Il est dans la nature de tous les conquérants d'abuser de leur victoire, et c'est ce qui rend la guerre un des plus horribles fléaux dont soit affligée l'espèce humaine, de quelque éclat qu'elle entoure ses triomphes. La ville de Caffa avait été à demi ruinée; d'antiques monuments furent détruits ; l'ignorance et l'enivrement d'une part, la résistance de l'autre, produisirent en Crimée ce qu'ils produiront toujours, des vexations, des outrages, des violences. Mais ce n'est point dans des faits isolés qu'il convient de juger de l'esprit d'un gouvernement. Nous venons de voir avec quel respect l'impératrice voulait que fût traité le peuple tartare. Ce qui nous étonne bien davantage, c'est l'indifférence avec laquelle toutes les puissances de l'Europe envisagèrent cette conquête. La Porte Ottomane ne trouva ni encouragement, ni appui. Une flotte de cent soixante voiles qu'elle expédia au mois d'août, sur les côtes de la mer Noire, avec une protestation contre l'occupation de

la Crimée, ayant trouvé la presqu'île dans un état respectable de défense, elle renonça à l'attaquer.

La possession absolue de la Crimée allait rendre la Russie et plus riche et plus formidable, en lui ouvrant de nouveaux débouchés et en lui assujettissant la mer Noire, par où elle menaçait Constantinople. Les meilleurs bois de construction pour la marine croissaient dans les montagnes du Caucase, qui bordent cette mer. Le sol de la Crimée renferme des mines d'or, d'argent et de fer; le sel y est abondant; les terres sont fécondes, les forêts remplies de gibier, et le poisson foisonne dans la mer Noire et dans la mer d'Azof.

L'outrage que la Porte venait de recevoir pouvait cependant lui inspirer le désir et la volonté d'en tirer vengeance. L'indifférence de l'Europe rassurait l'impératrice. Une seule puissance lui laissait quelque inquiétude, c'était la Suède. Catherine fit demander une entrevue à Gustave. Ce prince était ambitieux et ardent; mais la bonne intelligence qui régnait à cette époque entre la Russie et l'Angleterre; le désir que manifestait le roi de Prusse de n'être point troublé dans ses conquêtes; le traité récent contracté entre la cour de Vienne et celle de Saint-Pétersbourg, étaient autant de digues qui retenaient son ambition. Il mit donc le plus grand empressement à se rendre à l'invitation de l'impératrice.

La ville de Frédéricksham, dans la Finlande russe, avait été choisie pour le lieu des conférences. Catherine y fit transporter les pièces détachées d'unpalais en bois

construit à Saint-Pétersbourg, avec un ameublement d'un goût remarquable. Elle s'y rendit ensuite en yacht, le 29 juin 1783, accompagnée des comtes Tchernychef, Strogonof, de Bezberodko, du grand écuyer Naryschkin, de son favori Lanskoi et de la princesse Daschkof. Gustave avait à sa suite le comte de Creutz, son premier ministre, le général Armfeld et Munck. Pendant les trois jours qu'ils passèrent à Frédéricksham, ce ne fut qu'une succession de fêtes. Mais, au milieu des plaisirs, Catherine n'oubliait pas que son voyage avait pour objet un intérêt plus important. Elle entretint Gustave de ses projets de guerre contre la Turquie, mit un art infini à le captiver, et, en effet, elle obtint qu'il garderait la neutralité. Dans un voyage qu'il avait fait à Pétersbourg, en 1776, sous le nom de prince de Gothland, Catherine avait étudié le caractère de Gustave; elle avait remarqué en lui une grande présomption et elle avait trouvé le secret de ses faiblesses. On assure du reste que ce prince, dont le goût pour la dépense n'était pas en rapport avec ses ressources, reçut pour prix de ses complaisances un présent d'un million d'écus.

L'orage paraissait donc prêt à éclater de nouveau contre l'empire ottoman, car Potemkin avait résolu de forcer les Turcs à une rupture. La Porte, ne voyant autour d'elle aucune puissance disposée à courir les chances de sa fortune, craignait maintenant de recommencer les hostilités, avant d'avoir fermé les blessures qu'elle avait reçues. La France elle-même, prévoyant que la guerre

entraînerait inévitablement la ruine de l'empire ottoman, mit un zèle extrême à retenir le divan sur cette pente fatale. Elle savait qu'une armée russe, sous les ordres de Paul Potemkin, bordait les frontières de la Crimée; que le prince Repnin, à la tête de 40,000 hommes, pouvait se porter immédiatement sur le point menacé, et que le feld-maréchal Roumaintzof rassemblait un troisième corps d'armée dans son gouvernement de Kief; enfin, une puissante escadre parcourait les eaux de la mer Noire, et plusieurs vaisseaux de ligne se tenaient en observation dans la mer Baltique.

Cet appareil imposant, fortifié par les conseils des cours de Vienne et Versailles, décida la Porte à réprimer les mouvements de fureur dont elle avait été saisie en apprenant l'invasion de la Crimée. Elle prit donc le parti de céder, malgré l'exaspération du peuple et l'effervescence des troupes, et consentit à signer un nouveau traité, qui donnait à la Russie la Crimée, l'île de Taman, avec une grande partie du Kouban (21 juin 1783).

La Russie et l'Autriche profitèrent de la faiblesse de la Porte pour lui arracher de nouvelles concessions en faveur des principautés. Depuis le traité de Kainardji, le divan avait essayé de ressaisir une partie de l'autorité que ce traité lui avait enlevée, de sorte que la Moldavie et la Valachie gémissaient de nouveau sous l'oppression ottomane. L'envoyé russe et l'internonce d'Autriche ayant présenté au divan des observations à ce sujet, les

ministres en reconnurent la justesse et prirent en conséquence l'engagement de faire exécuter dans toute leur étendue les obligations du traité de Kainardji, qui avait réglé le sort des principautés.

Cette nouvelle convention fixa le tribut que la Porte était autorisée à lever sur la Moldavie et la Valachie, sans qu'elle pût rien exiger au delà. Elle garantit la position des hospodars contre les retours d'un despotisme arbitraire, régla les présents qu'ils seraient tenus de faire au Grand Seigneur, à leur avénement, et stipula d'une manière formelle que ces présents ne pourraient être fournis par les raïas.

Les deux principautés de Moldavie et de Valachie étaient autrefois considérées par les Turcs comme un pays dans lequel ils avaient le droit de commettre impunément toute espèce de brigandages. Les pachas, les cadis et autres fonctionnaires des villes voisines, exigeaient d'autorité des tributs ou des présents, et frappaient même des contributions au préjudice des malheureux raïas. L'approvisionnement de Constantinople se faisait à cette époque par les îles de l'Archipel, la Moldavie, la Valachie et par les provinces de l'Asie qui avoisinent la mer Noire et la mer de Marmara. Les deux principautés étaient en quelque sorte le grenier de la capitale. C'était de là que Constantinople tirait les bœufs, les chevaux, les moutons, le miel, la cire, les grains, le beurre, le suif, le fromage, ainsi que la plus grande partie des matériaux de construction. Les bois employés

pour la marine étaient coupés dans les forêts de la Moldavie. Non-seulement la Porte prenait presque toujours à crédit, mais elle exigeait encore que les malheureux raïas en opérassent eux-mêmes le transport. On ne saurait se figurer à combien de vexations étaient exposés les Moldaves et les Valaques. Les Turcs fixaient arbitrairement le prix de ces produits, que souvent même ils refusaient de payer. Les hospodars se gardaient bien de réclamer contre ces horribles vexations, qu'ils augmentaient à leur tour par des manœuvres odieuses, et qui devenaient ainsi pour eux-mêmes une source scandaleuse de bénéfices. La Porte, par exemple, fixait la quantité de produits qui devaient lui être livrés par les principautés. Que faisaient alors les hospodars? ils en exigeaient le double, le triple, souvent davantage, parce que le prix auquel ils étaient livrés ne s'élevant jamais au-dessus du tiers de leur valeur, ils demeuraient possesseurs du surplus, qu'ils vendaient ensuite pour leur propre compte. Ces manœuvres portaient ainsi le double caractère du monopole et de la concussion.

La convention dont nous venons de parler fit cesser cette effroyable tyrannie. Elle plaça les deux principautés dans des rapports plus réguliers avec l'empire ottoman, et, grâce à la fermeté de la Russie et de l'Autriche, elles purent respirer en liberté, sous la protection vigilante de ces puissances. Des consuls, résidant à Bukarest et à Jassy, furent chargés de surveiller l'exécution de ces nouveaux engagements. Leur présence,

sans faire disparaître tous les abus, contint cependant l'autorité des hospodars et mit un frein à leurs exactions.

Avec une administration intelligente, la Moldavie et la Valachie pourraient s'élever à une prospérité sans limites. Le sol y est d'une merveilleuse richesse. Les plaines qui aboutissent au Danube, dont le cours leur sert de ceinture, produisent en abondance du blé, du seigle, de l'orge, du maïs, du lin, du chanvre, du tabac, des fruits de toute espèce. Le froment donne jusqu'à 25 pour 1, le seigle 30, le millet 300. Les magnifiques pâturages qui s'étendent au pied des Carpathes nourrissent d'immenses troupeaux de bœufs, qui auraient un débouché facile sur les marchés du midi de l'Europe. On y trouve des salines de sel gemme et des montagnes de sel presque inépuisables; enfin, les forêts des Carpathes sont encore vierges.

Aucune ville n'est mieux située que Marseille pour entretenir avec les principautés d'utiles relations commerciales. L'Autriche, de son côté, qui fournit aux Moldo-Valaques de la poterie, des toiles, des calicots, des draps, des soieries, des tulles, des dentelles, des voitures de luxe fabriquées à Vienne, et les beaux chevaux des haras de la Hongrie, paraît avoir un égal intérêt à ce que les principautés ne soient plus opprimées par les Turcs.

La Russie avait fait un pas immense en prenant possession du pays que baigne la mer Noir. A l'influence que la Porte avait exercée sur les peuples du Caucase

allait succéder la sienne, plus active, plus habile et beaucoup plus puissante. La chaîne de montagnes qui va de la mer Noire à la mer Caspienne, et dont les sommets semblent se perdre dans les nues, était habitée par des peuples à demi sauvages, jaloux de leur indépendance, appartenant à des races diverses, et que la Porte n'avait jamais assujettis complétement; à l'est, les Lesghiz; au centre, les Tchetchentses et les Ossètes, et à l'ouest, les Tcherkesses ou Circassiens.

Les Lesghiz, un des peuples les plus barbares du Caucase, en occupaient les plus hautes vallées : les uns suivaient la religion mahométane; les autres adoraient encore le soleil, la lune, les arbres et les fleurs. Leurs femmes n'étaient pas moins remarquables par leur beauté que par leur courage.

Le pays occupé par les Tchetchentses et les Ossètes s'étend depuis les sources du Terek jusque vers la cime du Caucase, et domine les communications avec la Géorgie. C'est le séjour des hivers éternels. Les défilés qui traversent leurs montagnes étaient autrefois fortifiés, et il suffirait aujourd'hui, pour les rendre imprenables, d'y élever seulement quelques travaux d'art.

Lorsqu'on a franchi le Kouban et le Terek, on se trouve sur le territoire des Tcherkesses ou Circassiens, qui s'étend sur les flancs septentrionaux du Caucase, entre le Malka, la Baksan et le Terek. Les Circassiens se divisent en un grand nombre de tribus, dont une des plus remarquables est celle des Kabartaïs. La vaste

plaine de la Kabarda, coupée dans sa longueur par deux chaînes de montagnes, qui la parcourent de l'ouest à l'est, est douée d'une grande fertilité.

Sous la dénomination de Tchetchentses, on comprend généralement les tribus du versant oriental ou de la mer Caspienne; sous celle de Tcherkesses, les peuples du versant occidental ou de la mer Noire. Aux premiers appartiennent les Ingusches, les Lesghiz, les Kistes, les Kumikes; aux seconds, les Ubiches, les Ossètes, les Adighés, les Kabardiens et les Abschases; mais ils diffèrent d'ailleurs de race, de mœurs et de langage. Les Tchetchentses sont plus sauvages et plus fanatiques; les Tcherkesses plus chevaleresques. Ces derniers forment une sorte de république fédérative. Chaque tribu a sa constitution féodale. Ils ont une grande réputation de beauté, de force et de bravoure. Les femmes se distinguent par leurs formes délicates, par la blancheur de leur teint et par ces grâces voluptueuses, dont les harems de Constantinople étaient si avides.

Sans les divisions qui régnaient entre leurs princes, les Circassiens auraient été difficiles à subjuguer; mais, toujours armés les uns contre les autres, leurs querelles ouvrirent la porte à l'ambition de leurs puissants voisins. Quelques-unes de leurs tribus se livraient à l'agriculture, d'autres à la pêche, presque toutes au brigandage. Ils avaient de magnifiques forêts de chênes, d'ormes et d'aunes, dont ils ne tiraient aucun avantage. Leurs richesses consistaient principalement

en troupeaux de chèvres, de bœufs et de brebis, dont ils vendaient la laine et la graisse dans les ports de la mer Noire.

Ce fut vers les tribus chrétiennes que le cabinet de Saint-Pétersbourg dirigea d'abord son action. Une certaine conformité de croyances les disposait plus naturellement en sa faveur, et le bruit de la puissance russe, proclamée par ses triomphes sur les armées ottomanes, lui donnait un avantage incontestable dans les rapports qu'il avait déjà liés avec elles. Paul Potemkin fut chargé d'engager des négociations plus actives avec quelques-unes de ces tribus. A force de présents, de promesses, et en les flattant de l'espoir d'une indépendance, qui devait être illusoire, il réussit à persuader Héraclius, prince de Géorgie, de faire hommage de ses États à l'impératrice de Russie (24 juillet 1783).

Depuis plusieurs siècles, la Géorgie était sous la domination des schahs de Perse, lorsque la mort de Nadir (Thamas-Kouli-Khan) vint relâcher les liens de vasselage, et laissa la Géorgie exposée sans défense aux irruptions des autres peuplades barbares du Caucase. Les wallys ou vice-rois de Géorgie invoquèrent l'assistance d'Elisabeth ; mais ce fut sous le règne de Catherine II que les rapports avec ces peuples prirent une très-grande activité. Elle ne se borna pas à faire explorer le Caucase par des savants, elle y porta la gloire de ses armes; elle y répandit l'or et les séductions de toute sorte; enfin, elle y jeta les fondements d'une puissance qui

d'un côté menace la Perse, et de l'autre la Turquie.

Le premier acte sérieux, par lequel elle avait annoncé sa résolution de subjuguer toutes les tribus du Caucase, fut l'établissement de la ligne militaire du Don à Tiflis, par Wladi-Kawkas et Dariel (1777). Cette ligne fut garnie de *stanitzas* ou postes fortifiés, dont la défense fut confiée aux Cosaques. Quelque temps après, deux autres lignes, celles du Kouban et du Terek, furent occupées de la même manière. Un certain nombre de forts, élevés dans l'intérieur des montagnes, sur les bords de la mer Caspienne et de la mer Noire, compléta ce système de défense.

La première de ces routes, qui en est aussi la plus importante, assura les communications de la Russie avec la Géorgie et la Colchide. Elle se dirige d'Iekaterinograd, en remontant le cours du Terek jusqu'à Wladi-Kawkas, où elle s'enfonce dans les montagnes, atteint ensuite l'étroit passage auquel les anciens avaient donné le nom de Portes Caspiennes et qui est connu de nos jours sous celui de Dariel, descend jusqu'au pied du Kasbek, à travers d'effroyables abîmes, et entre dans la Géorgie pour aboutir à Tiflis.

Le traité de protection imposé à Héraclius portait qu'à l'avenir ce prince ne se nommerait plus wallys, titre qui eût rappelé sa dépendance de la Perse, mais tsar de Géorgie, comme chrétien et allié de la Russie. Il reçut à cette occasion l'ordre de Saint-André enrichi de diamants.

C'était un pas immense pour la domination de la Russie dans le Caucase; car la Géorgie touche à l'Arménie, dont elle n'est séparée que par le cours de l'Araxe. De là elle pouvait étendre ses bras puissants, d'un côté à la mer Noire, à travers l'Imirétie et le Guriel, l'ancienne Colchide, et de l'autre à la mer Caspienne, par la possession de Bakou, qui était à la fois une place de commerce et une position militaire. Une route stratégique passant par Kislar, autre port sur la mer Caspienne, et traversant le territoire des Kumikes, reliait Bakou à Astrakan.

Sous le rapport commercial, la Géorgie offrait aux Russes un vaste marché, où ils pouvaient écouler leurs produits manufacturés contre les productions naturelles de cette fertile contrée, consistant en riz, en safran, en garance, en coton, en soie, en vins, en cochenille, etc.

Ces grands soins ne détournaient pas Catherine de l'administration intérieure de ses vastes États. Au mois d'août de cette année 1782, elle avait inauguré la statue de Pierre le Grand, ouvrage d'un sculpteur français, Falconnet. La statue est posée sur un rocher de granit d'un seul morceau. Le cheval est à toute course, dressé sur ses pieds de derrière, et paraît vouloir s'élancer dans la Newa. Pierre le Grand, le regard fixé sur le fleuve, étend la main droite vers lui comme pour en prendre possession. Que telle ait été l'intention de l'artiste, ou qu'il ait voulu figurer, par le noble et vigoureux coursier

parvenu au sommet du roc, les difficultés que le législateur avait su vaincre, l'idée était grande; mais il eût fallu conserver au rocher ses aspérités. Aux pieds du cheval se roule un long serpent, symbole de l'envie; il dresse la tête, et, en s'attachant aux flancs de l'animal, lui sert de point d'appui.

Ce monument remarquable, consacré à la mémoire du véritable fondateur de la puissance russe, est digne de la femme célèbre qui continua sa pensée avec un génie non moins grand que le sien. Il s'élève à l'entrée du port, sur la rive gauche de la Newa, au centre d'une vaste place, entre l'Amirauté et le palais du Sénat. Il avait fallu toute la persévérance de l'impératrice pour exécuter ce projet. Le rocher fut amené de la Finlande sur des boulets de canon roulant dans des coulisses de cuivre. La cérémonie de l'inauguration se fit avec beaucoup de solennité et fut une occasion pour Catherine de manifester sa clémence.

Au mois d'octobre suivant, elle institua l'ordre civil et militaire de Saint-Vladimir. Chaque chevalier jouissait d'une pension de 600 roubles pour la première classe, de 400 pour la seconde, de 200 pour la troisième, et de 100 pour la dernière. L'institution portait que, pour obtenir cet ordre, il fallait avoir servi l'État pendant trente-cinq ans, sans tache ni reproche. Les insignes étaient un ruban rouge au milieu de deux bandes noires.

Ces sortes d'institutions ont pour but d'exciter les

instincts d'honneur et de courage, dont les hommes portent les germes au fond du cœur. Déjà en 1769, pendant la guerre de Turquie, l'impératrice avait créé l'ordre purement militaire de Saint-Georges, dont le grand cordon ne peut être conféré qu'au général en chef d'une armée après une victoire. Il était également divisé en quatre classes, à chacune desquelles elle avait aussi attaché une pension. Le cordon était noir liséré de jaune, et sur la croix était l'effigie de saint Georges à cheval, terrassant le dragon. Jamais souverain n'abusa moins de ces décorations que Catherine II. Aussi furent-elles toujours entourées d'un grand prestige.

Le prince Potemkin, auquel on attribuait la gloire d'avoir réuni la Crimée à l'empire, en reçut le surnom de Taurien, et fut nommé gouverneur général de la Tauride, avec le titre de grand amiral de la mer Noire. Comme il était déjà gouverneur d'Azof et d'Astrakan, il réunit ainsi sous sa direction, nous pourrions presque dire sous sa domination, une étendue de pays si considérable, que plusieurs royaumes de l'Europe ne l'égalaient pas. L'impératrice le rendit plus puissant encore en le nommant président du conseil de guerre, faveur qui plaçait dans ses mains ce qu'il avait désiré avec le plus d'ardeur, l'armée. Une fois maître des forces de l'empire, il s'appliqua sérieusement à y introduire des réformes. Quoique porté au changement par sa nature mobile, inquiète, capricieuse, il faut cependant reconnaître qu'au milieu de ses bizarreries, il imprima à son

administration un grand caractère et qu'il mit l'état militaire de la Russie sur un pied presque égal à celui des puissances de l'Europe les plus respectées.

Le soldat russe se distingue par des qualités incomparables. Il est brave, sobre, patient. Il obéit sans raisonner, et supporte les fatigues sans se plaindre. Les Russes croient en général à la prédestination. Quels dangers n'affronte-t-on pas avec cette croyance? Le grand Frédéric, qui avait eu l'occasion de les étudier, et qui était si bon juge en cette matière, disait qu'il était plus facile de les tuer que de les vaincre, et il ajoutait qu'avec de pareils soldats il aurait conquis le monde.

La cavalerie cependant était mauvaise, surtout la cavalerie pesante. Les Cosaques formaient seuls une excellente cavalerie légère. Les défauts de cette arme tenaient en grande partie au mode de recrutement. Les colonels étaient payés comme si leurs régiments étaient toujours au complet, quoiqu'ils ne le fussent jamais en temps de paix. Recevaient-ils l'ordre de marcher, ils se remontaient au plus vite et dans les plus mauvaises conditions, de sorte que leurs chevaux étaient mal dressés ou ne l'étaient pas du tout.

Quelque chose de pareil existait dans l'infanterie. Les officiers chargés de conduire les recrues à leur destination devaient les fournir de bas, de souliers et pourvoir à leur subsistance. Ils les forçaient au contraire à se munir de vivres avant de quitter leurs communes, et, lorsqu'ils s'arrêtaient dans un village, ils distribuaient leurs

recrues dans les maisons des paysans, qui n'osaient réclamer contre ces réquisitions arbitraires.

L'organisation de l'armée était en outre restée en arrière, sous le rapport de l'habillement et des armes. Ces détails paraîtront peut-être minutieux et de peu d'importance. Ils ont cependant une plus grande part qu'on ne saurait le croire dans les succès ou les revers d'une campagne. Si le costume du soldat est lourd, gênant, il l'embarrasse dans ses marches et pendant l'action; si ses armes sont difficiles à manier, il est moins prompt dans ses mouvements, et perd ainsi un temps précieux, soit qu'il attaque, soit qu'il se défende.

Potemkin fit disparaître quelques-uns des vices que nous venons de signaler. Il défendit aux soldats de porter les cheveux longs et poudrés, afin de ménager leur temps. Les habits se ressentaient encore, malgré les réformes de Pierre le Grand, d'un certain goût oriental. Il leur donna des pantalons, des bottines et des habits à basques courtes; mais en même temps il les enveloppa de casaques chaudes et commodes, qui les garantissaient contre l'intempérie des saisons. Enfin, à des fusils longs et pesants il en substitua d'un plus petit calibre. Ces réformes donnèrent aux troupes russes un meilleur aspect et les rendirent plus légères dans les marches et plus promptes dans les manœuvres. L'infanterie conserva le vert; la cavalerie, le bleu; l'artillerie et le génie, le rouge. Les régiments appartenant aux mêmes

armes étaient distingués par l'épaulette; les grades par de petits boutons sur la manche.

Avec le désir d'élever la puissance russe à un degré de force qui lui permît d'exécuter ses vastes desseins, Potemkin ne se borna pas à ces améliorations; il augmenta l'effectif de l'armée, qui ne s'élevait pas alors à plus de 100,000 hommes, tant infanterie que cavalerie, non compris toutefois les troupes irrégulières.

Les provinces méridionales de l'empire attirèrent ensuite l'attention de l'impératrice. Quelques-unes avaient considérablement souffert de la guerre. La Crimée elle-même, affaiblie par la désertion des Tartares, exigeait qu'on s'occupât de la repeupler. Il était digne en effet du génie de Catherine de rendre accessible aux arts et aux méthodes des pays les plus civilisés de l'Europe une contrée si favorisée du ciel et dans laquelle la civilisation de la Grèce, la plus brillante des temps anciens, avait laissé des traces profondes. C'est dans ce noble but qu'elle y appela des étrangers. Ses ministres dans les différentes cours de l'Europe secondèrent ses vues avec tant de zèle et d'empressement, qu'un nombre assez considérable d'Allemands, de Suisses et de Prussiens se rendirent en Russie avec leurs familles.

La pensée de ces établissements mérite à juste titre qu'on en fasse l'éloge, quoique l'exécution n'ait pas toujours répondu à la sollicitude de l'impératrice et aux sacrifices qu'elle avait imposés au Trésor. Les cultivateurs, que l'espérance d'un meilleur sort avait fait quit-

ter leur pays, reconnurent, en arrivant en Russie, que rien n'avait été préparé pour les recevoir. Obligés de coucher sous des tentes, ou entassés pêle-mêle dans des demeures étroites, des maladies contagieuses ne tardèrent pas à sévir contre eux. Privés de médicaments, exposés aux rigueurs d'un climat auquel ils n'étaient point habitués, la plupart périrent de misère et de froid.

L'impératrice avait prodigué l'argent pour la fondation de ces colonies ; l'incurie et l'ignorance des hommes chargés d'exécuter ses ordres en compromirent plusieurs fois le succès. Potemkin fut même accusé d'avoir dilapidé ou laissé dilapider une partie des fonds destinés à cet objet. Il est certain que les malheureux colons ne trouvèrent pas tous les secours qui leur avaient été promis. Mais ce ministre avait pris un tel ascendant sur l'esprit de l'impératrice que ni son crédit ni sa faveur n'en furent ébranlés.

Sur ces entrefaites, les affaires d'Allemagne attirèrent sur cette partie de l'Europe l'attention du cabinet russe. Catherine s'était engagée envers l'empereur, dont les complaisances lui avaient livré l'empire ottoman, à favoriser de tout son pouvoir l'échange de la Bavière contre les Pays-Bas Autrichiens, et à lui fournir, en cas de guerre, des secours effectifs. Elle avait, en effet, secondé ses démarches en employant d'abord la persuasion, ensuite les menaces, pour arracher au duc de Deux-Ponts son consentement à cet échange. Le roi de Prusse, de son côté, avait déjà remué l'Allemagne, en

représentant aux princes de l'empire le danger auquel ils seraient désormais exposés, s'ils laissaient la maison d'Autriche prendre un si prodigieux développement. Persuadé que la tempête éclaterait d'abord sur lui, il redoubla d'efforts, et, en effet, il était parvenu à faire entrer dans les mêmes intérêts tous les membres du corps germanique, par des considérations de nature à leur inspirer à eux-mêmes les plus grandes inquiétudes.

Lorsque la cour de Vienne eut connaissance du traité d'union, elle invoqua les droits de son alliance avec la Russie; mais l'impératrice, qui jouissait intérieurement des terreurs de son allié, se borna pour le moment à offrir sa médiation. Il paraît, en effet, qu'elle était elle-même fort éloignée de désirer pour l'Autriche un agrandissement qui lui eût donné sur le corps germanique une trop grande influence [1]. Elle voulait, au contraire, que cette influence fût partagée, afin de rester elle-même, en toute occasion, l'arbitre des destinées de l'Allemagne. Ainsi, pendant que le comte Roumiantzof effrayait le duc de Deux-Ponts, auprès duquel il était accrédité, le cabinet russe était bien résolu de borner son intervention à des paroles, à des promesses, ou même encore à des armements plus apparents que sérieux.

D'ailleurs, la cour de Russie était à cette époque troublée par des intrigues domestiques. La faction ennemie

[1] *Mémoires du comte de Ségur*, t. II.

de Potemkin travaillait avec plus d'ardeur que jamais à détruire la puissance de ce ministre. Elle se servait de la faveur d'Yermolof, que Potemkin traitait avec une hauteur insultante, après lui avoir ouvert le chemin de la fortune. Peu dangereux par lui-même, à cause de son indolence, le favori obéissait à l'impulsion que lui donnaient Bezberodko et le comte Vorontzof. Il est vrai de dire que Potemkin offrait à ses ennemis de fréquentes occasions de l'attaquer. Son orgueil, son despotisme, ses excessives prodigalités, qui l'avaient réduit plusieurs fois à la nécessité d'avouer à l'impératrice qu'il avait fait servir à ses dépenses personnelles les sommes destinées au service de l'État, étaient des armes puissantes dans les mains de ses ennemis. Il était cependant jusqu'alors sorti victorieux de ces attaques.

La lutte était devenue beaucoup plus vive. Trop confiant dans l'amour de l'impératrice, Yermolof renouvela ses accusations. Catherine fut ébranlée et montra quelque froideur à son ministre. Chacun le croyait perdu; tout le monde l'abandonna. Mais Potemkin connaissait mieux que personne les moyens qui devaient lui ramener le cœur de l'impératrice et les hommages des courtisans. La cour était à Tsarskoie-Selo, où elle célébrait l'anniversaire du couronnement de l'impératrice. Potemkin paraît tout à coup au cercle de cette princesse. La surprise est immense. A la vue de son rival, qui semble le braver, Yermolof ne peut se contenir. Il éclate et provoque par son arrogance la fureur de Potemkin.

Le prince avait des élans d'audace. Il se précipite dans l'appartement de Catherine et lui déclare qu'il faut qu'elle choisisse entre lui et Yermolof. Après ce sacrifice, ajouta-t-il, rien ne saurait égaler mon zèle et mon dévouement pour vous. Quelques heures après, Yermolof quittait le palais, sans même avoir pu obtenir la faveur de prendre congé de l'impératrice.

Potemkin n'ignorait pas que le cœur de cette princesse avait besoin d'être occupé. Il lui présenta un officier aux gardes nommé Momonof, et le fit accepter comme aide de camp général. Momonof avait des traits réguliers, mais sa figure manquait d'éclat. Quoique infatué de sa beauté, il était cependant spirituel, instruit, et parlait avec facilité plusieurs langues de l'Europe.

Chaque fois qu'un favori était sur son déclin, on voyait aussitôt une foule de compétiteurs s'efforcer d'attirer sur eux les regards de l'impératrice, les uns protégés par Potemkin, les autres par Orlof et Panin, qui travaillaient de concert à détruire cette funeste influence du prince, dont la hauteur et l'insolence surpassaient peut-être le pouvoir; quelques-uns enfin par l'impression qu'ils croyaient avoir produite sur l'esprit de leur souveraine. Jamais pareil scandale n'avait été donné au monde. A cette époque de la vie de Catherine, toute décence avait disparu de la cour, où régnait une effroyable dissipation. Les ministres eux-mêmes, uniquement attentifs à leurs intérêts, plus occupés d'intrigues que des affaires de l'empire, se laissaient emporter

par ce courant impétueux. Les scènes les plus violentes se jouaient publiquement, sans que la pudeur en parût offensée. Potemkin, qui s'était attribué le rôle de pourvoyeur, était jaloux de ce droit et s'indignait que d'autres eussent les mêmes prétentions. Tant que le favori se montrait soumis à sa volonté, il employait sa puissance à prolonger sa faveur; mais si, fatigué du joug, il essayait de s'y soustraire, Potemkin s'en plaignait comme d'une tentative de rébellion.

De pareilles luttes occasionnaient souvent, en présence même de l'impératrice, des scènes violentes qu'elle était impuissante à réprimer. Elle en sentait l'indécence; elle s'en plaignait amèrement, jusqu'à verser des larmes; mais vaincue par l'habitude des sens, elle n'avait plus assez d'empire sur elle-même pour se relever de cette dégradation. D'autres fois elle accusait la dureté, les violences, les mépris même de Potemkin; mais telle était sa faiblesse, qu'elle était comme contrainte de tout souffrir; et, lorsque cet homme bizarre avait quitté la cour, mécontent et irrité, elle ne tardait pas à le rappeler par de nouveaux témoignages d'affection, ou par des présents, qu'il acceptait avec une sorte de hauteur, sans lui adresser un remerciement. Si cependant Catherine prenait un ton d'autorité, auquel personne n'avait jamais résisté, on voyait alors ce favori, ordinairement si audacieux, s'abaisser jusqu'à la prière et solliciter son pardon avec des larmes.

Aucun ministre avant lui n'avait joui d'un pouvoir

aussi absolu. Grégoire Orlof avait été plus aimé, mais son crédit n'avait jamais atteint cette hauteur. L'idée cependant qu'un retour d'affection pouvait ramener le règne de ce rival troublait souvent le repos de Potemkin, bien qu'il affectât à cet égard une sorte d'indifférence. Un voyage qu'Alexis Orlof fit alors à Saint-Pétersbourg, suivi de plusieurs conférences secrètes avec l'impératrice, avait jeté la consternation parmi les favoris. Chacun exprimait ses craintes ou ses espérances. Les courtisans attendaient, pour régler leur conduite, un signe de la volonté souveraine. L'impératrice, au contraire, souffrait de ces rivalités, et voulait surtout éviter un éclat. La faveur des Orlof était passée; mais le souvenir de leurs services vivait encore dans son cœur. « Soyez ami avec Potemkin, dit-elle à Alexis; je vous le demande pour le repos de ma vie. Engagez cet homme extraordinaire à être plus circonspect dans sa conduite, et plus attentif aux devoirs que lui imposent les grandes charges dont il est revêtu. Si vous faites cela, vous augmenterez les obligations que j'ai déjà contractées envers vous, et vous aurez contribué à mon bonheur domestique, comme vous avez contribué à la gloire de mon règne. »

Alexis Orlof avait dans le caractère plus de résolution et plus d'énergie que son frère, beaucoup de franchise et de loyauté, mais une étrange morale au sujet de l'obéissance. « Vous savez, madame, répondit-il à l'impératrice, que je suis votre esclave et que ma vie est à vous;

si Potemkin est un obstacle à votre bonheur, donnez-moi vos ordres, il disparaîtra ; mais rechercher l'amitié d'un homme que je méprise et que je regarde comme le plus grand ennemi de votre empire, je ne le puis. »

L'impératrice fondit en larmes. « Je sais, ajouta-t-il, que Potemkin n'a aucun attachement pour Votre Majesté ; qu'il ne recherche en toute chose que son intérêt ; qu'il s'efforce de vous détourner des affaires, et de vous endormir dans une voluptueuse sécurité, pour n'être point troublé dans la jouissance du pouvoir suprême. Il a ruiné vos armées, endommagé vos flottes ; il éloigne de vous l'affection de vos sujets, et, ce qui est plus criminel encore, il a noirci votre réputation aux yeux du monde. Son art, c'est la perfidie. Si vous avez résolu de punir un homme aussi dangereux, ma vie est à votre service ; mais, s'il ne s'agit que d'un rapprochement, je ne puis vous être d'aucune utilité ; car, dans une affaire de cette nature, je vois qu'il faut pour réussir de la dissimulation et de la duplicité. »

Ce langage extraordinaire ne produisit pourtant sur l'impératrice qu'une impression de tristesse et de regret. Elle déclara au comte que sa pensée ne pouvait admettre des moyens aussi violents, et, l'ayant remercié de son dévouement, elle le congédia. Le bruit de cette conversation ne tarda pas à transpirer, et, comme d'ailleurs les Orlof parlaient avec beaucoup de liberté, Potemkin sut en profiter pour les perdre complétement dans l'esprit de l'impératrice. Grégoire ne survécut pas

longtemps à cette nouvelle disgrâce. La mort ayant également enlevé Panin [1], dont le crédit n'avait cessé de décliner depuis l'abandon de l'alliance prussienne, il ne resta plus autour du trône, de tous les hommes considérables qui avaient pris une part plus ou moins directe à la révolution de 1762, personne qui pût balancer l'influence de Potemkin.

L'âge, au lieu de calmer les passions de cette princesse, semblait au contraire les irriter par l'habitude qu'elle avait contractée de s'y abandonner sans contrainte. Le poids de cette dégradation morale, joint aux violences qu'elle était forcée de souffrir et aux intrigues dont elle était comme enveloppée, une vie enfin de dissipation et de désordre, détruisaient insensiblement sa santé.

Lorsque Potemkin eut confondu les intrigues de ses ennemis, il résolut le voyage de Crimée, où tout avait pour but d'éblouir les yeux et de frapper les cours de l'Europe par le spectacle pompeux de la puissance russe. Ce voyage ne fut en effet qu'une marche triomphale. Des sommes énormes y avaient été dépensées. Des troupes d'ouvriers remplissaient tous les lieux par où l'impératrice devait passer. La nature elle-même fut contrainte de se plier aux volontés du ministre. Déjà des courriers avaient porté ses ordres aux gouverneurs des provinces; déjà de nombreux détachements avaient été

[1] Grégoire Orlof et Panin moururent à peu d'intervalle l'un de l'autre, au mois d'avril de 1785.

dirigés vers la route que l'impératrice devait parcourir. Les ministres des cours étrangères furent invités à l'accompagner; enfin, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse devaient se trouver sur son passage.

La nouvelle de ce voyage fit une profonde sensation dans toute l'Europe. On savait que l'impératrice avait rêvé la destruction de l'empire ottoman ; on connaissait ses intrigues en Égypte; on n'ignorait pas que ses consuls dans l'Archipel encourageaient secrètement les Grecs à la révolte; qu'elle faisait élever à Saint-Pétersbourg une foule de jeunes gens de cette nation; qu'elle avait donné au second de ses petits-fils le nom de Constantin, et qu'elle avait rendu à la Crimée son ancien nom de Tauride, afin de réveiller les souvenirs de gloire des Hellènes. On disait publiquement qu'elle avait une flotte à Kherson et à Sébastopol; que Potemkin rassemblait 100,000 hommes en Ukraine et dans la Crimée; qu'elle aurait une entrevue avec le roi de Pologne près de Kief, pour y dresser les bases d'une alliance commune aux deux États; enfin, que l'empereur Joseph avait déjà donné des ordres pour la formation d'un camp de 60,000 hommes sur les frontières de la Silésie, et l'on fut fondé à croire que la France favorisait ces vues ambitieuses, lorsqu'on apprit qu'un traité de commerce venait d'être conclu entre les deux cours de Versailles et de Saint-Pétersbourg.

Depuis plusieurs siècles, les Anglais étaient en possession du commerce exclusif de toute la Russie, et ils

inondaient ce vaste empire non-seulement de leurs produits, mais encore de ceux de l'Europe. Les vins de France, dont les Russes faisaient une consommation immense, le sucre et le café de nos colonies, étaient portés sur des bâtiments anglais, ce qui procurait à leurs armateurs le bénéfice du fret. Outre que nos vins étaient frappés par la douane impériale de droits exorbitants, les négociants français étant obligés d'acquitter ces droits en rixdallers[1] et de payer également en rixdallers tous les objets qu'ils tiraient de la Russie, tandis que les Anglais jouissaient du privilége de payer en monnaie du pays, il en résultait une différence de 9 à 12 pour 100 en leur faveur.

Ces entraves éloignaient les navires français des ports de la Baltique, et, tandis que l'Angleterre employait à son commerce avec la Russie plus de deux mille vaisseaux, à peine si vingt des nôtres osaient se montrer dans les mêmes mers. La France, obligée par conséquent de recevoir des Anglais les productions de la Russie, telles que le chanvre, les bois de construction pour la marine, les fers, les grains, le cuivre, etc., était en réalité tributaire de l'Angleterre, sa rivale. Du reste, cet état de choses n'était pas moins désavantageux à la Russie, car en éloignant de ses marchés les négociants étrangers, elle recevait de seconde main, conséquemment à un prix plus élevé, les marchandises qu'elle re-

[1] Article 16 du traité de 1766. — Ordonnance de 1771.

cherchait le plus, telles que les soies, les vins de France et les laines d'Espagne. Les Russes, n'ayant encore que peu d'expérience comme manufacturiers, ne pouvaient soutenir la concurrence des Anglais, qui avaient d'ailleurs le plus grand intérêt à comprimer l'industrie nationale. Les produits bruts, les matières premières, sortaient des ports de la Russie sur des bâtiments anglais, pour y revenir sous une autre forme, après avoir successivement enrichi les armateurs, les maisons de commerce et les manufactures anglaises. Leurs bâtiments chargeaient du cuir et des grains et rapportaient des souliers et de la bière. Les fers de Russie se transformaient en quincaillerie anglaise, qui, ne rencontrant sur les marchés de l'empire aucune concurrence sérieuse, rendait les Russes doublement tributaires de l'Angleterre. Telle était cependant l'influence de l'habitude que les productions anglaises jouissaient dans tout l'empire d'une faveur qui en éloignait les autres. Les Russes trouvaient d'ailleurs dans leurs relations avec les Anglais des avantages que nul autre peuple n'était en mesure de leur procurer. Ils obtenaient pour leurs achats un crédit de dix-huit mois, tandis que les Anglais payaient comptant les marchandises qu'ils achetaient. L'intérêt, l'habitude, tout concourait à maintenir le commerce de la Russie dans la dépendance de l'Angleterre.

Avant la fondation de Pétersbourg, Archangel, malgré l'inconvénient de doubler le cap Nord, était le centre de ce commerce, l'entrepôt des marchandises de l'Eu-

rope et de la Sibérie. La fondation de cette capitale et la conquête de la Livonie ayant ouvert aux Anglais une voie nouvelle, leur commerce prit une bien plus grande activité. Outre les ports de Revel, de Riga et de Narva, devenus autant d'échelles commerciales, ils établirent des comptoirs dans les villes de l'empire les plus importantes, à Moscou, à Toula, à Astrakan, etc., d'où ils étendirent leurs opérations jusqu'au delà de la mer Caspienne. Ils firent même fabriquer dans le pays, à deux tiers meilleur marché qu'en Angleterre, les matières premières qu'ils y trouvaient en abondance, telles que fers, chanvre, bois de construction. Les bénéfices qu'ils retiraient de ce commerce étaient immenses. Mais un avantage non moins considérable était d'avoir sans cesse à leur disposition tout ce qui servait à l'entretien ainsi qu'au développement de leur marine.

En résumé, il résultait de ces priviléges trois choses également funestes aux étrangers et aux Russes : renchérissement des produits étrangers en Russie, stagnation du commerce de cet empire, exploitation exclusive des produits indigènes par les Anglais.

Le mal semblait être parvenu à son dernier période. Cependant, il s'aggrava encore après l'établissement de la banque d'assignation en 1769 (1er janvier). Les négociants anglais devinrent alors les régulateurs de la hausse et de la baisse des effets publics en Russie. Catherine ayant été obligée, pour soutenir ses grandes entreprises, d'avoir recours à des emprunts, à l'altération

des monnaies, ressources toujours fâcheuses, à la multiplication des billets d'assignation, se mit à la discrétion des Anglais, qui formaient à Saint-Pétersbourg une puissante corporation, ayant ses lois, ses coutumes, ses assemblées. Le change baissait au gré de leurs spéculateurs et finit par tomber d'une manière effrayante. L'intérêt de la dette publique s'éleva jusqu'à 8 pour 100, tandis que le change du rouble, valant originairement 4 fr. 50 c. de notre monnaie, tomba à 2 fr. 50 c.

La première création d'assignations ou billets de banque remontait au règne d'Élisabeth. Le nombre en fut d'abord limité ; mais il s'accrut, sous Catherine, dans une proportion trop considérable. La Russie était encore à cette époque fort dépourvue d'espèces d'or et d'argent. La monnaie de cuivre est difficile à transporter. Le papier avait donc cet avantage qu'il pouvait circuler facilement. Aussi fut-il reçu avec faveur. Le mal fut que la somme des assignations devint bientôt sans proportion avec celle qui devait en répondre, ce qui diminua la confiance, et, comme ces billets n'étaient pas remboursables, du moins en argent, ils furent promptement dépréciés. Cependant, la mesure eut au fond un bon résultat; elle multiplia les transactions et contribua à développer le crédit public.

Quoique le change fût devenu plus favorable aux Russes depuis la paix de Kainardji, les inconvénients que nous avons signalés plus haut pesaient encore ce-

pendant sur le commerce de l'empire. Les priviléges dont jouissaient les Anglais étaient surtout un grand obstacle à sa prospérité. Le comte de Ségur, qui avait reçu de son gouvernement la mission difficile de négocier un traité de commerce, travaillait incessamment à ramener le cabinet russe à de meilleurs principes d'économie. Il ne suffisait pas d'ouvrir les yeux de l'impératrice, dont la raison n'était jamais obscurcie par des préjugés [1]; il fallait surtout éclairer l'opinion des hommes qui dirigeaient les affaires de l'empire, et combattre cette préférence irréfléchie que la nation avait toujours eue pour les productions de l'Angleterre. Potemkin subordonnait tout à une alliance qui servit de marche-pied à ses projets contre l'empire ottoman. Ostermann, Besberodko et Vorontzof ne dissimulaient pas leur penchant pour les Anglais. Ce dernier dirigeait avec une autorité presque absolue toutes les affaires commerciales. Caractère austère et opiniâtre, l'impératrice avait pour lui plus d'estime que d'attachement. Il appartenait à ce parti russe qui recherchait le développement de la nation dans elle-même et qui s'efforçait d'élever des

[1] Après le traité de Kainardji, une compagnie de Londres avait aussitôt fait sonder la cour de Russie pour obtenir l'autorisation de former un établissement commercial à Kinbourn. On parut vouloir approfondir ces ouvertures, et il se trouva qu'elles tendaient à la demande d'un privilége exclusif. La demande fut rejetée. Catherine avait déjà manifesté sa répugnance à accorder désormais de telles faveurs. (*Histoire du commerce de la Russie*, par Rimbert.)

barrières contre les idées et les produits de l'Europe.

Tels étaient les obstacles que le comte de Ségur avait à surmonter, et contre lesquels il eût échoué, si l'Angleterre n'avait pris soin elle-même de se détacher du système qu'elle avait suivi jusqu'alors à l'égard de la Russie. Elle paraissait même résolue d'arrêter l'essor qu'avait déjà pris la marine russe. L'impératrice en témoignait ouvertement beaucoup d'humeur. Fitz-Herbert redoublait en vain de soins, de vigilance, d'activité. Les attentions que cette princesse lui montrait encore ne s'adressaient plus qu'à l'homme et non au ministre.

Ce fut à ce moment que le comte de Ségur conclut le traité de commerce (11 janvier 1788) que le cabinet de Versailles avait longtemps poursuivi de ses vœux, sans l'espérer. Ce traité, si favorable à nos intérêts, assurait aux vins de France une réduction de 25 pour 100 sur les droits d'entrée par les ports de la Baltique, et de 40 pour 100 par ceux de la mer Noire.

Les droits sur les savons de Marseille, qui ressemblaient presque à une prohibition, furent abaissés dans la proportion de 5 à 1, soit de 80 pour 100.

La Russie trouva pour ses suifs et ses cires un débouché considérable par une réduction de 20 pour 100 des droits dont ils étaient frappés à leur entrée en France, et elle obtint pour ses fers le traitement des nations les plus favorisées, ce qui lui permettait d'entrer en concurrence avec la Suède.

Toutes les marchandises du Levant étaient assujetties

dans les ports de France à un droit de 30 pour 100; le traité en affranchit les marchandises russes venant des ports de la mer Noire, sur bâtiments russes, moyennant la justification de leur provenance.

Nous ne parlerons des articles qui garantissaient aux sujets russes établis en France, et aux Français résidant en Russie, la liberté de conscience, l'exercice public de leur culte, la pleine jouissance de leurs propriétés, et aux Russes l'affranchissement du droit d'aubaine, que comme d'un progrès dans les mœurs publiques et d'un signe visible de l'esprit philosophique dont l'Europe subissait l'influence, et dont la France était particulièrement travaillée.

Malheureusement, la Révolution française éclata deux ans après. Catherine, qui n'avait aucun besoin de nous et qui, en outre, avait pris en aversion les changements survenus dans notre pays, livra de nouveau la Russie aux Anglais, et adopta, sous cette influence ennemie, les mesures les plus rigoureuses contre le commerce français [1]. Ce fut un malheur pour la France; car aucun pays de l'Europe ne pouvait nous offrir de plus grands débouchés. Nos produits commençaient à y jouir de beaucoup de faveur. La Russie nous donnait, en échange, ses céréales, ses bois de construction, ses mâts, ses cuirs, ses laines, etc.

Lorsque tout fut prêt pour le départ, l'impératrice se

[1] Oukases des 8 février, 29 mars et 9 avril 1793.

mit en route (18 janvier), au bruit des décharges de l'artillerie. Un peuple immense, accouru sous les murs du palais, poussait des acclamations et adressait au ciel des vœux pour son voyage. Le cortége était composé de quatorze voitures et de cent vingt-quatre traîneaux. Quarante traîneaux supplémentaires suivaient pour les besoins du service. Parmi les personnes de distinction que l'impératrice avait désignées pour l'accompagner, on remarquait le comte de Cobentzel, ambassadeur d'Autriche, dont l'esprit et la gaieté faisaient oublier la laideur; le comte de Ségur, Fitz-Herbert, ministre d'Angleterre, caractère indépendant et mélancolique, mais d'un commerce plein de charme; le prince de Ligne, un des esprits les plus fins de ce siècle si fertile en esprits distingués. Catherine était dans un carrosse particulier avec son favori Momonof et sa première dame d'honneur. Mais elle accordait successivement à ces trois ministres, ainsi qu'au prince de Ligne, la faveur de sa société.

Les journées avaient été réglées de la manière la plus commode. On partait à neuf heures du matin; on s'arrêtait à midi et l'on repartait à trois heures, pour s'arrêter de nouveau à sept, dans des maisons appartenant ordinairement à la couronne, où tout avait été disposé avec une magnificence inouïe. Cinq cents chevaux attendaient à chaque poste. Des deux côtés de la route s'élevaient de distance en distance d'immenses bûchers, dont les flammes prolongeaient en quelque sorte le jour et produisaient un effet magique par l'éclat qu'elles

répandaient sur de vastes plaines couvertes de neige. Dans quelques endroits, c'étaient des particuliers qui avaient l'honneur d'offrir l'hospitalité à leur souveraine; mais ils recevaient d'avance tout ce qui était nécessaire pour rendre leurs habitations dignes de l'auguste voyageuse, et, en les quittant, elle leur en faisait don.

L'impératrice passait un jour ou deux dans chaque ville importante, autant pour y prendre du repos que pour se faire rendre compte des ressources et des besoins du pays qu'elle traversait. Elle avait l'habitude de dire que *l'œil du maître engraisse les chevaux*. Elle savait questionner et écouter. « On en apprend plus, disait-elle encore, en parlant à des ignorants qu'en s'adressant aux savants, qui seraient honteux de ne pas répondre, même sur des choses dont ils n'ont aucune connaissance, et qui n'osent jamais prononcer ces quatre mots si commodes pour nous ignorants : *Je ne sais pas.* » Elle ne se bornait pas à interroger les autorités, que l'intérêt semble toujours convier à cacher la vérité aux princes; elle s'adressait aux évêques, aux propriétaires, aux marchands, aux paysans eux-mêmes. Dans un voyage qu'elle avait fait sur les bords du Volga, elle avait demandé aux habitants de ces rives s'ils étaient contents de leur sort. La plupart étaient pêcheurs. « Nous serions satisfaits du fruit de nos travaux, répondirent-ils, si l'on ne nous obligeait pas à envoyer à vos écuries une assez grande quantité de sterlets qui se vendent fort cher; c'est un lourd tribut. — Vous faites bien de m'en avertir, leur

dit-elle en riant. Je ne savais pas que mes chevaux mangeassent du sterlet. » Cet abus fut supprimé.

A Kief, l'impératrice rencontra Potemkin, qui avait pris les devants, afin de voir par lui-même si ses ordres avaient été fidèlement exécutés. Elle y fut reçue par les comtesses Branicka et Skavrowska, nièces du prince et dames du palais de l'impératrice, à laquelle elles présentèrent plusieurs seigneurs de la Pologne russe, empressés de faire leur cour à leur nouvelle souveraine. Une foule immense venue de tous les points de l'empire donnait à Kief un aspect des plus animés. On y rencontrait des Tartares, des Cosaques à l'air fier, des princes du Caucase, des députés des Kirghiz et des Kalmouks, des évêques, des gouverneurs de provinces, plusieurs étrangers de distinction. Les regards étaient frappés d'une infinie variété de costumes; les oreilles des sons les plus étranges.

L'hiver venait de finir, et la nature avait déjà repris un aspect riant et riche. On avait tout prévu pour varier les plaisirs de Catherine. Les fleuves devenus navigables permettaient de continuer le voyage par eau. Au-dessus d'Ekaterinoslaf, le cours du Dnieper est traversé par une chaîne de granit, qui s'étend entre cette ville et Alexandrof, sur une longueur de plus de quinze lieues. C'est dans cet espace que sont situés les treize rapides, pompeusement décorés du nom de *cataractes*. Après la conquête de la Crimée, il avait été question de rendre les cataractes navigables. Potemkin avait employé des

milliers d'ouvriers à faire disparaître les masses de rochers qui sortaient du sein du fleuve, et qui s'avançaient du rivage jusqu'au milieu de son lit. Le peu de succès de ces travaux les avait fait abandonner.

La flotte destinée à descendre le Dnieper consistait en cinquante bâtiments de différentes grandeurs, meublés avec un luxe oriental. C'est ici que l'imagination de Potemkin avait déployé le plus de richesses. Les rives du fleuve avaient été couvertes d'élégantes habitations, où le peuple joyeux était accouru pour jouir de la vue de sa souveraine. D'immenses troupeaux animaient les prairies. Une multitude de bateaux remplis de jeunes garçons et de jeunes filles environnaient continuellement la flotte impériale et lui formaient une sorte de cortége, du sein duquel s'élevait un concert de chants rustiques ou nationaux. De quelle foule de sentiments l'âme se trouve comme inondée, en songeant que la baguette magique de cet homme extraordinaire avait seule créé ces villages, dans des lieux qui, peu de jours auparavant, n'étaient qu'une triste solitude ! Catherine, dont l'esprit solide était si prompt à saisir le vrai caractère des choses, ne se laissa point éblouir par cet appareil de richesses et de bonheur. Elle n'ignorait pas que ces contrées avaient été tout récemment ravagées par la guerre et par les vices d'une mauvaise administration; mais, en paraissant ajouter foi à ces mensonges, elle avait pour but de frapper l'esprit de ses nouveaux sujets par le spectacle de sa puissance, et de répandre

au milieu d'un peuple étranger à toute industrie des sommes abondantes destinées à la faire naître.

Tout cependant n'était point artifice. Dans cet immense gouvernement, qui n'était à peu de chose près qu'un vaste désert, lorsque Potemkin en avait pris possession, son génie avait fait sortir une foule de villages florissants et créé une population active et industrieuse, en y appelant des colons grecs, allemands, polonais, et en y établissant des soldats invalides et des matelots congédiés, auxquels il avait donné des terres comme récompenses de leurs services.

A Kaniow, l'impératrice trouva le roi de Pologne Stanislas-Auguste, qui l'attendait pour lui rendre hommage. Cette entrevue avait un attrait particulier pour les spectateurs, à cause des relations qui avaient jadis existé entre ces deux personnages. Catherine et Poniatowski ne s'étaient pas revus, depuis que la fortune les avait portés l'un et l'autre sur le trône. Stanislas-Auguste avait sollicité cette entrevue avec beaucoup d'instance. Pénétré de l'idée que le souvenir de son ancienne faveur pourrait troubler le repos de l'impératrice ou porter ombrage aux favoris, « assurez-la bien, écrivait-il au prince de Nassau, qu'il ne sera point question du passé. » Ce prince, auquel on ne pouvait reprocher qu'une extrême faiblesse avec beaucoup de suffisance, était doué d'ailleurs d'un esprit éclairé. Après le démembrement de son royaume, toutes ses pensées avaient eu pour but de corriger les vices déplorables de l'administration.

L'armée était complétement désorganisée, les finances sans ordre ; conséquemment la Pologne était faible et pauvre. Stanislas-Auguste avait la malheureuse conviction que, sans l'agrément de la Russie, il lui serait impossible d'entrer librement dans la voie des réformes. Il insista particulièrement sur l'augmentation des troupes et sur la levée des impôts [1]. L'impératrice lui promit de seconder ses vues et lui donna l'assurance qu'elle maintiendrait les limites actuelles de la république contre l'ambition de ses voisins. De nouveaux bruits circulaient à cette époque au sujet d'un second partage. L'empereur Joseph, que Stanislas vit à son retour, lui donna la même assurance, *décidé à ne pas souffrir qu'un seul arbrisseau fût distrait de la Pologne.*

Il est possible que ces promesses fussent sincères. La situation de l'Europe était menaçante. La Russie et l'Autriche se reprochaient mutuellement d'avoir agrandi la Prusse. La Russie avait renoué de bons rapports avec la France. L'Autriche n'ignorait pas que Frédéric-Guillaume, successeur du grand Frédéric, travaillait à soulever la Belgique. Il était donc fort important pour ces deux cours, non-seulement de calmer l'irritation qui se manifestait en Pologne, mais encore d'empêcher les Polonais de se jeter tout à fait dans les bras de la Prusse, dont les intrigues devenaient de plus en plus inquiétantes.

[1] *Coup d'œil sur les causes réelles de la décadence de la Pologne*, par Komarzewski, ancien lieutenant général.

Tout porte à croire que l'impératrice, loin de désirer alors un second partage, s'y serait, au contraire, opposée de tous ses efforts. Elle était irritée contre le roi de Prusse, dont la vanité ambitieuse menaçait de troubler l'Europe, et qui semblait prétendre, quoique depuis si peu de temps sur le trône, à régler les intérêts des autres puissances.

Pour le malheur de la Pologne, les mêmes partis qui, par leurs divisions, avaient causé les malheurs de leur patrie, existaient encore aussi divisés qu'auparavant, et se livraient aux mêmes agitations. Les esprits sages convenaient que les partisans de l'étranger achèveraient la ruine de la république; mais leurs avertissements se perdaient dans le tumulte des passions. Vainement on leur disait : « N'attendez votre salut ni de Vienne, ni de Pétersbourg, ni de Berlin. Soyez Polonais. La Prusse vous pousse contre la Russie, dont l'intérêt présent est d'empêcher un nouveau démembrement, qui affaiblirait son influence. Si vous cédez à ses suggestions, la guerre éclatera inévitablement, et votre pays en sera le théâtre, ou bien vos ennemis finiront par s'entendre et vous serez les victimes de cet accord. »

Stanislas-Auguste ayant quitté Kaniow, l'impératrice continua son voyage par eau. Après une navigation assez pénible, la flotte s'arrêta à Ekaterinoslaf, où Catherine fut logée dans un somptueux palais construit par Potemkin, sur la rive du Dnieper. De toutes ces magnificences, il n'est resté que des ruines, parce que les

Russes ne prennent aucun soin des monuments de leur gloire.

Ekaterinoslaf, création de Potemkin, s'élève en avant des cataractes du Dnieper. Elle est le chef-lieu du gouvernement de ce nom, qui fournit au commerce une quantité considérable de céréales. L'impératrice passa dans cette ville plusieurs jours, pendant lesquels les fêtes recommencèrent. Potemkin fit manœuvrer un corps de 12,000 hommes, au milieu desquels brillait son régiment de cuirassiers. L'impératrice en éprouva une si grande satisfaction qu'elle écrivit de sa main au gouverneur de Saint-Pétersbourg : « Je suis arrivée ici et j'y ai trouvé le tiers de cette belle cavalerie, dont quelques médisants prétendent nier l'existence. Cependant, j'ai vu cette troupe et je l'ai vue dans un état de perfection dont aucun corps n'approche. Je vous prie de le dire aux incrédules et de vous appuyer de ma lettre, pour faire cesser les jugements des malintentionnés. Il est temps enfin que l'on rende une justice entière à ceux qui se dévouent à mon service ou à celui de l'État avec autant de zèle que de succès. »

L'empereur Joseph, qui avait devancé l'impératrice à Kherson, alla au-devant d'elle jusqu'à Kaïdak. Elle voulut, dès ce moment, achever son voyage par terre. Tout le long de la route d'Ekaterinoslaf à Kherson, on aperçoit de petites pyramides entourées d'une balustrade. Ces monuments indiquent les lieux où Catherine s'arrêta. Ces déserts sont encore pleins de son souvenir,

quoiqu'elle n'ait fait que les traverser rapidement. Kherson était comme la capitale d'un nouvel empire. Tout y frappait les yeux d'étonnement. Fondée en 1778, sur la rive droite du Dnieper, à sept lieues de son embouchure, cette ville avait pris dans un si petit nombre d'années un accroissement prodigieux. On y voyait une forteresse presque achevée, de vastes casernes, un arsenal garni de munitions de guerre, plusieurs édifices publics, des églises, des magasins, des boutiques remplies de marchandises, et, dans son port, une multitude de vaisseaux marchands. Le gouvernement avait donné le terrain à tous ceux qui s'étaient engagés à construire des maisons, et les avait affranchies d'impôts durant un grand nombre d'années.

Catherine créa des villes par centaines, qui toutes atteignirent un assez haut degré de prospérité, et dont quelques-unes sont devenues extrêmement puissantes, tant son discernement était sûr et son coup d'œil profond ! Ces villes n'étaient d'abord que le siége des autorités ; mais, comme d'ailleurs leur situation était parfaitement choisie, elles attiraient naturellement l'industrie et le commerce, dont l'activité étendait au loin sa bienfaisante influence.

En vue de faciliter les transactions commerciales, Catherine avait établi, le 17 septembre 1782, un comptoir de banque à Kherson, et, quelques jours après, elle avait publié un autre oukase pour faire jouir d'une entière liberté le commerce des bois et des grains. Près de là

sont les pays d'où l'on tire les munitions navales. Non loin encore sont la Podolie et la Volhynie, si fertiles en céréales. Le transport par le Dnieper est facile. Les plaines immenses qui l'avoisinent nourrissent de nombreux troupeaux de bœufs et de moutons, qui procurent au commerce du suif, de la laine et des peaux. Les riches provinces de la Russie méridionale touchent en quelque sorte à Kherson par les rivières que le Dnieper reçoit dans son cours, telles que le Boug, le Soltz, le Sem, la Desna, dont les rives sont en plusieurs endroits couvertes de belles forêts.

Mais, pour être juste, il faut convenir que la position de cette ville était mal choisie. A l'embouchure du fleuve, qui forme en cet endroit un vaste lac marécageux, auquel les Turcs avaient donné le nom de Liman, la navigation est très-difficile. Des vents du nord-est le laissent fréquemment rempli de bas-fonds, et l'on ne rencontre pas une profondeur au-dessus de sept pieds, dans la partie où il pourrait offrir passage à des vaisseaux. Près de Kisimis, à cinq lieues au-dessus de Kherson, les navires de commerce peuvent seuls remonter le fleuve par une passe qui a près d'une demi-lieue de long. Ceux qui tirent plus d'eau sont obligés de s'arrêter à Gloubok, mouillage qui servait de port à Kherson. C'est là que le Dnieper forme le vaste golfe appelé Liman. Pour y pénétrer du côté de la mer, il faut enfiler un canal dont la profondeur est très-inégale. Son cours est resserré du côté d'Otschakof par un banc couvert de cinq à six

pieds d'eau, et du côté de Kinbourn, par une langue de sable, dont la position change sans cesse. Le Liman, qui a plus d'un mille de largeur, est assez profond pour recevoir de grands vaisseaux, mais ils s'y altèrent promptement, à cause de la nature de l'eau, et ils ne peuvent, en outre, remonter le fleuve que déchargés.

Le Liman est fermé par les glaces, environ deux mois de l'année. La navigation du Dnieper est interrompue depuis le 1er décembre jusqu'à la fin d'avril. Accru alors par la fonte des neiges et par des pluies abondantes, il se déborde et forme en plusieurs endroits des lagunes que les chaleurs de l'été n'absorbent pas entièrement. L'infection de ces marais et des îles remplies de roseaux dont le Liman est semé rendait le séjour de Kherson si malsain, que, dans l'espace de trois ans, soit fatigue, soit insalubrité, un nombre considérable d'hommes y avaient trouvé la mort.

Mais ces vices de Kherson n'étaient alors aperçus que par un petit nombre de personnes, tandis que partout on était frappé du mouvement de la population. Des marchandises de toute espèce, étalées aux yeux des étrangers, de brillants magasins, des chantiers en activité, le port rempli de navires, attestaient le génie puissant qui présidait à ces travaux. Une chose étonnait surtout l'imagination, c'est qu'avant cette époque Kherson n'était qu'un désert dépourvu d'arbres et de végétation. Catherine y jouissait donc de toute sa gloire. Sur une porte de la ville, on lisait en caractères grecs :

*C'est ici le chemin de Byzance.* C'était bien là du reste la pensée qui avait présidé à sa création.

Une flotte ottomane avait paru dans les eaux du Borysthène (Dnieper), avec le projet, disait-on, d'arrêter la marche de l'impératrice. On délibéra sur le parti qu'il serait bon de prendre. Le prince de Nassau proposa de la détruire. Catherine, ayant examiné sur une petite carte la position des Turcs, rejeta le papier et dit en souriant : « C'est un avant-coureur de la jolie petite guerre que nous aurons bientôt. — Vous savez, ajouta-t-elle en se tournant vers le comte de Ségur, que votre France, sans savoir pourquoi, protége toujours les musulmans. » On ne cachait plus, en effet, les desseins formés contre la Turquie ; on parlait de faire revivre la Grèce ; *mais que faire de Constantinople?* disait l'empereur Joseph.

L'impératrice partit ensuite pour la Crimée, où les mirzas la recurent avec de grands témoignages de dévouement et de respect. L'empereur l'y accompagna. A Baghtschi-Saraï, elle logea dans le palais des khans, situé en face d'une colline, qui, à la nuit, fut illuminée et parut tout en feu. On y avait meublé pour elle des appartements dans le goût français, mais elle s'en offensa. Elle voulut que ce palais fût conservé dans sa tenue orientale. Partout elle laissa des traces de sa générosité.

En quittant la Crimée pour retourner à Saint-Pétersbourg, Catherine prit sa route par Pultava, où Potemkin lui ménagea une surprise digne de sa brillante imagi-

nation, et qui dut plaire singulièrement à l'orgueil des Russes. On sait que c'est à Pultava que Pierre le Grand remporta sur Charles XII cette fameuse victoire qui obligea le héros suédois à chercher un asile sur les terres du Grand Seigneur. Les troupes russes, divisées en deux corps, donnèrent à l'impératrice une fidèle représentation de la bataille. « Voilà donc à quoi tiennent les empires, » dit-elle au prince de Ligne, qui venait de lui faire remarquer la faute que commit le roi de Suède; « sans cette faute, nous ne serions pas ici. »

C'est à Pultava que Potemkin se sépara d'elle. Informé que les Turcs, inquiets et irrités, ne paraissaient pas éloignés de recommencer la guerre, il tenait à ne pas quitter le théâtre où les hostilités pouvaient éclater à chaque instant. Son désir était d'ouvrir la campagne lui-même, et son ambition de conquérir le grand cordon de Saint-Georges, le seul dont il ne fût pas décoré, parce qu'il n'était donné qu'au général victorieux, après une grande bataille. Il venait d'éblouir l'impératrice; il se proposait, par la guerre, d'élever si haut sa fortune, que les sourdes intrigues qui s'agitaient autour de lui vinssent expirer à ses pieds. Il ne comptait pour rien l'Europe; il la croyait trop divisée et trop frappée de stupeur pour opposer aucun obstacle à ses desseins ambitieux.

# LIVRE IX.

Nouveaux bruits de guerre. — Potemkin la désire. — L'Angleterre et la Prusse y poussent la Porte ottomane. — Position de la France à Constantinople. — État des relations politiques de l'Europe. — L'impératrice paraît favorable au maintien de la paix. — La Russie et la Porte se reprochent réciproquement leur conduite. — Le divan déclare la guerre. — L'Autriche cesse ses rapports avec la Porte. — Lenteurs de cette dernière puissance. — Etat de son armée. — Premières opérations des armées ennemies. — Plan de campagne. — Hésitations de Potemkin. — De la part que prennent les Grecs dans cette guerre. — Lambro-Cazzoni. — Les Turcs sont repoussés au delà du Danube. — Siége d'Otschakof. — Le prince de Nassau détruit la flotte turque.—Souvorof. — Gustave III déclare la guerre à la Russie. — Ses succès. — Inquiétude de Catherine. — Fautes de Gustave. — Bataille navale d'Hogland. — Mort de l'amiral Greig. — Etat de l'armée suédoise. — Le prince royal de Danemark attaque la Suède. — Courage et belle conduite de Gustave. — Il réprime la révolte de ses troupes et modifie la constitution au profit du pouvoir royal.—Echec de l'armée autrichienne dans le Banat. — Prise d'Otschakof. — Fin de la campagne de 1788. — Potemkin à Saint-Pétersbourg. — Ouvertures pour la paix. — Obstacles. — Agitation en Pologne. — Luchesini, ministre prussien à Varsovie. — Les favoris Momonof et Zoubof. — Nouvelles négociations au sujet de la paix. — Faiblesse du cabinet de Versailles. — Opérations militaires au nord et au midi. — Succès des Russes dans la mer Baltique. — Bataille navale de Swensksund. — Paix de Varéla entre la Suède et la Russie. — Convention de Reichenbach entre la Prusse et l'Autriche. — Batailles de Galatz, de Fokschani et de Rymnick. — Prise de Bender

et d'Ismail. — Potemkin revient à Pétersbourg pour dissiper les intrigues de ses ennemis. — Fête qu'il donne à l'impératrice. — Les hostilités continuent. — Succès des Russes. — Le prince Repnin bat l'armée du grand visir. — L'amiral Ouchakof maintient la supériorité de la marine russe dans la mer Noire. — Le sultan demande la paix. — Elle est signée à Iassy. — Paix de Sistov entre l'Autriche et la Porte ottomane. — Résultats de la guerre. — Mort de Potemkin.

---

La présence de l'impératrice dans la Crimée avait redoublé les inquiétudes de l'Europe. On savait que Potemkin désirait la guerre, qu'il rassemblait à cet effet une armée de 100,000 hommes dans les provinces méridionales de l'empire, et qu'il excitait Boulgakof, le ministre russe à Constantinople, à prendre un ton menaçant dans ses rapports avec la Porte. Il faut dire aussi que, de part et d'autre, on n'exécutait pas loyalement les conditions du traité de paix. Les Turcs continuaient secrètement à soutenir les Lesghiz ; les Russes, pour réprimer les incursions des Tartares du Kouban, les avaient poursuivis jusque dans leurs montagnes. Enfin, l'Angleterre et la Prusse, dénaturant à dessein l'esprit du traité de commerce que la France venait de conclure avec la Russie, en profitaient pour aigrir le sultan et lui persuader qu'il existait entre ces deux puissances un accord secret pour la ruine de son empire.

Le comte de Ségur fit tomber ces bruits, en déclarant que son gouvernement ne verrait pas avec indifférence

l'inexécution d'une convention dont il était en quelque sorte l'auteur, et le duc de Choiseul, pour regagner à Constantinople le terrain que les intrigues de l'Angleterre et de la Prusse lui avaient fait perdre, trompé d'ailleurs par les dispositions de l'Autriche, dont les frontières se garnissaient de troupes, engagea le divan à se préparer à la guerre. Catherine blâma Potemkin, apaisa le divan et donna des ordres formels à son ministre à Constantinople pour qu'il agît de concert avec celui du roi de France.

Ce concert était devenu nécessaire ; car les intrigues de l'Angleterre et de la Prusse avaient pris à cette époque une activité prodigieuse, non-seulement à Constantinople, mais sur d'autres points de l'Europe, notamment en Belgique, où elles avaient poussé le peuple à la révolte contre la maison d'Autriche.

Au moment où la Russie avait rompu ses liens avec la cour de Prusse, il régnait dans les rapports respectifs des puissances européennes une très-grande incertitude. Frédéric II n'avait jamais abandonné la pensée d'un rapprochement avec la France, dont les armes avaient exposé son royaume à d'immenses dangers. Appuyé d'un côté sur la Russie et de l'autre sur la France, la Prusse aurait pris en Allemagne la place que la maison d'Autriche y avait occupée depuis Charles-Quint. Il était du reste de l'intérêt de la France qu'il ne s'élevât pas dans cette partie du monde une domination assez forte pour menacer l'indépendance des autres États. Tant que

le duc de Choiseul avait été maître du pouvoir, ce ministre, dévoué à l'Autriche, n'avait laissé au roi de Prusse aucun espoir de rompre le traité de 1756, qui avait uni deux puissances dont la rivalité avait ensanglanté presque tous les champs de bataille de l'Europe; Mais le partage de la Pologne, préparé et consommé avec un si prodigieux oubli de la dignité de la France, avait porté la première atteinte à l'alliance autrichienne. Le comte de Vergennes inclinait de son côté vers la Prusse, depuis que la cour de Vienne, en s'alliant avec la Russie, paraissait avoir livré l'empire ottoman à l'ambition de Catherine. La position de la France et de la Prusse établissait donc entre elles une communauté d'intérêts. Celle-ci était inquiète des arrangements pris au sujet de la Bavière, dont Catherine s'était engagée à favoriser l'échange contre les Pays-Bas autrichiens; celle-là ne pardonnait pas à l'empereur d'avoir sacrifié l'empire ottoman pour satisfaire ses vains désirs de renommée.

Au milieu de ce conflit de sentiments et d'intérêts, un changement de ministère en Angleterre vint imprimer tout à coup une autre direction au mouvement politique des cours de l'Europe. Le grand Frédéric, dont le ressentiment contre l'Angleterre avait été si vif, se montra fort empressé de rechercher l'amitié de Fox[1]; mais le cabinet de Saint-James, sans repousser tout à fait ses avances, ne les avait accueillies qu'avec une certaine

[1] *Diaries and correspondence of James Harris.*

réserve, flottant lui-même en ce moment entre plusieurs systèmes d'alliance qu'il essayait de rattacher à Pétersbourg. Catherine, qui suivait attentivement la marche de la nouvelle administration, avait paru manifester le désir de nouer avec elle des relations plus intimes. Fox s'était hâté de conclure la paix avec la France, et, pénétré du danger où le défaut d'alliance avait jeté la Grande-Bretagne, il avait essayé de former des liens sérieux avec les puissances du continent. Dans les conseils de Pétersbourg, un parti puissant, composé de Bezborodko, des comtes Ostermann et Vorontzof, ne dissimulait pas ses sympathies pour l'Angleterre. Catherine elle-même traitait le ministre anglais à sa cour avec une distinction remarquable; mais ses sentiments ne tardèrent pas à se refroidir. Fox ayant quitté le ministère, le nouveau cabinet semblait hésiter à seconder les desseins de l'impératrice contre l'empire ottoman. Après avoir soutenu les premiers pas de la Russie dans la carrière maritime, l'Angleterre se reprochait maintenant ses complaisances et paraissait résolue à ne pas souffrir une domination qui prétendait à l'empire des mers.

Telle était la nature de leurs rapports lorsque fut conclu le traité de navigation et de commerce entre la France et la Russie. La Prusse et l'Angleterre s'unirent plus étroitement. Il s'agissait pour l'une de forcer Catherine à se séparer de l'Autriche, et pour l'autre de la faire repentir de ses complaisances pour la France. L'Europe fut donc travaillée par cette double influence;

mais nulle part elle ne le fut plus activement qu'en Suède, en Pologne et à Constantinople.

La France était elle-même dans une situation exceptionnelle. Ses anciennes liaisons l'attachaient à la Suède, à la Pologne et à la Turquie; ses nouvelles alliances l'avaient rapprochée de la Russie, dont la politique menaçait l'existence de ces trois États. Il semblait donc impossible qu'elle se prononçât dans un sens ou dans un autre, sans rompre l'un ou l'autre de ces liens. D'un côté, elle ne pouvait se prêter aux excitations qui ne tendaient qu'à pousser la Pologne, la Turquie et la Suède contre la Russie; de l'autre, elle ne pouvait approuver, encore moins seconder les desseins de ses alliés contre l'empire ottoman. Elle avait donc à lutter contre cette ambition avouée et contre les intrigues de l'Angleterre et de la Prusse. Si l'alliance avait été sincère, elle aurait assuré la paix du monde; mais il n'en était point ainsi. Dans le temps que l'empereur protestait de ses intentions bienveillantes à l'égard de la Turquie, persuadé, suivant ses propres expressions, que la présence des *turbans* à Constantinople était moins à craindre pour ses possessions que ne le serait celle des *chapeaux*, il se prêtait complaisamment aux projets de l'impératrice contre l'indépendance de cet empire.

Cependant, lorsque la nouvelle des troubles du Brabant eut été connue, le comte de Ségur fit comprendre à l'empereur que le projet de détruire l'empire ottoman était une folie; que la France ne le souffrirait pas, dût-

elle s'unir à la Prusse, et il fit craindre à l'impératrice que la Suède ne s'engageât dans une alliance avec l'Angleterre et la Prusse pour la défense de cet empire.

L'empereur, effrayé de la tournure que prenaient les événements, promit en effet de renoncer à ce projet, et Catherine elle-même, dont les idées paraissaient en ce moment tournées vers l'intérieur de son empire, se montra disposée au maintien de la paix. Ses ministres, loin de partager les vues de Potemkin, s'efforçaient de lui en montrer le danger, au dedans par la désorganisation de l'armée, l'épuisement des finances et la stagnation du commerce; au dehors par l'agitation de la Suède, l'irritation de la Pologne, l'impuissance de la France et le peu de sécurité de l'alliance autrichienne, à cause des troubles du Brabant. La noblesse redoutait le poids de nouvelles charges, et les ministres un accroissement de pouvoir pour Potemkin. L'impératrice ébranlée se relâcha de ses prétentions, et consentit à ce qu'un nouveau projet de pacification, approuvé par la France, fût soumis au divan.

Le différend ne reposait que sur quelques points peu essentiels qu'une loyale explication eût aplanis. Mais, d'une part, le ressentiment de la défaite et de perpétuelles excitations; de l'autre, l'orgueil de la victoire et une ambition qui n'était pas pleinement satisfaite, entretenaient la méfiance entre les deux couronnes et donnaient lieu à de fréquentes récriminations. Il régnait dans les montagnes du Caucase une agitation que la

Porte ne cherchait point à calmer. Un prophète nommé Mansourah appelait aux armes les populations musulmanes; les féroces Lesghiz avaient attaqué les États du roi d'Imirette; les Tartares du Kouban avaient fait prisonniers plus de mille Russes; enfin la garnison d'Otschakof se livrait à des brigandages sur les frontières de l'empire. Dans plusieurs endroits, la fureur du peuple s'était portée à de bien plus graves excès. A Candie, le pavillon russe avait été foulé aux pieds, et le consul contraint de se mettre sous la protection du ministre de France; à Rhodes, le consul avait été tué.

La nouvelle de ces attentats étant parvenue à Kherson, pendant que l'impératrice était encore dans cette ville, on craignit qu'elle ne fût entraînée à prendre sur-le-champ une résolution extrême. Il semblait difficile de calmer son indignation, et non moins difficile de faire entendre au divan des conseils de prudence. La Porte se plaignait que les intrigues de la Russie eussent ébranlé partout la fidélité de ses peuples; la Russie lui reprochait à son tour d'exciter en secret les Tartares du Kouban, dont les courses portaient l'effroi et la dévastation sur les terres de l'empire. « S'ils sont vos sujets, disait-elle, punissez-les; s'ils ne le sont pas, permettez que nous les punissions nous-mêmes. »

Catherine cependant avait autorisé les ministres de France et d'Autriche à lui présenter de nouvelles propositions d'accommodement; mais Potemkin avait résolu d'en empêcher l'effet. Il élevait à chaque instant

des réclamations exorbitantes, gênait le commerce de la mer Noire et ne tenait aucun compte des plaintes que cette conduite provoquait de la part du Grand Seigneur. Il venait d'ordonner à tous les officiers de rejoindre leurs corps. Les troupes du Caucase furent renforcées, et l'on pressait en même temps de grands armements à Sébastopol et à Kherson. Enfin il fut enjoint à Boulgakof d'exiger une prompte réponse aux diverses réclamations que la Porte avait constamment repoussées. La Russie demandait : 1° l'établissement d'un consul à Varna ; 2° la liberté de construire une église grecque à Constantinople ; 3° la reconnaissance du tsar Héraclius comme vassal de la Russie ; 4° la soumission des Tartares, dont les excursions troublaient le territoire de l'empire ; 5° une déclaration précise au sujet des préparatifs de guerre que faisait la Porte ottomane ; 6° enfin, la cession de la Bessarabie, comme l'unique moyen de mettre un terme aux disputes élevées touchant les limites des deux empires.

La réponse du divan fut très-prompte et très-nette. Elle refusait l'établissement d'un consul à Varna, sous prétexte que cette ville ne consentirait pas à le recevoir, ainsi que la construction d'une église grecque à Constantinople. La proposition de reconnaître le tsar Héraclius comme vassal de la Russie était contraire au dernier traité ; enfin, le divan trouvait étrange que la Russie exigeât du Grand Seigneur qu'il contînt et réprimât les brigandages des Tartares, c'est-à-dire d'un peuple

qu'elle avait soustrait à sa domination. Quant à la déclaration relative aux préparatifs de guerre, il se bornait à répondre qu'il en ferait connaître les motifs lorsque la cour de Russie aurait elle-même rendu compte de ses armements, et notamment de la construction d'une flotte sur la mer Noire.

La Porte ne s'en tint pas là ; elle demanda à son tour : 1° que les troupes russes évacuassent la Kartalinie, et que l'impératrice cessât de protéger le tsar Héraclius ; 2° que les bâtiments russes, soupçonnés d'apporter dans les ports de l'empire ottoman des marchandises prohibées, fussent assujettis à une sévère visite ; 3° que les consuls russes fussent tenus de se borner aux fonctions relatives au commerce ; 4° qu'il fût permis au Grand Seigneur d'entretenir à son tour des consuls dans les villes commerçantes de la Russie ; 5° enfin, que la cour de Pétersbourg cessât d'appuyer les prétentions des Moldaves et des Valaques, et de fomenter l'esprit de révolte parmi les Grecs.

Il eût été facile d'empêcher que ces dissentiments ne devinssent plus sérieux ; mais, à Pétersbourg comme à Constantinople, l'intrigue dénaturait les faits, et la passion obscurcissait les jugements. L'Angleterre et la Prusse, étonnées que la Russie eût d'abord cédé, persuadèrent aux ministres ottomans que l'impératrice n'attendait, pour attaquer l'empire, que le licenciement des troupes ; que la Russie était en proie à la disette et manquait d'argent ; que l'empereur d'Autriche était oc-

cupé par les troubles du Brabant; que le roi de Suède avait pris une attitude menaçante; que la Pologne était prête à se soulever, et que la France, en supposant qu'elle restât fidèle à son alliance avec l'impératrice, était trop occupée de ses troubles intérieurs et trop engagée par ses finances, pour être un allié utile ou un ennemi dangereux.

Il eût été facile de donner un éclatant démenti à ces prévisions; car la France est toujours un allié utile ou un ennemi dangereux, lorsque ses destinées sont confiées à des mains habiles et dirigées par des hommes qui ont le sentiment de sa puissance et de sa dignité. Malheureusement il n'en était pas ainsi à cette époque. Le cardinal de Loménie, ministre des affaires étrangères, était faible, timide et méfiant. Il se bornait à conseiller la modération, lorsqu'il aurait fallu prendre un langage ferme et montrer qu'au besoin on saurait recourir aux armes. Il n'osa soutenir les Hollandais contre l'empereur, ni les Turcs contre Catherine. L'Angleterre et la Prusse redoublèrent d'audace, entraînèrent le divan, et la guerre fut résolue.

La France ne jouissait plus à Constantinople que d'une autorité douteuse, depuis le traité de commerce qu'elle avait conclue avec la Russie, et dont ses ennemis affectaient d'exagérer la valeur, en l'assimilant à un traité d'alliance. Elle se trouvait donc placée dans cette situation qu'elle s'exposait à perdre le reste de son influence, en s'attachant à la Russie, ou à s'aliéner l'es-

prit de Catherine, si elle essayait de contenir son ambition. Sa voix avait donc perdu son autorité, et sa modération passait pour faiblesse ou pour connivence. Si, au lieu d'hésiter et de craindre, elle eût au contraire annoncé hautement son intention de soutenir partout le droit des nations, comme elle y était engagée par la justice et par son intérêt, l'empereur eût mis un frein à son ambition, et Catherine n'eût osé compromettre sa gloire, sous les yeux de l'Europe attentive, dans une guerre dont le résultat était incertain.

Au milieu de ce chaos d'intrigues, l'impératrice parut cependant hésiter. Obéissait-elle à un noble sentiment, à l'approche des maux affreux que la guerre entraîne? ou bien n'était-ce qu'une feinte modération? Quoi qu'il en soit, un courrier était parti pour Constantinople, chargé de nouvelles propositions, lorsqu'elle apprit que Boulgakof avait été conduit au château des Sept-Tours. Le divan ne voyait déjà plus l'abîme ouvert sous ses pas. Plus la Russie avait montré de retenue, plus il avait mis de hauteur dans ses demandes. Enfin, sous prétexte qu'il était dangereux de se laisser prévenir, il proclama, le 18 août 1787, à la suite d'une délibération tumultueuse, que la paix était rompue, et fit attaquer dans le Liman par la flotte turque la frégate russe *la Rapide*.

La Porte avait donc manqué de prudence et de justice. Non contente d'avoir agi avec précipitation, elle venait de violer dans la personne d'un ambassadeur le droit des nations, respecté par toutes les puissances. Tel

était le fruit des conseils de l'Angleterre et de la Prusse. Le duc de Choiseul et le baron de Herbert, ambassadeur d'Autriche, mirent tout en œuvre, protestations, prières, menaces même, pour obtenir l'élargissement de Boulgakof. Le grand visir répondit au duc de Choiseul que, si le ministre russe était délivré, les troupes d'Asie, dans leur fureur, porteraient au camp le désordre et la révolte. Une sourde fermentation régnait en effet dans la ville, où les chrétiens n'osaient se montrer. D'horribles menaces étaient proférées contre les Russes, et la populace demandait la tête de Boulgakof.

Celui-ci avait refusé l'intervention des ambassadeurs étrangers. Il croyait que Choiseul favorisait en secret les Ottomans, et, du fond de sa prison, il savait encore se procurer des informations utiles qu'il faisait parvenir à son gouvernement. Il conserva du reste une dignité calme, puisant dans la culture des lettres la force et la consolation qu'elles ne refusent jamais à ceux qui les aiment.

Le divan avait aggravé sa situation aux yeux de l'Europe par une mesure violente, qu'il prenait pour le signe de sa force. Son manifeste, dont on attribue la rédaction au chevalier Ainslies, ambassadeur de la Grande-Bretagne, se ressentit de cette irritation. Il reprochait à la Russie de porter atteinte au droit souverain qu'avait la Pologne de modifier sa constitution, sous prétexte de la garantie qu'elle lui avait imposée en 1775.

La déclaration de l'impératrice, au contraire, fut empreinte d'une grande modération. Ses protestations en faveur de la paix avaient au moins l'avantage de mettre de son côté les apparences de la justice. Elle reprochait aux Turcs l'infraction du dernier traité, et se bornait à justifier l'obligation où elle était de prendre les armes, par la nécessité de défendre son empire contre une agression injuste. Mais, dans le secret du cabinet, on ne cachait pas le projet de détruire l'empire ottoman. On avait eu soin de laisser transpirer ce secret, afin d'y habituer les ministres des puissances étrangères, et l'on publia même des prophéties des patriarches Jérémie et Nicon annonçant la chute de l'islamisme. Ces prophéties plaisaient singulièrement au peuple russe, et le disposaient à la guerre.

La France et l'Espagne n'avaient cessé, pendant ce temps, de travailler à un rapprochement entre la Russie et la Porte. La position de la première était fort délicate. Le traité de commerce qu'elle venait de conclure, et dont elle désirait recueillir les fruits, l'obligeait à de certains ménagements à l'égard de l'impératrice, et pouvait d'un autre côté inspirer quelque méfiance à la Porte, dont l'Angleterre et la Prusse égaraient les conseils. Le duc de Choiseul redoublait de zèle et d'activité. La cour de Vienne secondait ses efforts; mais en voyant ces deux puissances continuer à remuer l'Europe, exciter la Suède, agiter la Pologne et soulever le Brabant contre la domination autrichienne, l'empereur envoya l'ordre au

baron de Herbert de mettre ses sujets sous la protection de la France et de quitter Constantinople (16 février 1788).

La Porte, qui avait entrepris cette guerre avec plus de confiance que de sagesse, mit beaucoup de lenteur à rassembler ses forces. Ce ne fut que le 17 mars que le grand-visir, ayant fait déployer l'étendard du prophète, se rendit au camp, et donna l'ordre aux troupes de se diriger vers Sofia. De son côté, Hassan-Pacha ne mit à la voile pour la mer Noire que le 19 mai suivant. Sa flotte, composée de 110 bâtiments, devait prendre à Sinope des troupes de débarquement, ainsi que le matériel nécessaire pour opérer une descente en Crimée.

Quelques jours après, une escadre d'observation entra dans l'Archipel, et, pour compléter cet appareil imposant, le pacha de Négrepont fut chargé de croiser dans l'Adriatique avec deux vaisseaux de ligne et une corvette, pour intercepter le commerce de Trieste. Mais, du reste, persuadée que les menaces de la cour de Vienne ne seraient suivies d'aucun effet, la Porte ne prit aucune mesure pour couvrir les frontières de l'empire du côté de l'Autriche.

Les troupes de terre, en se rendant à Sofia, avaient ravagé tous les environs de la capitale. La Bulgarie même était comme un désert. Les habitants, obligés de se retirer dans les montagnes, pour échapper aux outrages de ces barbares, avaient perdu leurs troupeaux

et vu leurs terres dévastées. Ces dévastations avaient produit un autre mal, la disette.

Le camp du grand visir, établi au nord de Sofia, dans une vaste plaine, était défendu par environ 90,000 hommes, dont plus d'un tiers de cavalerie, 100 pièces de parc et de siége, 180 canons de bataille et 20 mortiers; mais l'insubordination y régnait. Les troupes se révoltèrent pour avoir leur solde, et ce ne fut qu'à force de rigueur, ou plutôt de cruauté, que l'ordre fut rétabli. Le pacha de Bosnie occupait cette province avec 27,000 hommes; le prince de Valachie en avait 18,000; enfin, le pacha d'Ismaïl protégeait la Bessarabie avec un autre corps de 25,000 hommes.

L'expédition de Moldavie et la prise de Sabatz décidèrent le grand visir à se rapprocher de Nissa, la seule place forte qui existât entre Constantinople et Belgrade; car les Autrichiens et les Russes, après s'être emparés de la Moldavie et avoir fait prisonnier Ypsilanti, vainqueurs à Torsburg, le 29 avril, et à Galatz, le 21 mai, avaient franchi la ligne du Sereth et débouchaient en Valachie par les défilés des monts Carpathes. Mavrogeni, prince de Valachie, repoussa d'abord les Autrichiens; mais ces derniers ayant battu les Turcs à Martineschti, le 18 septembre, et les ayant contraints de repasser le Danube dans un désordre extrême, Mavrogeni put à peine se maintenir dans le Banat. Le prince de Cobourg, ne trouvant plus d'obstacle, marcha sur Bukarest, où il entra le 10 novembre.

Potemkin, qui avait appelé cette guerre de tous ses vœux, sembla, dès qu'elle eut été déclarée, avoir perdu la faculté d'agir. Pendant quinze jours, il avait paru silencieux, indécis, consterné. Il ne savait où prendre des vivres; il ne donnait aucun ordre; il ne s'était formé aucun plan de campagne. Après beaucoup d'hésitation et de lenteur, il fut cependant convenu que les Russes commenceraient leurs opérations par le siége d'Otschakof, et que les Autrichiens se porteraient contre Belgrade. Mais, comme il était urgent de pourvoir à la défense des différents points contre lesquels on supposait que les Turcs tourneraient leurs armes, on dirigea 40,000 hommes vers le Kouban et le Caucase; 30,000 veillèrent à la défense de la Crimée, et l'on échelonna, depuis Kherson jusqu'au Boug, plusiers corps de troupes; enfin, le général Roumiantzof, avec lequel Potemkin venait de se réconcilier, avait réuni près de Kief une armée de 70,000 hommes, pour agir en Moldavie.

L'armée du Kouban, sous les ordres de Paul Potemkin, poursuivit les Tartares depuis l'Alaba jusqu'aux montagnes de neige, brûla leurs villages et fit transporter plus de 5,000 habitants dans les hautes vallées du Caucase. Un chef intrépide, le scheich Mansour, avait paru, trois ans auparavant, au milieu des populations circassiennes, se servant de la parole et des armes pour y détruire les croyances chrétiennes mal affermies et rétablir partout l'islamisme, dont l'affaiblissement avait

ouvert la porte à l'influence étrangère. Ce ne fut qu'après une lutte acharnée et souvent heureuse qu'il tomba dans les mains des Russes.

L'impératrice n'avait pas négligé de s'assurer de la Grèce, et l'on vit alors avec quelle prévoyance elle avait su lier les destinées de ce pays avec celles de son empire. Nous avons rapporté ailleurs comment elle avait établi dans presque toutes les îles vénitiennes de l'Archipel des consuls et des vice-consuls, choisis parmi les Grecs et les Albanais. La plupart de ces hommes avaient un parti puissant dans leur patrie. Benaki, un des plus riches primats de Calamata, avait été nommé consul général à Corfou ; un autre Grec de l'Archipel, qui se disait issu de l'illustre famille des Comnènes, avait été nommé à Céphalonie ; Zagouriski, le plus intrépide chef de bandes de l'Albanie, rude, ignorant, mais actif, dévoué et jouissant d'un grand crédit sur les siens, avait obtenu le vice-consulat de Zante.

Lorsque la guerre eut été déclarée, Catherine s'occupa de réaliser ses projets. Ses émissaires parcoururent la Grèce pour y préparer une insurrection. Ils levèrent en Albanie une petite armée de Sulliotes, qui défit en plusieurs rencontres les troupes d'Ali, pacha de Janina. Les Grecs établis à Trieste armèrent à leurs frais, sous pavillon russe, un certain nombre de corsaires, dont le commandement fut confié à Lambro-Cazzoni, de l'île de Zea. Il était d'une bravoure héroïque, et nourrissait contre les Turcs une haine profonde et invétérée. Sorti

du port de Trieste avec une vieille frégate et quelques barques idriotes, il recueillit sur les rivages de l'Épire et dans les îles vénitiennes une foule de Grecs et d'Albanais, avec lesquels il ne craignit pas de se mesurer contre la marine ottomane.

L'impératrice avait pris des mesures pour lui faire parvenir des secours; mais ses ordres furent mal exécutés. Enfin, elle venait d'envoyer dans l'Archipel le général Tamara, pour diriger les opérations militaires, lorsque la paix fut conclue. Le général russe ayant signifié à Lambro-Cazzoni de cesser les hostilités, celui-ci répondit avec une sorte de hauteur que si l'impératrice avait fait sa paix, il n'avait pas encore fait la sienne. En effet, il continua ses courses jusqu'à ce que, pressé par des forces infiniment supérieures, il fut contraint d'abandonner la Grèce. L'impératrice l'accueillit avec faveur et lui donna un grade élevé dans ses troupes.

Dès le mois de mai, l'armée de Roumiantzof était sortie de ses quartiers et s'était avancée jusque sur les bords du Dniester. Les Turcs, témoins de ce mouvement, avaient à leur tour abandonné les frontières de la Pologne pour se rapprocher d'Iassy; mais les Autrichiens, les ayant suivis dans cette marche rétrograde, remportèrent sur eux plusieurs avantages, et, réunis ensuite aux Russes, ils firent tomber sous leurs coups toute la Moldavie et la Valachie. Au bout de quelques mois, les Ottomans avaient été rejetés au delà du Danube.

Potemkin avait établi son quartier général à Elisabeth,

ville neuve sur l'Ingoul. Il avait formé deux nombreuses divisions de son armée, s'était réservé la première, et avait confié la seconde aux lieutenants généraux Paul Potemkin et Samoïlof. Celle-ci, ayant passé le Boug, marcha sur la droite de ce fleuve, tandis que l'autre division suivait la rive gauche. A la fin de juin, les deux corps s'étaient réunis au village d'Alexandrof, près d'Otschakof, dont on commença de suite l'investissement.

La place n'était pas en état de soutenir une attaque sérieuse ; mais le prince perdit beaucoup de temps par son indolence naturelle, et, sa flotte ayant été dispersée par les vents, les Turcs purent y jeter des vivres et des secours. Otschakof, située sur la rive droite du Borysthène et près de son embouchure, occupe une pente qui conduit au fleuve. Un fossé et un chemin couvert étaient alors les seuls ouvrages qui la protégeassent[1].

Les Russes avaient à peine paru devant la place qu'ils furent attaqués ; mais ils restèrent maîtres du terrain. Une tentative dirigée contre Kinbourn fut également repoussée (24 septembre). Les Turcs revinrent à la charge, soutenus par des troupes de terre (18 octobre 1787), mais Souvorof les rejeta dans leurs retranchements, où il n'hésita pas à les suivre. Le combat fut sanglant : trois fois les Russes furent repoussés, trois fois Souvorof les ramena, quoique blessé lui-même, sous le feu des ennemis,

[1] *Mémoires du baron de Tott.*

forçant la victoire à se fixer sous ses drapeaux. Les Turcs laissèrent le champ de bataille couvert de morts, et entre les mains des Russes un grand nombre de prisonniers.

Sur mer, quelques galères russes avaient suffi pour écarter le danger dont l'escadre ottomane avait paru menacer la Crimée. Elles avaient brûlé ou coulé à fond plusieurs chaloupes ennemies. La flotte russe, au commencement de la guerre, n'était composée que de dix-neuf vaisseaux, distribués dans les différents ports de la mer Noire, et elle était par conséquent inférieure en nombre à la flotte ottomane. Elle était commandée par le prince de Nassau, qui se couvrit dans cette campagne d'une gloire éclatante, par une bravoure et une audace qui tiennent du prodige. Caractère fougueux et résolu, il possédait un coup d'œil sûr et rapide, avec un sang-froid si remarquable, qu'au milieu même du combat ses ordres étaient toujours clairs et précis.

Lorsque le capitan-pacha était venu mouiller devant Otschakof avec une flottille nombreuse et quinze vaisseaux de guerre, le prince de Nassau conçut le dessein de l'attaquer avec la flottille de Kherson, qu'on supposait à peine capable de tenir la mer. Chacun s'étonna de son audace; personne n'osait croire au succès. Nul autre que lui, en effet, n'eût peut-être réussi. Il détruisit dans quatre combats cette formidable flotte ottomane et fit plus de prisonniers qu'il n'avait de soldats. Les débris de la flottille turque ayant été contraints de s'enfermer dans

Otschakof, Nassau bloqua le port et voulait que Potemkin donnât l'assaut, pendant que lui-même tenterait une attaque par mer. Les Turcs étaient alors si découragés que ce coup de main eût terminé la guerre. Mais Potemkin s'y refusa, quoique l'approche de l'hiver menaçât de rendre les opérations du siége plus longues et plus difficiles. On semblait ne s'occuper que de plaisirs. Le camp était rempli de femmes et d'étrangers. Les fêtes s'y succédaient sans interruption. Bientôt cependant le froid devint excessif. Potemkin donnait à chaque instant des ordres, qu'il retirait ensuite. Après avoir perdu par ses hésitations l'occasion de s'emparer de la ville, il laissait l'armée se détruire par l'inaction et le désordre.

Le nom de Souvorof a fait tant de bruit en Europe, qu'au début de sa glorieuse carrière nous ne pouvons nous dispenser de faire connaître cet homme extraordinaire. Issu d'une famille pauvre et sans crédit, Souvorof ne dut son avancement qu'à son mérite. Entré à l'âge de treize ans dans le régiment de Semenof, il parvint de grade en grade jusqu'à celui de général en chef. Plein de bienveillance pour ses soldats, dont il partageait les amusements et les fatigues, il en était adoré. Sobre, actif, infatigable, sa manière de vivre était celle d'un Scythe. Il se couchait à six heures du soir et se levait à deux heures du matin. Il se jetait habituellement sur une botte de paille, vêtu et armé. Ses repas ne consistaient que dans quelques mets grossiers, qu'il arrosait d'eau-

de-vie ou de kouass. Sur des esprits simples, ses mœurs dures, les écarts de son imagination aussi vive qu'exaltée, ses gestes, sa contenance, tout produisait une profonde impression. Ses soldats le croyaient marqué du sceau de la divinité pour la gloire de la Russie. Souvent il parcourait le camp en chemise, montant à poil un cheval de Cosaque. Le matin, au lieu de faire battre la diane ou le rappel, il sortait de sa tente et chantait trois fois comme un coq. C'était le signal du réveil, quelquefois celui de la marche ou du combat. Du reste, c'était un homme d'un esprit solide, d'une instruction très-étendue, lisant et étudiant beaucoup, fidèle à sa parole et inaccessible à la corruption. Railleur à l'égard des courtisans, dont il aimait à faire ressortir les ridicules, le maréchal Roumiantzof fut le seul homme devant lequel il ne cessa jamais d'être respectueux. D'abord ses manières étonnèrent, mais on s'y habitua, et, dans la suite, on ne vit plus en lui qu'un homme extraordinaire, une sorte de génie inspiré.

Jamais Souvorof ne laissa la discipline se relâcher parmi ses troupes. Lorsqu'il visitait les ambulances, il faisait prendre à ceux qu'il trouvait sérieusement malades de la rhubarbe et du sel, distribuait des coups de verges à ceux qui n'étaient que faibles, et quelquefois il les chassait tous, en disant qu'il n'était pas permis aux soldats de Souvorof d'être malades.

Une des causes de la confiance que les troupes avaient en lui était sa dévotion. Il obligeait les capi-

taines à faire la prière à haute voix, à la tête de leurs compagnies, et maltraitait les officiers étrangers ou livoniens, qui ne savaient pas les prières russes.

Mais il était dans sa nature d'outrer les meilleures choses. L'amour de la discipline le rendit souvent impitoyable; sa passion pour la gloire de sa patrie dégénéra quelquefois en cruauté. Il ne ménageait ni le sang de ses soldats ni celui des ennemis vaincus, de sorte qu'il acheta plus d'une fois la victoire par de terribles sacrifices, et qu'il poursuivit ses sanglants succès avec une sorte de joie féroce. Au terrible combat de Brzesc, qui lui fraya le chemin de Varsovie, il harangua ainsi ses soldats : « Camarades et frères, notre mère m'a ordonné de massacrer tous les Polonais; massacrons-les. » Souvorof était passionné pour la gloire de Catherine et pour celle du nom russe; et, comme toute passion a ses écarts, la sienne le portait à désirer la ruine de leurs ennemis. Parmi ces ennemis, les Français révolutionnaires et *assassins de leur roi*, avaient le plus de droit à sa haine. « Mère, écrivait-il à l'impératrice, fais-moi marcher contre les Français. » Son désir venait d'être exaucé, et il s'avançait en effet par la Gallicie, à la tête de 40,000 hommes, lorsque cette princesse mourut.

On a contesté à Souvorof ses talents militaires, attribuant à la fortune une suite presque continuelle de succès. Il avait au contraire les qualités qu'on admira dans César, le coup d'œil prompt et sûr et la rapidité

des mouvements. Nul ne savait mieux que lui profiter de ses avantages par la hardiesse de ses marches et la vigueur de ses attaques.

Il avait l'habitude d'annoncer ses succès en quelques mots saillants, comme César. Après la prise d'Ismaïl, il écrivit à l'impératrice : « Gloire à Dieu, gloire à vous aussi ! la ville est prise et m'y voilà ! »

Pendant que les Russes obtenaient des succès au midi de leur empire, un ennemi plus dangereux que les Turcs se déclara tout à coup dans le nord. Depuis que Gustave III avait, avec l'appui de la France, relevé le pouvoir royal, la Russie, dont ce coup d'autorité avait diminué l'influence, n'avait cessé de manifester des regrets et d'encourager le parti vaincu. Il paraissait donc évident que la moindre circonstance briserait les liens déjà fort relâchés qui unissaient encore ces deux puissances. On crut généralement que cette circonstance allait se présenter au moment où la guerre éclata entre la Russie et la Porte. En effet, celle-ci avait sollicité de la Suède une alliance offensive et défensive. Cette alliance n'eut pas lieu ; mais Gustave n'en fit pas moins des préparatifs, comme s'il avait eu la pensée de commencer les hostilités. Il armait des galères sur la Baltique et rassemblait en Finlande une armée de 30,000 hommes.

Le violent désir qui le poussait à la guerre avait d'ailleurs un autre motif que l'amour de la gloire. Une grande fermentation régnait alors en Suède, où le parti

constitutionnel travaillait avec un extrême ressentiment à se relever de sa défaite. Gustave méditait en conséquence de donner une direction différente à ce mouvement de l'opinion publique, et il espérait que le succès de ses armes, en lui ramenant les esprits, consoliderait son autorité. Il pouvait, en effet, sans trop de présomption, concevoir de telles espérances; car la frontière russe était dégarnie de troupes, et c'est à peine si, dans toute la Finlande, l'impératrice avait mille hommes à lui opposer.

Mais, d'autre part, l'armée suédoise n'était ni exercée ni disciplinée, Gustave plaçant le courage personnel au-dessus de la discipline, dont il méprisait les lois, comme indignes d'un esprit élevé. Le matériel, depuis longtemps négligé, était entièrement délabré; les munitions étaient insuffisantes: le service des vivres, celui des ambulances présentaient les mêmes désordres et n'étaient ni mieux entendus ni mieux réglés[1].

Telle était cependant la sécurité de l'impératrice que, sans les lenteurs du roi, la Finlande russe eût été perdue et la capitale de l'empire menacée. La guerre n'avait pas encore été déclarée que déjà des officiers dévoués à Gustave avaient commencé les hostilités[2]; mais ils furent mal soutenus, ce qui permit à l'impératrice de prendre à la hâte quelques dispositions. Elle fit remettre au roi

[1] *Mémoires du baron de Stedingk.*

[2] *Ibid.*

de Suède, le 18 juin 1788, par le comte Razoumofski, son ambassadeur, une note ayant pour but de connaître l'objet de ces armements. Le roi, que l'Angleterre et la Prusse poussaient à la guerre, affecta, de son côté, des craintes qu'il n'avait point. Il prétendit que le ministre russe entretenait des intelligences avec ses ennemis; qu'il excitait contre lui une partie de la nation, et il feignit même d'être inquiet des armements de la Russie, tandis qu'il était évident que la frontière du nord était dégarnie de troupes, et qu'au moment où la guerre fut déclarée, l'impératrice allait envoyer toutes ses forces dans l'Archipel[1]. Il est encore évident qu'à cette époque Razoumofski n'avait reçu de son gouvernement que des instructions pacifiques. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement. La Russie, ayant déjà sur les bras toutes les forces de l'empire ottoman, eût commis une faute impardonnable en blessant par de vaines démonstrations une puissance voisine, dont elle avait tant de motifs de redouter l'intervention.

Dans la note que l'ambassadeur russe avait remise au roi, note tout à fait pacifique, quelques expressions piquèrent vivement ce prince. Il y était question des *personnes ayant part au gouvernement de la nation suédoise.* Cette phrase, qui du reste n'était ni impropre ni inconvenante, eu égard à la forme constitutionnelle de ce pays, excita pourtant à un si haut degré la susceptibilité

[1] *Décade historique*, t. III, par le comte de Ségur.

de Gustave, qu'il donna huit jours au ministre russe pour sortir du royaume, ne pouvant croire, dit-il, qu'il eût été autorisé par sa cour à tenir un pareil langage. Sur le refus du comte Razoumofski, qui déclara ne pouvoir quitter son poste sans un ordre de sa souveraine, Gustave le fit embarquer d'autorité, et partit lui-même pour se mettre à la tête de ses troupes (23 juin), malgré les remontrances des ministres de France, d'Espagne et d'Autriche. Cette mesure était grave; il l'aggrava encore en refusant toute conférence avec les généraux russes que l'impératrice lui envoya pour négocier, et en faisant remettre à cette princesse, par le secrétaire de la légation suédoise à Saint-Pétersbourg, une note menaçante qui devait avoir pour effet de rendre impossible tout retour à la paix.

Gustave demandait : 1° que le comte Razoumofski fût puni d'une manière exemplaire; 2° que l'impératrice lui cédât à perpétuité, comme dédommagement des frais auxquels il avait été entraîné pour le besoin de sa défense, toute la partie de la Finlande et de la Carélie, avec le gouvernement et la ville de Kexholm, tels qu'ils avaient été cédés à la Russie par la paix de Nidstadt et d'Abo, en rétablissant la frontière à Systerbeck; 3° que l'impératrice acceptât sa médiation pour lui procurer la paix avec la Porte ottomane, en l'autorisant à offrir à celle-ci la cession entière de la Crimée et le rétablissement des frontières d'après le traité de 1774, ou, s'il ne pouvait décider la Porte à faire la paix à ces condi-

tions, à lui offrir le rétablissement de ses frontières, telles qu'elles existaient avant la guerre de 1768. Il exigeait en outre, pour la sûreté de ces offres, que l'impératrice désarmât sa flotte, rappelât ses vaisseaux dans la Baltique, et retirât ses troupes en deçà de ses frontières, déclarant qu'il ne pouvait accepter la moindre modification à ces propositions, sans compromettre sa gloire et l'intérêt de ses peuples.

Sans même attendre la réponse à cette note impérieuse, dont la fierté de Catherine se trouva blessée, il se mit en campagne, et, après avoir perdu un temps précieux devant le fort de Nyslot, il s'avança, le 19 juillet, vers la petite ville de Frédériksham. Ce fut un grand bonheur pour l'impératrice que le roi de Suède eût jeté les premiers feux de sa fureur guerrière contre une place, qui, sans être très-forte, l'était assez néanmoins pour le retenir quelque temps sous ses murs. Frédérickshamn est située sur une hauteur. D'un côté s'étend la mer, de l'autre un lac de cinq lieues de tour. L'espace qui les sépare était fortifié par des ouvrages de terre et de fascines. Elle ne pouvait en conséquence être entièrement investie.

Si Gustave eût été aussi prompt à agir qu'il l'avait été dans ses menaces; si surtout, au lieu de consumer son ardeur et de fatiguer ses troupes sous les murs de Frédérickshamn, il eût précipité sa course vers Saint-Pétersbourg, il y aurait surpris l'impératrice et enlevé la Livonie sans tirer l'épée, car il n'y avait en ce mo-

ment, pour protéger cette province, que deux régiments incomplets.

On ne peut se faire une idée du trouble et de la confusion que la nouvelle de sa marche avait déjà répandus dans la capitale de la Russie. Tous les hommes en état de porter les armes furent mis en réquisition; mais ces recrues, composées en grande partie de cochers, d'ouvriers, de domestiques, jeunes ou vieux, n'avaient aucune habitude du service militaire. Il fallait les équiper, les former, les instruire; tout cela demandait du temps, et Gustave pouvait à chaque instant paraître aux portes de la ville.

La terreur avait aussi pénétré dans le palais. Mais Catherine ne s'abandonna pas à une indigne faiblesse, car de sa fermeté dépendait le sort de l'empire. Toutefois, en se préparant à repousser l'invasion, elle se disait à elle-même qu'elle ne devait pas exposer sa personne à tomber au pouvoir de son ennemi. En conséquence, des ordres furent donnés pour gagner Moscou, si le danger devenait imminent. On emballa bijoux, meubles précieux, argent, papiers : des chevaux étaient réunis à tous les relais de poste.

On demandait un jour à l'impératrice ce qu'elle aurait fait si Gustave, après s'être emparé de Saint-Pétersbourg, se fût mis à sa poursuite sur la route de Moscou : « Ce que j'aurais fait, répondit-elle avec fierté; j'aurais livré chaque jour une bataille, et voici ce qui serait arrivé : l'armée suédoise affaiblie et détruite aurait

trouvé son tombeau dans les plaines de la Russie avant d'avoir atteint Moscou. »

Elle ne négligeait rien cependant pour mettre la frontière en état de défense et renforcer les troupes disséminées en Livonie. Toutes ses mesures furent aussi promptes que vigoureuses. Il ne fallait donc qu'un souffle de la fortune pour ramener la confiance. Le roi de Suède avait perdu beaucoup de temps devant Frédéricksham. La flotte suédoise fut ensuite retenue par des vents contraires, et l'armée fit une perte considérable en hommes, en voulant s'emparer d'une hauteur qui dominait la baie.

Les Russes mirent habilement ce temps à profit. Leur armée s'éleva bientôt à 12,000 hommes. Leur flotte ayant mis à la voile du port de Cronstadt, le 3 juillet 1788, avec dix-sept vaisseaux de ligne, rencontra, quelques jours après, celle des Suédois qui en avait quinze. L'amiral Greig commandait la première ; le duc de Sudermanie, frère du roi, assisté de l'amiral Wrangel, avait le commandement de la seconde. Elles s'abordèrent à Hogland [1], sans avantage décisif. Chaque nation perdit un vaisseau. Seulement, après un combat qui avait duré cinq heures, les Russes continuèrent à tenir la mer, tandis que la flotte suédoise, obligée de rentrer dans ses ports, où rien n'existait pour qu'elle pût ré-

[1] Ile du golfe de Finlande, située en face de Frédéricksham, à environ dix lieues en mer.

parer ses avaries, y demeura en quelque sorte bloquée [1].

Ce fut la dernière action glorieuse de Greig. Il mourut le 15 octobre de la même année, regretté de tous les marins et pleuré par l'impératrice, qui honora sa mémoire par un monument public. Entré au service de la Russie en 1764, Greig avait apporté dans les constructions navales d'importantes améliorations. C'est lui qui, à Tchesmé, avait étudié la côte et préparé l'incendie de la flotte ottomane.

Les derniers événements, célébrés à Pétersbourg par des réjouissances publiques, y avaient ramené la joie et la confiance. Gustave, qui avait entrepris cette guerre sans réflexion, séduit par des conseils peu judicieux et trompé par de faux avis [2], commençait à mieux apprécier la faute qu'il avait commise. On lui avait représenté la Russie comme épuisée par la guerre, et surtout comme incapable de soutenir une lutte sur mer. Cependant elle avait trouvé en peu de jours des ressources suffisantes non-seulement pour se défendre, mais encore pour attaquer. De plus, cette flotte si mal équipée, montée par des recrues sans expérience, venait de forcer l'escadre suédoise à regagner précipitamment ses ports.

La Finlande, que son inclination portait vers la Russie [3], réduite à une extrême misère et se voyant me-

[1] *Mémoires du baron de Stedingk.*
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*

nacée de plus grands malheurs, désapprouvait ouvertement une guerre dont elle n'apercevait pas le but. Si l'on ajoute à ces causes le dénûment des troupes, l'influence d'un premier échec, le découragement et le dégoût succédant à des espérances follement conçues, on conviendra qu'il ne restait au roi de Suède que peu de moyens de sortir avec honneur d'une entreprise dans laquelle il venait de découvrir qu'il avait à lutter contre un ennemi beaucoup plus redoutable que les soldats russes, l'esprit de révolte qui fermentait parmi ses troupes.

L'aristocratie suédoise n'avait pas encore pardonné à ce prince la perte d'une partie de ses priviléges. Il régnait par conséquent au fond des cœurs une irritation toute prête à éclater. Un des articles de la constitution voulait que le roi ne pût entreprendre une guerre offensive sans le consentement des états. Cet article fut le prétexte dont se servirent les ennemis de Gustave pour lui refuser leur concours. Leur but était de rétablir, avec l'appui de la Russie, l'ancienne forme de gouvernement.

Les lenteurs du roi, le découragement des troupes, les mauvaises dispositions des habitants de la Finlande, en donnant un point d'appui aux intrigues des mécontents, avaient achevé de détruire l'autorité de Gustave. Les uns parlaient de retraite, les autres de propositions de paix ; quelques-uns même, plus hardis, voulaient que la Finlande se détachât tout à fait de la Suède pour s'ériger

en république. Ce projet, conçu à une autre époque par Sprengtporten, produisit en ce moment une agitation extraordinaire.

Il aurait fallu, pour dissiper cet orage, plus de résolution et de hardiesse que n'en avait montré Gustave; il aurait fallu surtout des succès. Or, il avait laissé aux Russes le temps de rassembler leurs forces, et aux officiers mécontents celui de former une ligue qu'il ne lui était plus possible de détruire. En effet, lorsqu'ayant résolu d'enlever la ville assiégée, il ordonna au colonel Hestesko de monter à l'assaut avec son régiment, le colonel lui fit observer que le chemin, coupé par un marais presque impénétrable, était rempli de dangers; le roi prit un air d'autorité et répliqua qu'il voulait être obéi. C'était sans doute ce que les conjurés avaient prévu; car ils lui déclarèrent qu'ils verseraient volontiers leur sang pour la patrie, si ce sacrifice était nécessaire à sa gloire, mais qu'ils ne pouvaient le suivre, sans un ordre exprès du sénat, au delà des frontières, pour satisfaire son ambition. Gustave trouva les soldats également sourds à sa voix, et tout le régiment d'Abo, dont Hestesko était colonel, mit bas les armes sur-le-champ. Le colonel, voyant le roi prêt à céder à un mouvement de colère, lui dit tout bas : « Sire, prenez garde qu'une fausse démarche ne vous fasse perdre la couronne[1]. » (Août.) Gustave envoya l'ordre à Siegeroth, qui devait

[1] *Mémoires du baron de Stedingk.*

concourir avec la flotte à l'attaque de Frédéricksham, de se rembarquer immédiatement, et il se retira lui-même à Kymengorod, remettant à un autre temps le soin de punir cette offense. Le blocus de Nyslot fut précipitamment levé. Dans le camp retranché de Kymengorod, défendu par une rivière, des lacs d'un abord difficile, et couvert par une flottille qui croisait le long des côtes, Gustave n'avait à redouter aucune insulte de la part des Russes; mais les soldats rebelles de Frédéricksham y avaient apporté l'esprit de sédition.

L'impératrice pouvait donc à ce moment conclure une paix avantageuse et reprendre en Suède une partie de l'influence qu'elle y avait perdue. Ses premiers succès lui avaient fait concevoir de plus grandes espérances. Jugeant de l'esprit de la nation par les dispositions des troupes, et croyant la ruine de Gustave assurée, elle rejeta avec une sorte de hauteur la médiation de ses propres alliés [1].

Gustave paraissait en effet perdu; car le prince royal de Danemark, excité par l'impératrice, venait de se jeter sur la Norwége, s'était emparé de la ville et du port de Stromstadt et s'avançait vers Gothenbourg. Peu de temps avant cette brusque attaque, il avait fait un voyage dans cette ville, où se trouvait alors le duc de Sudermanie, et, comme personne ne soupçonnait son dessein, il avait été comblé d'attentions, et on l'avait

[1] *Mémoires du baron de Stedingk.*

laissé prendre sur l'état de la place des connaissances dont il aurait profité sans la fermeté du roi.

Ce qui devait être la ruine de Gustave devint son salut. Le peuple, indigné contre les officiers rebelles, leur avait montré publiquement son mépris, et les soldats eux-mêmes, honteux d'avoir compromis l'honneur des armes suédoises, désiraient trouver l'occasion de se faire pardonner leur conduite. Le roi étant accouru à Gothenbourg, sa présence y releva le courage des habitants, que l'invasion de l'armée danoise avait jetés dans la consternation. Gustave, dans cette circonstance, se montra supérieur à la fortune. « Je sais, dit-il aux officiers et aux bourgeois, qu'il y a des traîtres à mon service; qu'ils s'éloignent, et que tous ceux qui aiment leur patrie s'arment pour sa défense. » Son courage, sa confiance et son activité changèrent en peu de jours l'aspect de la ville.

D'autre part, le résident anglais à Copenhague, Elliot, et le ministre prussien, avaient menacé le prince royal de l'intervention de leurs cours, s'il ne cessait immédiatement les hostilités. En présence d'une déclaration aussi ferme, et sur la nouvelle que le général Armfeld accourait avec 10,000 hommes au secours de la place, l'armée danoise évacua la Suède (12 novembre), et le prince royal fut contraint de signer la paix.

Cette paix, en rendant à Gustave la liberté de ses mouvements, lui permit d'exécuter le dessein qu'il avait conçu de punir les rebelles et de prévenir le retour de

la rébellion par la réforme de l'État. L'invasion du royaume, pendant laquelle il s'était montré plein de résolution et de bravoure, lui avait concilié la faveur du peuple. A peine rentré dans sa capitale, il fit arrêter les chefs des conjurés et ressaisit son empire sur les troupes par des actes de vigueur et de clémence.

Il comprenait cependant que le pouvoir lui échapperait de nouveau, tant qu'une aristocratie turbulente et vénale menacerait la royauté. Les bourgeois de Stockholm, encore tout pénétrés d'admiration pour sa conduite, s'unirent à lui dans cette circonstance, pour abattre les priviléges de la noblesse. Une diète fut convoquée le 2 février 1789. Les volontaires de la Dalécarlie, dont il avait exalté les souvenirs, accoururent dans la capitale, tout prêts à lui donner des preuves de leur dévouement. Assuré du concours des deux derniers ordres, le roi dressa un nouvel acte constitutionnel, désigné sous le titre d'*acte d'union et de sûreté*, et, partie par la douceur, partie par l'autorité, il obtint que les nobles y adhérassent. Ils le firent, mais ils n'oublièrent jamais l'impression de leur défaite.

La nouvelle constitution reconnaissait le pouvoir héréditaire du roi, avec le droit de veiller à la sûreté du royaume, de déclarer la guerre, de faire la paix, de conclure des traités et de nommer à tous les emplois. Elle consacra l'égalité des droits pour tous les citoyens, et c'est par là surtout qu'elle obtint la faveur de la nation, dont elle flattait les instincts démocratiques.

Les partisans de Gustave redoutaient qu'après ce triomphe il ne se laissât emporter à des mesures de rigueur. Ils sentaient qu'il fallait d'abord rétablir l'ordre et la tranquillité, et que, pour atteindre ce but, la paix était nécessaire. Le trésor était vide; les troupes manquaient des choses les plus indispensables, et, profondément découragées par leurs souffrances, elles soupiraient après le repos [1]. On ne se flattait pas d'obtenir une paix avantageuse; mais on se fût trouvé satisfait d'avoir opposé une barrière à l'ambition de Catherine et retardé la ruine de l'empire ottoman.

Le moment paraissait d'ailleurs favorable pour un rapprochement. Potemkin languissait devant Otschakof; les Polonais, excités par la Prusse, ne cessaient de demander l'évacuation de leur territoire occupé par les troupes russes; enfin, l'armée autrichienne venait d'éprouver dans le Banat un échec si considérable, que la nouvelle en avait répandu à Pétersbourg une immense consternation. Amis et ennemis crurent que l'empire était en danger, et Catherine, qui le craignait aussi, eût fait alors tous les sacrifices compatibles avec son honneur pour obtenir une paix générale.

Le prince de Ligne appréciait ainsi la situation dans une lettre à l'empereur Joseph : « Pouvait-on penser que cet empire ottoman si délabré eût pu mettre l'empire russe dans un tel péril? Le plan des Turcs était fort

[1] *Mémoires du baron de Stedingk.*

beau; car si le roi de Suède avait attaqué trois semaines plus tôt ou plus tard, et si le capitan-pacha avait réussi, comme il le devait, à écraser avec sa forêt de mâts les pauvres bateaux de pêcheurs et les galères de cuisine qui formaient toute la flotte de notre romanesque navigation du Borysthène, le roi serait arrivé à Pétersbourg et le pacha à Kherson. »

L'impératrice, quoique irritée, avait donc annoncé qu'elle accepterait la médiation de la France et de l'Espagne. Mais la fortune, en revenant sous ses drapeaux, fit perdre à ses ennemis l'occasion de mettre fin à la guerre. Le prince de Nassau, ayant attaqué l'escadre ottomane dans le Liman, remporta sur les Turcs une victoire complète, suivie de la prise d'Otschakof (6 décembre). La ville fut attaquée et défendue avec un incroyable acharnement. Les Russes, après avoir franchi les fossés sur les corps amoncelés des blessés et des morts, rencontrèrent sur les remparts, dans les rues, dans chaque maison, une résistance désespérée. La ville fut inondée de sang. Rien ne fut épargné, ni l'âge, ni le sexe. Les armées russes, composées à cette époque de différentes nations nouvellement soumises, ne pouvaient être contenues dans l'enivrement d'une sanglante victoire. Les Cosaques Zaporogues, peuple à demi sauvage, montèrent à l'assaut avec des chemises blanches sur leurs armures, afin que la vue de leurs vêtements ensanglantés les excitât mutuellement au carnage. Le massacre dura trois jours. Plus de 20,000 Turcs péri-

rent. Il est difficile de connaître exactement la perte des Russes ; mais l'ardeur de l'attaque et la vigueur de la défense portent à croire qu'elle fut grande.

Potemkin, ayant appris que l'on jetait des doutes sur son courage, s'était promené au pas, à plusieurs reprises, sous le canon d'Otschakof. Un général major eut la cuisse emportée auprès de lui par un boulet [1], ce qui n'a point empêché Castera d'affirmer que Potemkin ne quitta pas le camp tant que dura l'assaut. Ce prince avait au contraire une valeur téméraire. Il était brave par réflexion. Un jour qu'il visitait une batterie, pendant que les boulets pleuvaient autour de lui : « Demandez au prince de Ligne, dit-il au comte Branicki, si son empereur a été plus brave à Sabatz que moi ici [2]. »

Les volontaires français se distinguèrent encore au siége d'Otschakof. Le baron de Damas s'était élancé, à la tête de quatre cents grenadiers ; le comte de Bombelles s'empara d'un étendard musulman. Ils reçurent tous la croix de Saint-Georges. Mais ce fut dans les récompenses accordées aux généraux russes que l'impératrice témoigna combien cette victoire lui causait de joie et d'orgueil. Elle donna au prince Potemkin cent mille roubles, un bâton de commandement garni de diamants et le grand cordon de Saint-Georges. Repnin eut une

[1] *Voyage de deux Français dans le nord de l'Europe*, t. IV.
[2] *Mémoires du prince de Ligne.*

épée ornée de brillants, Souvorof un panache de diamants. Les autres récompenses furent proportionnées au mérite et à la valeur dont chacun avait fait preuve. Tous les soldats reçurent une médaille d'argent. Le colonel Bauer, que Potemkin avait expédié pour porter cette nouvelle à l'impératrice, obtint un régiment et fut l'objet d'autres faveurs.

La prise d'Otschakof avait été précédée par celle de Khotin, qui est la clef de la Moldavie. Les troupes austro-russes, commandées par le prince de Cobourg et le comte Soltikof, ayant emporté d'assaut les ouvrages avancés, qui n'étaient pas susceptibles d'une longue défense, tuèrent dans cette première attaque ou firent prisonniers environ seize cents hommes. Dès lors le bombardement commença et en peu de temps la ville fut réduite à un état si déplorable que le gouverneur se vit dans la nécessité de capituler. La garnison obtint de se retirer à Bender, mais tout le matériel de la place fut la proie du vainqueur : cent cinquante-trois pièces de canon, quatorze mortiers, des provisions de tout genre.

Après la prise d'Otschakof, le général Kamenski, qui commandait l'avant-garde de l'armée d'Ukraine, ayant porté ses troupes en avant, sur trois colonnes, par une marche rapide, enveloppa les Turcs près de Kalkusta, les attaqua vivement et les contraignit à prendre la fuite. Les Turcs perdirent leurs bagages et leur artillerie, et ne purent se rallier de longtemps. Telle fut la fin de la campagne de 1788.

Potemkin ayant alors distribué ses troupes sur les terres des Moldaves et envoyé la cavalerie derrière le Dniester, partit pour Saint-Pétersbourg, impatient de jouir de son triomphe. L'accueil qu'il reçut de l'impératrice était de nature à flatter son orgueil. A deux lieues de distance de la capitale, la route par laquelle il devait arriver avait été illuminée, et à son entrée dans la ville tous les canons de la forteresse le saluèrent, honneur qui n'était rendu qu'à la souveraine. Le prince alla descendre à son palais, où Catherine arriva peu d'instants après et s'entretint longtemps avec lui. Durant deux mois les fêtes se succédèrent sans interruption. Les courtisans, quoique jaloux de sa gloire et de son crédit, rivalisèrent de zèle pour célébrer ses succès.

Dès lors Potemkin n'eut plus qu'un seul désir, celui de la paix. Il aurait voulu que l'impératrice se rapprochât de l'Angleterre et de la Prusse, dont l'amitié lui aurait assuré la paisible possession de ses nouvelles conquêtes. Il prétendait que l'alliance avec la France n'était d'aucun avantage pour la Russie, tandis que le retour vers sa rivale aurait pour résultat de forcer les Turcs et les Suédois à la paix. Mais Catherine avait, comme nous le savons, beaucoup de fierté dans l'âme. Elle eût été humiliée si les ennemis avaient pu se vanter de l'avoir réduite à désirer leur amitié. Il en résulta que la Prusse, trompée dans ses espérances, ne garda plus de modération et lui suscita de nouveaux ennemis. Catherine, de son côté, informée des intrigues de cette cour, envoya

le prince de Nassau à Vienne, à Versailles et à Madrid, pour dénoncer les vues ambitieuses du roi de Prusse. La France avait conçu le plan d'une quadruple alliance avec l'Autriche, la Russie et l'Espagne. L'impératrice, dont le comte de Ségur avait vaincu les derniers scrupules, n'y apportait qu'une seule condition, celle de garantir l'intégrité de la Pologne. Le refus de la France et les hésitations de l'Espagne ayant blessé cette princesse, la négociation fut abandonnée.

Catherine résolut alors de veiller elle-même au sort de la Pologne, et, dans ce but, elle fit proposer au roi un traité d'alliance entre les deux couronnes. Malheureusement la haine que les Polonais ressentaient pour la Russie avait été nouvellement envenimée. En vain quelques esprits sages, le roi en tête, voulaient qu'on profitât de ce retour de l'impératrice pour réformer la constitution et organiser l'armée. Ils affirmaient que cette princesse avait des sentiments généreux; que les promesses de la Prusse seraient illusoires, et que, la paix conclue, la Pologne serait encore sacrifiée.

Mais Luchesini détruisit l'effet de ces conseils et de ces tristes prévisions en irritant les passions des Polonais et en nourrissant, par de vaines promesses, leurs folles espérances. Doué d'une grande activité, politique habile, courtisan adroit, esprit souple et insinuant, c'était un des hommes les plus dangereux que la république eût rencontrés dans cette longue carrière de déceptions et d'aveuglement qui la conduisirent à sa ruine. Il avait

vécu dans l'intimité du grand Frédéric, ce qui lui donnait, outre ses qualités personnelles, son instruction profonde et variée et sa prodigieuse mémoire, une considération universelle. Sa finesse pénétrait les secrets de tous les partis. A la fois ardent et dissimulé, il se couvrait si habilement des apparences de la franchise, que les Polonais le croyaient sincèrement attaché à leurs intérêts. Luchesini parlait sans cesse de la générosité de son maître, de l'artifice de Catherine qui, dans le péril où son ambition l'avait jetée, caressait les Polonais pour les tromper, tandis que le roi de Prusse n'avait qu'un seul désir, celui de protéger l'Europe contre les desseins des barbares du Nord.

Séduits par l'éclat de ces espérances, que l'ambassadeur anglais prenait soin d'exalter à son tour, en leur promettant l'appui de son gouvernement, les Polonais ne se bornèrent pas à rejeter l'alliance proposée par l'impératrice, ils demandèrent avec plus de hauteur le renvoi immédiat des troupes russes, sans réfléchir au danger d'une démarche qu'ils n'avaient pas le pouvoir de soutenir. Nous verrons en effet à combien de malheurs, de déceptions et de perfidies le souvenir de cette injure exposa la Pologne. Nous en réservons le récit pour le livre suivant.

Au milieu des honneurs dont aucun ministre avant lui n'avait joui, Potemkin nourrissait un chagrin profond. Blessé des airs de hauteur que Momonof affectait de prendre envers les courtisans, et de la familiarité

avec laquelle il le traitait lui-même, il avait supplié l'impératrice de rompre avec ce favori. Le refus de Catherine avait laissé dans son âme un sombre mécontentement. Habitué à voir plier toutes les volontés sous la sienne, Potemkin ne put se résigner à perdre la moindre partie de ce pouvoir enivrant. Il quitta Pétersbourg au mois de mai 1789, pour aller rejoindre ses troupes; mais l'inquiétude, l'ennui, la satiété, comme un feu caché sous la cendre, consumaient son âme.

Du reste, il put encore se réjouir de la chute de son rival. Catherine venait d'apprendre que Momonof la trompait et qu'il entretenait avec la princesse Tcherbatof, une de ses dames d'honneur, une intrigue amoureuse. Elle portait au plus degré le sentiment de sa dignité, mais sans petitesse. Après avoir fait de vains efforts pour ramener son infidèle favori, elle manda les deux coupables auprès d'elle, les dota richement, leur donna une terre de deux mille paysans, assista à la bénédiction nuptiale, posa de ses mains une parure de diamants sur le front de la mariée et leur ordonna d'aller vivre à Moscou. Telle fut toujours la manière dont elle se vengea des personnes qui avaient trahi son affection. On sait combien elle avait été humiliée, outragée, menacée même, durant le règne éphémère de son mari, par la comtesse Vorontzof, sa maîtresse. Catherine, montée sur le trône, oublia ces pénibles souvenirs, et non-seulement elle laissa vivre près d'elle, libre et tranquille, son heu-

reuse rivale, mais encore de riches dons prouvèrent que la vengeance était une passion étrangère à son cœur.

Depuis quelque temps, elle avait remarqué un jeune lieutenant aux gardes, Platon Zoubof, d'une famille ancienne, et protégé par Nicolas Soltikof, dont il était parent. Lorsqu'au printemps de cette année elle se rendit à Tsarskoie-Selo, Zoubof sollicita et obtint la faveur de commander le détachement qui devait escorter l'impératrice. Il dîna même avec elle, et, le lendemain, il parut à la cour, donnant familièrement le bras à cette princesse, suivi des courtisans, chapeau bas. Soltikof l'avait poussé dans cette voie pour s'en faire un appui contre Potemkin.

Zoubof était un homme de trente et quelques années, d'une taille moyenne, souple et nerveuse. Il avait de beaux yeux et le front haut, parlait bien le français et n'était pas sans instruction. Son pouvoir sur l'esprit de Catherine fut plus grand que n'avait jamais été celui d'Orlof et de Potemkin; mais il le dut à la faiblesse où l'âge avait réduit les facultés de cette princesse; car du reste il n'avait aucune des qualités brillantes ou solides de ces deux favoris. Étranger aux affaires lorsqu'il parvint à la faveur, il répondait à ceux qui venaient lui demander des instructions : « Faites comme vous faisiez auparavant. » Étendu au fond d'un fauteuil, il daignait à peine jeter un regard sur les courtisans empressés de lui offrir leurs hommages. Ceux qu'il avait

honorés d'une parole ou d'un regard se retiraient heureux et consolés de leur bassesse. Tout pliait à ses pieds. Il fut décoré du titre de grand maître de l'artillerie, nommé comte, ensuite prince, et comblé de biens et d'honneurs.

La dernière campagne avait été heureuse pour la Russie, malgré les lenteurs de Potemkin et l'échec des Autrichiens dans le Banat. Elle s'était terminée par la prise d'Otschakof, dont la possession était d'une haute importance, comme position militaire et comme voie commerciale. La prise de Khotin avait assuré la conquête de la Moldavie. Les Ottomans avaient évacué en outre la Valachie, et avaient été repoussés de la Crimée ; les Tartares du Kouban s'étaient dispersés ; enfin, les Autrichiens ayant réparé leur défaite en prenant Dubitza, Sabatz et Novi, venaient de purger tout le Banat des troupes ottomanes. Dans le nord, le roi de Suède avait été chassé de la Finlande russe, et son armée navale se trouvait bloquée à Wiborg.

Telle était la position des puissances belligérantes, lorsque le prince Potemkin partit de Pétersbourg pour aller prendre le commandement de l'armée. C'était par de nouveaux sacrifices d'hommes et d'argent que la Russie, presque épuisée, pouvait forcer les ennemis à demander la paix. Elle y serait sans doute parvenue, car elle avait dans la nature de son gouvernement et dans l'esprit de ses peuples des ressources presque infinies. De leur côté, ses ennemis avaient déployé

la plus grande activité pour lui susciter des embarras.

Ces ennemis étaient de deux sortes : les uns déclarés, les autres non déclarés, mais connus. Les premiers étaient faibles par eux-mêmes, et, livré à leurs seules forces, ils eussent été incontestablement détruits. Il était moins facile d'atteindre les seconds, qui agissaient contre elle par des moyens secrets. C'étaient l'Angleterre et la Prusse. Catherine connaissait leurs desseins; elle était informée de leurs intrigues à Constantinople, à Varsovie, à Stockholm et à Copenhague. Leurs ministres égaraient les conseils de la Porte en l'aigrissant contre la France, dont elle se croyait trahie; leurs subsides entretenaient les vues ambitieuses du roi de Suède. En Pologne, Luchesini agitait les esprits, qu'une folle ardeur conduisait à la ruine de la république. Enfin, le Danemark, cédant soit à leurs insinuations, soit à leurs menaces, venait de répudier l'alliance de l'impératrice, ce qui laissait à Gustave la liberté de porter toutes ses forces contre la Russie.

Ce prince désirait la continuation de la guerre, moins encore par ambition que par le besoin de sa nature mobile et inquiète, qui le portait vers les actions éclatantes; il croyait d'ailleurs qu'il ne pouvait conserver la couronne, dans un pays où la royauté n'était entourée d'aucun prestige, que par l'opinion qu'il donnerait de son courage. Il voulait, suivant ses propres expressions, occuper la scène. C'est pourquoi il avait feint de se croire plus offensé qu'il ne l'était en réalité; et, pour fermer

la voie à tout retour vers la paix, il avait exagéré à dessein la violence de son manifeste [1].

C'était par un tout autre sentiment que l'Angleterre et la Prusse le poussaient à la guerre. La première n'avait pu se consoler de la perte de son influence, dont le cabinet de Versailles était alors en possession auprès de Catherine; la seconde poursuivait avec une ardeur incessante et par tous les moyens la réalisation de son rêve, l'occupation de Thorn et de Dantzig. Il fallait, pour atteindre ce double but, susciter partout des ennemis à la Russie et contraindre l'impératrice à se jeter dans les bras des deux puissances alliées. Ce n'était pas toutefois chose facile. Catherine était fière, et son irritation contre ces deux puissances était extrême. Dans ce moment, la France eût obtenu de cette princesse les plus grandes faveurs; mais il régnait dans ses conseils tant de faiblesse, tant d'hésitation, un tel dégoût de la guerre, qu'elle perdit l'occasion de reprendre en Europe l'influence qu'elle y avait si longtemps exercée; de sorte que l'impératrice, malgré ses répugnances, prévoyant le moment où elle serait en quelque sorte obligée de se rapprocher de l'Angleterre, traita Whiltwort, son ministre, avec plus de bienveillance qu'auparavant.

Lorsque le comte de Ségur avait été envoyé à Pétersbourg, son gouvernement l'avait chargé de faire adroitement, tout en évitant de compromettre la dignité du

[1] *Mémoires du prince de Ligne.*

roi, quelques ouvertures au sujet d'une alliance commune entre la France, l'Autriche, l'Espagne et la Russie. Tant que l'Angleterre et la Prusse étaient restées attachées à la Russie, les insinuations de la France n'avaient été accueillies qu'avec froideur. Tous les ministres russes étaient plus ou moins dévoués à l'Angleterre, et Potemkin lui-même, croyant la France intéressée à contenir la Russie, avait paru fort opposé à ce dessein. Mais les événements que nous avons racontés, ayant changé en hostilité cachée les relations d'amitié qui liaient depuis si longtemps la Russie et l'Angleterre, l'impératrice ouvrit une oreille plus attentive aux propositions du comte de Ségur. Elle déclara même qu'elle ne serait pas éloignée de faire la paix avec la Porte, par l'entremise de la France, à la condition que les quatre puissances garantiraient l'intégralité de la Pologne, comme moyen d'arrêter les vues de la Prusse sur Thorn et Dantzig; et, pour que personne ne suspectât sa sincérité, elle annonça que le prince Potemkin était muni de pleins pouvoirs. En effet, le vice-chancelier Ostermann reçut l'ordre d'entrer immédiatement en correspondance avec le duc de Choiseul, ministre de France à Constantinople, pour la conclusion d'un armistice de six mois.

Cette quadruple alliance aurait sans aucun doute mis fin à la guerre et sauvé la Pologne d'un nouveau partage. Les négociations avaient été conduites avec un si grand mystère, que la cour de Londres n'en eut connaissance que par la trahison d'un commis du vice-chance-

lier. Le roi de Prusse en conçut beaucoup d'inquiétude; car, ne désirant pas la guerre, il craignit d'y être entraîné malgré lui. L'avis de Hertzberg, au contraire, fut qu'il fallait redoubler d'audace et effrayer la France, qui n'avait osé soutenir les Hollandais; il était persuadé qu'on verrait aussitôt s'écrouler les bases de la quadruple alliance. Ce ministre impérieux et vindicatif, resté maître du pouvoir après la mort du grand Frédéric [1], avait résolu de faire repentir Catherine de l'abandon où elle avait laissé la Prusse. L'Angleterre se trouvait à cette époque dans une situation analogue. Elles se rapprochèrent, et ce fut sous cette double influence que l'Europe entière fut agitée. Elles firent alors des démonstrations menaçantes, dont le prompt effet justifia les prévisions de Hertzberg. Le cardinal de Loménie ayant mis sous les yeux du roi un tableau des malheurs de la guerre, et ajouté que l'état des finances ne permettait pas d'espérer, sans demander au peuple de nouveaux sacrifices, qu'elle fût conduite avec succès, on s'empressa de donner à la Prusse des assurances d'amitié, et l'on convint avec l'Angleterre d'un désarmement réciproque. Cette convention fit perdre aux Hollandais tout espoir d'être soutenus, et à la France le prestige de son autorité. L'Espagne enfin, séduite par les flatteries de la Prusse, refusa formellement, après des incertitudes sans nombre, d'entrer dans la quadruple alliance.

[1] Ce prince était mort le 17 août 1786.

Le comte de Ségur en reçut la nouvelle au mois de mars 1789. Les instructions que lui transmit à ce sujet le comte de Montmorin, ministre des affaires étrangères, portent le caractère d'une inconcevable faiblesse. Il répugnait au roi de garantir l'intégralité de la Pologne, dont il avait cependant blâmé le partage, et de s'engager dans une alliance avec la Russie, dans le temps que cette puissance était en guerre contre La Porte, la plus ancienne alliée de la France. Le ministre ajoutait qu'il fallait travailler avant toute chose à ramener la paix, et que, la paix une fois assurée, l'alliance deviendrait inutile.

Cette note prouve jusqu'à l'évidence que l'Angleterre et la Prusse avaient jugé sainement de la situation du cabinet de Versailles. Les ministres de Louis XVI reculaient d'épouvante à la pensée de la guerre. On peut affirmer cependant qu'elle n'eût pas eu lieu. Peut-être, d'ailleurs, eût-elle sauvé la monarchie, ou du moins éloigné sa ruine, en ouvrant aux passions populaires une voie où elles se fussent apaisées. L'impératrice de Russie, à laquelle il n'était plus possible de cacher ces dispositions, en éprouva un vif mécontentement; dès lors, elle s'éloigna d'une puissance dont l'amitié était stérile, et elle se rapprocha sensiblement de l'Angleterre, amie et ennemie ardente, qui lui promettait une paix avantageuse.

Pendant qu'on faisait ainsi des tentatives pour la paix, au nord et au midi la guerre continuait avec des chances

variées. Le maréchal Roumiantzof, ayant partagé son armée en trois corps, dirigea l'un sur Jassy, ville ouverte, située dans un terrain fangeux, au centre d'une ceinture de collines, l'autre contre la Valachie, et la troisième vers Bender. Kamenski, après avoir battu une division de l'armée ottomane, avait attaqué près de Galatz le pacha Ibrahim, l'avait fait prisonnier, et s'était emparé de son camp.

Dans le nord, les affaires de Catherine avaient pris une tournure moins favorable. Michelson, après avoir mis en déroute un corps de Suédois, et obtenu un succès brillant à Kiros, s'était avancé avec témérité sans être soutenu, avait été repoussé avec perte et s'était retiré blessé. Si ce général manquait de prudence, Pouschkin n'avait pas assez d'activité. Pendant qu'il détachait trop tard une partie de ses troupes pour s'emparer de la province de Savolax, Gustave pénétrait sur le territoire russe à la tête de 10,000 hommes. Mais lui-même commit la faute de s'engager trop avant, sans avoir assuré sa retraite. Son plan consistait à prendre les forts de Nyslot, de Frédericksham et de Wiborg avec son armée de terre, et les ports de Hagfort et de Cronstadt avec sa flotte, après quoi l'armée et la flotte devaient se réunir pour attaquer Saint-Pétersbourg. Le roi fut heureux au début de la campagne. Fier d'un premier succès, remporté près de Davidstadt, il parut aussitôt devant Frédericksham, dont une flottille de chaloupes canonnières bloquait le port.

Le prince de Nassau se trouvait encore à Cronstadt, occupé de rassembler ses galères. La flotte suédoise, encombrée de troupes et de chevaux, manquait de munitions et de vivres. Après de vains efforts pour pénétrer dans l'intérieur des terres, l'armée ne tarda pas à succomber au découragement. Gustave reconnut alors la faute qu'il avait commise en s'engageant dans une mer ennemie, entouré d'une flotte supérieure en nombre, et menacé dans sa retraite. Le prince de Nassau, accouru de Cronstadt, attaqua sur-le-champ la flotte suédoise, mouillée à Biorkaxsund ; mais l'attaque ayant eu lieu pendant la nuit, au milieu d'une obscurité profonde, fut sans résultat.

La flotte suédoise profita le matin d'une brise favorable pour opérer sa retraite. Mais les bâtiments de transport, s'étant trop approchés de la côte afin d'éviter le feu des ennemis, y échouèrent et devinrent presque tous la proie des flammes. Du haut de son yacht, Gustave fut témoin de ce désastre, sans pouvoir l'empêcher. Lui-même se vit obligé de monter sur un autre vaisseau, tant le sien avait été maltraité.

Les Russes avaient placé cinq vaisseaux de ligne dans la passe par où devait sortir la flotte suédoise, et le reste de leurs vaisseaux, sous les ordres de l'amiral Tchitchagof, attendaient à quelque distance, prêts à fondre sur l'ennemi, lorsque le moment serait favorable. Les Suédois, poussés par un bon vent, s'avançaient avec résolution, quoique exposés au feu des Russes. Un de leurs

bâtiments échoua. Deux brûlots furent aussitôt lancés contre la flotte russe. Le premier sauta avant d'avoir atteint l'ennemi, qui évita le second en filant ses câbles. Mais un des vaisseaux de la flotte suédoise, qui se trouvait sous le vent, ne put échapper à sa course impétueuse, et, comme la passe était étroite, il sauta en entraînant tout l'équipage dans l'abîme. Ce fut alors une horrible confusion. Une épaisse fumée couvrit la mer; six ou sept vaisseaux suédois, ne distinguant plus leur route, échouèrent. D'autres tombèrent au pouvoir des Russes, qui, avec de meilleures dispositions, auraient pu s'emparer de toute la flotte. Après ce désastre, les débris de la marine suédoise se réfugièrent à Sweaborg. La Suède avait perdu, pendant une campagne de trois mois, 12 vaisseaux de soixante à soixante-dix canons, avec plus de 6,000 hommes.

Pendant ce temps, on faisait à Pétersbourg des préparatifs immenses pour la campagne suivante. L'impératrice désirait avec ardeur la fin de cette guerre, dans la crainte que la Prusse ne finît par s'y engager; elle se proposait en conséquence de porter ses plus grands efforts contre la Finlande. Les succès qu'elle venait d'obtenir contre les Turcs lui permettaient de disposer d'une partie des troupes, que l'affaiblissement de ce peuple semblait rendre moins nécessaires.

Au milieu de l'ivresse du succès, on soupirait néanmoins après la paix; mais on croyait alors Gustave fort peu disposé à écouter des propositions de ce genre, dans

l'espoir d'entraîner le roi de Prusse, auquel l'honneur et l'intérêt faisaient un devoir de soutenir les Suédois et d'empêcher la ruine de l'empire ottoman. On se trompait cependant. D'une part, Gustave désirait secrètement la paix avec autant d'ardeur que l'impératrice, et, de l'autre, Frédéric-Guillaume était trop ménager de son trésor et trop occupé de ses plaisirs pour les livrer aux hasards d'une guerre, dont il espérait recueillir les fruits, sans en courir les risques[1].

Ainsi, des deux côtés on se préparait à de vigoureux efforts, chacun étant persuadé que la campagne serait décisive. Le prince de Nassau avait flatté l'impératrice de nouveaux triomphes sur mer, et, dans cette espérance, tout avait été sacrifié aux opérations de la flotte. Une très-grande activité régnait dans les ports de Cronstadt, de Wiborg, de Saint-Pétersbourg et de Revel. De son côté, Gustave se flattait de réunir plus de trois cents voiles. Sa grande flotte, sous les ordres de son frère, le duc de Sudermanie, avait pris la mer sur la fin du mois d'avril, pendant que lui-même, avec une seconde flotte, semait la terreur sur les côtes de la Russie, incendiant les magasins, détruisant les batteries ennemies et menaçant la capitale de l'empire. Mais emporté par ces premiers succès, il entra sans être soutenu dans le golfe de Wiborg, où il fut aussitôt bloqué par la flotte russe, et d'où il ne parvint à sortir qu'avec une perte considérable.

[1] *Mémoires du baron de Stedingk.*

Après ce désastre, chacun, s'abandonnant aux plus tristes pressentiments, désespérait de la fortune de Gustave. Jamais ce prince ne se montra cependant avec plus de grandeur que dans cette circonstance, où le sort du royaume dépendait de son courage. Il s'était arrêté à Swensksund, avec les débris de sa flotte, dans un archipel de rochers, poursuivi avec ardeur par la flotte russe. Malgré l'abattement de ses troupes, il déclara qu'il n'irait pas plus loin et qu'à Swensksund on lui élèverait un monument ou un tombeau. Ce noble langage électrisa ses marins et ses soldats, qui firent des prodiges de valeur.

La flotte russe était supérieure à celle des Suédois; mais une partie se tint à l'écart, dès le commencement du combat, malgré les ordres contraires du prince de Nassau, et ne prit aucune part à l'action. Le combat se prolongea pendant dix heures avec un prodigieux acharnement. Quatre frégates russes, commandées par des officiers anglais, Dennisson, Marshall, Yung et Perry, avec trois chebecs et une batterie flottante, furent prises et coulées à fond. Marshall continua son feu, après que son vaisseau, privé de tous ses mâts et presque submergé, eut échoué sur un banc de sable, qui seul l'empêcha de couler à fond. Lui-même, blessé mortellement, debout sur le tillac, appuyé sur son lieutenant, les cuisses et les genoux enveloppés dans un drapeau, donnait encore des ordres avec un admirable sang-froid. A chaque lame, son vaisseau était près de se briser. Enfin

il s'entr'ouvrit et s'abîma dans les flots, tout l'équipage ayant les yeux attachés sur le crucifix que le prêtre russe élevait de toute la hauteur de son bras. La frégate de Dennisson ne fut échouée qu'à neuf heures et demie du soir, et jusqu'à ce moment elle avait soutenu le feu des Suédois. Dans l'intervalle, les galères et les chaloupes russes qui n'avaient pris aucune part au combat s'étaient éloignées sans être poursuivies. 53 vaisseaux, 1,400 canons, 300 officiers et près de 6,000 hommes restèrent au pouvoir des vainqueurs (9 juillet).

Malgré sa défaite, le prince de Nassau se proposait d'attaquer de nouveau les Suédois, lorsqu'un courrier apporta la nouvelle de la conclusion de la paix. Catherine, justement effrayée de ce désastre, au moment où elle avait cru son ennemi terrassé, avait fait elle-même des propositions d'accommodement, et comme Gustave, de son côté, était hors d'état de poursuivre sa victoire, la paix fut signée sans discussion à Varéla, le 14 août, par les généraux Igelstrom et Armfeld.

La mort de l'empereur Joseph [1], dont l'inconstance et l'ambition avaient troublé le repos de l'Europe, fit concevoir aux amis de la paix l'espérance d'un rapprochement entre les cours de Vienne et de Berlin; car Léopold, qui n'avait ni l'humeur inquiète, ni le génie aventureux de son prédécesseur, semblait vouloir borner son ambition à rétablir l'autorité impériale partout

[1] 20 février 1790.

affaiblie ou ébranlée, et à ressaisir l'influence que Joseph avait perdue sur les États de la Confédération germanique. Il sentait que, pour atteindre ce but, la paix lui était nécessaire; en la demandant avec dignité, il se mit en mesure de soutenir la guerre avec vigueur, s'il ne trouvait pas dans ses ennemis des dispositions favorables.

Il se trouva cependant que Frédéric-Guillaume était animé du même désir. En vain Hertzberg, qui depuis la mort du grand Frédéric avait dirigé la politique de la Prusse, employa-t-il son influence pour l'en détourner, en lui représentant la Pologne prête à se jeter dans ses bras, la Russie épuisée par la lutte qu'elle soutenait au nord et au midi de son empire, la Hongrie mécontente et agitée, la Belgique en pleine révolte, les finances de l'Autriche ruinées, ses armées battues et découragées, la gloire enfin d'avoir soutenu l'empire ottoman, opposé une barrière à l'ambition de Catherine, affermi et étendu sur toute l'Allemagne la puissance de sa maison. Les courtisans, qu'importunait la domination de ce ministre impérieux, étaient parvenus à faire entendre au roi qu'il précipitait le royaume dans un abîme; qu'il sacrifiait son bonheur à l'éclat d'une vaine gloire; que la guerre achèverait de consumer les forces de l'Allemagne et la laisserait exposée à l'invasion des idées révolutionnaires, dont le feu avait commencé d'embraser la France; ils ajoutaient que le roi de Suède, malgré tous ses efforts, n'avait pu s'emparer de la Finlande;

que la Pologne, faible et divisée, n'était d'aucun secours pour la coalition; que l'Autriche, loin d'être abattue, venait de rassembler une armée formidable, et que, si Catherine traitait avec les Turcs, la Prusse resterait exposée aux coups de ses puissants voisins; enfin, on lui fit entrevoir l'honneur de devenir le pacificateur de l'Europe. Ce prince voluptueux, qui était parvenu à concilier ses plaisirs avec une sorte de mysticisme religieux, ne fut pas difficile à persuader. Hertzberg perdit aussitôt de son importance, et cette sorte de disgrâce devint le signal de la paix, qui fut signée à Reichenbach, le 27 juillet 1790.

Ce rapprochement imprévu produisit une prodigieuse sensation à Pétersbourg. Catherine, déjà fatiguée de la guerre, malgré ses succès contre les Turcs, suivait d'un œil inquiet les intrigues de l'Angleterre et de la Prusse. Les dispositions des Polonais étaient devenues menaçantes; le sultan ne montrait aucun désir de la paix; Gustave venait de sortir victorieux d'une action où son courage avait brillé du plus grand éclat, et tout semblait faire craindre que le roi de Prusse ne prît une part directe à la lutte. Ce prince n'était pas disposé à intervenir, mais il espérait que les Turcs, débarrassés de l'Autriche, pousseraient la guerre avec plus de vigueur, et que l'impératrice, menacée au nord par le roi de Suède, serait forcée de se jeter dans ses bras. L'événement trompa ses espérances. Catherine, ayant trouvé Gustave satisfait de la gloire d'avoir soutenu la lutte

contre le plus grand empire du monde, déjoua par une prompte résolution les projets de ses ennemis. Le roi, d'ailleurs, s'était lui-même aperçu depuis longtemps qu'il n'était qu'un instrument des desseins ambitieux de ses alliés, dont il n'avait reçu que des promesses; il était irrité surtout contre le roi de Prusse, dont l'inaction lui semblait une trahison ou une lâcheté [1]. Il avait écrasé son peuple sous le poids des charges publiques, et il craignait sans cesse un de ces retours imprévus de l'opinion, tels que celui qui l'avait exposé à perdre sa couronne. Il accueillit donc avec empressement les ouvertures que lui fit l'impératrice, et, dix-huit jours après la convention de Reichenbach, la paix fut signée à Varéla.

Gustave était entré dans la lutte sans avoir été offensé; il en sortait plus affaibli et sans avantage, n'ayant laissé que l'opinion d'une bravoure impétueuse et d'un esprit inconstant. Catherine, au contraire, après avoir écarté par une paix honorable le danger qui menaçait les frontières de son empire, restait libre d'agir plus énergiquement contre les Turcs. L'armée du midi venait d'obtenir de brillants succès. Les Turcs, forcés dans leurs retranchements de Galatz par le lieutenant général Derfelden, furent atteints, le 21 juillet, près de Fokschani, par le général Souvorof.

L'armée ottomane, forte de 40,000 hommes, venait de quitter Brailow, avec le dessein d'attaquer le prince

[1] *Mémoires du baron de Stedingk.*

de Cobourg, qui avait son camp à douze milles de Fokschani, sur la rive droite du Sereth, au bourg d'Atschud, près d'un ruisseau, le Stratusch, qui se jette dans le Sereth. Les Autrichiens, très-inférieurs en nombre, couraient risque d'être écrasés, s'ils étaient surpris avant d'être secourus. Mais aussitôt qu'il eut appris la marche des Turcs sur Fokschani, le prince de Cobourg se hâta d'en informer Souvorof (19 septembre), qui se trouvait à Karaptochesti, dans les environs de Birlat.

Le général russe exécuta son mouvement avec autant de promptitude que de secret. Afin de dérober aux Turcs le bruit de sa marche, il suivit entre les montagnes et à travers les bois un chemin très-court, mais difficile; fit en trente-six heures vingt-quatre lieues de France, et, ayant passé le Sereth sur les pontons des Autrichiens, il atteignit le camp du prince de Cobourg, sans avoir été découvert. Le lendemain, deux ponts furent jetés sur le Stratusch, et l'armée combinée le franchit en deux colonnes.

Les ennemis ne s'étaient pas encore montrés. Ce ne fut que le troisième jour qu'une patrouille de Cosaques aperçut quelques centaines de Turcs, dont le nombre grossit ensuite jusqu'à 4,000. Les Cosaques ayant lâché pied les attirèrent à dessein à peu de distance de l'armée, où ils furent attaqués avec tant de vigueur, qu'ils laissèrent environ 600 hommes sur le champ de bataille et qu'il en périt un plus grand nombre dans la Putna.

La nuit ayant été employée à jeter des pontons sur

cette rivière, les Russes la passèrent avant le jour, les Autrichiens après eux, et les deux corps atteignirent sans obstacle le sommet des collines qui bordent la rive, où ils se mirent aussitôt en ordre de bataille. Les Autrichiens formèrent l'aile droite en neuf carrés de deux lignes, avec une troisième ligne de cavalerie, et les Russes la gauche en six carrés, dont le troisième de cavalerie. La ligne entière avait un développement d'un demi-mille.

L'armée s'ébranla à six heures du matin; elle avait à peine fait quelques centaines de pas que 15,000 cavaliers ottomans tombèrent sur l'aile droite du prince de Cobourg, pendant qu'un autre corps de cavalerie attaquait l'aile gauche. Celui-ci parvint même à percer les carrés; mais, après un combat qui dura deux heures, les ennemis forcés de reculer furent partout culbutés et prirent la fuite.

A moitié chemin de la Putna à Fokschani, les alliés furent arrêtés par un bois épais qu'ils furent obligés de tourner. Le terrain, dans l'espace d'un demi-mille, était couvert de ronces, où les hommes et les chevaux s'écorchaient jusqu'au sang. Cette marche pénible était en outre retardée et inquiétée par les attaques incessantes des Turcs. Lorsque ces derniers, toujours repoussés, furent arrivés sous le canon de leur camp, ils disparurent tout à coup, pour ne pas gêner le feu de leur artillerie. Les alliés, de leur côté, ayant précipité leur marche, les boulets passèrent sur leurs têtes, sans les atteindre. Les

retranchements furent attaqués à la baïonnette et emportés.

A peu de distance du camp, les Turcs avaient fortifié le couvent de Saint-Samuel, où quelques janissaires s'étaient jetés pour couvrir la retraite des troupes. La porte en ayant été enfoncée à coups de canon, les malheureux janissaires furent hachés. Un autre couvent, celui de Saint-Jean, situé non loin du premier, fut également attaqué et pris après un combat d'une heure.

La bataille de Fokschani avait commencé à six heures du matin ; à dix heures, l'armée ottomane était en pleine déroute. Elle avait perdu 2,000 hommes, non compris les prisonniers, 16 drapeaux, 12 canons, des magasins considérables et son camp rempli de richesses. La perte des Autrichiens et des Russes fut presque insignifiante. Les Turcs avaient 40,000 hommes ; les alliés en comptaient à peine 25,000 : 18,000 Autrichiens et 7,000 Russes.

Après leur défaite, les Turcs avaient reculé jusqu'au delà du Danube, où le grand vizir, ayant réuni sous ses ordres une armée beaucoup plus nombreuse, passa le fleuve à Hirsova et se dirigea sur le Buséo, entre Fokschani et Braïlow, avec le dessein d'attaquer le prince de Cobourg. Souvorof se trouvait posté sur la rivière de Milkov, à un mille de Fokschani. Le 6 septembre, il fut informé par le prince de Cobourg de la marche de l'armée ottomane, et le lendemain un avis le pressa d'accourir à son secours. Souvorof ne répondit

que ces mots : « Je marche. » Il partit au milieu de la nuit, franchit le Birlat et se réunit le lendemain aux Autrichiens, à travers des torrents de pluie et des chemins affreux.

Les Turcs ignoraient encore l'arrivée de Souvorof. Ils s'étaient portés rapidement sur la rivière de Rymnick, à quatre milles des Autrichiens, et s'occupaient à retrancher leur camp. Devant eux était le village de Bochsa, garni d'artillerie, et à leur droite un grand bois. Pour arriver jusqu'à eux, il fallait donc traverser le Rymnick, rivière, il est vrai, peu profonde, que les troupes alliées passèrent sans pontons, le 21 septembre, avant le jour. Les Russes occupaient la gauche, les Autrichiens la droite et le centre.

Les Turcs ne connurent que fort tard le mouvement des ennemis. Ils firent avancer contre les Russes, dont ils avaient découvert la faiblesse, 15,000 hommes de leur meilleure cavalerie, pour les envelopper; mais l'artillerie autrichienne les força de se retirer avec une perte considérable. Le grand vizir, qui se croyait à l'abri d'une surprise derrière le village de Bochsa, couvert en outre sur sa droite par un bois dans lequel on avait élevé de nombreux retranchements, fondit en personne sur le corps du prince de Cobourg, avec la moitié de ses troupes. Ses intrépides cavaliers se jetaient avec une sorte de rage sous le feu des canons et jusque sur les baïonnettes. Six fois ils revinrent à la charge; six fois les Autrichiens les repoussèrent. Les hussards hongrois se montrèrent par-

ticulièrement admirables de bravoure. Ils parvinrent à se faire jour à travers ces masses énormes, dont ils firent un carnage horrible.

Pendant ce temps, Souvorof avait tourné Bochsa et, ayant trouvé de l'autre côté du village un terrain étendu, il s'y était sur-le-champ formé en bataille. L'artillerie ottomane, placée dans le bois de Kringumacher, vomissait des tourbillons de mitraille, dont les Russes furent d'abord incommodés; mais rien ne put arrêter leur marche impétueuse. A mesure que les troupes alliées se rapprochaient du bois, l'angle qu'elles formaient se rétrécissait, et, quand enfin les Autrichiens se furent développés sur la lisière, la situation des Turcs devint extrêmement périlleuse; car, de son côté, Souvorof avait lancé contre le front du bois ses intrépides bataillons, pendant que sa cavalerie franchissait les fossés et les parapets, et chargeait les janissaires avec une fureur inouïe. Les Turcs se défendaient en désespérés avec le sabre et le poignard, et ne reculaient pas encore. Mais les Cosaques et les Arnautes ayant fondu sur la cavalerie ottomane et attaqué le bois par derrière, pendant que les hulans autrichiens exécutaient le même mouvement du côté opposé, la terreur s'empara des Turcs; le désordre se mit dans leurs rangs, et bientôt la fuite devint générale.

En vain le grand vizir se jeta au-devant d'eux pour les ramener au combat. Il s'était fait porter en voiture sur le lieu de la bataille, à cause d'une affection phthisi-

que dont il était atteint; on le vit alors monter à cheval, et, le Koran à la main, les conjurer, au nom de ce livre sacré, de tenter un dernier effort. Rien ne put arrêter leur course, ni les prières, ni son exemple, ni la pensée de leur déshonneur. Il fit même pointer contre les fuyards deux pièces de campagne. Leur frayeur était si grande, qu'ils l'entraînèrent lui-même dans leur fuite.

Depuis quatre heures de l'après-midi, où les alliés étaient restés maîtres du bois, jusqu'au soleil couchant, où ils parvinrent sur les bords du Rymnick, les Turcs furent poursuivis sans relâche et avec ardeur. Un grand nombre avaient trouvé la mort dans les eaux de cette rivière, dont le cours était obstrué dans plusieurs endroits par des chariots et des bagages.

Les troupes étaient harassées de fatigue. Souvorof établit son camp sur la rive, à peu de distance des Autrichiens. Mais, dès le lendemain, à la pointe du jour, il fit passer la rivière à deux régiments de Cosaques pour s'emparer du camp abandonné par les Turcs et se mettre de nouveau à leur poursuite. Ce camp, distinct de l'autre, était le camp particulier du grand vizir. Ils y trouvèrent des richesses considérables.

Les Turcs avaient perdu plus de 10,000 hommes, tant tués que noyés, et laissé dans les mains des vainqueurs 68 canons, 12 mortiers, 100 drapeaux, avec des munitions de toute espèce. Quant aux alliés, leur perte ne dépassa pas 600 hommes.

Le grand vizir s'était arrêté à Braïlow, où il s'occupait

à réunir les débris de son armée. Mais telle était la terreur qu'avait laissée le souvenir récent de leur défaite sur l'esprit de ses troupes, que, ne se croyant plus en sûreté dans cette ville, elles le contraignirent à passer le Danube, et qu'ensuite elles se débandèrent.

La nouvelle de la bataille de Rymnick produisit autant de stupeur à Constantinople que de joie à Pétersbourg et à Vienne. Souvorof fut proclamé le sauveur de l'armée autrichienne. L'impératrice lui donna le surnom de Rymnickski, le titre de comte et le grand cordon de Saint-Georges; l'empereur Joseph lui écrivit de sa main une lettre flatteuse.

Pendant ce temps, le général Kamenski s'était emparé de Galatz, sur le Danube, et l'avait réduite en cendres. L'amiral Ribas enleva le fort d'Atchibeï, sous le feu de l'escadre ottomane. Le prince Repnin, après avoir défait le séraskier Hassan-Pacha (12 septembre), l'avait contraint de se renfermer dans Ismaïl; enfin, le colonel Platof, détaché du corps d'armée du prince d'Anhalt-Bernbourg, battit le bey de Roumélie et lui tua 600 hommes.

Ces différents corps embrassaient tout le terrain qui servait de théâtre aux opérations de la guerre. Derrière eux s'avançait l'armée principale, commandée par le prince Potemkin. Son dessein étant de rejeter les Turcs au delà du Danube, il s'approcha de Bender et fit remonter le Dniester à cinquante chaloupes canonnières.

Le général Samoïlof ayant reçu l'ordre d'attaquer

avec les Cosaques un des faubourgs de la ville, cette première attaque eut un plein succès. Bientôt, en effet, le gouverneur effrayé offrit de se rendre. On trouva dans la place des provisions immenses de farines et de biscuits; 300 canons, 25 mortiers, beaucoup de poudre, des boulets et des armes de toute espèce. Potemkin chargea Valérien Zoubof, frère du favori, officier plein de bravoure, de porter à l'impératrice la nouvelle de la reddition de Bender. Zoubof reçut à cette occasion la croix de Saint-Georges et fut promu au grade d'adjudant-major.

Aucune récompense n'approcha de celle qui fut accordée à Potemkin. L'impératrice lui donna 100,000 roubles, une couronne d'émeraudes taillée en laurier et enrichie de diamants, et fit en outre frapper une médaille en son honneur. D'un côté était la figure de Potemkin, de l'autre une carte de la Crimée, avec un plan d'Otschakof et de Bender.

La prise d'Ismaïl, ville de guerre et de commerce, située à l'une des embouchures du Danube, couronna glorieusement la campagne. Souvorof était à Galatz, lorsque Potemkin lui envoya l'ordre de prendre Ismaïl, à quelque prix que ce fût. Avant la paix de Kainardji, la place n'était protégée que par une simple muraille; mais les Turcs en ayant alors compris l'importance, des travaux considérables, du côté de la terre, y avaient été exécutés, sous la direction d'ingénieurs allemands. Le côté du fleuve avait été seul négligé, et il se trouvait

entièrement ouvert, les Turcs ne croyant pas que les Russes pussent avoir jamais une flottille de guerre dans le Danube.

Souvorof, ayant passé le Pruth, s'approcha de la ville et trouva l'amiral Ribas dans le Danube avec sa flottille, occupé à fortifier une île en face d'Ismaïl. Les troupes de terre et de mer s'élevaient à peine à 28,000 hommes, et leur artillerie ne consistait qu'en quarante pièces de campagne. Lorsque Souvorof eut reconnu la place, il vit clairement le danger de l'entreprise.

Le gouverneur d'Ismaïl était un vieux guerrier, qui avait refusé deux fois le viziriat, et la garnison était forte de 36,000 à 40,000 hommes, tous éprouvés et remplis de courage. L'armée russe s'était formée en demi-cercle, à douze cents mètres environ de la ville. De l'île, où il avait établi des batteries, l'amiral Ribas y jetait continuellement des bombes, et, comme la flottille ottomane s'était réfugiée dans le port, sous la protection d'Ismaïl, Ribas s'en approcha davantage, ouvrit un feu très-vif et brûla ou coula presque tous leurs bâtiments.

L'assaut avait été résolu dans un conseil de guerre, lorsqu'un courrier du prince Potemkin apporta à Souvorof l'ordre de ne pas risquer un assaut, s'il n'était pas certain de réussir. « L'armée, répondit le général, a été deux fois aux portes d'Ismaïl; il serait honteux qu'à la troisième fois elle se retirât sans entrer. » Souvorof, ayant donc tout disposé pour l'attaque, rentra dans sa

tente et passa la nuit auprès du feu, avec quelques officiers de sa suite. A trois heures après minuit, une fusée lancée de la tente du général avertit les troupes de se préparer; à quatre heures, une seconde fusée les invita à se former; une troisième, lancée une heure après, fut le signal de l'assaut. L'armée avait été formée sur six colonnes, trois sous les ordres du lieutenant général Potemkin, trois sous ceux du général Samoïlof. Souvorof occupait le centre avec une partie de son état-major. « Mes amis, dit-il à ses soldats, les provisions ne tarderont pas à nous manquer. Les drôles qui sont là-dedans (il montrait Ismaïl) en regorgent, allons les prendre. »

Le temps, qui avait été clair pendant la nuit, se couvrit tout à coup et se chargea d'un brouillard épais, dont les vapeurs ne furent dissipées qu'à neuf heures du matin. Cette circonstance permit aux colonnes de s'approcher en silence de la place. A la distance d'environ cent cinquante mètres, elles furent accueillies par un feu de mitraille épouvantable. L'air parut embrasé, et dans toute la ville retentit le cri d'*Allah !* Arrivés sur le bord du fossé, les Russes le comblèrent avec des fascines et se trouvèrent au pied du rempart. Dès ce moment l'artillerie de la place devint inutile. Les soldats se mirent aussitôt à dresser leurs échelles, mais dans beaucoup d'endroits elles se trouvèrent trop courtes; ils y suppléèrent en se donnant la main et en s'aidant de leurs baïonnettes qu'ils enfonçaient entre les pierres du rempart. Pendant ce temps, les arquebusiers se tenaient au

bord du fossé, afin de protéger l'attaque des colonnes par un feu continu de mousqueterie. Le général Lasci, qui conduisait la deuxième colonne, fut le premier sur le rempart. A six heures, la première et la troisième y étaient aussi. La sixième, commandée par le général Koutouzof, ayant été obligée de porter secours à la quatrième et à la cinquième, qui avaient été culbutées dans le fossé, n'arriva que très-tard. A huit heures toutes les troupes étaient dans la place ; mais ce ne fut qu'à trois heures de l'après-midi que les Russes en furent maîtres complétement. Les Turcs se défendirent, dans les rues et jusque dans les maisons, avec un grand courage ; les femmes elles-mêmes prirent part à la lutte, et, armées de poignards, elles se jetaient sur les Russes avec une audace prodigieuse. Le pillage dura trois jours. Rien ne saurait peindre l'horreur de ce spectacle. La ville était inondée de sang. Plus de 30,000 Turcs avaient trouvé la mort en combattant, 10,000 furent faits prisonniers. Les Russes, de leur côté, avaient perdu considérablement de monde : 33 lieutenants-colonels, 396 officiers sur 656 ; 4,000 soldats, sans compter 4,000 autres, qui succombèrent à leurs blessures. Tels sont les sacrifices au prix desquels les hommes achètent la gloire, c'est-à-dire une vaine fumée qui les enivre sans les satisfaire. Les Russes furent enterrés ; les Turcs jetés dans le Danube. On trouva dans la place, dont le général Koutouzof fut nommé gouverneur, 232 canons, 345 drapeaux, 1,000 chevaux et des provisions immenses. Catherine

fit frapper une médaille pour perpétuer le souvenir de cette victoire.

Des conférences pour la paix avaient été établies à Jassy; mais, d'une part, les Russes exigeaient beaucoup, de l'autre, les Turcs ne se croyaient pas assez humiliés pour accepter des conditions trop dures. Tout en désirant la fin de la guerre, l'impératrice ne voulait souffrir aucun médiateur entre elle et le sultan ; les bons offices même lui faisaient ombrage[1]. Ses ministres cependant ne cessaient de lui représenter les finances épuisées, la nation fatiguée par le poids des impôts, l'empire dépeuplé par des levées continuelles. Aux représentations de ses ministres venait se joindre l'influence du favori, contre lequel Potemkin ne pouvait dissimuler ni son dédain ni sa haine. Zoubof, de son côté, se servait de sa faveur pour miner le crédit du prince, qui s'était fait, par son orgueil et son despotisme, autant d'ennemis qu'il y avait de courtisans.

Potemkin se flattait que sa présence suffirait pour dissiper ces intrigues. Il accourut donc à Pétersbourg, où l'impératrice, voulant reconnaître par les plus hautes marques d'estime les nouveaux services qu'il venait de rendre à l'empire, fut prodigue d'honneurs à son égard. Pendant une semaine, la route de la capitale fut illuminée à plusieurs lieues de distance. Chaque jour elle envoyait des courriers, chargés de lui rapporter de ses

[1] *Mémoires du baron de Stedingk.*

nouvelles. Aucun souverain n'avait encore donné au plus illustre de ses sujets de pareils témoignages d'estime. Le prince entra dans Pétersbourg le 11 mars 1791. Jamais il n'avait paru si hautain. Autrefois c'était par le sentiment de sa faveur; aujourd'hui il se persuadait que sa gloire le plaçait au-dessus des autres hommes. Son âme cependant était inquiète et abattue. Il se livrait, pour tromper son ennui, aux plaisirs les plus violents. Toujours entouré de femmes, sans pouvoir apaiser l'ardeur de ses désirs, il consumait sa santé, qui déjà avait subi de rudes secousses. Tout l'irritait, la contradiction comme la flatterie.

Ce fut dans ces circonstances qu'il donna dans son palais de Taurique, à l'impératrice, une fête qui surpassa par sa magnificence tout ce que l'imagination peut concevoir. Ce palais, qui était un don de Catherine, est situé sur les bords de la Newa, à l'une des extrémités de la ville. C'est un des plus gracieux monuments de Pétersbourg. Il ne consiste qu'en un corps de logis, accompagné de deux ailes; mais la façade, composée d'une immense colonnade, lui donne un aspect imposant. Rien n'égalait l'élégance, le luxe, la richesse des appartements intérieurs. Le marbre de Carrare, taillé en vases d'une grandeur merveilleuse, le disputait par la perfection du travail aux brillantes étoffes de soie, dont toutes les pièces étaient tendues.

Le maître de ce palais semblait avoir eu le dessein de vaincre la nature, en réunissant sous une voûte im-

mense, soutenue par des pilastres en forme de palmiers, les plantes les plus rares, les fleurs les plus exquises, les arbustes les plus variés, toute la flore en un mot de l'univers connu. Des tuyaux cachés versaient des flots de chaleur; des canaux de métal, remplis d'une eau tiède, entretenaient une température toujours égale; enfin, du sein de ce lieu de délices, où les sens étaient enivrés par le parfum des fleurs, l'œil s'étendait à travers de grandes croisées, pour mieux en faire éprouver le charme, sur un ciel rigoureux, sur une vaste campagne toute couverte de frimas. Des statues d'un grand prix s'élevaient de distance en distance; mais une seule dominait toutes les autres et paraissait être la reine, la déesse de ce lieu: c'était celle de Catherine.

C'est pour elle que Potemkin avait préparé cette fête extraordinaire, à laquelle avaient été invitées toutes les personnes de distinction qui se trouvaient à Pétersbourg. Les apprêts avaient répondu à la grandeur de sa conception. Enfin, le jour désiré avec impatience arriva. A six heures du soir, un bal masqué annonça le commencement de la fête. L'impératrice ne tarda pas à paraître. A l'approche de sa voiture, des rafraîchissements, des mets, des habits furent distribués au peuple, dont la foule immense entourait le palais. Potemkin alla recevoir sa souveraine. Il était vêtu d'un habit écarlate, et portait un manteau de dentelle d'or parsemé de pierreries.

Catherine fit son entrée dans le vestibule, aux sons

d'une musique harmonieuse. De là, elle passa dans la principale salle, où une estrade avait été préparée pour elle. La foule qui l'avait suivie se distribua dans les loges et sous la colonnade. Les grands-ducs Alexandre et Constantin, à la tête de la plus belle jeunesse de la cour, exécutèrent un ballet, auquel succédèrent des représentations théâtrales, des chœurs et de nouvelles danses. Ce qui frappait le spectateur dans cette foule immense, c'était la diversité des costumes. Depuis la mer Glaciale jusqu'aux montagnes du Caucase, depuis la mer Baltique jusqu'au fleuve Amour, tous les peuples soumis à la domination de Catherine II y étaient représentés par des seigneurs de la cour. Quel est l'homme, quelle est la femme surtout, en se voyant l'objet de tant d'hommages, en voyant son sceptre ombrager tant de nations diverses, qui n'eût senti monter jusqu'à son cœur une pensée d'orgueil?

Bientôt après, tous les appartements illuminés furent ouverts à la curiosité de la foule. Partout s'exhalaient des parfums. Tout étincelait sous l'éclat des lumières, que réfléchissaient des milliers de glaces et des globes de cristal. Le palais paraissait en feu. Une table de six cents couverts avait été dressée. Potemkin, debout derrière l'impératrice, la servit lui-même, jusqu'à ce qu'elle lui eût ordonné de s'asseoir. Catherine, contre sa coutume, ne se retira qu'à une heure après minuit. A son départ, des chœurs nombreux, mêlés à un orchestre imposant, firent entendre un hymne en son

honneur. Catherine, profondément émue, se tourna vers Potemkin pour lui témoigner sa satisfaction. Le prince se jeta aux pieds de sa souveraine, s'empara de sa main et l'arrosa de larmes.

Cependant les hostilités avaient été reprises entre la Russie et la Porte. Le prince Repnin, qui commandait en chef, en l'absence de Potemkin, ouvrit la campagne avec un succès inespéré. Le général Goudovitch ayant reçu l'ordre d'attaquer un corps de 30,000 Turcs que le séraskier Batal-Bey avait rassemblés sur les frontières du Kouban, les Russes, quoique inférieurs en nombre, marchèrent au combat sans hésiter, défirent les Turcs, s'emparèrent de leur camp et firent Batal-Bey prisonnier. Anapa fut emportée d'assaut, et, comme c'était le seul point de la côte d'Abasie par où les Turcs eussent conservé avec les Circassiens une communication régulière, la possession de cette place affermit la domination russe dans la mer Noire et lui ouvrit une plus large voie pour pénétrer dans le Caucase.

De son côté, le général Koutouzof passa le Danube, entra dans la Bulgarie, attaqua près de Babadaghi un autre corps de 15,000 Turcs, prit leur camp et la ville, qui fut réduite en cendres, et poursuivit avec ardeur les débris de leurs troupes.

Ces succès donnèrent aux soldats russes une confiance extraordinaire. D'un autre côté, cette guerre avait pour eux beaucoup d'attrait, à cause du riche butin qu'ils trouvaient dans le camp des Turcs; car ceux-ci avaient

l'habitude d'emporter avec eux tout ce qu'ils avaient de précieux, ne voulant pas se priver, pendant toute une campagne, des jouissances de la paix. Le soldat russe, sous ce rapport, était dans des conditions plus favorables pour combattre. Sobre à l'excès, sans recherche dans ses habits, jamais embarrassé par un attirail inutile, comptant sur la victoire pour se pourvoir de ce qui lui manquait, il était en outre patient et asservi à la discipline, moins encore par l'habitude de l'obéissance que par le sentiment de son infériorité à l'égard de ses chefs.

Les rencontres qui venaient d'avoir lieu entre les troupes russes et différents corps de l'armée ottomane, bien qu'à l'avantage des premiers, n'indiquaient pourtant rien de décisif. La grande armée ottomane, que le grand vizir Yousouf devait commander en personne, s'assemblait sous Matchin, en Bulgarie. Le nombre en était considérable. On l'évaluait à plus de 100,000 hommes. Le prince Repnin en avait à peine 40,000; mais il suppléa au nombre par la hardiesse de ses mouvements. Il franchit le Danube et marcha contre le vizir avec tant de rapidité que sa présence remplit les Turcs d'étonnement et de crainte. Ils se défendirent cependant avec beaucoup de courage; mais l'attaque des Russes avait été si prompte et si vigoureuse, qu'à la fin ils succombèrent.

Les Turcs n'avaient plus d'armée; quelques débris dispersés au delà du Danube ne pouvaient arrêter la

marche des Russes. La terreur avait remplacé la confiance. Le grand vizir n'ignorait pas qu'il eût fallu beaucoup de temps pour rassembler de nouvelles troupes, et leur donner le courage nécessaire pour se présenter encore devant l'ennemi. Ackerman et Kilia, tombés au pouvoir des Russes, les avaient rendus maîtres des embouchures du Danube. Le contre-amiral Ouchakof avait maintenu constamment dans la mer Noire, contre des forces supérieures, la gloire du pavillon russe. Sorti de Sébastopol, au mois de juillet 1791, il aperçut le long des côtes de la Roumélie l'escadre ottomane, sous la protection d'une batterie établie sur le rivage. Les Russes, que leurs succès avaient singulièrement enhardis, marchèrent à sa rencontre et ouvrirent aussitôt le feu. La bataille dura depuis cinq heures du matin jusqu'à huit heures du soir. Les Turcs, dont la perte était considérable, ayant alors pris la fuite, Ouchakof rallia ses vaisseaux et se dirigea sur Varna, afin de couper au grand vizir la communication avec Constantinople. Le sultan effrayé[1] demanda la paix, et, à son grand étonnement, ses propositions furent écoutées avec faveur.

L'impératrice eut l'habileté de se montrer généreuse. La prise d'Ismaïl avait épuisé et vainqueurs et vaincus. La Russie manquait d'argent, et son crédit en Europe

[1] Abdul-Ahmid était mort en 1789, laissant le trône à Sélim III, son neveu, fils de Mustapha.

s'était affaibli. D'autre part, elle voyait l'Angleterre et la Prusse, dont ses derniers succès avaient redoublé les alarmes, décidées à ne pas souffrir que l'empire ottoman succombât. La Silésie se remplissait de troupes; la Belgique s'était soulevée contre la domination autrichienne ; la Hongrie s'agitait sourdement; Gustave armait de nouveau, et la Pologne, entraînée par des conseils perfides, n'écoutait plus la voix de la raison. On reprochait à Catherine de sacrifier à son ambition le repos de l'Europe, en empêchant les rois de réunir leurs efforts contre la Révolution française, dont les principes menaçaient leurs pouvoirs souverains.

Toutes ces considérations parurent frapper Catherine, qui, résolue d'ajourner ses projets contre l'empire ottoman, donna des instructions si précises à ses plénipotentiaires, que la paix, dont les préliminaires avaient été arrêtés à Galatz, le 11 août 1791, fut signée à Jassy, le 9 janvier 1792, par le comte Bezberodko et le grand vizir Yousouf. Elle avait elle-même fixé les bases des négociations, et repoussé avec fierté la médiation de l'Angleterre. C'est peut-être l'époque de son règne où elle montra le plus la force de son caractère.

La cour de Vienne, de son côté, avait déposé les armes, sans avoir obtenu d'autre avantage, par le traité de Sistov (4 août 1791), que la ville d'Orsowa démantelée.

La Russie restitua toutes ses conquêtes, à l'exception d'Otschakof et du pays situé entre le Dnieper et le

Dniester; elle stipula quelques garanties en faveur des principautés danubiennes, et, afin de les préserver contre les retours trop fréquents d'un despotisme barbare, elle obtint que les hospodars seraient nommés pour sept ans au moins. En couvrant ainsi de sa protection les populations chrétiennes de la Turquie, elle jetait les fondements de ce puissant protectorat, dont l'Europe s'est plus d'une fois inquiétée, et qui doit tôt ou tard conduire l'empire ottoman à une dissolution inévitable.

Ces conditions parurent aux Turcs d'autant plus favorables qu'ils avaient craint d'être rejetés en Asie. On exalta la générosité de l'impératrice. Les rapports entre la Russie et la Porte devinrent plus fréquents, et prirent même dans la suite un caractère d'intimité, qui rendit l'influence de la première presque absolue à Constantinople.

Telle fut la fin de cette guerre qui avait coûté près d'un million d'hommes aux puissances belligérantes, affaibli leur marine et ruiné leurs finances. Elle eut pour résultat d'affermir la domination moscovite sur la mer Noire, et de lui assurer la possession de la Crimée avec les contrées limitrophes. Ces contrées n'étaient encore que des déserts; l'impératrice en fit sortir Kherson et Odessa, comme des sentinelles avancées, pour préparer les voies à de nouvelles conquêtes.

Au premier bruit des succès de Repnin, Potemkin avait quitté Pétersbourg; mais les secousses du voyage avaient achevé d'abattre sa constitution déjà tant

ébranlée par ses derniers excès. Il s'efforça pourtant de vaincre sa faiblesse pour reprendre sur Repnin son ancien ascendant. Il lui reprocha durement d'avoir conclu la paix sans sa participation [1]. Le général victorieux produisit ses instructions, et répondit qu'il ne devait compte qu'à l'impératrice de la manière dont il les avait exécutées; Potemkin exigeait des conditions plus dures, et l'on craignit un moment que la guerre ne recommençât.

Ces scènes violentes, le dépit de voir ses projets renversés et la guerre terminée en son absence avec autant de rapidité que de bonheur, avaient consumé en lui les dernières étincelles de la vie. Cependant, par l'effet de son caractère ardent et impérieux, croyant vaincre le mal par la seule force de sa volonté, il éloigna les médecins, et ne prit plus pour nourriture que des viandes fortes et des vins chauds. Ce régime détermina une inflammation si grave, que tout espoir de le sauver s'évanouit. Le séjour de Jassy lui devint alors insupportable, et il se fit transporter à Otschakof. Peut-être espérait-il que la vue de cette ville, dans laquelle il était entré en vainqueur, en réveillant ses souvenirs, ranimerait ses forces épuisées. Peut-être voulait-il appeler ces souvenirs mêmes au secours de ses dernières pensées, et mourir pour ainsi dire dans le sein de sa gloire.

[1] Nous avons dit plus haut que la paix fut signée le 9 janvier 1792, mais que les préliminaires l'avaient été à Galatz le 11 août 1791.

Il partit de Jassy le 15 octobre 1791, à trois heures du matin ; mais à peine avait-il fait quelques verstes qu'il lui fut impossible de supporter le mouvement de la voiture. On s'arrêta, on le descendit, on le coucha au pied d'un arbre, où quelques minutes après il expira dans les bras de la comtesse Branicka, sa nièce favorite. Ainsi mourut, âgé de cinquante-cinq ans, sur un grand chemin, cet homme extraordinaire, qui avait été entouré de tant d'hommages, et honoré des plus grandes faveurs de sa souveraine.

Potemkin est un exemple frappant de la loi morale qui régit les intelligences. Parvenu au plus haut degré des honneurs, il ne posséda jamais la paix de l'âme, parce qu'il était profondément corrompu et sans principes. En vain s'efforçait-il d'imposer silence aux agitations de son cœur par de nouvelles faveurs de la fortune; lorsqu'il pensait avoir atteint le sommet où il avait espéré monter, croyant s'y trouver à l'abri des tempêtes morales, ses lassitudes mortelles, comme le rocher de Sisyphe, le ramenaient à de nouvelles épreuves.

La Russie lui dut quelques réformes utiles. Il avait de grandes vues et une passion ardente pour la gloire de l'empire; mais il fit trop souvent servir au mal l'influence qu'il avait sur l'esprit de l'impératrice. Comme il connaissait mieux que personne les passions et les faiblesses de cette princesse, il déployait un art infini à les faire tourner à l'avantage de sa fortune ou de ses haines.

Il lui avait inspiré une sorte d'aversion pour le grand-duc, qu'il traitait lui-même avec beaucoup de hauteur, en lui persuadant que la turbulence de ce prince, son humeur bizarre et sa jalousie le porteraient à détruire les glorieuses institutions de son règne. Tous ceux dont le mérite offusquait ses regards, ou dont il redoutait l'influence par leurs services ou leur position, le maréchal Roumiantzof, le comte Panin, le prince Repnin, Alexis Orlof, étaient les objets de ses sarcasmes ou de ses calomnies. Ce dernier surtout lui inspirait autant d'inquiétude que de haine. C'était dans un duel avec lui qu'il avait perdu un œil. Il redoutait son intelligence et sa résolution. Potemkin consuma sa vie dans ces luttes secrètes; il sema la méfiance, la jalousie et la crainte parmi les membres du gouvernement, sacrifia son intelligence à l'intrigue, et mourut sans laisser de regrets, avec la réputation d'un homme extraordinaire, plutôt que d'un grand homme.

# LIVRE X.

Bezberodko et Markof. — Fin de la guerre de Turquie. — Situation de la Pologne. — Parti russe et parti prussien. — Travaux de la diète. — Le ministre prussien Buchholz. — Protestation du ministre russe contre les changements introduits dans la constitution polonaise. — Le parti prussien pousse la Pologne contre la Russie. — Traité d'alliance entre la Prusse et la Pologne. — De quelle manière l'impératrice déconcerte les projets de ses ennemis. — Desseins du roi de Prusse sur Dantzig. — Aveuglement des Polonais. — Constitution du 3 mai. — État de l'Europe. — Traité de Pilnitz. — Rapprochement entre la Russie et la Prusse. — Confédération de Targowice. — Moyens de défense des Polonais. — Trahison de Frédéric-Guillaume. — Les Russes envahissent la Pologne. — J. Poniatowski revêtu du commandement des troupes. — Kosciuszko. — Retraite de l'armée polonaise. — Stanislas-Auguste négocie avec l'impératrice. — Il adhère à la confédération. — Effet que produit cette résolution. — Le roi de Prusse fait entrer ses troupes en Pologne. — Diète de Grodno. — Déclarations de la Prusse et de la Russie. — Leurs ministres oppriment la diète. — Délégation chargée de traiter avec la Russie. — La diète forcée de signer un traité avec la Prusse. — Protestation de la diète au sujet de cette violence. — Second partage de la Pologne. — Insurrection de Varsovie. — Soulèvement des provinces. — Kosciuszko nommé dictateur. — Plan d'Igelstrom pour comprimer l'insurrection. — Désordres à Varsovie. — État de l'armée insurgée. — Siége de Varsovie par Frédéric-Guillaume. — Insurrection de la Grande-Pologne. — Le roi de Prusse lève le siége de Varsovie. — Bataille de Maciowice. — Kosciuszko fait prisonnier. — Les troupes russes marchent contre Varsovie. — Assaut de Praga. — Capitulation de Varsovie. — Troisième partage de la Pologne. — Abdi-

**cation de Stanislas-Auguste. — Coalition des puissances contre la France. — Convention entre la Russie et l'Angleterre. — La Russie devient l'asile des principaux émigrés. — Conduite de Catherine à leur égard. — Ses principes et sa conduite. — Le Suisse La Harpe, gouverneur des grands-ducs. — Réunion de la Courlande à la Russie. — Importance de cette acquisition. — Projets de Catherine sur la Perse. — Coup d'œil sur les relations commerciales entre l'Europe et l'Asie. — Catherine profite des troubles de la Perse pour réaliser ses projets. — Zoubof nommé chef de l'expédition contre la Perse. — Premières opérations de la campagne. — Mort de Catherine. — Appréciations sur le règne de cette princesse.**

---

Après la mort de Potemkin, Bezberodko était devenu le ministre le plus influent du conseil ; mais son crédit baissa peu à peu, et il ne tarda pas à être éloigné des affaires importantes, lorsque Zoubof en eut pris la direction. Celui-ci avait donné toute sa confiance à Markof, homme d'esprit, plein de morgue et de hauteur, et c'est dans des conciliabules composés de ces deux hommes et du prince Nicolas Soltikof que se traitaient les intérêts les plus considérables de l'empire.

Fils d'un paysan, Markof était parvenu du poste de secrétaire du prince Galitzin à celui de ministre plénipotentiaire à la Haye, ensuite à l'ambassade de Paris, d'où sa cour l'avait envoyé en Suède. Il avait accompagné le prince Repnin au congrès de Teschen, et il s'était fait remarquer dans ces différentes missions par la finesse et l'activité de son esprit. Il croyait faire oublier son origine par une certaine recherche dans ses manières. Du reste, libertin et joueur, sa maison était le rendez-vous de tous

les jeunes débauchés de la cour. Il vivait même publiquement avec une artiste française, qu'il avait amenée de Stockholm.

Lorsque la guerre de Turquie eut cessé d'occuper le cabinet de Pétersbourg, l'impératrice tourna ses regards vers la Pologne, qui se débattait dans les chaînes dont les trois puissances l'avaient chargée. Les esprits les plus ardents, excités par les manœuvres de la Prusse, affectaient de regarder la Russie comme l'auteur de tous leurs maux, et ils s'efforçaient de lui témoigner la haine dont ils étaient animés, par une violente opposition dans la diète. Catherine avait espéré qu'une alliance offensive et défensive mettrait à sa disposition un corps de troupes polonaises. Elle avait gagné le roi, qui, soit faiblesse soit conviction, se servait de son influence pour préparer la nation à recevoir favorablement ce projet. Mais Frédéric-Guillaume mit tout en œuvre pour faire échouer la négociation, et il y parvint.

La division des partis ne permettait pas d'espérer que la diète prît ses décisions à l'unanimité. On désirait en conséquence qu'elle se confédérât. Nous avons déjà dit que, dans ces sortes d'assemblées, la majorité décidait de toutes les questions. Tant que durait la confédération, la république était concentrée tout entière dans la diète, qui levait des troupes, assignait les fonds nécessaires pour leur entretien, formait des alliances, et exerçait en un mot tous les actes de la souveraineté. La diète se confédéra le 7 octobre 1788, et nomma pour son maré-

chal, Malakowski. L'acte de confédération contenait plusieurs articles, dont deux surtout avaient une grande signification. L'un portait que la forme actuelle du gouvernement serait maintenue; l'autre qu'on augmenterait l'armée, autant que l'état des finances le permettrait.

Les Russes accueillirent ce projet avec faveur. Le ministre prussien eut ordre de demander des explications au sujet de l'alliance avec la Russie, et remit, le 12 octobre, aux États confédérés, une note portant que, si cette alliance n'avait d'autre but que d'assurer l'intégrité de la Pologne, son maître ne la trouvait pas nécessaire, cette intégrité étant suffisamment garantie par le traité de partage, et que, dans le cas où elle devrait servir à d'autres vues, il serait obligé de prendre de son côté certaines mesures, dont l'Europe ne manquerait pas de s'alarmer. Il ajoutait que la Pologne n'avait à redouter aucune attaque; qu'elle était placée sous la garantie des puissances; qu'aucune d'elles ne songeait à rompre ses obligations, et que le roi de Prusse était prêt à contracter une alliance intime avec la république, si la Pologne croyait avoir besoin de s'unir plus étroitement avec une puissance voisine.

La déclaration de Buchholz produisit dans la diète une agitation extraordinaire. Radziwill et Oginski, chefs du parti prussien, voulaient qu'on votât des remercîments à ce ministre. Dans l'état d'exaltation où se trouvaient les esprits, les résolutions les plus violentes eussent été

prises, si la Russie n'eût ramené le calme dans l'assemblée par une déclaration modeste, et surtout par l'annonce du retrait des troupes qu'elle entretenait en Pologne. On est surpris, au premier abord, de la facilité avec laquelle Catherine parut abandonner un projet dont elle avait désiré l'exécution avec tant d'ardeur. Mais, si l'on réfléchit qu'à cette époque le roi de Suède venait d'envahir la Finlande, on a le secret de cette subite résolution.

La faveur de la Prusse était arrivée à son apogée ; son ministre à Varsovie recevait communication de tous les actes importants ; il était admis aux conférences des membres de la députation, avec le ministre d'Angleterre, qui, de son côté, flattait les Polonais d'une grande ligue projetée contre la Russie et l'Autriche, à la faveur de laquelle il serait aisé à la république de reviser sa constitution, et d'établir ses rapports internationaux d'une manière plus conforme à ses intérêts.

La diète adopta la proposition de porter à 100,000 hommes les troupes de la république ; mais ce chiffre ambitieux n'était pas en rapport avec les ressources du pays. Lorsqu'il fallut établir les impôts nécessaires à l'entretien de l'armée, chacun se récria. Les grands propriétaires, le clergé, les possesseurs de domaines, tous dissimulèrent leur fortune, pour être imposés au-dessous de la valeur réelle de leurs propriétés. Ainsi, la somme des impôts s'étant trouvée inférieure aux calculs sur lesquels on avait fondé l'espoir d'une si puissante

armée, celle-ci fut réduite à 60,000 hommes, et encore ne fut-elle jamais au complet.

L'ambassadeur russe ayant protesté contre les actes de la diète, qu'il représenta comme une infraction à la forme de gouvernement consacrée par le traité de garantie de 1775, sa protestation fut l'objet des plus violents débats. Ceux qui la combattirent se fondaient sur ce principe que, comme puissance indépendante, la Pologne avait le droit de s'administrer suivant ses besoins; d'établir des lois nouvelles et d'abolir les anciennes; que le gouvernement consistait dans la réunion du roi, du sénat et des nonces; que ces trois pouvoirs, légalement réunis, avaient la puissance législative, conséquemment le droit d'apporter à la constitution les changements que les circonstances rendaient nécessaires, et qu'il serait absurde et monstrueux qu'une puissance étrangère prétendît s'y opposer.

Les passions avaient été si vivement exaltées, que les amis de la paix craignaient d'élever la voix. On s'éloignait du ministre russe avec une sorte d'affectation ; on ne tenait aucun compte de ses avis; on refusait d'écouter ses réclamations; on lui témoignait en un mot d'autant plus de mépris qu'on avait montré auparavant plus de bassesse. Le roi, dont la pénétration avait aperçu l'abîme où les partisans de la guerre allaient précipiter la nation, eut le courage (il en fallait alors pour lutter contre l'opinion publique) d'exposer à la diète les malheurs que la guerre entraînerait, et il se prononça pour l'alliance

russe, comme étant plus avantageuse à la Pologne, sous le double point de vue politique et commercial. Il fit observer que l'impératrice, loin de désirer la chute de la république, se prêterait au contraire à toutes les mesures qui auraient pour but de la rendre forte et respectable ; que c'était à Catherine qu'ils devaient la restitution des portions de territoire dont l'Autriche et la Prusse s'étaient emparées, contrairement au traité de partage, et que la provoquer par des manifestations qui avaient un caractère évident, si ce n'est d'hostilité, du moins de mauvais vouloir, était une grande imprudence, au moment où la nation allait s'occuper de réformes; que c'était se créer des embarras, et peut-être même faire naître des dangers, au milieu desquels la Pologne trouverait sa perte.

L'opinion du roi était celle de la France. La cour de Versailles, dont l'indolence avait laissé consommer le premier partage, voyant alors cette malheureuse république entourée de voisins avides et menacée de nouvelles calamités, avait entrevu que la Russie, par la grandeur de son empire, était celle des puissances qui avait le moins besoin d'agrandissement, et, dans cette persuasion, elle avait conseillé aux Polonais de s'attacher fortement à l'impératrice, quelque pénible que dût leur paraître ce rapprochement. C'était dans l'année 1783 que le comte de Vergennes, ministre des affaires étrangères, avait donné ce conseil au palatin de Mazovie. Aucune liaison n'existait à cette époque entre

la France et la Russie. Ce n'était donc point en vue d'un intérêt personnel que le cabinet de Versailles poussait la Pologne dans la voie de cette politique. Il croyait sincèrement que la situation de la république exigeait ce sacrifice.

Les flatteries de la Prusse, ses insinuations, ses promesses, avaient bouleversé les têtes. Le 29 mars 1790, la diète adopta, séance tenante, le traité d'alliance avec Frédéric-Guillaume. Du reste, le moment avait été bien choisi par les ennemis de l'impératrice : c'était celui où la maison d'Autriche, fatiguée de la guerre qu'elle soutenait contre la Turquie, obligée de réprimer la révolte des Pays-Bas, inquiète pour la Hongrie, où régnait une sourde fermentation, allait déposer les armes [1]. La Prusse était à cette époque la puissance prépondérante du continent. D'accord avec l'Angleterre, elle se flattait que les Turcs, n'ayant plus à combattre les Autrichiens, presseraient les Russes au midi, pendant que le roi de Suède pousserait plus activement ses opérations dans le nord, et que l'effet de cette double action serait de forcer Catherine à recevoir les conditions qu'elle-même prétendait dicter.

Mais l'impératrice évita cet écueil en traitant directement avec Gustave. Déjà ce prince avait réfléchi que l'Angleterre et la Prusse lui avaient donné plus de promesses que de secours ; qu'il avait compromis ses finances

[1] La convention de Reichenbach est du 27 juillet suivant.

par des emprunts ruineux, et qu'en définitive il n'avait pu conquérir la Finlande. Il accueillit donc avec empressement les ouvertures de l'impératrice, et fit partir pour Varéla, lieu des conférences, le baron d'Armfeld. La discussion ne languit pas; car le besoin de la paix était réciproque. Il y fut arrêté que chaque puissance rendrait ses conquêtes et se renfermerait dans ses anciennes limites. Catherine permit au roi de tirer des blés de la Russie par les ports de la Baltique, sans acquitter ni droits de péage, ni droits de douane.

La paix de Varéla déconcerta la ligue anglo-prussienne. D'autre part, le prince Repnin et Souvorof pressaient de plus en plus les Turcs. La prise d'Ackerman et de Kilia les rendit maîtres des embouchures du Danube; l'escadre ottomane essuya des pertes considérables; enfin, le grand vizir fut de nouveau battu par le prince Repnin, pendant que Souvorof enlevait Ismaïl et menaçait Varna.

La Prusse, effrayée de ces succès, se préparait sérieusement à la guerre. Les Polonais venaient de stipuler les secours qu'ils fourniraient à la Porte, et Gustave, de nouveau sollicité, semblait regretter la paix. Catherine craignit, si le roi de Prusse entrait dans la lutte, de perdre les fruits de ses dernières victoires. Son empire était affaibli, la source de ses revenus presque épuisée, et son ambition paraissait avoir soulevé l'indignation et la colère de l'Europe, qui se plaignait de ne pouvoir, à cause d'elle, mettre un frein aux fureurs révolution-

naires de la France. Dès lors, cette princesse cessa de décliner la médiation des cours de Londres et de Berlin. Elle donna même des instructions si précises à ses plénipotentiaires, que la paix fut conclue à Jassy, le 9 janvier 1791, lorsque le divan s'y attendait le moins. La Porte ne perdit qu'Otschakof et le territoire compris entre le Boug et le Dniester.

La Pologne avait été dans son droit en concluant avec la Prusse un traité d'alliance. C'était seulement une faute grave, ainsi que l'avenir ne tarda pas à le démontrer. Elle était aussi dans les limites de son droit en modifiant sa constitution; car la garantie de la Russie ne pouvait avoir pour effet d'empêcher les réformes que le temps devait amener. Son tort fut d'avoir agi par entraînement plutôt que par raison. Le parti qui triomphait alors paraissait frappé de vertige. Il voyait la Russie engagée dans une guerre terrible, où, malgré ses victoires, elle consumait ses forces; il venait de voir l'Autriche abandonner son alliance; il se crut autorisé à être injuste. Les Russes avaient formé en Pologne des magasins considérables, ils avaient tout acheté à des prix fort élevés et payé comptant. L'opposition obtint que ces magasins seraient évacués et que les troupes qui les gardaient sortiraient immédiatement des terres de la république.

Outre l'intérêt politique par lequel Frédéric-Guillaume avait été guidé, et qui consistait à soustraire l'empire ottoman aux coups de la Russie, le roi s'en était proposé un autre plus direct qu'il ne tarda pas à dévoiler. Le

traité d'alliance devait être suivi d'un traité de commerce, dont la première condition était la cession de Thorn et de Dantzig. Les produits de la Pologne descendaient à Dantzig par la Vistule. La possession de cette ville, en rendant la Prusse maîtresse de tout le cours de la Vistule, aurait donc aneanti le commerce de la Pologne, par les droits dont il aurait plu au roi de Prusse de le frapper.

Ce prince offrait en échange le secours d'un corps d'infanterie proportionné à la cavalerie polonaise, ainsi qu'une diminution des droits de douane sur l'exportation des produits polonais. Il gênait à dessein le commerce de la république. Chaque jour Dantzig voyait diminuer sa population, et cette ville, resserrée par les provinces prussiennes, était exposée à voir tarir entièrement la source de sa prospérité. Les marchandises polonaises importées à Dantzig, ou sortant de cette ville, étaient frappées d'un droit de 12 pour 100, tandis que ce droit n'était que de 2 pour 100 lorsqu'elles suivaient la route d'Elbing et de Stettin.

Le roi de Pologne ayant écrit directement à Frédéric-Guillaume pour le prier de faire cesser les maux dont se plaignaient ses sujets, celui-ci fit proposer à la diète une nouvelle transaction par laquelle les droits de péage établis sur la Vistule seraient abaissés, si la république voulait, pour le dédommager des pertes que cet abaissement de droits ferait éprouver à son trésor, lui céder Thorn et Dantzig. Ces deux villes, ajoutait-il, ne sont qu'un

embarras pour la Pologne, tandis que la Prusse trouverait dans cette acquisition le complément de sa défense.

Les Polonais, en se séparant de la Russie, s'étaient mis dans la nécessité de subir les lois de la Prusse. Il eût été plus sage de profiter, à cette époque, des dispositions de l'impératrice, qui, au lieu de gêner le commerce de la Pologne, avait au contraire affranchi de toute espèce de droits l'exportation des denrées de ce pays à Kherson. Cette ville, en devenant par la suite le principal entrepôt des marchandises polonaises, avait l'avantage sur Dantzig, dont la voie était embarrassée d'entraves ruineuses, de leur ouvrir un large débouché par la mer Noire. D'ailleurs, la plupart des produits exportés par Dantzig, Elbing et Kœnigsberg, se récoltaient dans les provinces voisines du Pont-Euxin, et rien n'était plus facile que de les faire descendre à Ackerman par le Dniester, à Otschakof par le Boug, et à Kherson par le Dnieper. Catherine n'avait pas borné là ses faveurs. Par l'oukase du 29 septembre 1784, elle avait décrété que les marchandises de la Pologne qui prendraient la route de Kherson jouiraient des mêmes avantages que les productions russes de même nature. Elle affranchit en outre l'introduction dans son empire des denrées de la Pologne par le gouvernement d'Ekaterinoslaf.

La proposition de la Prusse avait rencontré dans la diète une si grande opposition, que le roi n'insista pas, résolu d'y revenir dans un moment plus opportun. Il se borna donc au traité d'alliance, tenant à honneur, disait-

il, d'être l'ami d'une nation aussi brave que noble. Luchesini, son ministre à Varsovie, ayant insinué que l'impératrice avait offert à son maître la possession de toute la Grande-Pologne, à la seule condition qu'il resterait neutre dans la guerre de Turquie, la diète, sans examiner si cette insinuation avait quelque fondement, vota le projet d'alliance (20 mars 1790), et consentit même à reprendre immédiatement les négociations relatives au traité de commerce.

En effet, elle s'en occupa sur-le-champ. Mais Thorn et Dantzig étaient toujours l'obstacle insurmontable. Les ministres d'Angleterre et de Hollande faisaient observer que le roi de Prusse pouvant ruiner le commerce de la Pologne, il serait plus sage de consentir à ce sacrifice, moyennant un dédommagement convenable. Plusieurs membres de la diète se montraient favorables à la cession des deux villes, dans l'espoir de s'attacher plus étroitement Frédéric-Guillaume. La majorité cependant continuait à lutter contre ces dangereuses influences. Elle affirmait que les productions de la Pologne ne pouvaient soutenir la concurrence sur les marchés de la Silésie, du Brandebourg et de la Prusse, dont la prospérité semblait exiger l'anéantissement du commerce de la république. Cette opinion prévalut, appuyée par le parti russe, qui fit en outre décréter l'intégrité de la Pologne.

Frédéric-Guillaume n'en témoigna publiquement aucun chagrin. Il s'empressa même de féliciter le roi et la diète de la révolution qui venait de donner à la Pologne

une constitution régulière. Cette constitution du 3 mai était en effet, malgré ses imperfections, un progrès sensible. En rendant la couronne héréditaire, elle détruisait l'influence que les puissances étrangères avaient exercée sur les élections, influence fatale qui perpétuait l'anarchie, devenue en quelque sorte une des conditions de cette malheureuse république. Elle établissait deux Chambres, définissait la prérogative royale et couvrait la responsabilité du roi par la signature des ministres. Les villes, qui ne jouissaient auparavant d'aucun droit politique, devaient avoir désormais leurs représentants à la diète. La carrière des emplois publics fut ouverte aux bourgeois, et, afin d'affaiblir en l'étendant la puissance oligarchique, dont la Pologne avait éprouvé les inconvénients, chaque diète était obligée de conférer des titres de noblesse à un certain nombre de bourgeois.

Habitués à regarder la nation comme circonscrite dans une classe, les législateurs polonais n'avaient pu s'affranchir de cette influence. Au lieu d'abattre les barrières de l'aristocratie, ils se bornèrent à les abaisser; au lieu de renoncer à leurs priviléges, ils aimèrent mieux les rendre accessibles à la bourgeoisie; ils conservèrent ainsi à la nouvelle constitution le caractère aristocratique de l'ancienne. Les nobles eurent leurs colléges électoraux, les plébéiens les leurs; égaux, il est vrai, mais distincts. Ceux-ci, en devenant représentants à la diète, officiers à l'armée, employés dans toutes les branches de l'administration, ne devenaient cependant gen-

tilshommes que lorsqu'ils étaient parvenus aux degrés supérieurs.

Un autre vice, dans lequel la Commission avait entraîné la diète, était la trop grande division de la puissance exécutive. Plusieurs Commissions, dont le roi n'était que le président, administraient toutes les affaires du royaume, guerre, justice, finances, etc., sous le contrôle de la diète, qui réunissait ainsi dans ses mains tous les pouvoirs. Or, dans un pays où les assemblées publiques étaient si nombreuses, les passions si mobiles, les intérêts si divers, les préjugés si profonds, une constitution aussi vicieuse aurait ramené tôt ou tard tous les anciens désordres.

C'était dans la Chambre des nonces qu'étaient d'abord discutés les projets de lois, les impôts et les emprunts publics, les déclarations de guerre, les traités de paix et d'alliance. Le sénat, composé des évêques, des palatins, des castellans et des ministres du roi, n'était à proprement parler qu'un conseil royal. L'initiative des lois était réservée à la Chambre des nonces. Le sénat pouvait suspendre les décisions de la diète; mais, si la loi revenait devant lui, après un second vote, il ne pouvait refuser sa sanction.

La tolérance de tous les cultes fut reconnue loi de l'État; le *liberum veto* aboli, ainsi que l'usage des confédérations, dont les factions avaient tant abusé. Le pouvoir judiciaire, en devenant indépendant, assura la bonne administration de la justice. Il fut créé deux

juridictions, une de première instance dans chaque palatinat, et des tribunaux d'appel dans chaque province. Les juges devaient être élus dans les diétines. Un tribunal supérieur, composé des membres des états, et nommé à l'ouverture de l'assemblée, connaissait en outre des crimes contre la nation et le roi. La liberté se trouvait par là garantie et contre les dangers du despotisme et contre ceux de l'anarchie.

Cette constitution, qui avait réuni la presque unanimité des suffrages, fut partout accueillie avec faveur. L'empereur Léopold, le roi de Prusse, le pape, la Russie elle-même avaient adressé à Stanislas-Auguste soit des félicitations, soit des assurances de paix. Il semblait donc qu'à cette époque les ennemis de la Pologne se fussent évanouis. Cependant quelques jours s'étaient à peine écoulés que ces dispositions bienveillantes avaient fait place à des projets tout contraires, dont il convient de faire connaître les causes.

Lorsque Léopold était monté sur le trône, l'ébranlement de la monarchie autrichienne, autant que la nature de son esprit, ami de la paix, lui avaient inspiré le désir de se retirer de la lutte. Ce désir était aussi celui du roi de Prusse. Dans la pensée de ce prince, la monarchie prussienne, agrandie et fortifiée par son prédécesseur, n'avait qu'un danger à courir, celui d'une alliance entre la Russie et l'Autriche. Or, dès que ce danger se trouvait écarté, il ne voyait plus d'inconvénient à se rapprocher de la cour de Vienne. Tel avait été le motif de la conven-

tion de Reichenbach. Considérant ensuite que le mouvement révolutionnaire de la France menaçait le repos de l'Europe, les deux souverains avaient songé à s'unir plus étroitement. Ce fut le but de la conférence de Pilnitz (septembre 1791), où furent posées les bases du traité de Vienne.

La mort de l'empereur Léopold, arrivée le 1er mars 1792, opéra le rapprochement de la Prusse et de la Russie. Frédéric-Guillaume, qu'une pensée unique occupait alors, à savoir une croisade contre la Révolution française, croisade dont il voulait être le héros, avait besoin d'être rassuré sur les intentions de ses voisins. Catherine, ayant aperçu le parti qu'elle pouvait tirer des dispositions du roi, s'empressa de donner son approbation au traité de Pilnitz; mais elle y mit pour condition que Frédéric-Guillaume romprait son alliance avec la Pologne. Quoique cette clause fût restée secrète, dès ce moment le ministre prussien à Varsovie changea de langage. La constitution du 3 mai, dont il avait loué la sagesse, ne fut plus regardée que comme une œuvre révolutionnaire. On affectait d'établir une certaine solidarité entre les excès des jacobins et les efforts des Polonais pour réformer leurs lois. Déjà même le bruit d'un second partage circulait publiquement. Stanislas-Auguste, effrayé de ces rumeurs, en instruisit les ministres étrangers, dont les réponses vagues ne firent que redoubler les craintes des Polonais. Le ministre d'Autriche déclara que sa cour n'en avait pas

connaissance; celui de Russie qu'il n'avait reçu aucune instruction à ce sujet, et Luchesini que son maître était devenu tout à fait étranger à ce qui se passait en Pologne.

Stanislas-Auguste comprit alors que la république était menacée de nouveaux dangers. Il proposa d'adopter sur-le-champ des mesures énergiques, afin de mettre le pays en état de défense; il voulait qu'on armât la noblesse et la bourgeoisie. Mais les meneurs de la diète combattirent cet avis avec chaleur, dans la crainte que le tiers état, si on lui donnait des armes, ne vînt à s'emparer du gouvernement. Il n'y avait cependant que deux partis à prendre : ou vivre en paix avec la Russie, ou, si la lutte devenait inévitable, faire jaillir des entrailles du peuple un cri d'indépendance et de liberté.

La paix de Jassy ayant laissé à Catherine l'emploi de ses forces, cette princesse ne quitta plus des yeux la Pologne. Rien ne pouvait plus alors gêner sa politique. La Suède avait désarmé; l'Angleterre, ayant repris à Pétersbourg son ancienne position commerciale, avait entraîné la Hollande dans sa défection; le roi de Prusse lui avait sacrifié son alliance; la Turquie sortait à peine d'une guerre où ses forces s'étaient épuisées, et la France tournait toute son énergie contre elle-même.

Catherine convoqua à Pétersbourg les chefs de son parti : Rzewski, vieilli par un séjour de cinq ans en Sibérie, où il avait appris à ramper devant ses oppresseurs; Félix Potocki, qui avait rêvé la couronne de Po-

logne et qui aspirait maintenant à succéder à Stanislas-Auguste. Issu d'une illustre famille, rien ne manquait à sa grandeur, ni la fortune, ni l'éclat de la parole, ni les talents politiques. Le désir d'une vaine gloire tourna toutes ces qualités à la ruine de sa patrie. Branicki, jadis l'agent des amours de Catherine et de Poniatowski, compléta ce triumvirat honteux. Il était resté l'ami du roi, qu'il s'attachait à maintenir dans la dépendance de la Russie. Son mariage avec une nièce du prince Potemkin en avait fait en outre un des hommes les plus considérables de la Pologne.

De Pétersbourg, où avaient été arrêtées, dans un conciliabule secret, les mesures qui devaient achever la ruine de leur patrie, ces trois Polonais se rendirent à Targowice, petite ville du palatinat de Braclaw, et firent signer à leurs partisans, le 14 mai 1792, une confédération sous la protection de la Russie. Quatre jours après, le ministre russe Boulgakof, qui avait remplacé Stackelberg à Varsovie, déclara publiquement que, sollicitée par plusieurs Polonais d'un rang élevé, l'impératrice avait envoyé l'ordre à ses troupes d'entrer en Pologne, en vertu de la garantie, pour y rétablir l'ancienne forme de gouvernement. Il rappela dans sa déclaration que la constitution avait été violée; que la diète, au lieu d'être libre, s'était formée sous le nœud de la confédération, et s'était prolongée au delà du terme fixé par la loi; que la Pologne n'avait cessé, pendant la guerre de Turquie, d'entraver les opérations des troupes russes, en nuisant à leurs ap-

provisionnements et surtout en exigeant brusquement l'évacuation des magasins qu'elles avaient formés sur le territoire de la république. Catherine s'y plaignait en outre d'avoir été insultée dans le sein même de la diète, et elle considérait comme une trahison la démarche faite auprès de la Porte ottomane pour une alliance offensive et défensive contre son empire.

Les Polonais auraient pu répondre que l'acte de confédération, loin d'être une protestation contre la Russie, avait été concerté avec le ministre de cette puissance; que la prolongation de la diète n'était point une nouveauté; car, sans remonter bien haut dans les annales de la Pologne, celle de 1773 avait duré deux ans; et qu'enfin l'envoi d'un ministre à Constantinople n'avait été ni prévu ni défendu par la constitution.

Du reste, la diète reçut la déclaration de guerre avec dignité. Elle décréta qu'on lèverait deux régiments de Tartares, deux de Cosaques et quatre régiments de volontaires; que les milices des palatinats seraient organisées, et que la république, pour subvenir aux dépenses de la guerre, contracterait un emprunt de vingt millions. Mais ces mesures étaient tardives. Bientôt même on se refroidit, et la consternation fit place à l'enthousiasme[1].

La diète avait transmis à Luchesini le manifeste de la Russie et réclamé les secours stipulés par son traité

[1] *Histoire de la révolution de Pologne en* 1794, par Zaïonczek. Paris, 1797. In-8°.

d'alliance avec la Prusse. Stanislas-Auguste écrivit lui-même, le 31 mai, à Frédéric-Guillaume. Luchesini répondit que son maître, n'ayant pris aucune part à la constitution du 3 mai, n'était point lié par le traité en question; mais la réponse du roi mérite plus particulièrement d'être rapportée.

« J'avouerai avec franchise, disait-il, qu'après ce qui s'est passé depuis un an, il était aisé de prévoir les embarras dans lesquels la Pologne se trouve aujourd'hui engagée. Dans plus d'une occasion, le marquis de Luchesini en a manifesté ses justes appréhensions. En regardant d'un œil tranquille la nouvelle constitution que la république s'est donnée à mon insu, je n'ai jamais songé à la soutenir ni à la protéger. J'ai prédit au contraire que ces mesures provoqueraient le ressentiment de l'impératrice et attireraient à la Pologne les maux qu'on prétendait éviter. L'événement a justifié mes appréhensions..... Votre Majesté sentira donc que les choses ayant entièrement changé depuis l'alliance que j'ai contractée avec elle, et les conjonctures présentes, amenées par la constitution du 3 mai, n'étant point applicables aux engagements qui s'y trouvent stipulés, il ne tient pas à moi de déférer à son attente. (8 juin.) »

Les vrais motifs du changement de Frédéric-Guillaume étaient d'une part l'effroi que lui inspirait la Révolution française, dont il désirait avec ardeur réprimer les excès, et de l'autre la crainte d'avoir à combattre les

Russes pendant que ses troupes seraient occupées contre la France. Il avait donc renoué ses liens avec l'impératrice, et résolu, par un accord secret, la ruine de la Pologne.

Cette lettre, en faisant évanouir les dernières illusions des Polonais, leur fit comprendre en même temps qu'ils ne devaient plus compter que sur eux-mêmes. Malheureusement ils ne vivaient plus dans ces siècles si glorieux pour eux, où le patriotisme embrasait toutes les âmes. La diète s'était séparée le 29 mai, se réservant de reprendre ses travaux, si les circonstances devenaient plus graves. C'était une grande faute et presque une désertion, au moment où la patrie était menacée d'une redoutable invasion. Elle avait investi le roi d'une sorte de dictature, oubliant que ce prince, par la nature de son esprit et par des souvenirs dont il ne pouvait complétement se dégager, était peu capable de l'exercer. D'ailleurs, la lenteur que la diète avait apportée dans ses opérations fut continuée par la Commission de la guerre. Les membres de cette Commission étaient au-dessous de leur tâche. Les uns, ouvertement dévoués à la Russie, les autres, effrayés de la responsabilité qui pesait sur eux, semblèrent laisser au hasard le soin de sauver la Pologne. Il y avait en outre un vice qui frappait leurs mesures d'impuissance. Les impôts rentraient lentement, lorsqu'il eût fallu tenir pour ainsi dire dans la main toutes les ressources de la nation. Aussi, l'habillement, l'équipement et l'armement des troupes s'en

ressentirent. La plupart des régiments n'avaient qu'un seul bataillon ; l'artillerie était mal exercée ; les généraux n'avaient jamais commandé ; plusieurs même n'avaient jamais fait la guerre. Les charges étant vénales, les officiers étaient sans expérience, et enfin, pour dernier trait au tableau, les soldats étaient presque de nouvelles recrues et ils manquaient des choses les plus nécessaires[1].

Déjà cependant les Russes avaient franchi la frontière et envahi plusieurs districts. Une armée de 50,000 hommes, commandée par le général Kochowski, était entrée en Ukraine (22 mai). Une division de 20,000 hommes, sous les ordres de Kreczetnikof, se dirigeait sur la Lithuanie. Depuis Riga jusqu'à Kaminiek, leurs troupes formaient un cordon formidable. La confédération de Targowice, auprès de laquelle résidait un ministre russe, avec le titre de ministre plénipotentiaire, entra sur le territoire de l'Ukraine, à la suite de l'armée. Une autre confédération s'était formée en Lithuanie, sous les mêmes auspices. Elles se réunirent peu de temps après, et Brzesc sur le Boug, où la fusion s'effectua, fut dès lors considérée comme le siége du gouvernement légitime. A mesure que les Russes s'avançaient dans le centre de la Pologne, la noblesse des palatinats, soit crainte, soit conviction ou intérêt, s'empressait d'adhérer à la confédération. Le peuple et les paysans

[1] *Histoire de la révolution de Pologne en* 1797, par Zaïonczek.

se tenaient tranquilles et presque indifférents sur leurs destinées. Ce n'était proprement qu'à Varsovie et dans deux ou trois grandes villes qu'on remarquait une vive agitation.

Le roi avait confié le commandement de l'armée de l'Ukraine à son neveu Joseph Poniatowski, esprit frivole et sans expérience, qui ne l'avait accepté qu'avec répugnance. A peine trouva-t-il quelques mille hommes en état de combattre. Il eût désespéré de la fortune, s'il n'avait eu le bonheur de rencontrer dans Kosciuszko, qui commandait sous ses ordres, un de ces hommes intrépides, ardents dans leurs convictions, fermes dans leurs desseins, qui savent relever les espérances abattues. Les troupes de la république occupaient les woïwodies de Braclaw et de Kiow. On travaillait, à Dobno, à former un camp de 12,000 hommes. L'armée de Lithuanie, où l'on avait envoyé le prince de Wurtemberg, comptait environ 8,000 hommes, 3,000 à Wilna et 5,000 à Grodno, mais la plupart sans armes.

Pour s'opposer à l'armée russe, qui s'avançait sur trois colonnes dans un pays plat et sans forteresses, Poniatowski avait partagé la sienne en trois corps. Il garda le commandement du premier, donna le second à Kosciuszko et confia le troisième à Wielhorski. Les Polonais défendaient chaque poste avec une grande bravoure. Cependant la crainte d'être séparés les uns des autres les fit se replier sur Polonna, où se trouvaient leurs magasins. Les Russes, ayant précipité leur marche, batti-

rent un de leurs corps et arrivèrent à Polonna presque en même temps que l'armée polonaise. La place était si mal fortifiée que l'armée ne put s'y maintenir. Kosciuszko, chargé de contenir l'ennemi, s'en acquitta heureusement. Les Polonais, poursuivis par la division Markof, avaient opéré leur retraite sur Ostrog, position excellente, mais dépourvue de munitions. Ils furent en conséquence forcés de continuer leur mouvement rétrograde jusqu'à Dobno, sans cesser d'être poursuivis. C'est là qu'on avait commencé la formation d'un camp de 12,000 hommes, pour lequel on avait réuni des approvisionnements considérables. L'armée espérait donc y trouver quelque repos, lorsqu'elle reçut l'ordre de se retirer sur le Boug, pour en défendre le passage depuis Dubienka jusqu'à Opalin.

Zabiello, qui avait reçu les mêmes ordres, ne tarda pas à se rendre à son poste avec l'armée de la Lithuanie, dont le commandement venait d'être retiré au prince de Wurtemberg. Judicki ne l'avait exercé que peu de temps; car, battu près de Mir, il avait été remplacé par Zabiello, qui avait trouvé l'armée dans un effroyable désordre.

Le Boug prend sa source en Gallicie et se dirige du midi au nord, le long de cette province, jusqu'à Dubienka. De là, il coule partie en Pologne, partie en Lithuanie, jusqu'auprès de Zakroczim, où il se jette dans la Vistule, à quelques milles de Varsovie. Son lit est large, mais peu profond. La défense de Dubienka fut confiée à Kosciuszko. Poniatowski se plaça au-dessous

de cette ville avec sa division, tandis que Wielhorski fut chargé de couvrir Opalin. Zabiello occupa tout l'espace compris entre cette ville et Brzesc, où quelques jours après il concentra toutes ses forces.

Ici commencent les dernières douleurs de la Pologne. Le 17 juillet, 18,000 Russes, commandés par Kochowski, attaquèrent à Dubienka la division de Kosciuszko, qui les repoussa. Les Russes s'étant alors jetés du côté de la Gallicie avec le dessein de tourner la position, Kosciuszko fut obligé de se retirer sur Krasnystaw.

Pendant ce temps, le roi avait continué de négocier. Dans l'espoir de séparer les intérêts de la Russie de ceux de la Prusse, il avait offert le trône de Pologne pour le second des petits-fils de Catherine, le prince Constantin. L'impératrice refusa cette offre et pressa le roi d'adhérer à la confédération de Targowice. Stanislas-Auguste, voyant alors clairement qu'une défense vigoureuse était le seul moyen qui restât de sauver la Pologne, publia un manifeste pour appeler aux armes la nation tout entière. « Nous remettons, disait-il, à la vertu de chaque citoyen les destinées de la patrie et les nôtres. Nous voulons partager tous ses dangers et mourir avec elle. »

Mais bientôt les revers éprouvés par les troupes de la république firent craindre de plus grands malheurs. Dans cette cruelle extrémité, le conseil de guerre supplia le roi de s'adresser directement à l'impératrice, et de demander au général russe un armistice jusqu'au

retour du courrier qui devait rapporter la réponse de cette princesse. Le roi écrivit donc la lettre suivante, dont nous n'avons supprimé que les phrases les moins importantes :

Varşovie, 22 juin 1792.

« MADAME MA SOEUR,

« Je n'emploierai ni détours ni longueurs; elles ne conviennent point à ma situation. Je vais m'expliquer avec franchise; daignez me lire avec bonté et sans préoccupation. Il vous importe à vous, madame, d'influer en Pologne et de pouvoir y faire passer vos troupes, toutes les fois que vous voudrez vous occuper ou des Turcs ou de l'Europe. Il nous importe à nous d'être à l'abri des révolutions continuelles, dont chaque interrègne doit nécessairement devenir la cause, en y appelant tous nos voisins, et en nous armant nous-mêmes les uns contre les autres. Il nous importe enfin d'avoir un gouvernement intérieur mieux réglé.

« Or, voici le moment de concilier tout cela. Donnez-moi pour successeur votre petit-fils, le prince Constantin; qu'une alliance perpétuelle unisse les deux pays, et qu'un traité de commerce y soit joint. Jamais les circonstances n'ont rendu plus facile l'exécution de ce plan.

« La diète m'a donné le pouvoir de faire un armistice, mais non de conclure la paix. Je commence donc par vous prier, par vous conjurer de nous accorder au plus tôt une suspension d'armes, et j'ose vous répondre du reste, pourvu que vous m'en laissiez le temps et les moyens. Il

se fait ici actuellement un si grand changement dans les esprits, que ces propositions y seraient accueillies avec enthousiasme. Mais je ne dois pas vous cacher que, si vous exigiez à la rigueur ce que porte votre déclaration, il ne serait plus en mon pouvoir de faire ce que je désire avec tant d'ardeur. »

En attendant la réponse de l'impératrice, le général russe informa le roi qu'un armistice ne pouvait avoir lieu, tant qu'il existerait en Pologne un parti qui refuserait de s'unir aux confédérés, et qu'il fallait accéder à la confédération ou mettre bas les armes (27 juin). La guerre continua donc. Les Polonais affaiblis, découragés et manquant de tout, ne se bornèrent plus qu'à fermer aux Russes le chemin de Varsovie. En conséquence, les corps de réserve placés à Brzesc et à Bilok furent renforcés; les troupes de l'Ukraine, sous les ordres du prince Poniatowski, remportèrent à Zielince un avantage assez considérable contre une division de l'armée ennemie: mais les Russes n'en continuèrent pas moins à s'avancer vers la capitale, dans la direction de Lubonil, de Wlodava et de Brzesc.

L'armée de la république, réduite alors à 35,000 hommes dans un affreux dénûment, reçut l'ordre de se replier sur Varsovie et de prendre position à Granne, sur le Boug, entre Grodno et Varsovie. On tira de la réserve de Praga un corps de troupes qui fut dirigé vers le confluent du Boug et de la Vistule ; mais il était facile de prévoir que la lutte ne serait pas longue.

Depuis que la Prusse s'était rapprochée de la Russie, elle avait tenu ses regards attachés sur la Pologne, comme un vautour sur sa proie. La noblesse de la Grande-Pologne ayant témoigné le désir de prendre les armes contre les ennemis de la constitution du 3 mai, le roi de Prusse avait réprimé cet élan généreux, et déclaré avec une certaine hauteur que, si les Polonais ne se hâtaient d'accéder aux vœux de Catherine, il ferait entrer ses troupes sur les terres de la république. Déjà même on pouvait remarquer dans l'armée prussienne des mouvements qui semblaient annoncer l'exécution prochaine de cette menace.

Telle était la situation de ces malheureux Polonais, lorsque Stanislas-Auguste reçut la réponse de l'Impératrice ; elle était conçue en ces termes :

« Monsieur mon frère,

« J'ai reçu la lettre qu'il a plu à Votre Majesté de m'écrire, le 22 juin. Je me conforme volontiers à son désir d'écarter toute discussion directe entre nous, sur ce qui a produit la crise actuelle des affaires. Il s'agit de rendre à la république son ancienne liberté et sa forme de gouvernement garantie par nos traités avec elle, et renversée violemment par la révolution du 3 mai, au mépris des lois sacrées de la justice. C'est donc en entrant dans des vues aussi saines, que Votre Majesté pourra me convaincre de la sincérité des dispositions qu'elle me témoigne et du désir qu'elle a

de concourir au véritable bien de la Pologne. La plus saine partie de la nation vient de se confédérer pour réclamer ses droits injustement ravis. Je lui ai promis mon appui, et je me flatte que Votre Majesté ne voudra pas attendre la dernière extrémité pour se rendre à des vœux aussi prononcés, et qu'en accédant promptement à la confédération formée sous mes auspices, elle me mettra à même, conformément à mes souhaits les plus sincères, de pouvoir me dire, monsieur mon frère, de Votre Majesté, la bonne sœur, amie et voisine. »

La dernière illusion des Polonais s'étant évanouie avec cette lettre, la situation de la république s'offrit alors à tous les yeux sous les plus sombres couleurs. Les ressources étaient épuisées ; il ne restait plus dans les caisses de l'État que 300,000 francs. D'un autre côté, les Russes continuaient à marcher vers la capitale, et l'on redoutait en outre d'apprendre à chaque instant que les Prussiens étaient entrés sur le territoire de la Pologne.

Le jour même où il avait reçu la réponse de l'impératrice, Stanislas-Auguste avait convoqué le conseil de surveillance. Sept membres votèrent pour l'accession à la confédération ; cinq émirent un avis contraire. Ces derniers auraient voulu que le roi se rendît au camp ; qu'il risquât une bataille, et, s'il était battu, qu'il se retirât dans la Gallicie ou en Hongrie. S'il eût suivi ce conseil, les Polonais n'auraient plus eu qu'à s'ensevelir sous les ruines de la république ; car leur résistance,

quelque noble, quelque héroïque qu'elle eût été, aurait autorisé toutes les horreurs de la guerre. Le roi préféra se réunir aux voix de la majorité, et il signa, le 23 juillet 1792, la déclaration suivante : « J'accède avec toute l'armée à la confédération de Targowice, dans l'espoir que les mesures proposées par l'impératrice rendront le bonheur à mon pays. »

Cette résolution fut accueillie par les troupes et par les partisans exagérés de la constitution du 3 mai avec une injuste sévérité. Les uns étaient égarés par l'amour de la patrie, les autres par la haine qu'ils portaient au roi, dont la personne fut attaquée dans des libelles injurieux et pleins de fiel. La consternation était universelle. Les deux maréchaux de la diète quittèrent Varsovie, où le peuple ne cachait plus ni sa douleur ni ses craintes.

Par le seul fait de l'accession du roi à la confédération, le gouvernement avait passé tout entier dans les mains des confédérés, qui songèrent alors à donner un centre à leurs opérations par l'établissement d'une généralité, sorte de gouvernement provisoire. Tous les fonctionnaires publics furent destitués, les décrets de la diète anéantis, les tribunaux ordinaires remplacés par un tribunal de confédération, et à la commission de guerre furent substitués deux grands généraux de la couronne, un pour la Pologne, l'autre pour la Lithuanie, comme sous l'ancienne constitution.

La Généralité, devenue un instrument dans les mains

des Russes, leur livra la forteresse de Kaminieck, qui les rendit maîtres de la Podolie; fit transporter dans l'arsenal de Varsovie toute l'artillerie de la république, qui se trouva par ce moyen à leur disposition, et distribua les troupes nationales en Ukraine et en Volhynie, au milieu des troupes russes. Une partie de ces troupes se voyant condamnées à la misère, menacées d'être licenciées, et contraintes d'assister à la ruine de leur patrie, sans pouvoir s'y opposer, se laissèrent engager au service de la Russie.

Pendant ce temps, Branicki, à la tête de quinze députés envoyés par la Généralité, mettait aux pieds de Catherine les hommages des confédérés, et la félicitait d'avoir arrêté, par sa fermeté et sa sagesse, les progrès de l'esprit monarchique. Les députés ayant parlé d'un traité d'alliance, l'impératrice ne fit aucune réponse. Les circonstances n'étaient plus les mêmes et probablement aussi ses desseins à l'égard de la république.

On attendait avec une vive inquiétude l'ouverture de la diète convoquée à Grodno; car les bruits d'un nouveau partage, répandus au commencement de cette guerre, prenaient maintenant beaucoup de consistance. La diète avait à peine commencé ses travaux, que la Prusse annonça publiquement (16 janvier) qu'un corps de troupes, sous le commandement du général Mollendorf, venait d'entrer en Pologne; qu'elle en avait informé les cours de Vienne et de Pétersbourg, et que cette mesure, approuvée par ces deux cours, était fondée sur la nécessité

de préserver ses États du foyer révolutionnaire qui menaçait d'embraser toute l'Europe. Le 24 février suivant, elle annonça qu'elle avait occupé Dantzig et son territoire, avec le consentement des autres puissances. En effet, Frédéric-Guillaume, qui venait de terminer un arrangement avec l'Angleterre, avait fait de l'occupation de cette ville une condition expresse de la continuation de la guerre contre la République française.

En réponse à la déclaration du 16 février, le chancelier Malakowski demanda la retraite immédiate des troupes étrangères. Les confédérés eurent recours à des protestations vigoureuses; ils annoncèrent que, dans aucun cas, ils ne prendraient part à une négociation qui tendrait à séparer la moindre partie du territoire de la république, et l'on put croire en effet que la diète était disposée à s'opposer par les armes à de nouveaux projets de spoliation, lorsqu'on la vit convoquer le ban et l'arrière-ban de la pospolite. Mais le ministre russe arrêta cet élan. Il fit remettre à la diète, le 20 février, une note dans laquelle il témoignait sa surprise au sujet de cette mesure, dont il n'avait pas été prévenu, et il engageait la Généralité à s'interdire à l'avenir toute démarche précipitée qui pourrait attirer sur la Pologne les forces d'une puissance aussi redoutable que la Prusse.

La Généralité ayant reçu à Grodno l'ordre de s'y constituer en diète, le roi fut contraint de s'y rendre (22 avril). Mais déjà les cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin avaient réglé leurs nouvelles limites, aux dépens

du territoire de la république (25 mars et 29 avril). Leurs déclarations, que Sievers remit le 9 avril à la confédération générale de Grodno, et dont le colonel Igelstrom, commandant les troupes russes à Varsovie, donna communication au corps diplomatique, portaient que, « pour étouffer le foyer des troubles révolutionnaires, l'impératrice et le roi de Prusse avaient jugé nécessaire de renfermer la Pologne dans des bornes plus étroites et de constituer son gouvernement de telle sorte qu'il eût cependant assez d'activité et d'énergie pour réprimer les désordres et dominer les factions. »

Pendant ce temps, on employait la terreur pour soumettre les esprits. Igelstrom s'était rendu maître des subsistances de Varsovie, en mettant l'embargo sur tous les bâtiments chargés de grains pour cette ville. Dans les provinces envahies, les habitants avaient été forcés de prêter serment aux nouveaux possesseurs. Le roi déplorait amèrement les malheurs de la république. Il aurait voulu s'interdire toute participation à des mesures violentes qui tendaient à la ruine de la Pologne. Mais Catherine le contraignit à garder une couronne dont le poids accablait son front. « Toutes les raisons de bienséance, écrivait-elle à son ambassadeur, exigent qu'il tienne entre les mains les rênes de l'État, jusqu'à ce qu'il l'ait tiré de la crise actuelle. C'est à ce prix que je pourrai me résoudre à lui assurer un sort heureux dans la retraite qu'il médite. »

Depuis que la Généralité, devenue l'instrument des

trois puissances, eut déclaré (11 mai) incapables d'élire ou d'être élus tous ceux qui n'avaient point accédé à la confédération de Targowice, ou qui, y ayant accédé, avaient ensuite protesté contre ses décisions, les confédérés les plus ardents se répandirent dans les palatinats, employèrent la fraude et la violence pour défendre l'entrée des diétines aux hommes courageux dont ils redoutaient l'influence, tandis qu'ils y entraînaient les citoyens timides, dont ils étaient sûrs de diriger les volontés. Les troupes russes, qui se tenaient à peu de distance de ces réunions, paraissaient toujours prêtes à seconder les actes les plus arbitraires, et, dans plus d'un endroit, les officiers désignèrent eux-mêmes les nonces sur lesquels devaient se porter les suffrages des électeurs.

On comprend qu'une diète ainsi composée résistât faiblement aux desseins des puissances étrangères. Il faut cependant le dire, à la gloire de quelques hommes courageux, plusieurs voix se firent entendre pour flétrir ces manœuvres odieuses, et pour protester contre la force qui tenait la république asservie. Walewski, maréchal de la diète, ayant refusé de prendre les voix sur des propositions qu'il ne croyait pas devoir écouter, sortit de la salle, malgré les menaces de Sievers, qui fit aussitôt confisquer ses biens. Dans le sénat, on ne compta jamais plus de dix membres; à la chambre des nonces, on remarqua que quinze woïvodies n'avaient envoyé aucun député à la diète.

Le roi, en ouvrant l'assemblée (17 juin), exprima ses

craintes sur le sort qui menaçait la Pologne, et fut d'avis de recourir à la voie des négociations comme à la seule qui pût sauver la république, si le salut était encore possible. On eut la pensée de réclamer la médiation de l'Autriche; on se flattait encore de séparer les intérêts de la Russie de ceux de la Prusse; mais cette illusion s'évanouit, lorsque le 19 juin les ministres de ces deux cours eurent demandé par une note collective que la diète nommât des délégués, munis de pleins pouvoirs, pour traiter d'un nouveau partage. En vain Kossakowski appuya la demande. La diète se borna à désigner une députation (23 juin) chargée de s'entendre avec le ministre russe sur l'objet de la délégation.

Sievers, ayant donné l'ordre aux troupes russes d'entourer la salle où la diète s'était réunie, fit signifier à tous les nonces que pas un d'eux ne sortirait, pas même le roi, avant que l'affaire ne fût terminée. En dépit de ces menaces, la discussion fut longue et animée. Plusieurs nonces voulaient qu'on s'exposât à tous les dangers, à la mort même, plutôt que de souscrire au démembrement de la république. « C'est ainsi que nous pourrons dire, s'écriait Mikorski, n'avoir cédé qu'à la force. Comment alors persuadera-t-on à l'Europe que la cession de nos provinces a été le résultat d'une libre négociation? — Périssons plutôt avec honneur, disait un autre, et ne nous couvrons pas d'une honte éternelle, dans l'espoir illusoire que nous pourrons sauver quelques débris du naufrage. On nous menace de la Sibérie :

eh bien ! ces déserts nous retraceront notre dévouement et nous y laisserons le souvenir de notre gloire. » Cependant l'opinion contraire prévalut. Soixante-treize voix contre vingt décidèrent que la députation serait autorisée à signer le traité.

La diète consigna dans une sorte de protestation les motifs de cette suprême résolution. « Abandonnés à nous-mêmes, y était-il dit, dépourvus de tout appui étranger, n'ayant d'autres ressources qu'un très-petit nombre de troupes et un trésor épuisé ; assiégés par mille fléaux, dont le poids devient de jour en jour plus accablant, l'humanité elle-même semble nous interdire une guerre que nous ne pourrions soutenir, et qui ferait répandre en pure perte le sang des citoyens. Il ne nous reste donc plus d'autre parti que de prendre à témoin de notre innocence et des maux que nous éprouvons, ce Dieu juste et tout-puissant qui juge le cœur des hommes, ainsi que l'univers entier qui voit l'oppression et la violence déployées contre nous. »

Ce vote ne concernait que la Russie. La diète avait espéré, par sa promptitude à obéir, obtenir l'appui de l'impératrice pour résister aux prétentions du roi de Prusse ; mais c'était encore une illusion. Le lendemain de la signature (18 août) du traité avec la Russie, Buchholz demanda que la délégation fût autorisée à conclure une *négociation finale* avec le roi son maître. Sur le conseil de Stanislas-Auguste, l'affaire fut déférée au ministre russe, auquel on remit en même temps une

relation détaillée de la conduite de la Prusse à l'égard de la république. Mais, sans tenir compte des reproches contenus dans cette note, Sievers déclara que la diète n'avait d'autre parti à prendre que de souscrire promptement au désir du roi de Prusse, afin d'éviter de plus grands malheurs. En vain la diète s'indigna de ce conseil; en vain elle réclama la retraite de l'armée prussienne; trop faible pour soutenir longtemps une lutte inégale, elle céda. Les instructions qui furent données à la députation lui enjoignaient toutefois de ne s'occuper que d'un traité de commerce et non d'une cession de territoire. Les esprits, dans le sein de la diète, étaient fort irrités contre le roi de Prusse. Elle décréta que quiconque émettrait le vœu d'autoriser les délégués à signer un traité de partage serait déclaré traître à la patrie. Les ministres de Russie et de Prusse ayant annoncé, le 28 août, que leurs troupes allaient entrer dans les palatinats de Cracovie et de Sandomir, qui n'avaient pas été compris dans le plan du second partage, cette communication y excita le plus effroyable tumulte. Sievers ajouta qu'il avait fixé un terme à la discussion, afin de faire cesser le scandale des opposants. Ce terme était le 31 du même mois. Il fit, en effet, entourer la diète par quatre bataillons de grenadiers avec de l'artillerie (2 septembre).

La diète, n'ayant plus de liberté, autorisa la députation à signer le traité de partage, sous la condition qu'il ne serait ratifié qu'après la signature des articles rela-

tifs au traité de commerce. Mais cette restriction ayant déplu au roi de Prusse, Buchholz remit à la diète une note menaçante. Sievers lui-même, qui n'avait pas approuvé cette réserve, déclara, avec non moins de hauteur, qu'il fallait signer le traité purement et simplement, sous peine d'aggraver leur sort; et, comme sa déclaration avait soulevé la plus vive indignation, il ne garda plus de mesure et fit enlever, dans la nuit du 2 au 3 septembre, quatre nonces dans leur propre maison, sous prétexte qu'ils professaient des principes de jacobinisme. Il joignit la dérision à l'outrage, en protestant le lendemain de son respect pour la liberté de la parole, n'ayant voulu, dit-il, que prévenir les suites d'une opposition inutile, qui, en se prolongeant, deviendrait criminelle. La diète ayant fait une démarche auprès de lui pour obtenir la liberté des quatre nonces, il s'en plaignit comme d'une offense personnelle.

Le lendemain, à la pointe du jour, le château où siégeait la diète fut enveloppé de troupes russes : quatre pièces de canon furent braquées contre les portes, et les avenues en furent gardées avec le plus grand soin pour empêcher les nonces de sortir. Rautenfeld, qui commandait les troupes, ayant pris place au milieu de l'assemblée, pressa le roi d'ouvrir la discussion. Mais les nonces paraissaient résolus à ne pas rompre le silence, tant qu'ils ne pourraient pas délibérer librement. Rautenfeld sortit alors, prit les ordres de Sievers, et revint annoncer que pas un nonce ne quitterait la salle avant d'avoir signé le

traité; qu'il était autorisé, si cela ne suffisait pas, à employer les moyens les plus rigoureux pour vaincre cette résistance muette. La diète, malgré ces menaces, ne montra ni trouble ni frayeur. Le plus profond silence régnait dans l'assemblée. Rautenfeld se levait déjà pour faire entrer un détachement de troupes russes, lorsqu'Ankwicz, nonce de Cracovie, proposa un moyen qui devait concilier, selon lui, l'inaction de la diète avec le désir des deux cours. Le maréchal devait demander aux nonces s'ils consentaient à ce que la députation signât le traité. Le silence passerait pour consentement. Trois fois le maréchal adressa la question à l'assemblée. Aucune voix ne s'étant élevée pour protester, il déclara qu'il n'y avait pas d'opposition, et que par conséquent la délégation était autorisée à signer... « Bien éloignés cependant, dirent les nonces, de reconnaître la légalité des motifs par lesquels la cour de Berlin entreprend de justifier sa violence; menacés par des troupes étrangères, prisonniers dans l'enceinte de nos délibérations, nous donnons à la députation l'injonction qui nous a été arrachée par la force. »

L'acte d'adhésion contient les plaintes les plus vives sur la captivité du roi, sur les dévastations commises en Pologne par les troupes étrangères, et se termine par ces paroles remarquables : « Dans cette situation, nous déclarons solennellement que ne pouvant empêcher, « même au péril de nos jours, l'effet d'une force oppressive, nous laissons à notre postérité, peut-être plus

« heureuse que nous, les moyens qui nous manquent « de sauver notre patrie, et, dans cette espérance, nous « acceptons le projet qui nous a été présenté par l'am- « bassadeur, quoiqu'il soit contraire à nos vœux, à nos « opinions et à nos lois. »

Le traité donnait à la Prusse la ville de Czenstokof, dans la Petite-Pologne; la meilleure partie de la grande, avec Thorn et Dantzig. Elle étendit ses frontières jusqu'à la rive gauche de la Pilica, de Skierniewk à Bzwka.

La Russie eut la moitié de la Lithuanie, les palatinats de Polodie, de Polotsk et de Minsk; une portion de celui de Wilna, avec la moitié de ceux de Novogrodek, de Brzesc et de Volhynie.

Après avoir ainsi dépouillé la Pologne, les deux puissances firent insérer dans le traité qu'elles lui garantissaient le reste. Nous verrons plus tard ce que devint cette garantie. L'Europe paraissait être devenue tout à fait indifférente aux malheurs de la Pologne. La Porte seule avait répondu à son appel, mais uniquement pour lui exprimer le regret de ne pouvoir lui donner aucun secours. Ainsi fut consommé le second partage.

Il restait une dernière humiliation à faire subir à ce peuple jadis si fier, si glorieux, le seul qui eût pratiqué la liberté au milieu de la servitude dans laquelle gémissait toute l'Europe. Avant de se séparer, la diète fut contrainte de s'occuper d'un traité de commerce et d'alliance avec la Russie. Depuis que cette puissance exerçait

en Pologne sa pleine domination, on avait pu voir à quoi avaient abouti toutes les tentatives de discussion. Il ne pouvait en être autrement, aujourd'hui surtout que la république n'avait plus d'autre existence que celle qu'il convenait à l'impératrice de lui laisser. En effet, le traité fut signé le 16 octobre 1793, tel que Sievers l'avait présenté, ce ministre ayant déclaré qu'il n'y souffrirait aucun changement. Par ce dernier acte, qui consomma l'asservissement de la Pologne, la Russie se fit reconnaître un droit de garantie et de protection sur la république, de sorte qu'il était interdit aux Polonais de faire aucun acte de souveraineté sans l'assentiment de cette puissance. Catherine se réserva la direction de la guerre, la conduite des relations diplomatiques et le droit de passage pour ses troupes à travers la Pologne, sur un simple avertissement.

Après la conclusion du traité, la diète demanda que les troupes quittassent le territoire de la république. Rien n'était plus juste que cette demande; mais elle cachait un plan d'insurrection, auquel on travaillait depuis longtemps. Déjà cependant des mesures avaient été prises pour la sortie des troupes ; déjà même quelques corps étaient en marche, et il ne devait rester qu'un petit nombre de soldats aux environs de Varsovie, lorsque tout à coup l'ambassadeur russe envoya l'ordre à Igelstrom de suspendre son mouvement de retraite.

L'armée polonaise devait être réduite à 12,000 hommes. Comme cette réforme était extrêmement péni-

ble aux Polonais, on craignait qu'elle ne devînt une occasion de troubles, et que les soldats congédiés n'ouvrissent leurs cœurs aux espérances des factieux. Cette mesure, quoique décidée dans l'automne de 1793, ne fut en effet définitivement exécutée qu'au mois de mars de l'année suivante. Elle rencontra même de grands obstacles.

Après la chute de la république, les principaux chefs du parti national avaient quitté la Pologne, sans cesser d'entretenir avec leurs compatriotes des rapports qui servaient à nourrir leurs douleurs et leurs espérances. Ils se flattaient de faire sortir l'Europe de son apathie, en l'effrayant sur le danger de laisser prendre à la Russie un trop grand développement. Mais la plupart des souverains étaient à cette époque dominés par une autre crainte, celle de l'esprit révolutionnaire, dont l'explosion menaçait leurs trônes. Les malheureux Polonais ne tardèrent pas à se convaincre qu'ils ne devaient compter que sur leurs propres efforts.

Kosciuszko s'était retiré à Leipzig avec Hugues Kollontay, Zaïonczek et Ignace Potocki. Informés que leurs amis préparaient une insurrection, ils envoyèrent secrètement Zaïonczek à Varsovie, pour mieux se rendre compte de l'état de l'opinion publique, et y étudier les ressources de leurs partisans. Il trouva des hommes impatients de lever l'étendard de la guerre; mais c'étaient en général des jeunes gens sans expérience, qui prenaient leur ardeur pour les signes de la force. Le peuple, qui n'avait jamais joui d'aucun droit, voyait avec indifférence des intri-

gues dont son bien n'était pas l'objet. Zaïonczek en jugea ainsi; il engagea les conjurés à remettre l'exécution de leurs projets à un autre temps, et Kosciuszko, ne trouvant pas que sa présence fût en ce moment nécessaire, quitta la Pologne et se rendit en Italie.

Les Russes le croyaient encore dans cette contrée, quand il se montra tout à coup dans Cracovie, fut nommé général en chef, et publia, le 24 mars 1794, l'acte d'insurrection. Malgré les rapports de Zaïonczek, les conjurés avaient décidé Kosciuszko à venir se mettre à leur tête, quoiqu'ils ne possédassent ni armes, ni chevaux, ni provisions. Les nobles voyant la Russie procéder avec une grande activité à la réduction de l'armée, et d'autre part frémissant d'horreur à la pensée de soulever les paysans, voulurent tenter un dernier effort avant que les forces de la Pologne fussent complétement anéanties. Madalinski, qui avait reçu l'ordre de licencier son régiment, quitta, le 12 mars, son quartier de Pultusk, traversa la Vistule, surprit les détachements prussiens stationnés le long de la frontière, et, les ayant battus les uns après les autres, il marcha vers la Gallicie, afin de hâter par sa présence le soulèvement du palatinat de Cracovie.

L'acte d'insurrection conférait la dictature à Kosciuszko jusqu'à la délivrance de la patrie. Six jours après, informé que Madalinski était poursuivi par 7,000 Russes, sous les ordres de Tormassof, le dictateur sortit de Cracovie avec environ 6,000 hommes, 12 pièces de canon, et livra aux Russes, près de Raslawice (4 avril),

un combat qui dura cinq heures et dans lequel il obtint un avantage considérable. Les ennemis perdirent 400 hommes avec une partie de leur artillerie. Deux escadrons polonais envoyés contre les rebelles avaient tourné bride et s'étaient réunis à Kosciuszko. Ce général ne put cependant se mettre à la poursuite des Russes, car ses propres troupes avaient été fort maltraitées, et, suivant Zaïonczek, le désordre était si complet que, la nuit venue, il n'osa rester sur le champ de bataille, de peur d'y être attaqué. Ce succès étendit toutefois le mouvement insurrectionnel, qui entraîna dans sa course les palatinats de Chelm et de Lublin, ainsi que trois régiments polonais au service de la Russie.

Lorsque l'insurrection avait éclaté, les Russes n'avaient à Varsovie qu'un très-petit nombre de troupes. Igelstrom y fit entrer toutes celles qui occupaient les villages d'alentour et fit occuper les faubourgs par les troupes polonaises. Il régnait dans la ville une si grande agitation que ces mesures produisirent peu d'effet sur l'esprit des habitants. Depuis longtemps on y conspirait dans l'ombre; on excitait la population avec des affiches, des pièces de théâtre, des propos absurdes, avec des nouvelles quelquefois vraies, plus souvent fausses; mais au fond les factieux n'avaient ni plan, ni chef, et vivaient sous l'empire de perpétuelles illusions. Après le combat de Raslawice, l'agitation monta à son comble. Vainement le général russe fit incarcérer quelques individus suspects; il n'était plus au pouvoir de personne d'arrêter les Polonais

sur la pente qui les entraînait vers de nouvelles calamités.

Séparer les insurgés les uns des autres ; couper leurs communications, et empêcher le mouvement de se répandre dans les provinces où il n'avait point encore éclaté, telle fut dès ce moment la pensée d'Igelstrom. Il fit passer la Vistule à une partie de ses troupes et les établit sur la rive gauche, depuis l'embouchure de la Pilica jusqu'aux frontières de la Gallicie. Le premier corps, sous les ordres du colonel Apraxin, occupa tout l'espace qui s'étend de Pulawg à Sandomir ; le second, sous le commandement du colonel Beckleschеff, s'étendit de Pulawg jusqu'à l'embouchure de la Pilica. Le passage de Kurczew, situé à moitié chemin entre cette embouchure et Varsovie, fut garni de canons. Le théâtre de la guerre ainsi circonscrit, Kosciuszko n'avait plus aucune communication avec les autres palatinats.

Mais, d'autre part, l'insurrection se propageait avec rapidité. Partout se formaient des confédérations particulières : à Sandomir, à Chelm, à Lublin, à Lesck, à Vlodimir, à Wilna. La situation d'Igelstrom, entouré d'ennemis, réduit à se méfier de tout le monde, ne recevant ni instructions ni secours, était devenue si grave, que lui-même la croyait désespérée. A Varsovie, on travaillait nuit et jour dans l'arsenal ; on fabriquait des cartouches ; on fondait des balles ; on mettait l'artillerie en état de service.

L'annonce qu'une armée prussienne s'approchait dans

la direction de cette capitale augmenta la fermentation populaire, et un mémoire impérieux qu'Igelstrom fit remettre au conseil permanent, le 15 avril, pour demander l'arrestation de vingt personnes, porta l'irritation aux dernières limites. On assure que, dans la soirée du 16, plus de 50,000 cartouches furent distribuées de main en main dans tous les quartiers de la ville. Vers trois heures du matin, on remarqua quelque mouvement dans l'arsenal. A quatre heures, c'était le jeudi saint, un détachement de gardes à cheval sortit de la caserne et attaqua le piquet russe, placé avec deux pièces de campagne entre cette caserne et la porte de fer du jardin du palais de Saxe. Le piquet, trop faible pour se défendre, s'étant retiré après avoir tiré deux coups à mitraille, le détachement hacha les roues des canons et rentra dans sa caserne. Peu après, toute la garde à cheval sortit. Deux escadrons se portèrent à l'arsenal et deux autres aux magasins à poudre.

Tel fut le commencement des hostilités. Dès ce moment, des coups de canon tirés de l'arsenal donnèrent aux troupes de la république le signal de se rendre à leurs postes, et à la populace de se rassembler. Le général Tzichosky criait de ses fenêtres : Aux armes ! aux armes ! Il envoya l'ordre en même temps au régiment Dzianlinski d'entrer dans la ville et de marcher au château. Les trois compagnies de la milice du Trésor et les escadrons de la cavalerie nationale, qui avaient leurs postes à Praga, étaient accourus au premier bruit. Dans

tous les lieux éloignés, les Russes avaient été enlevés, maltraités ou massacrés. Une troupe de bas peuple, à laquelle s'étaient mêlés des soldats congédiés, étant sortie de la vieille ville par la porte du faubourg de Cracovie, s'avança vers la rue Électorale, pour essayer de pénétrer dans la rue Mioclova, où se trouvait le quartier général des Russes. Mais Igelstrom ayant déjà pris quelques mesures pour protéger ce poste, cette troupe fut dispersée. Quelques-uns se jetèrent alors dans les maisons voisines et se mirent à tirer sur les Russes. Presque au même instant, une autre bande de 100 à 150 hommes, qui s'était portée sur la rue Longue, fut également repoussée. Enfin, une troisième eut le même sort. Les Russes, après l'avoir chassée, la poursuivirent jusqu'à la porte Sakouzin, où ils furent contraints de s'arrêter, parce qu'on tirait sur eux des fenêtres.

Igelstrom se disposait à sortir de la ville, d'après l'avis qu'il avait reçu du roi que la fureur du peuple se calmerait, lorsque son neveu, qu'il avait envoyé au près de ce prince pour prendre à cet effet les mesures nécessaires, fut assassiné par le peuple, en traversant le faubourg de Cracovie. Une bande de 200 individus ayant pénétré en même temps dans la cour du palais de la République, appelé palais de la Commission, tira à mitraille et à coups de fusil contre les troupes russes qui se trouvaient dans la rue Longue et dans celle du quartier général. Le major Wimpfen accourut au secours de ses compatriotes avec un bataillon du régiment de

Sibérie, tomba sur les Polonais, les mit en fuite et s'empara de leur canon.

Quoique les attaques tentées contre le quartier général eussent été repoussées, les insurgés étaient cependant parvenus à resserrer les Russes dans un si étroit espace, que leurs communications étaient complétement interrompues, et qu'ils ne pouvaient plus ni donner des ordres, ni en recevoir.

Igelstrom voulut alors entrer en négociation avec le commandant polonais; mais celui-ci exigeait que les Russes se rendissent à discrétion, comme prisonniers de guerre. Il fallait, en effet, ou mettre bas les armes, ou tenter un suprême effort pour sortir de la ville. Quelque danger qu'il y eût à prendre ce dernier parti, car toutes les rues étaient au pouvoir des insurgés, et les soldats russes, harassés de fatigue, étaient profondément découragés, on le tenta. Les troupes s'étant réunies dans la cour de la Commission, elles en sortirent en ordre de bataille et se mirent aussitôt en marche. A chaque pas, la lutte recommençait. Les Russes trouvaient à chaque rue des ennemis infatigables, et des fenêtres des maisons pleuvait sur eux une grêle de projectiles. Après des obstacles sans nombre et des dangers sans cesse renaissants, ils parvinrent cependant à opérer leur retraite, mais non sans avoir éprouvé une perte considérable. L'insurrection de Varsovie avait coûté à la Russie plus de 2,000 hommes et 42 pièces de canon.

Les Polonais se mirent alors à réparer les fortifications

de Varsovie. Kosciuszko congédia le conseil provisoire, établit un conseil suprême et composa des tribunaux auxquels il confia la répression des désordres. Le peuple de Varsovie n'avait souillé sa victoire par aucun excès. Le seul acte par lequel il eût manifesté sa colère fut le pillage de l'hôtel d'Igelstrom. Mais quelques jours après, tous les billets de banque et 95,000 ducats trouvés dans les caisses furent fidèlement rapportés au conseil de régence. Ni le ministre prussien Buchholz, ni les personnes attachées à l'ambassade russe, ne furent inquiétés. On donna une garde au premier. Deux princesses russes, qui n'avaient pas quitté Varsovie, furent traitées avec beaucoup d'égards.

Mais le peuple, là comme ailleurs, mobile dans ses affections, méfiant par instinct, parce qu'il manque de lumière pour se conduire, ouvrit bientôt l'oreille à des conseils pernicieux. Enhardi par le succès, il ne connut plus de frein et il se servit du glaive de la justice pour frapper les victimes de ses fureurs. L'évêque Kossakowski, Zabiello, Ozorowski et Ankwicz furent jugés et pendus comme traîtres. Ozorowski était un vieillard de soixante-dix ans, qu'il fallut porter dans un fauteuil jusque sous la potence. L'évêque Massalski fut pendu en habits pontificaux. Pendant le procès, le peuple s'était ameuté autour du tribunal, et il avait, par des cris menaçants, intimidé les juges. Le roi était en quelque sorte prisonnier dans son palais. Deux officiers municipaux, placés auprès de sa personne, étaient chargés de sur-

veiller sa conduite et devaient l'empêcher de quitter Varsovie. Du reste, il n'avait plus aucune part dans le gouvernement.

Le début de l'insurrection semblait promettre des succès. Grochowski défendait les frontières de la Gallicie; Giedroye avait soulevé la Samogitie, et Jasinski, avec 600 hommes, chassa les Russes de Wilna et s'empara de la ville. L'insurrection avait éclaté si soudainement et s'était répandue avec tant de rapidité que, dans beaucoup d'endroits, les Russes avaient été surpris, massacrés ou dispersés. Mais elle s'affaiblit peu à peu, faute d'avoir concentré son action. On reconnut alors combien avaient été profondes les vues de l'impératrice, lorsqu'elle avait exigé la dispersion de l'armée républicaine dans l'Ukraine et la Volhynie, c'est-à-dire au milieu de ses propres troupes. En effet, si cette armée fût restée entière, elle aurait sans aucun doute suivi le mouvement général, et son intervention eût rendu possible le triomphe de la cause nationale, tandis qu'il n'y eut que des tentatives isolées, qui, par cela même, furent frappées d'impuissance. Les chefs d'ailleurs se méfiaient les uns des autres et se soupçonnaient réciproquement.

Souvorof, que l'impératrice avait chargé du désarmement des soldats polonais, était parti de Kherson au mois de mai 1793, à la tête de 10,000 hommes, et s'était dirigé à marches forcées vers la Russie Rouge. Les mesures étaient si bien prises et elles furent exécutées avec tant de précision, que le désarmement de 8,000 Po-

lonais, répandus sur une superficie de deux cents lieues, s'effectua sans difficulté, en moins de quinze jours [1]. Souvorof reçut ensuite l'ordre d'aller prendre le commandement des troupes russes qui se trouvaient en Pologne.

Les chefs de l'insurrection polonaise avaient commis une faute grave en ne prenant pas pour centre de leurs opérations les provinces où la nature du terrain est plus favorable à la défense, telles que la Polésie, qui avait en outre l'avantage de confiner à la Lithuanie, où la cause polonaise comptait un grand nombre de partisans. La Pologne est une vaste plaine ouverte de tous les côtés, sans forteresses qui puissent arrêter une armée ennemie. Une bataille perdue portait aussitôt les vainqueurs sous les murs de la capitale, désorganisait la défense, affaiblissait la résistance et ne laissait aux Polonais que l'alternative d'être anéantis ou de courber le front sous un joug plus humiliant et plus dur.

La possession de Varsovie qui, au premier abord, avait paru si favorable aux succès de l'insurrection, lui fut au contraire funeste, en l'obligeant à y laisser une partie de ses forces. Les excès auxquels se livra la populace lui aliénèrent en outre beaucoup d'hommes honnêtes qui, tout en désirant la délivrance de leur patrie, redoutaient de voir tomber le gouvernement dans des mains sanguinaires; car les démagogues, à l'imi-

[1] *Histoire de la Révolution de Pologne en 1794*, par Zajonczek.

tation des Jacobins, ne voyaient partout que des traîtres. On désignait à la vengeance du peuple les citoyens dont la présence gênait leurs horribles desseins, sous prétexte qu'ils étaient dévoués à la Russie. Les prisons se remplirent. Mais, trouvant trop de lenteur dans les formes ordinaires de la justice, les factieux envahirent les cachots et en tirèrent les prisonniers pour les égorger. Non contents d'avoir privé le roi de toute autorité, ils éloignèrent des emplois tous ses partisans, et montrèrent par toute leur conduite que leurs sentiments avaient moins pour objet l'amour de la patrie que la haine pour les citoyens modérés.

Ces déplorables réactions nuisirent aux mesures qu'il eût fallu prendre contre les ennemis du dehors. La défense de la capitale fut négligée. Les hauteurs de Praga qui pouvaient, au moyen de quelques travaux, mettre Varsovie à l'abri d'un coup de main, ne furent pas fortifiées. Cependant, malgré ces fautes, l'insurrection polonaise, grâce à l'énergie de Kosciuszko, se soutint pendant sept mois avec assez de bonheur contre des forces considérables. On peut voir, du reste, combien les Polonais étaient dégénérés et peu dignes de cette liberté qu'ils paraissaient aimer si passionnément. Chez les nobles, ce n'était qu'hésitation et apathie; chez les paysans, défiance de la noblesse; les uns et les autres ne cherchaient qu'à s'affranchir de toute contribution. L'approvisionnement de l'armée se faisait difficilement; les recrues n'arrivaient qu'avec lenteur et n'avaient pas

le temps de se former. Kosciuszko avait compté sur une levée générale du peuple, croyant avec sincérité que l'amour de l'indépendance ébranlerait la Pologne jusque dans ses antiques fondements. Mais les nobles, qui voulaient perpétuer l'esclavage, s'opposaient de toutes leurs forces à l'enrôlement des paysans. A peine permirent-ils qu'une partie de leurs serfs prissent les armes.

Quoique le dictateur fût alors à la tête de 15,000 hommes, l'état misérable de ses troupes, composées en grande partie de paysans, lui ôtait en quelque sorte la possibilité de prendre l'offensive. Placé entre Varsovie et Cracovie, il paraissait uniquement occupé à couvrir ces deux villes. On s'étonne qu'il ne soit pas tombé sur Igelstrom, dont l'armée avait été désorganisée par l'insurrection de la capitale, et qui, ne pouvant rien tenter avant d'avoir reçu des renforts, s'attachait à tenir Kosciuszko en échec.

Pendant ce temps, deux puissantes armées, russe et prussienne, avaient franchi les frontières de la Pologne et menaçaient le dictateur. Frédéric-Guillaume avait pris lui-même le commandement de ses troupes. Après avoir chassé les faibles détachements d'insurgés qu'il avait rencontrés sur sa route, il atteignit, le 6 juin, près de Sielce, l'armée de la république, sous les ordres de Kosciuszko. Celui-ci avait pris une excellénte position, qu'il défendit pendant quatre heures avec une grande bravoure; mais, vaincu par le nombre et plus encore par la supériorité de l'armée ennemie, il ne se retira

cependant qu'après que deux de ses généraux eurent été tués.

Malgré la perte qu'il venait d'éprouver, Kosciuszko fut en état deux jours après de soutenir, près de Chelm, un nouveau combat, qui dura six heures, mais qui se termina par un nouveau désastre. Winiaski, effrayé ou vendu, livra Cracovie aux Prussiens et courut cacher sa honte au milieu des troupes russes (15 juin).

Madalinski, découvert par la perte de cette ville, fut obligé d'abandonner toutes ses positions. L'armée de la république, de plus en plus resserrée, et menacée en outre par les Autrichiens, dont on venait d'apprendre l'entrée dans les palatinats de Chelm et de Lublin, semblait toucher à sa ruine. Rien, en effet, ne pouvait plus la sauver. En vain Kosciuszko fit un appel à toute la nation; en vain la Lithuanie s'agita; en vain les Polonais essayèrent de soulever la Courlande; Souvorof ayant repris Wilna, toute la Lithuanie fut inondée de troupes russes.

Ces échecs successifs retentirent dans Varsovie avec un prodigieux éclat. La populace s'ameuta le 28 juin, força les prisons et massacra les prisonniers. Kosciuszko parvint, à force d'énergie, à réprimer ces désordres, mais il ne put empêcher la jonction des Russes et des Prussiens, dont l'armée combinée s'approcha de la capitale.

Varsovie occupe sur la rive gauche de la Vistule un coteau assez élevé, au centre d'une plaine sablonneuse, qui n'est interrompue que par deux monticules situés à peu de distance l'un de l'autre. Un rempart de terre

était la seule fortification de cette grande ville. Au moment de l'insurrection, on avait élevé des redoutes de distance en distance, mais ces travaux n'étaient point encore achevés lorsque les ennemis se présentèrent.

Kosciuszko avait partagé l'armée en quatre corps: le premier, sous les ordres de Dombrowski, avait son camp à Czernichow, en face des Russes; Zaïonczek et Mokranowski occupaient Wola et Gurce: ils étaient opposés aux Prussiens; enfin, Kosciuszko et Madalinski couvraient la place du côté de Mokatow. Leurs forces réunies s'élevaient à 22,000 hommes, dont 17,000 d'infanterie et 5,000 de cavalerie. Toutes leurs lignes étaient garnies de canons. Un échec éprouvé par Kosciuszko, près de Zakroczim, ayant dégagé les communications des différents corps ennemis, les Prussiens attaquèrent le village de Wola et l'emportèrent d'assaut. Ils y établirent aussitôt des batteries pour foudroyer le camp de Gurce. Le 2 août, le général Schwerin somma le commandant de Varsovie, Ortowski, de se rendre. La sommation était accompagnée de la lettre suivante adressée par le roi de Prusse à Stanislas-Auguste:

« Monsieur mon frère,

« La position qu'occupent les armées auprès de Varsovie, et les moyens efficaces qu'on commence à employer pour la réduire, doivent avoir convaincu Votre Majesté que le sort de cette ville n'est pas douteux. Je m'empresse de mettre celui des habitants entre les mains de Votre Ma-

jèsté. Une prompte reddition et l'exacte discipline que je ferai observer à mes troupes, destinées à entrer dans Varsovie, assureront la vie et la propriété de tous les habitants paisibles de cette résidence. Un refus à la première et dernière sommation que mon lieutenant général Schwerin vient d'adresser au commandant de Varsovie, entraînera immanquablement et justifiera en même temps les extrémités fâcheuses auxquelles on expose une ville ouverte, qui provoquerait par son opiniâtreté les horreurs d'un siége et la vengeance des deux armées. Si, dans la position où Votre Majesté se trouve, il lui est permis d'informer les habitants de Varsovie de cette alternative, et si on les laisse maîtres de leurs délibérations, je prévois d'avance avec un plaisir extrême que Votre Majesté deviendra leur libérateur. En cas contraire, je regrette d'autant plus l'inutilité de cette démarche que je ne serai plus dans le cas de la répéter, quelque vif que soit l'intérêt que je prends à la conservation de Votre Majesté et de tous ceux que les liens du sang et leur dévouement ont appelés auprès de sa personne.

« Que Votre Majesté veuille agréer, en tout cas, l'expression de la haute estime avec laquelle je suis de Votre Majesté le bon frère.

« Frédéric-Guillaume. »

Du camp de Wola, le 2 août 1794.

La réponse de Stanislas-Auguste, remplie de sentiments généreux, respire en même temps la résignation

d'une âme que la fortune, après avoir élevée bien haut, menace de plonger dans les plus profonds abîmes.

« L'armée polonaise, sous le commandement du généralissime Kosciuszko, séparant Varsovie du camp de Votre Majesté, la position de Varsovie n'est pas celle d'une ville qui puisse disposer de sa reddition. Dans cette situation, rien ne justifierait les extrémités dont me prévient la lettre de Votre Majesté; car cette ville n'est ni dans le cas de l'acceptation, ni dans celui du refus de la sommation qu'a fait parvenir le lieutenant général de Schwerin au commandant de Varsovie. Mon existence ne m'intéresse pas plus que celle des habitants de cette capitale. Mais, puisque la Providence a voulu m'élever au rang qui me permet de manifester à Votre Majesté ces sentiments de fraternité, je les invoque pour la détourner des idées de cruauté et de vengeance, si contraires à l'exemple que les rois doivent aux peuples, et (je le pense sincèrement) tout opposés à votre caractère personnel.

« STANISLAS-AUGUSTE. »

Varsovie, 3 août 1794.

Quelques avantages remportés par les Polonais ne servaient qu'à retarder un dénoûment que chacun prévoyait avec effroi. Il ne fallait en effet rien moins qu'un événement extraordinaire pour sauver la Pologne d'une ruine certaine. Mais on n'avait osé se livrer à cette espérance, lorsqu'on apprit tout à coup que la Grande-

Pologne s'était insurgée et que le mouvement se propageait avec rapidité. Kosciuszko détacha Madalinski avec 1,500 hommes de cavalerie et quatre bataillons d'infanterie; mais ce général, ayant été repoussé avec une perte de 700 à 800 hommes au passage de la Narew, ne put se réunir aux insurgés.

Cet échec, loin de décourager les Polonais, sembla redoubler leur ardeur. L'armée prussienne, délogée de plusieurs de ses positions devant la capitale, avait déjà perdu beaucoup de monde. Sur ces entrefaites, l'insurrection de Posen éclata. La terreur s'empara de Frédéric-Guillaume. Il craignit d'être séparé de ses propres États, si l'insurrection continuait à se répandre, et il ne songea plus qu'à opérer sa retraite. Dans la nuit du 5 au 6 septembre, toutes ses positions furent abandonnées. Le général Kamenski, détaché par Kosciuszko à la poursuite des ennemis, atteignit leur arrière-garde et fit essuyer aux Prussiens une perte considérable. Bientôt toute la Pologne fut en feu. Madalinski, ayant réparé son échec, avait pénétré dans la Prusse occidentale, s'était emparé de Bromberg, et menaçait Culm et Graudentz. Zaïonczek défendait avec 6,000 hommes les frontières de la Gallicie. Jasinski était opposé au général Fersen. Dombrowski occupait la Grande-Pologne, et, réuni à Madalinski, il balançait dans cette province les forces beaucoup plus nombreuses du roi de Prusse.

Sierakowski disputait avec plus d'acharnement que de succès la Lithuanie au général Souvorof, dont l'acti-

vité et le génie triomphaient de tous les obstacles. Après avoir battu les insurgés dans deux rencontres (17 et 19 septembre), Souvorof se disposait à marcher sur Brzesc, où Sierakowski s'était retiré, lorsqu'il reçut l'avis que le dictateur accourait au secours de cette ville. Il se rapprocha de Grodno, où Repnin venait d'entrer en vainqueur, avec le dessein de se réunir ensuite au général Fersen, pour se porter contre Varsovie avec toutes leurs forces.

La défaite de Sierakowski eut un douloureux retentissement dans le cœur des Polonais. Kosciuszko ayant envoyé l'ordre à tous les corps disséminés sur les deux rives de la Vistule de venir le joindre, et au général Mokranowski de se porter sur les derrières de Souvorof, il chargea Sierakowski, dont il avait renforcé la division, de tenir tête à ce général. Pour lui, il courut au-devant de Fersen avec 10,000 hommes et 22 canons, afin de l'arrêter au passage de la Vistule et de l'empêcher de se joindre à Souvorof. Mais Fersen trompa la vigilance du général Poninski. Au lieu de tenter le passage à Pulava, comme celui-ci l'avait supposé, il jeta un pont à Kosienice et passa le fleuve en cet endroit.

Kosciuszko avait pris une forte position à Maciowice, et il achevait de s'y retrancher, lorsque le 10 octobre, à la pointe du jour, le général Fersen attaqua ses retranchements. Deux fois les Russes furent repoussés. Fersen les ayant ralliés une troisième fois, ils s'élancèrent en colonnes serrées et enlevèrent successivement toutes les

batteries. « En avant! en avant! leur criait Denisoff. Si nous devons succomber, qu'aucun de nous du moins ne revienne pour dire le lieu de notre honte. » Kosciuszko était partout. Au fort de la mêlée, un coup de lance l'atteint à l'épaule gauche; son sang jaillit. Il s'élance nonobstant pour rallier ses escadrons en déroute. Son cheval glisse près d'un fossé, s'abat et le renverse. A l'instant, mille ennemis l'entourent. Un coup de sabre lui fait à la tête une large blessure, et il tombe en s'écriant : *Finis Poloniæ* !

Les destins allaient en effet s'accomplir. Ce que ce grand homme n'avait pu faire avec son zèle infatigable, son amour ardent pour la patrie, son désintéressement, avec l'autorité qu'il avait sur les troupes, le respect que ses vertus inspiraient à toute la nation; ce qu'il n'avait pu faire avec tous ces moyens, personne n'osa l'espérer. Kosciuszko tombé mourant entre les mains des Russes, ses soldats étaient accourus à Varsovie, dans un désordre extrême, mais résolus de défendre jusqu'à la mort ce dernier asile de l'indépendance nationale.

Poniatowski se trouvait sur la route de Souvorof avec environ 15,000 hommes, lorsqu'il apprit la perte de la bataille. Il parvint, par d'habiles manœuvres, à échapper aux Russes, se replia sur Varsovie, et prit aussitôt position en avant de Praga. Tous les corps polonais disséminés dans les provinces se disposèrent à le joindre; mais leur marche était devenue difficile, à cause des nombreux détachements ennemis qui leur coupaient la commu-

nication avec la capitale. Poniatowski attaqua, le 19 octobre, le général prussien Klinckowstrom, afin de dégager Dombrowski et Madalinski. Le combat fut long et sanglant. Les Polonais laissèrent un grand nombre de prisonniers au pouvoir des vainqueurs. Chaque jour ne fut plus marqué que par une défaite. Dombrowski fut battu près de Thorn; Ilinski, repoussé sur la Narew, perdit 400 hommes et 7 canons; Grabowski, enveloppé auprès d'Ostrolenka, sur les frontières de la Lithuanie, avait été fait prisonnier; tous les autres corps avaient éprouvé de pareils désastres.

Souvorof parut devant Praga, le 22 octobre, à dix heures du matin, après avoir opéré sa jonction avec le général Fersen. Le faubourg de Praga, situé sur la rive droite de la Vistule, en face de Varsovie, communiquait avec cette ville, dont il dominait la situation, par un pont de bateaux, et pouvait être regardé comme une seconde ville. Dans la nuit du même jour, les Russes élevèrent trois batteries, une de 22 canons, à l'aile droite commandée par le lieutenant général Derfelden; une autre de 16, au centre, où commandait Paul Potemkin; et une troisième de 48 canons, à l'aile gauche, sous les ordres du général Fersen. Ce fut le 3 novembre, à cinq heures du matin, que fut donné le signal de l'attaque. La nuit était noire. L'armée russe, formant sept colonnes, avait un aspect terrible. Elle s'ébranla sous les yeux de son chef, qui, du haut d'une éminence, suivait et dirigeait ses mouvements. Les deux premières colonnes furent exposées au

feu croisé de plusieurs batteries partant des îles du fleuve; mais elles franchirent le retranchement, tuèrent 2,000 hommes et firent 2,000 prisonniers. Il périt, en outre, près de 1,000 hommes dans la Vistule. Les autres colonnes obtinrent le même succès. Les rues et les places publiques ruisselaient de sang. Un incendie, qui dévora plusieurs maisons, accrut encore l'horreur de cette scène. Il y eut, en tout, 15,000 hommes tués ou noyés; le reste fut fait prisonnier. A neuf heures du matin, l'assaut était terminé. Le drapeau russe flottait sur les ruines sanglantes de Praga.

Varsovie était plongée dans la douleur. Une incroyable exaltation régnait cependant parmi le peuple. Le roi, les magistrats et les bourgeois, convaincus de l'inutilité de la résistance et du danger d'irriter les vainqueurs par de plus longs délais, s'étaient prononcés pour une prompte capitulation. Mais les troupes et une grande partie du peuple voulaient s'ensevelir sous les ruines de Varsovie plutôt que de se rendre. Ce sentiment honorable était combattu par des hommes auxquels on ne pouvait reprocher aucune faiblesse. Ignace Potocki, dont le dévouement à la Pologne n'était ni obscur ni nouveau, parvint cependant à se faire écouter avec faveur, et il fut chargé de négocier une capitulation honorable. Il se rendit à la tente du général russe; mais Souvorof ayant déclaré qu'il ne traiterait qu'au nom du roi, on lui députa trois magistrats municipaux, qui se bornèrent à demander sûreté pour les personnes et garantie

pour les propriétés. Souvorof ayant accordé ces demandes : « Il est un autre article dont vous ne parlez pas, ajouta-t-il, c'est l'oubli du passé ; je l'accorde aussi. » Mais il exigea que les armes lui fussent remises. Tous ceux qui refusèrent d'être compris dans la capitulation eurent la liberté de sortir de la ville. Une partie des troupes avait refusé de rendre les armes. Elles quittèrent Varsovie avec Wawrzecki, Dombrowski et le chancelier Kollontay, sans être inquiétées ni poursuivies.

La capitulation ayant été signée, les magistrats firent publier, le 8 novembre, que l'armée russe entrerait le lendemain dans Varsovie. Au même instant, les prisonniers de guerre furent mis en liberté. Le 9 au matin, tous les postes furent livrés aux Russes, qui en prirent possession dans le plus grand ordre. Les magistrats ayant présenté à Souvorof les clefs de la ville sur un coussin de velours, il les prit, les porta à ses lèvres, et dit en les élevant vers le ciel : « Dieu tout-puissant, je te rends grâce de ne m'avoir pas fait payer les clefs de cette ville aussi chèrement que... » Ses regards, tournés vers Praga, achevèrent sa pensée et frappèrent les assistants d'une secrète terreur.

Catherine, en lui conférant la dignité de feld-maréchal, lui écrivit : « Je n'ai pas à craindre de faire à cause de vous des injustices et des passe-droits ; ce n'est pas moi, mais vous-même qui venez de vous créer feld-maréchal. » Elle lui donna en toute propriété, sur les nouvelles possessions domaniales de la Lithuanie, pour en

jouir immédiatement, tout le district de Kobrin, avec les bourgs, les châteaux et les villages qui en dépendaient, contenant une population de 6,922 habitants. Du reste, la conduite de Souvorof, pendant son séjour en Pologne, lui mérita la reconnaissance des Polonais. Après avoir soumis ou désarmé les troupes nationales échappées aux derniers désastres, il travailla sans relâche à fermer les plaies dont ce malheureux pays avait été frappé.

La prise de Varsovie porta le dernier coup à l'insurrection. Kosciuszko, Kapustay et Ignace Potocki ayant été conduits à Pétersbourg, les différents corps qu'ils avaient commandés se rendirent les uns après les autres. La république de Pologne, dont Catherine, Léopold et Frédéric-Guillaume se partagèrent les débris (24 octobre 1795), cessa dès lors d'exister, et son nom de figurer sur la carte de l'Europe. Outre ceux dont nous venons de parler, le poëte Niemcewicz, nonce à la diète et aide de camp de Kosciuszko, le général Koper, le cordonnier Kilinski, conseiller municipal de Varsovie et colonel de l'armée insurrectionnelle, enfin une foule d'autres, allèrent expier dans les déserts glacés de la Sibérie leur dévouement à la patrie.

Les cachots de la Prusse reçurent Madalinski, Georges Grabowski, et l'Autriche ouvrit ses prisons pour Zajonczek, Kopczynski, auteur d'une grammaire polonaise, Stanislas Potocki, Hugues Kollontay, vice-chancelier de la couronne, et le principal rédacteur de la constitution du 3 mai.

Ce nouveau partage donna aux Russes toute la Lithuanie jusqu'au Niemen, qui devint la limite entre l'empire de Russie et les États du roi de Prusse, avec 1,200,000 habitants.

L'Autriche s'étendit sur la rive gauche du Boug, à la limite des possessions moscovites, dans les palatinats de Cracovie, de Sandomir et de Lublin, qui renfermaient 1 million d'habitants.

La Prusse prit sa part dans les palatinats de Mazovie et de Podlachie, sur la rive droite du Boug. Elle eut en outre quelques débris de la Lithuanie, de la Samogitie, du palatinat de Cracovie, évalués à mille lieues carrées et à 1 million d'habitants. Le cours de la Vistule sépara ses possessions de celles de l'Autriche.

Le roi n'avait pas encore cependant résigné ses fonctions. Non-seulement il n'avait pris aucune part ni directe ni indirecte à la révolution, mais il en avait été victime. Il avait vu son autorité outragée, sa personne suspecte et ses amis éloignés des affaires. Néanmoins sa chute fut arrêtée dans les conseils des trois puissances, qui eurent la cruauté de choisir pour la signature de l'acte de son abdication le jour anniversaire de son couronnement (25 novembre 1795). Stanislas-Auguste, qui auparavant avait désiré descendre du trône, s'y refusa avec dignité, lorsque cet acte lui eut été imposé par les ennemis de la Pologne; mais on lui fit observer que ses dettes, qui étaient considérables, ne seraient point payées, et qu'on ne pourvoirait à son avenir ainsi

qu'au sort de sa famille, que lorsqu'il aurait donné cette marque de soumission. Il signa donc, quoiqu'à regret, et prit immédiatement la route de Grodno, qui lui avait été assigné pour sa résidence.

Si l'on ne connaissait la situation de l'Europe à l'époque où la Russie, l'Autriche et la Prusse mirent fin à l'un des plus anciens États, on s'étonnerait à bon droit qu'elles n'eussent éprouvé aucun empêchement de la part des autres puissances. Nous avons déjà vu dans quelle prodigieuse faiblesse la dernière guerre avait laissé l'empire ottoman, réduit à former des vœux stériles en faveur des insurgés. La Suède avait les mains liées par le traité de Varéla. L'Angleterre avait trouvé le prix de son indifférence dans les avantages commerciaux dont Catherine lui avait assuré de nouveau la possession. Restait la France; car l'Autriche, ayant pris sa part des dépouilles de la Pologne, n'avait manifesté ni volonté ni désir de s'opposer aux desseins de ses anciens alliés.

Depuis que la Révolution avait changé en France l'ordre social, la Russie n'avait plus entretenu avec ce pays que des rapports très-éloignés. Elle y conservait encore cependant un ambassadeur. Mais après que la Convention eut rompu avec toutes les monarchies de l'Europe, en leur jetant la tête de Louis XVI, l'impératrice avait pris des mesures pour arrêter dans son cours le torrent qui menaçait de tout engloutir. Une coalition se forma. La Russie et l'Angleterre en étaient l'âme;

l'Autriche, la Prusse et la Suède devaient en être le bras. Ce fut aussi à cette époque que le cabinet britannique, poussé par sa haine contre la France et par le désir de s'emparer de nouveau du commerce de la Russie, reprit son ancienne faveur à la cour de Saint-Pétersbourg. La convention signée à Londres, le 25 mars 1793, entre le roi de la Grande-Bretagne et l'impératrice de Russie, porta le caractère de cette persévérance dans ses vues, dont le gouvernement britannique ne s'est jamais écarté.

Par l'article III, les deux puissances s'engagèrent à prendre toutes les mesures qui seraient en leur pouvoir pour troubler le commerce de la France.

Par l'article IV, elles s'obligèrent à unir leurs efforts, dans le but d'empêcher les puissances non impliquées dans la guerre d'accorder une protection quelconque, soit directement, soit indirectement, en vertu de leur neutralité, au commerce ainsi qu'aux propriétés des Français, en mer ou dans les ports de France.

Ce dernier article était une violation des droits des neutres, dont Catherine, à une autre époque, avait revendiqué la liberté. Ce furent du reste les seuls sacrifices qu'elle fit à la coalition. Elle avait des idées trop élevées pour se laisser guider par des sentiments de haine dans une question de cette nature. Elle voyait l'Autriche et la Prusse engagées contre la République française dans une guerre longue, terrible, qui devait infailliblement les affaiblir. C'était par la promesse de faire marcher

elle-même son armée contre la France, qu'elle pouvait maintenir les liens de la coalition ; c'est en faisant de nouvelles concessions à l'Angleterre qu'elle encourageait cette puissance à fournir aux États coalisés les moyens de continuer la guerre. C'est ainsi qu'elle remplissait les obligations du traité de Pilnitz[1]. Sa flotte, qui devait appuyer celle des Anglais, ne leur fut d'aucun secours. Elle était mal équipée, mal servie, et l'impératrice disait à ce sujet que ses officiers apprendraient à cette école à battre un jour les Anglais eux-mêmes.

La Russie était devenue le refuge d'un grand nombre d'émigrés de distinction. Esterhazi, émissaire des princes français, les comtes de Saint-Priest et de Bombelles, le duc de Choiseul-Gouffier, Calonne, ex-contrôleur des finances, et, le premier de tous, le comte d'Artois, étalaient à la cour de Catherine ou beaucoup de faste ou beaucoup de prétentions. Il entrait dans les vues de cette princesse de couvrir ces hôtes illustres de sa protection. Elle laissa même prendre à quelques-uns de ces hommes une certaine influence ; elle en employa d'autres ; enfin elle accorda tant à leurs instances qu'aux sollicitations des Anglais un oukase contre la France, qui eut pour effet de suspendre immédiatement les dispositions du traité de commerce conclu le 30 décem-

[1] La convention de Pilnitz, dont la Pologne avait été la première cause, étendit son objet aux affaires de la France. Léopold et Frédéric-Guillaume avaient traité seuls à Pilnitz (25-27 août 1791); mais, plus tard, Catherine adhéra au traité.

bre 1786; de défendre l'entrée des navires français dans tous les ports de la Russie, et celle de ses propres vaisseaux dans les ports de la France ; le rappel des consuls et autres agents russes résidant en France, ainsi que l'éloignement des consuls et agents français autorisés dans tout l'empire ; enfin, elle obligea tous les Français établis sur les terres de sa domination de quitter la Russie ou d'abjurer les principes de la Révolution. D'un autre côté, la Russie était alors le seul pays où les journaux français pénétrassent librement. Un jour que l'impératrice y trouva un article, dans lequel on la qualifiait de Messaline : *Puisque cela ne regarde que moi*, dit-elle, *qu'on le laisse distribuer*.

Elle avait confié l'éducation de ses petits-fils à Laharpe, qui, dans une cour absolue, professait, mais avec sagesse, des opinions républicaines. Catherine lui avait donné sa confiance, et elle l'honorait de son estime. Mais Laharpe avait des envieux. Sa conduite ne pouvant donner prise à la calomnie, ils attaquèrent ses sentiments. On fit entendre à l'impératrice que, dans le poste qu'il occupait, les opinions de Laharpe étaient dangereuses. Ces attaques souvent renouvelées ayant fini par frapper l'impératrice, elle fit venir Laharpe dans son cabinet. « Allons, asseyez-vous, monsieur le jacobin, lui dit-elle, j'ai quelque chose à vous dire. — Je proteste d'abord, répondit Laharpe, contre la qualification qu'il a plu à Votre Majesté de me donner, j'ignore comment je l'ai méritée. » Alors Catherine lui fit part des accusa-

tions dirigées contre lui. La réponse de Laharpe fut aussi noble que la conduite de l'impératrice fut grande. « Lorsque vous m'avez confié, lui dit-il, l'éducation des grands-ducs, Votre Majesté savait que j'étais Suisse et par conséquent républicain. Mais vous êtes trop juste pour regarder aujourd'hui comme criminel ce qui ne vous le paraissait point alors. Fidèle à mes devoirs, je les remplis avec conscience; je m'efforce de me rendre digne de la confiance que vous m'avez témoignée, en inspirant à vos petits-fils des sentiments élevés, et en les préparant à se rendre dignes de vous. Telle a toujours été ma conduite. Votre Majesté pourra s'en convaincre en se faisant rendre compte de mes travaux. »

Catherine, frappée de cette noble franchise, lui-dit : « Monsieur, soyez républicain, jacobin, tout ce que vous voudrez; je vous crois honnête homme, cela me suffit. Restez auprès de mes petits-fils ; conservez toute ma confiance et donnez-leur vos soins avec votre zèle accoutumé. »

La destruction de la Pologne, en bouleversant le droit public de l'Europe, entraîna la chute de la Courlande. On sait que les duchés de Courlande et de Sémigale relevaient de cette république, qui en conférait l'investiture par les mains de ses rois. La Pologne ayant cessé d'exister comme État, la Courlande obtenait-elle de plein droit son indépendance, ou se trouvait-elle assujettie, envers les nouveaux possesseurs, aux mêmes obligations qui la liaient auparavant à la république? La dernière suppo-

sition était impossible, car auquel des ravisseurs serait-elle soumise? La destruction de la Pologne devait donc avoir pour effet de délier la Courlande de toutes ses obligations.

Cette province avait sur la mer Baltique près de cent lieues de côtes, où d'excellents ports, des baies et des anses parfaitement abritées s'ouvraient aux grands comme aux petits navires. Le port de Windau n'est jamais fermé par les glaces, et il pourrait, au moyen de quelques travaux, être mis en état de contenir cent vaisseaux de ligne. Outre ses immenses forêts, qui couvrent les deux cinquièmes de son territoire, la Courlande produit une quantité considérable de blé, de lin et de chanvre, dont elle livre une partie au commerce d'exportation.

Le vieux Biren était mort depuis longtemps. Pierre, son fils aîné, qui lui avait succédé comme duc de Courlande, avait, pendant une longue absence, abandonné le pouvoir entre les mains d'un conseil, dont l'administration fut la première cause de sa ruine; car le duc ayant refusé d'approuver ses actes, le conseil lutta d'abord contre lui et finit par préparer la soumission de la Courlande à la Russie.

L'impératrice n'ignorait pas que beaucoup de Courlandais, habitués aux plaisirs de Saint-Pétersbourg, exposés à la cupidité de leur duc, désiraient ardemment changer leur joug. De son côté, elle n'avait rien négligé pour les entretenir dans cette résolution. Le peuple lui-

même se disait qu'il valait mieux obéir à une puissante souveraine qu'à un prince méprisé au dehors par sa faiblesse, et détesté par ses sujets à cause de sa tyrannie. La réunion à la Russie n'inspirait donc aucune répugnance à la masse des Courlandais.

Lorsque tous les esprits eurent été préparés à ce changement, l'impératrice manda Biren à Pétersbourg et fit convoquer en même temps les États de Courlande, où fut proposée la réunion à la Russie. Quelques membres cependant combattirent ce projet et s'indignèrent qu'une semblable proposition eût été faite en l'absence du duc. Mais le général Palhen ayant paru tout à coup au milieu de l'assemblée, sa présence y répandit un si grand effroi que la proposition fut immédiatement adoptée. Le lendemain, 15 mars 1795, on dressa l'acte par lequel les duchés de Courlande et de Sémigale et le cercle de Pilten se donnaient à la Russie. « Nous savons par expérience, y disaient les Courlandais, combien le système féodal, qui nous attachait à la Pologne, était incommode et contraire à la prospérité de la patrie. C'est pourquoi nous nous soumettons à Sa Majesté Impériale, Catherine II, avec d'autant plus de confiance que jusqu'ici elle s'est montrée la protectrice généreuse de tous nos droits. »

Biren apprit à Pétersbourg que de prince souverain il était devenu simple sujet de la Russie. L'impératrice lui servit une pension de cent mille écus, et lui acheta cinq cent mille ducats ses domaines de Courlande.

Catherine avait réalisé les rêves de Pierre le Grand; elle avait réuni à l'empire russe, tant au midi qu'à l'occident, des provinces plus étendues que ne l'étaient plusieurs États de l'Europe. Par la conquête de la Crimée, elle menaçait Constantinople; par la possession de la Pologne et la réunion de la Courlande, elle touchait à toutes les affaires de l'Europe. Ses flottes, qu'elle pouvait rendre formidables, parties de deux points opposés, couvraient les mers et portaient en tout lieu les signes de sa puissance.

Si l'on jette un coup d'œil sur la carte, on est frappé de l'étendue de l'empire russe. Il semble que l'impératrice, après tant de succès, aurait dû borner son ambition à réparer les malheurs de la guerre, à faire fleurir le commerce, à développer les éléments de la richesse nationale, à favoriser l'accroissement de la population, en un mot, à mettre en harmonie la grandeur de son empire avec ses forces. L'âge semblait même le lui conseiller, mais elle se laissa entraîner au projet de reprendre les provinces rendues à la Perse par l'impératrice Anne.

Pierre le Grand avait formé le dessein de rétablir le commerce de l'Orient sur ses anciennes bases. La mort l'ayant empêché d'en poursuivre la réalisation, ses successeurs abandonnèrent ce projet, soit qu'ils n'en eussent pas compris la grandeur, soit que les circonstances ne leur eussent pas permis de s'en occuper. C'est à Catherine qu'était réservée la gloire d'achever l'œuvre de ce prince.

La région caucasienne, formée par une chaîne de montagnes qui sépare l'Europe de l'Asie, est bornée au nord par le Terek et le Kouban (l'Hypanis de Strabon); au midi par le fleuve Kur, qui coule parallèlement à la chaîne dans presque toute sa longueur, et à l'est par la mer Caspienne. Les défilés qui la traversent étaient jadis fortifiés, et les murailles, dont on voit encore quelques ruines, étaient connues dans l'antiquité sous le nom de Portes Caspiennes.

Du pied du Kasbek, où il prend sa source, le Terek se dirige au nord, à travers des rochers et des précipices, sépare à l'ouest la grande et la petite Kabarda, puis, tournant brusquement à l'est, arrose le pays des Tchetchentses et va se jeter par plusieurs bras dans la mer Caspienne, après avoir parcouru les plus belles parties du Caucase.

Le cours du Kouban est plus étendu, mais moins pittoresque. Sorti des marais qui baignent la base septentrionale de l'Elbrus, il se dirige vers Wladikawkas, en traversant la ville des Cosaques, Jekaderinodar, et va porter ses eaux partie dans la mer Noire et partie dans la mer d'Azof.

Le Kasbek, sommet central du Caucase, est la grande communication de la Russie et de la Géorgie. C'est sur les flancs de la montagne, au milieu des neiges et des abîmes, que passe la route militaire, qui, du nord au midi, traverse le Caucase tout entier.

Les peuples sauvages de ces montagnes, de mœurs et

de races diverses, divisés par d'anciennes rivalités, n'avaient pour protéger leur indépendance contre l'ambition de la Russie que leurs demeures escarpées. A l'est, dans les plus hautes vallées, habitaient les Lesghis; au centre, les Tchetchentses et les Ossètes, qui dominaient les communications avec la Géorgie ; à l'ouest jusqu'à la mer Noire, les Tcherkesses ou Circassiens; enfin, le vaste pays situé le long de cette mer, et connu sous le nom de Mingrélie, l'ancienne Colchide, comprenait l'Imirétie et le Guriel, que Soliman-Khan avait défendus jusqu'à sa mort contre les armes et l'or de la Russie. Cette partie du Caucase est couverte d'immenses forêts et renferme dans son sein des mines de cuivre, de fer et d'acier d'une richesse inappréciable. Ailleurs ce sont de splendides vallées, telle que le Kakhet, la plus riche et la plus fertile de la Géorgie.

La possession des provinces caucasiennes, en assurant à la Russie la domination de la mer Caspienne, l'eût rendue maîtresse de tout le commerce de l'Orient. C'était en effet vers ce but qu'avait tendu constamment la politique de Catherine. Nous verrons que la situation intérieure de la Perse rendait facile l'exécution de ce projet.

Le premier acte de cette politique avait été l'établissement de la ligne militaire du Don à Tiflis, et plus tard de celle du Kouban et du Terek. En 1783, elle avait obtenu d'Héraclius une partie de la haute Arménie, qui s'étendait d'un côté à la mer Caspienne, de l'autre au pachalik

d'Erzeroum, et vers le midi s'approchait du cours de l'Araxe.

Les côtes de la mer Caspienne étaient partagées entre les Russes, les Persans et les Tartares. Les premiers possédaient les villes maritimes d'Astrakan, de Gurief et de Kislar. Astrakan et Gurief dominaient les cours du Volga et du Yaïk; Kislar, sur la rive gauche du Terek, à quinze lieues de son embouchure, couvrait les frontières de l'empire du côté de la Perse. Astrakan, appelé pompeusement l'Alexandrie du Volga, avait été l'un des entrepôts les plus considérables de l'univers. Astrakan d'un côté, et Soldaïa de l'autre, étaient, avant la découverte du cap de Bonne-Espérance, les deux grandes stations maritimes des Tartares, la voie commerciale de l'Asie et de l'Europe, soit par le Don, soit par les caravanes du Kouban.

Après la prise de Constantinople, le détroit des Dardanelles ayant été fermé et les relations avec l'Asie interrompues, Astrakan fut délaissé; mais en étendant leur empire vers le midi, les Russes s'ouvrirent le commerce de la Perse avec la Géorgie. Alors reparurent les caravanes de Khiva et de la Boukharie, les négociants de la Perse et de l'Inde. La Russie réprima les brigandages des Tartares; la sécurité régna de nouveau sur les côtes, et le commerce de la mer Caspienne reprit une grande activité.

Ce commerce était depuis plus d'un siècle entre les mains des Anglais, qui, en 1744, avaient obtenu de la

Russie la permission d'établir par la mer Caspienne des relations directes avec la Perse. Ils avaient fondé une factorerie à Meschec ; ils y attirèrent les soies du Ghilan, les cotons du Mazanderan, et poussèrent des caravanes jusque dans la Grande-Tartarie.

Les Anglais ne bornèrent pas leur activité à ces opérations commerciales. Ils se mêlèrent aux troubles de la Perse, et par là ils compromirent leurs établissements de la mer Caspienne. Les capitaines Elton et Woodrof ayant fait construire sur le Volga, au grand étonnement des Russes, des vaisseaux plus forts que ceux qu'on avait jusque-là osé lancer sur cette mer orageuse, ils se rendirent redoutables à Nadir-Schach (Thamas-Kouli-Khan). Ce prince avait de grandes vues. Comprenant le parti qu'il pourrait tirer de pareils auxiliaires, il leur offrit de brillants avantages, et parvint en effet à se les attacher. La mer Caspienne devint plus particulièrement l'objet de sa vigilance ; il en fit étudier les côtes par le capitaine Elton, avec le dessein d'y fonder un établissement qui assurât ses conquêtes dans la Khivie, et qui protégeât la province d'Astérabad contre les incursions des Tartares. Mais ces mesures inspirèrent à la Russie autant d'inquiétude que d'indignation. Elisabeth ne put souffrir que des Anglais eussent mis leurs talents au service d'une puissance ennemie, et, dans sa colère, elle retira à la nation tout entière les priviléges commerciaux qu'elle lui avait accordés.

Plusieurs voies mettent la mer Caspienne en commu-

nication avec l'Asie. Le Volga, le plus puissant de ses affluents, traverse toute la Russie australe et orientale, et la rattache par la Kama aux monts Ourals, remplis de richesses minérales. Le Yaïk la fait communiquer avec Orenbourg, qui était jadis le rendez-vous des caravanes de l'Inde, de Khiva, de la Tartarie et des Boukhares. En reliant la mer Caspienne à l'Aral, soit par un canal, soit au moyen de caravanes et de postes militaires, la Russie aurait ouvert une route facile aux produits de la Tartarie chinoise, du Thibet, du Cachemyr et de l'Inde, par l'Amou-Daria et le Syr-Daria (l'Oxus et le Jaxarte des anciens), dont les deux bassins paraissent la meilleure voie de communication entre les plateaux de la Chine, le Turkestan et la Russie méridionale.

C'est dans cette pensée que Pierre le Grand avait résolu de s'emparer de la mer d'Aral, afin de pénétrer par ses deux affluents jusqu'en Boukharie et à Samarcande; c'est dans ce but que la Russie avait fait les plus grands efforts pour s'emparer de Khiva, qui domine le cours de l'Amou-Daria, et qu'elle avait porté une attention toute particulière sur le port d'Astérabad, qui commande le défilé des Portes Caspiennes, et qui, par sa position sur la côte méridionale de la mer Caspienne, est la clef de la Perse, du côté du Turkestan. Le jour, en effet, où cette ville tomberait au pouvoir des Russes, l'indépendance de la Perse serait sérieusement menacée. Pendant qu'une armée descendrait du Caucase, une autre franchirait sans obstacle le défilé des Portes Caspiennes et se trouverait

bientôt sous les murs de Hérat, au cœur même de la monarchie persane.

La Khivie, entourée de déserts arides, doit à l'Amou-Daria une fertilité merveilleuse. De nombreux canaux, qu'alimentent les eaux du fleuve, courent dans toutes les directions et forment partout des îles verdoyantes. Ici ce sont des pâturages, qui nourrissent de belles races de bœufs, de chevaux et de moutons ; là s'étendent de vastes campagnes, couvertes de sarrasin et de froment.

C'est au moyen de caravanes que les *sartys* ou négociants de la Khivie transportent à Astrakan et à Boukhara les produits de la contrée. Mais, obligés de traverser des déserts arides et d'éviter les attaques des hordes nomades, ce n'est qu'à force de persévérance et de courage qu'ils parviennent à franchir la distance qui les sépare de Boukhara. Cette distance est de sept jours de marche.

Le Turkestan, situé sur les confins du Caboul et de la Chine, leur fournit du coton filé et des étoffes de soie qui n'ont de prix que par l'éclat de leur couleur ; des peaux d'agneaux, des cachemires et des porcelaines chinoises. De Khiva, les caravanes se dirigent sur Manghichlak, où des navires russes les transportent à Astrakan, pour être ensuite répandues dans l'intérieur de l'empire. Les marchands de Khiva prennent en échange des velours, des draps légers, des torsades d'or et d'argent, du sucre et des ustensiles de cuivre et de fonte.

De tout temps, la Boukharie a été la voie naturelle pour le commerce de la Perse, de l'Inde et de la Chine.

La Russie est le seul pays où les Boukhares puissent écouler les produits de l'Asie centrale. C'est pour cela qu'ils ont toujours cherché à multiplier leurs relations avec Orenbourg, Astrakan et Nijni-Novogorod. Obligé d'éviter le territoire de Khiva, à cause des dangers dont nous avons parlé plus haut, le commerce languit; mais, si cette province tombait au pouvoir des Russes, la sécurité renaîtrait et les communications, aujourd'hui si difficiles, prendraient aussitôt une très-grande activité. L'Oxus pourrait être uni par un canal avec la mer Caspienne, et, à défaut, une route protégée par des forts conduirait les caravanes, à travers les steppes des Turcomans, des côtes de cette mer jusqu'à celles de la mer d'Aral. Dans une guerre maritime, ce serait la seule voie ouverte au commerce du monde.

Depuis la mort de Catherine, les efforts de la Russie pour s'emparer de ce commerce ne se sont pas ralentis un seul instant. Elle a établi sous le canon d'Orenbourg un immense bazar, où se rendent chaque année les caravanes kirghizes et boukhares. La nécessité de protéger ces caravanes l'a forcée de porter ses armes jusque dans le Turkestan. Après s'être assuré la possession absolue de la mer Caspienne par deux établissements considérables, l'un à l'embouchure de l'Oural, Gurief, l'autre à celle de l'Embach, sur la côte orientale, elle a fondé, à soixante lieues au sud de ce dernier fleuve, la forteresse d'Alexandrof, par où elle s'est mise en communication avec la mer d'Aral, au moyen d'une ligne de puits et de

colonies militaires. Les Turcomans, qui infestaient ce pays, ont été rejetés sur les frontières de la Perse; le khan de Khiva s'est courbé sous le joug des tsars; les Russes ont remonté le Syr-Daria jusqu'à la ville d'Ak-Metschid, dont ils se sont emparés, et, en pénétrant dans le pays des Kirghiz de la grande horde, au nord et à l'est de la mer d'Aral, ils ont occupé toutes les routes par lesquelles passent les caravanes. Il ne leur reste plus qu'à franchir les monts Moustagh, qui ferment le bassin de l'Aral, pour entrer dans le grand désert de Gobi et des Tartares tributaires de la Chine.

Qu'on se représente la Russie sillonnée par des chemins de fer et reliée à l'Europe occidentale : les montagnes s'abaissent, les mers et les fleuves sont franchis, la civilisation ne rencontre plus d'obstacle. Rien de plus grand n'aura été conçu et exécuté, depuis que les peuples se déchirent sans se connaître, et l'on pourrait alors prévoir la fin de ces conquêtes violentes, qui ont ensanglanté le monde, pour satisfaire l'orgueil des hommes auxquels nous avons donné le nom de *grands*, parce qu'ils ont beaucoup détruit.

Le traité de Kainardji avait donné à la Russie la souveraineté de la Kabarda. Dès lors, elle s'était attachée à nouer des relations avec les peuples sauvages qui occupaient les gorges des montagnes. Les Ossètes, maîtres des célèbres défilés du Dariel, lui en ouvrirent pour ainsi dire les portes; elle couvrit ses frontières contre les incursions des tribus ennemies, par la ligne armée du

Kouban et du Terek, qui se composait de huit forts et d'un grand nombre de redoutes. En 1781, une escadre russe avait paru dans la mer Caspienne, avec la mission de former un établissement militaire sur les côtes de la Perse; mais, cette tentative ayant échoué, Catherine sema la division parmi les peuples du Caucase. Les princes chrétiens de la Géorgie furent les premiers qui subirent cette influence secrète. Gagnés par l'or et les présents de l'impératrice, ils acceptèrent son protectorat et ouvrirent à ses armées les défilés de leurs montagnes. En 1787, le littoral de la Circassie devint pour la première fois un centre d'opérations militaires. Anapa, que les Turcs avaient fondé pour protéger leur commerce avec les habitants du Caucase, fut pris d'assaut en 1791, et le traité de Jassy valut ensuite à la Russie la souveraineté de la Géorgie et des pays voisins. Anapa fut restitué à la Porte; mais l'obligation qu'elle contracta de réprimer les incursions des tribus de la rive gauche du Kouban ne pouvait manquer d'être une occasion perpétuelle de chicanes et de guerre; car la Turquie était impuissante à faire reconnaître son autorité sur des peuples qui vivaient dans un état habituel de brigandage. D'autre part, les Russes comprenaient trop bien l'importance d'Anapa, comme position commerciale et stratégique, pour ne pas essayer de la reprendre. Cette ville est en effet la clef du passage qui conduit de la mer à la ligne du Kouban, le long d'une chaîne de montagnes inaccessibles sur les autres points de la côte. Les popu-

lations du sud, quand elles ne peuvent plus communiquer avec Anapa, sont presque entièrement isolées du nord; car c'est par Anapa que les produits de la Circassie arrivent à la mer Noire et que ceux de l'Europe sont introduits dans le pays.

Depuis la mort de Thamas-Kouli-Khan, la Perse n'avait pas cessé un instant d'être livrée à l'anarchie. Quelques fantômes de rois s'étaient succédé sur le trône des sophis; mais enfin cette immense monarchie s'écroula, et chaque gouverneur ou khan se rendit souverain absolu dans sa province. Héraclius, prince de Géorgie, autrefois vassal de la Perse, brave et habile, s'était soutenu contre les Turcs avec l'appui de la Russie, qui, pour prix des secours qu'il en avait obtenus, l'avait en quelque sorte contraint de recevoir une garnison dans Tiflis, sa capitale, et de reconnaître la suzeraineté de l'impératrice.

Il existait dans le Mazanderan, sur la côte méridionale de la mer Caspienne, une tribu turcomane, connue sous le nom de Kadjars, qui devait son origine à d'anciens sujets ottomans réfugiés en Perse. A la faveur des désordres, un membre de cette tribu, Mohammed-Khan, s'était déclaré indépendant en 1748, et, s'étant emparé du Mazanderan, du Khoraçan et du Guilan, il avait été sur le point de se rendre maître de la Perse entière, lorsqu'il tomba au pouvoir d'un de ses rivaux, Kérym-Khan, qui lui fit trancher la tête (1758).

Son fils, Mohammed-Aga, était aussi tombé entre les

mains de Kérym ; mais il parvint à s'échapper, reprit les anciennes provinces que son père avait possédées, et se fit proclamer souverain de la Perse, après avoir réuni, avec le secours de ses frères, les membres dispersés de cette monarchie. L'ambition de Mohammed, qui ne voulait souffrir aucun partage de son autorité, n'avait pas tardé à exciter la jalousie de ses frères, et à plonger la Perse dans de nouveaux troubles. Mohammed, ayant marché contre eux, en fit deux prisonniers et leur fit trancher la tête au milieu de son camp. Il fondit ensuite sur le Guilan, pilla Rechet et contraignit Hideat-Khan, gouverneur de la province, à se réfugier avec sa famille dans la factorerie russe d'Enzelly.

La Russie, qui depuis longtemps cherchait à s'établir sur la mer Caspienne, dont la possession lui était nécessaire, d'un côté pour étendre son influence dans le Caucase, et de l'autre pour pénétrer dans la Perse, favorisait en secret les tentatives que faisaient les gouverneurs des provinces voisines pour se rendre indépendants. Du reste, cette politique persévérante, tantôt astucieuse et tantôt hardie, a produit ici les mêmes effets que dans le Caucase ; elle a détruit l'anarchie qui dévorait ces malheureuses contrées et leur a procuré une sécurité dont elles avaient cessé de jouir. Au point de vue des intérêts commerciaux, les relations qui en étaient la conséquence devenaient pour les deux peuples une source de richesses.

L'impératrice avait donc un double intérêt à protéger

les princes fugitifs. Sa dignité y était en outre engagée ; car Mohammed avait chassé de Férabad, le meilleur port du Mazanderan, le contre-amiral Woinovitch, et détruit l'établissement que les Russes y avaient fondé. Mais occupée en ce moment de ses préparatifs de guerre contre la Porte ottomane, elle ferma les yeux sur ces violences et sollicita même l'alliance de Mohammed, dans la crainte qu'il ne s'unît au sultan.

Dès ce moment, les princes fugitifs furent traités avec moins d'intérêt. L'un d'eux fut massacré par les soldats du général Paul Potemkin, qui commandait à Kislar et dans le Caucase ; l'autre ne reçut qu'une froide hospitalité. On resta sourd aux plaintes qu'il fit parvenir jusqu'aux pieds du trône sur la mort de son frère, et on le rendit même l'objet d'une indigne surveillance, pour l'empêcher de quitter Astrakan.

Après avoir soumis toute la Perse, Mohammed ne songea plus qu'à châtier le tsar Héraclius qui avait soutenu ses frères dans leur résistance. Il parut donc en Géorgie avec une armée de 50,000 hommes et mit tout à feu et à sang. Tiflis fut pris et brûlé (octobre 1795) et le tsar Héraclius obligé de chercher une retraite dans les plus hautes montagnes. Le vainqueur se retira avec un immense butin, traînant à sa suite plus de 50,000 prisonniers, qui furent vendus comme esclaves.

L'orgueil de Catherine s'indigna de ce nouvel outrage. La guerre de Pologne était finie, et elle se trouvait en paix avec tous ses voisins. Malgré la rigueur de la sai-

son, ses troupes eurent ordre de se rendre à Kislar. Quelques régiments avaient plus de huit cents lieues à faire. Tous devaient traverser les steppes d'Astrakan et du Kouban, déserts arides, où, dans l'espace d'une longue route et à des distances infinies, on rencontrait à peine quelques traces de l'homme. Sahli-Khan, le dernier des frères de Mohammed, était encore à Astrakan, entouré d'une surveillance ombrageuse. Catherine le tira de son abaissement pour le faire servir à ses desseins. Il parut alors à la cour, fut comblé d'honneurs et traité en souverain. Il partit ensuite pour l'armée avec un manifeste en langue persane, dans lequel il exhortait ses sujets à secouer le joug du tyran et à recevoir les Russes comme des libérateurs.

La cour avait fondé sur cette expédition de merveilleuses espérances. Déjà Catherine voyait sa couronne enrichie par de nouvelles conquêtes. Les courtisans l'entretenaient dans ces pensées flatteuses, et, chose incroyable, une foule d'intrigants et d'ambitieux sollicitaient par avance des emplois dans les provinces à conquérir. On avait choisi pour faire la conquête de la Perse Valérien Zoubof, frère du favori, brave soldat, mais général peu capable. Il avait fait la guerre en Pologne, où il avait eu une jambe emportée. C'était néanmoins un très-bel homme, d'une figure douce et agréable, mais d'un esprit sans culture et de mœurs affreuses.

Il n'existe que deux passages par lesquels on puisse franchir le Caucase : celui de Demir-Capou, appelé Porte

de Fer, et celui de Vladikawkas. Le premier suit le rivage de la mer Caspienne, relie Astrakan à Kislar et aboutit à Bakou par le territoire des Kumikes; le second est sur la route de la Russie en Perse; mais des précipices, des torrents débordés, des rochers d'une hauteur prodigieuse, étaient à cette époque des obstacles presque insurmontables pour une armée chargée de bagages. Le chemin qui longe la mer Caspienne n'est pas lui-même sans danger; car, de distance en distance, des rochers à pic descendent jusque dans les eaux. Cependant, les défilés y sont moins étroits et la chaîne est moins escarpée. Elle laisse même, dans quelques endroits, de grandes plages à découvert.

L'armée russe n'eût donc pas facilement pénétré dans la Géorgie, si les abords en avaient été soigneusement gardés. Mais, après l'avoir ravagée, Mohammed s'en était retiré, et Héraclius, sorti de sa retraite, était rentré dans Tiflis. Les Russes ayant alors franchi le Koï-Sou entrèrent sur le territoire de Tarkou, dont le khan avait reconnu la suzeraineté de l'impératrice, et s'emparèrent ensuite de Derbent, dont le territoire, resserré entre les montagnes et la mer, est fermé au nord par une ancienne porte de fer. La position de cette ville, au débouché des Portes Caspiennes, était une conquête importante. Le Daghestan, dont Derbent était la capitale, s'étend le long de la mer Caspienne, depuis le Soulak, qui le sépare des Tcherkesses, jusqu'au Chirvan. Un rameau de la chaîne du Caucase l'entoure à l'ouest; mais ce ra-

meau, en pénétrant au centre jusqu'à Derbent, où il forme le défilé des Pilæ Sarmaticæ, partage le pays en deux moitiés, réunies par ce défilé. Au nord et au midi de la montagne sont de vastes plaines marécageuses mais fertiles, entrecoupées de ruisseaux et de champs de blé. La ville, bâtie sur une colline et dominée par la citadelle, était entourée de hautes murailles qui aboutissaient à la mer, dont le rivage est si bas, qu'à l'exception des bateaux pêcheurs, aucun bâtiment de commerce ne peut en approcher qu'à la distance d'une verste.

Quoique les Russes n'eussent eu à combattre jusqu'alors que contre les Lesghiz, qu'il était impossible de poursuivre dans leurs montagnes presque inaccessibles[1], ces premiers succès firent cependant une profonde sensation à Saint-Pétersbourg, et l'Europe entière était dans l'admiration.

L'armée ayant continué sa marche occupa Bakou, puis Chamakhy, ancienne capitale du Chirvan, alors ruinée, jadis renommée par ses manufactures. Ce fut le terme de ses succès. Les chaleurs du mois de juillet, les pluies abondantes qui leur succédèrent, jointes à la mauvaise nourriture, répandirent la contagion parmi les troupes. Elles se rapprochèrent des montagnes, où l'air est plus pur; mais un autre ennemi les attendait. Les peuples barbares du Caucase, soutenus par un corps de

[1] *Voyage de Potocki dans les steppes d'Astrakan*, t. I^er^. Potocki tenait ces détails de Zoubof lui-même.

cavalerie persane, les harcelaient sans cesse, et quoique les Russes, dans ces combats incessants, eussent presque toujours l'avantage, ils ne pouvaient cependant se procurer un repos dont ils avaient un si grand besoin.

Mohammed n'avait pas encore paru. Il attendait les ennemis derrière l'Araxe, aux environs de Tauris, où de vastes plaines auraient permis à sa cavalerie de se développer avec avantage. C'est là qu'il avait résolu de les attirer. La contrée située entre l'Araxe et le Cyrus ayant été dévastée, les Russes n'y trouvèrent qu'un désert affreux où tout manquait. L'armée ne comptait plus alors que 18,000 hommes, malgré les efforts qu'avait faits pour la renforcer le général Goudowitsch, qui commandait dans le Kouban. Mais, avant d'avoir aperçu les soldats de Mohammed, la nouvelle de la mort de l'impératrice parvint au camp, et, peu de jours après, le général reçut l'ordre de rentrer en Russie.

Depuis quelque temps, la santé de l'impératrice s'était légèrement altérée, sans cependant que cette altération l'eût forcé d'interrompre ni ses plaisirs ni ses fatigues. Ses jambes s'étaient enflées et elle ne montait et ne descendait plus qu'avec beaucoup de peine l'escalier du palais. Le Grec Lambro Cazzoni, que l'impératrice avait reçu à la cour après la paix de Jassy, essaya de la guérir avec des bains froids d'eau de mer. D'abord elle s'en trouva bien; mais, au bout de quelque temps, ses jambes enflèrent davantage. Son sang et ses humeurs,

en refluant au cerveau, paraissaient rendre l'apoplexie inévitable.

Le 14 octobre, il y avait eu réunion à la cour, et Catherine avait été fort gaie. La nouvelle que Moreau avait été forcé de repasser le Rhin avait excité sa bonne humeur. Le lendemain, après avoir travaillé avec ses secrétaires, elle pria le dernier, en le renvoyant, de l'attendre dans l'antichambre. Il attendit en effet pendant quelque temps; mais le valet de l'impératrice, Zacharie Constantinowitsch, étonné de n'être point appelé, et n'entendant aucun bruit, ouvrit la porte et trouva sa maîtresse renversée entre les deux portes qui conduisaient de son alcôve à sa garde-robe. On la posa sur un matelas, on la transporta auprès d'une fenêtre, et le docteur Rogerson, son premier médecin, la fit saigner deux fois. Elle parut soulagée et revint à la vie; mais elle ne recouvra ni la parole ni le sentiment de l'existence.

Des courriers avaient été expédiés à Gatschina, où résidait le grand-duc[1]. Paul arriva au palais avec la grande-duchesse, à huit heures du soir. La confusion était générale dans ce palais, où la veille régnaient la joie et le plaisir. Les abords en étaient encombrés par les voitures. Paul, sans faire paraître aucune émotion, ne s'occupait qu'à donner des ordres pour son avéne-

[1] C'est un château où le grand-duc passait l'automne. Il est situé à dix verstes de Tsarskoie-Sélo.

ment au trône. Il avait été suivi de Gatschina par une foule d'hommes, dont le costume et le langage contrastaient singulièrement avec la brillante cour de sa mère.

Le peuple croyait que l'impératrice était morte dès la veille et que des raisons politiques obligeaient à cacher sa mort; mais ce bruit était faux. Catherine était restée plongée dans une léthargie profonde; les remèdes qu'on lui avait administrés n'avaient ramené en elle que les apparences de la vie. A dix heures du soir, elle parut même se ranimer tout à coup; mais c'était le dernier effort de la nature. Un instant après, elle poussa un faible cri et expira.

Aussitôt que la nouvelle en fut connue, une consternation générale remplit le palais et la ville. Les courtisans, les étrangers de distinction qui résidaient en Russie, regrettèrent une souveraine dont ils avaient si souvent admiré l'esprit, les grâces sans affectation, les manières aimables, et cette liberté de mœurs que la Russie ne connaissait pas avant elle. Les femmes attachées à sa personne, tous ses domestiques pleuraient une maîtresse indulgente, bonne, généreuse et d'une humeur toujours égale; les jeunes grandes-duchesses furent profondément affligées; elles aimaient sincèrement leur grand'mère, qui s'occupait de leurs plaisirs avec une sollicitude extrême. Le peuple enfin, qui, sous le règne de Catherine, n'avait ressenti aucune de ces violentes secousses qui sont quelquefois si terribles dans les gouvernements absolus, le peuple, dont elle rendit le sort

meilleur, ne vit pas sans effroi la fin d'un règne constamment heureux. Ce peuple, qu'on a pris l'habitude de se représenter comme abruti sous le poids de ses fers, était fier de sa souveraine.

A l'âge de soixante-sept ans, cette princesse conservait des restes de beauté. Ses cheveux, qu'elle portait légèrement poudrés et flottants sur les épaules, étaient toujours arrangés avec un goût parfait; sa taille, quoique épaisse, ne manquait ni de grâce ni de majesté. Elle était ordinairement vêtue à la russe, c'est-à-dire d'une robe verte assez courte, qui formait par devant une espèce de veste, dont les manches étroites descendaient jusqu'au poignet. Autant elle était enjouée dans l'intimité, familière sans s'abaisser, autant elle était en public majestueuse et réservée. C'est alors qu'elle justifiait le nom de Sémiramis du Nord que lui avait donné Voltaire. Elle marchait lentement, à petits pas, le front haut, le regard calme et souvent baissé.

Rien n'était plus simple que sa vie, plus régulier que ses habitudes, plus égal que son humeur. On ne la vit jamais s'emporter à la colère, s'abandonner à la tristesse ou se livrer à une joie immodérée. Elle n'avait ni les caprices, ni les petitesses, ni les jalousies de son sexe; son affection trahie n'éclatait point en reproches; elle l'arrachait de son cœur sans trouble et sans amertume, et le souvenir de l'offense ne la rendait point injuste.

Tous ceux qui l'approchaient étaient ravis des charmes de son esprit et de la grâce de ses manières; mais l'atta-

chement qu'elle inspirait à ceux qu'elle avait honorés de sa confiance ou de son amitié prenait le caractère d'un culte. On ne pouvait en effet s'empêcher d'être frappé de la simplicité de ses paroles et de la grandeur de ses actions. Ce contraste avait quelque chose de très-séduisant. Elle disait si naturellement les choses les plus flatteuses ou les plus élevées, qu'elle seule ne paraissait pas en sentir le prix.

Quand elle fut parvenue au trône, elle ne changea rien à sa manière de vivre ; elle se levait à six heures du matin, faisait elle-même son feu, et travaillait ensuite avec ses secrétaires. Sa table était servie comme celle d'un particulier ; elle n'y admettait jamais plus de huit personnes, et l'étiquette en était bannie. Du reste elle y gardait la plus grande sobriété.

Sa cour, au contraire, était d'une magnificence inouïe, sans avoir rien de théâtral. Catherine inspirait le respect et l'admiration par le sentiment qu'elle donnait de sa supériorité, et non par cette sorte d'idolâtrie, dont quelques souverains ont aimé à se rendre l'objet.

Philosophe par réflexion, elle ne fut point enivrée par l'éclat de la grandeur ; religieuse par politique, elle ne laissa jamais insulter en sa présence ni la religion ni les bonnes mœurs, et elle ne souffrait même, à cet égard, aucune plaisanterie indécente. Sa raison admettait toutes les croyances ; sa politique, d'accord avec les sentiments du peuple russe, lui faisait une loi de la tolérance. « Dans un grand empire, qui étend sa domina-

tion sur autant de peuples divers qu'il y a de croyances parmi les hommes, la faute la plus nuisible à la tranquillité de ses habitants serait, disait-elle, l'intolérance. La persécution irrite; la tolérance adoucit les esprits et étouffe les disputes. » Elle avait mis ce précepte en pratique, en réunissant chaque année, dans un banquet solennel, les ministres des différents cultes, qui se trouvaient présents à Pétersbourg. Elle recueillit les fruits de cette sage conduite, car le clergé russe, dont cependant elle avait diminué les richesses et borné l'autorité, ne cessa point de lui montrer un attachement soumis et respectueux.

Les jésuites avaient trouvé dans son empire, après la suppression de leur ordre, un asile sûr et honorable. En vain leurs ennemis les y poursuivirent et tentèrent de les rendre suspects à l'impératrice; elle repoussa leurs instances avec dignité, et, blessée de leur importunité, elle répondit que toute nouvelle démarche exposerait le souverain pontife à perdre dans ses États le peu d'autorité dont elle le laissait jouir.

Plus on étudie cette femme extraordinaire, plus on est frappé de sa grandeur. On admire l'étendue de son esprit, sa pénétration, son aptitude merveilleuse à tout comprendre, l'énergie de son caractère, cette raison ferme et modérée qui ne l'entraînait jamais au delà des bornes. Elle savait récompenser avec discernement, encourager avec bienveillance, louer publiquement et blâmer en secret. Le mensonge répugnait à sa nature;

sa franchise était sans arrière-pensée. Aussi, la vérité ne la blessait pas, et elle honorait la résistance, quand elle était inspirée par la justice et l'amour du bien. « On sévit dans les pays despotiques, disait-elle, contre les écrits par trop mordants; c'est une faute. Ces écrits ont la propriété de tenir éveillée l'attention du gouvernement, et, en les poursuivant avec l'idée de faire sentir plus vivement le poids du pouvoir, on court le risque d'arriver à l'obscurantisme par la crainte que chacun a d'écrire. » Sa maxime favorite était celle-ci : *Vivez et laissez vivre*. Un des plus grands poëtes de ce siècle, Derjavine, obscur soldat jusqu'à trente ans, depuis lieutenant dans la garde et sénateur, attaqua librement les vices de la société. Ses mordantes satires, qu'on eût à peine tolérées dans un pays libre, ne lui attirèrent jamais ni dégoût ni disgrâce.

Mais à côté de ce brillant tableau, l'histoire ne saurait cacher l'ombre qui en obscurcit l'éclat. Deux passions également funestes dominèrent cette princesse, l'amour de l'homme et l'amour de la gloire. L'une porta une atteinte profonde aux bonnes mœurs; l'autre nuisit au bonheur du peuple, dont la gloire ne s'achète qu'au prix des plus grands sacrifices. Lorsqu'elle parvint à l'empire, elle s'y trouvait préparée par une étude approfondie du caractère, des besoins et du génie du peuple russe. Son esprit, fortifié par la méditation, lui avait donné le secret de sa force; l'état de l'Europe, affaiblie et divisée, secondait son ambition. Sa conduite, pendant

quelque temps, fut marquée par une certaine réserve, à laquelle contribua l'influence d'Orlof. Ce favori, sans être doué d'une grande intelligence, avait un caractère loyal, une âme élevée, des sentiments dévoués et ardents. Mais aussitôt qu'elle se fut détachée de lui, elle ne mit plus aucun frein à ses désirs; elle se laissa corrompre par tous ceux qui, à défaut de son cœur, aspiraient à partager son pouvoir. Potemkin l'enivra d'encens et l'enveloppa de mensonges. Son génie pervers, sa malignité, sa dépravation, remplirent la cour d'intrigues et de plaisirs grossiers. Le besoin des sens, au lieu de s'éteindre avec l'âge, devint au contraire plus impérieux, et livra la fin de son règne à d'indignes favoris, dont l'influence fut pernicieuse. Sous les yeux de l'impératrice, la violence et l'oppression n'osaient se montrer ouvertement; mais au loin, elles ne gardaient plus de mesure, et chaque agent du pouvoir, jusqu'au plus infime, se livrait sans contrainte aux plus effroyables excès.

Le règne des favoris ne fut pas seulement un scandale, ce fut encore un fardeau pour l'Etat, qui vit engloutir dans ce gouffre une partie de ses finances. On évaluait à plus d'un million de roubles par an l'entretien du favori, outre les pensions énormes dont jouissaient tous ceux qu'un nouveau caprice avait replongés dans l'obscurité. Potemkin seul, en deux ans de faveurs, se fit donner pour plus de 9 millions de roubles, tant en bijoux qu'en pensions et en palais, et 37,000 paysans.

Le nombre de serfs, dont tous ces favoris furent gratifiés, peut être porté, sans exagération, à 150,000 au moins. La famille du prince Orlof en obtint, pour son compte, environ 45,000.

A part ces taches, qui se perdaient en quelque sorte dans l'immense éclat de la gloire, le règne de Catherine II est un des plus grands et des plus extraordinaires dont l'histoire gardera le souvenir. Ses tentatives pour corriger la barbarie de son peuple, la magnificence de sa cour, le talent de ses ministres, le succès de ses armes, ses immenses ressources, l'étendue de son empire, ses desseins connus et suivis avec persévérance, avaient inspiré à l'Europe beaucoup d'étonnement, une grande admiration et une sorte de terreur. Tout ce que Pierre Ier avait rêvé de grandeur, elle le réalisa; ce que Voltaire exprimait d'une manière poétique par ces mots d'une lettre au prince Galitzin : « Ce fut Pierre qui forma l'homme, mais c'est Catherine qui l'anime du feu céleste. » Non-seulement elle recula les limites de l'empire; mais, chose plus importante, elle donna à l'influence russe en Europe un poids qui devint quelquefois un péril pour l'indépendance des autres États. C'est elle qui enseigna à sa politique à parler avec autorité. Si cette politique fut souvent trop fière, trop ambitieuse et presque arrogante, elle donna toutefois à la nation une grande idée de sa puissance, en même temps qu'elle lui inspira une confiance sans borne dans les hommes que la Providence avait choisis pour présider à ses destinées.

Catherine avait en effet inspiré au peuple russe le sentiment de sa force au plus haut degré; car, malgré les sacrifices qu'elle fut obligée de lui demander, il est singulier qu'elle ait pu non-seulement lui faire supporter sans murmure sa domination, mais encore la lui faire aimer, surtout si l'on considère qu'elle était étrangère par la naissance, et plus étrangère encore par l'éducation.

Pierre le Grand s'était servi des étrangers pour accomplir ses grands desseins; mais son génie farouche, engagé dans une lutte immense avec la barbarie, n'avait pas même respecté la tête de son fils. Catherine, au contraire, comme femme et comme philosophe, accomplit son œuvre par la modération, et elle ne choisit pour ministres, pour généraux, pour amants, que des Russes. « Saignez, saignez-moi bien, dit-elle un jour à son médecin, afin qu'il ne reste plus dans mes veines une seule goutte de sang allemand. » La nation, ne pouvant douter de ses sentiments, ferma les yeux sur ses faiblesses, subit avec résignation les sacrifices qui servaient à augmenter sa gloire et sa puissance, et elle partageait l'orgueil de sa souveraine, quand elle disait : « Je suis venue pauvre en Russie, mais je m'acquitte envers elle, en lui laissant pour dot la Pologne et la Tauride. »

Ces deux acquisitions, dont l'une a porté la Russie presque au centre de l'Allemagne, et dont l'autre l'a élevée au rang des grandes puissances maritimes, ne sont pas les seuls actes de ce long règne qui aient ré-

pandu le plus d'éclat sur le nom de Catherine. Le peuple se laisse éblouir par la gloire des armes, dont il supporte quelquefois le fardeau avec impatience; mais les hommes sages, qui en apprécient mieux le néant, font consister la véritable gloire dans les institutions qui assurent aux peuples une meilleure distribution des biens que la Providence leur a départis; c'est à cette gloire que Catherine a le plus de titres. Ses règlements pour l'instruction publique, ses réformes judiciaires, sa sollicitude pour les classes laborieuses, ses lois pour développer les forces productives de la nation, la simplicité de ses mœurs, la dignité de ses rapports soit avec ses sujets, soit avec les ministres des puissances étrangères, ont fait de son règne l'époque la plus brillante, la plus tranquille et la plus glorieuse de la Russie.

FIN.

# TABLE DES MATIÈRES.

## LIVRE VI.

État de la Pologne en 1768. — Confédération de Bar. — Son caractère. — Sentiments qu'elle fait naître. — Manifeste des confédérés. — Leurs premiers succès. — Potocki, Pulawski, Radziwill. — État misérable de la république. — Opinion du duc de Choiseul sur les confédérés. — De quelle manière il les soutient. — Le chevalier de Taulès. — Dumouriez. — Organisation des confédérés. — Leurs combats. — Leurs défaites. — Dispositions de la cour de Vienne à leur égard. — Disgrâce du duc de Choiseul. — Projet d'une reconfédération. — Déchéance de Stanislas-Auguste. — Effet qu'elle produit sur les cours de l'Europe. — Rapprochement entre l'Autriche et la Prusse. — Entrevues de Neiss et de Neustadt. — Le prince de Kaunitz. — Demande de médiation de la part du sultan. — Dispositions de la Russie favorables à la paix. — Négociations à ce sujet. — Prétentions de Catherine. — Politique insidieuse de la cour de Vienne. — Premières ouvertures au sujet du partage de la Pologne. — Situation des confédérés. — Le baron de Vioménil. — Oginski se soulève en Lithuanie. — Il est battu. — Prise du château de Varsovie par les volontaires français. — Accord des trois cours de Vienne, de Saint-Pétersbourg et de Berlin. — Leurs troupes entrent en Pologne. — La confédération est anéantie. — A qui faut-il attribuer la première pensée du partage de la Pologne? — Quel était à ce sujet l'intérêt de la Russie? — Ses efforts pour réunir les partis. — L'Autriche s'empare du comté de Zips. — Parti que le roi de Prusse tire de cette violente occupation. — Le prince Henri à Pétersbourg. — Les vues de Frédéric II sur le royaume de Pologne. — Négociations au sujet du démembrement. — Traité de partage. — Part que chaque puissance s'attribue. — La conduite des trois cours dans les provinces envahies. — Comment la France fut trompée par la cour de Vienne. — Indiffé-

rence de l'Europe à la nouvelle du partage. — Les ministres des trois cours font convoquer une diète pour la confirmation du traité. — Vaines démarches de Stanislas-Auguste auprès des cours étrangères.—Menaces employées pour contraindre le roi et les nonces. — La diète forcée de déléguer ses pouvoirs. — Les délégués refusent de céder à la Prusse les villes de Thorn et de Dantzig. — Mesures que prend Frédéric pour contraindre ces deux villes à se livrer. — Traité de partage confirmé.— Nouvelle constitution imposée à la Pologne. — Causes qui avaient amené la ruine de la république. — Sentiments du roi de Prusse et de Marie-Thérèse au sujet du partage. — Résultats de cet acte de spoliation..... 1

## LIVRE VII.

Deux motifs pour lesquels l'impératrice avait désiré la paix : la révolution de Suède et la révolte de Pougatschef. — Coup d'œil sur les partis qui divisaient la Suède. — Mort d'Adolphe-Frédéric. — Avénement de Gustave III. — Son caractère. — Sa conduite dans les premiers jours de son règne. — Composition de la diète. — Comité secret. — Supériorité du parti russe. — Il abuse de ses avantages. — Intentions de Gustave soupçonnées. — Agitation dans les provinces. — Révolte simulée d'Hellichius.—De quelle manière fut trahi le secret de la conspiration. — Le roi s'empare du pouvoir. — Joie du peuple. — Nouvelle constitution. — Inquiétude de l'impératrice. — Fermeté de son langage. — Un Cosaque du Don, nommé Pougatschef, se fait passer pour Pierre III. — Les starovertzi ou vieux croyants. — État des Cosaques du Yaïk. — Troubles de ce pays. — Émigration des Kalmouks Tourgaouts. — Pougatschef est arrêté et s'évade. — Il se cache dans les steppes. — Caractère de ses principaux partisans. — Ligne du Yaïk. — Pougatschef s'empare de plusieurs forteresses. — Il fait révolter les Baschkirs, les Kalmouks, les Tschouwass et les Mordwins. — Il attaque la ville d'Orenbourg. — Agitation parmi les serfs. — Pougatschef bat le général Kar et assiége Oufa. — Véritable caractère de la révolte. — Le général Bibikof. — Gravité de la situation. — Manifeste de l'impératrice. — Sages dispositions de Bibikof. — Pougatschef lève le siége d'Orenbourg. — Succès des troupes russes. — Michelson marche contre Oufa. — Ses avantages. — Le prince Galitzin s'empare de Taticheva. — Découragement des rebelles.— Pougatschef est battu à Kargalé. — Prise d'Yaïtzk, d'Iletz et de plusieurs autres forteresses de la ligne du Yaïk. — Mort de

Bibikof.— Michelson bat Savalatka et atteint Pougatschef à Varlamovo.— Inaction des autres chefs russes. — Pougatschef dans les monts Ourals. — Il réunit de nouvelles troupes et marche contre Kazan. — Prise et incendie de la ville. — Michelson attaque les rebelles et les met en fuite. — Il atteint Pougatschef à Tzaritzin. — Pougatschef passe le Volga. — Conseil tenu par l'impératrice. — Elle annonce le projet de marcher en personne contre les rebelles. — Le général Panin est investi du commandement général. — Pougatschef entre dans Penza. — Il fait pendre l'astronome Lowitz. — Michelson parvient encore à l'atteindre et à le battre. — Fuite du rebelle dans les steppes. — Deux autres Pierre III. — Pougatschef est vivement poursuivi.— Souvorof remplace Michelson. — Le gouvernement cherche à ramener les Cosaques. — Trois Cosaques, amis de Pougatschef, s'engagent à le livrer. — Ils s'emparent de sa personne et le conduisent à Yaïtzk. — Fermeté de Pougatschef. — Il est conduit à Simbirsk dans une cage de fer. — Brutalité du général Panin. — Le sénat chargé de l'instruction du procès. — Pougatschef est conduit à Moscou et condamné à mort. — Il subit sa peine avec courage. — Causes de la révolte. — Réflexions..... 101

## LIVRE VIII.

Catherine se détache de G. Orlof. — Faveurs dont elle le comble. — Potemkin devient favori. — Son éducation. — Son caractère. — Son ambition. — Il s'applique à éloigner des affaires les hommes dont il redoute l'influence. — Voyage de l'impératrice à Moscou. — Elle y publie plusieurs oukases importants. — Elle supprime des droits onéreux au commerce et à l'industrie. — Règlements concernant l'administration du sel, des mines, etc. — Dispositions favorables aux serfs. — État de l'Europe. — Second voyage du prince Henri à Pétersbourg. — Mort de la grande-duchesse. — Voyage du grand-duc à Berlin. — Son mariage avec la princesse de Wurtemberg. — Inquiétude de la cour de Vienne. — Relations de cette cour avec la Porte. — Elle se fait céder la Bukovine. — Son désir d'une alliance avec la Russie. — La Turquie est poussée à la guerre. — Troubles de Crimée. — La France retient le divan. — Convention explicative du traité de Kainardji. — Mort de Maximilien-Joseph de Bavière. — Convention entre la cour de Vienne et l'électeur palatin. — État de l'Europe favorable aux desseins de l'Autriche. — Frédéric II s'assure de la France. — Il conclut un traité avec le duc de Deux-Ponts et se met à la tête de ses troupes. — Marie-The-

rène sollicite la médiation de Catherine. — Congrès de Teschen. — L'Angleterre recherche l'alliance de l'impératrice de Russie. — Harris, duc de Malmesbury. — Traité des neutres. — L'influence du roi de Prusse décline à Pétersbourg. — La cour de Vienne gagne du terrain. — Entrevue de Mohilef entre Catherine et Joseph. — Ses résultats. — Efforts de Frédéric pour conserver l'alliance russe. — Il envoie à Pétersbourg le prince héréditaire, son neveu. — Traité d'alliance entre la Russie et l'Autriche. — Voyage du grand-duc et de la grande-duchesse. — Comment il fut préparé. — Caractère du grand-duc. — Rapprochement entre Panin et le prince Potemkin. — Préparatifs de guerre. — Affaires de Crimée. — Ce pays est réuni à l'empire. — Comment la France avait voulu contenir l'ambition de Catherine. — Ses communications à l'Angleterre. — Résultats de l'occupation russe en Crimée. — Le cabinet de Versailles détermine la Porte à traiter. — Clauses favorables aux deux principautés de Moldavie et de Valachie. — Importance de la conquête de la Crimée pour la domination russe dans le Caucase. — Description de cette chaîne de montagnes. — Des peuples qui l'habitent. — Action de la Russie sur les populations caucasiennes. — Traité de protectorat avec Héraclius, prince de Géorgie. — Établissement d'une ligne militaire du Don à Tiflis. — Occupations de Catherine dans l'intérieur de ses États. — Statue de Pierre le Grand. — Institution des ordres de Saint-Vladimir et de Saint-Georges. — Améliorations apportées dans l'armée de terre. — Intrigues de cour. — Despotisme de Potemkin. — Dégradation morale de l'impératrice. — A. Orlof. — Voyage de Crimée. — Effet qu'il produit en Europe. — Traité de commerce entre la France et la Russie. — Situation du commerce anglais en Russie jusqu'à cette époque. — Entrevue de Stanislas-Auguste et de Catherine. — L'empereur Joseph à Kherson. — Importance de cette ville au point de vue commercial. — Fin du voyage. — Potemkin se prépare à la guerre. . 187

## LIVRE IX.

Nouveaux bruits de guerre. — Potemkin la désire. — L'Angleterre et la Prusse y poussent la Porte ottomane. — Position de la France à Constantinople. — État des relations politiques de l'Europe. — L'impératrice paraît favorable au maintien de la paix. — La Russie et la Porte se reprochent réciproquement leur conduite. — Le divan déclare la guerre. — L'Autriche cesse ses rapports avec la Porte. — Lenteurs de

cette dernière puissance. — Etat de son armée. — Premières opérations des armées ennemies. — Plan de campagne. — Hésitations de Potemkin. — De la part que prennent les Grecs dans cette guerre. — Lambro-Cazzoni. — Les Turcs sont repoussés au delà du Danube. — Siége d'Otschakof. — Le prince de Nassau détruit la flotte turque. — Souvorof. — Gustave III déclare la guerre à la Russie. — Ses succès. — Inquiétude de Catherine. — Fautes de Gustave. — Bataille navale d'Hogland. — Mort de l'amiral Greig. — État de l'armée suédoise. — Le prince royal de Danemark attaque la Suède. — Courage et belle conduite de Gustave. — Il réprime la révolte de ses troupes et modifie la constitution au profit du pouvoir royal. — Echec de l'armée autrichienne dans le Banat. — Prise d'Otschakof. — Fin de la campagne de 1788. — Potemkin à Saint-Pétersbourg. — Ouvertures pour la paix. — Obstacles. — Agitation en Pologne. — Luchesini, ministre prussien à Varsovie. — Les favoris Momonof et Zoubof. — Nouvelles négociations au sujet de la paix. — Faiblesse du cabinet de Versailles. — Opérations militaires au nord et au midi. — Succès des Russes dans la mer Baltique. — Bataille navale de Swensksund. — Paix de Varéla entre la Suède et la Russie. — Convention de Reichenbach entre la Prusse et l'Autriche. — Batailles de Galatz, de Fokschani et de Rymnick. — Prise de Bender et d'Ismail. — Potemkin revient à Pétersbourg pour dissiper les intrigues de ses ennemis. — Fête qu'il donne à l'impératrice. — Les hostilités continuent. — Succès des Russes. — Le prince Repnin bat l'armée du grand visir. — L'amiral Ouchakof maintient la supériorité de la marine russe dans la mer Noire. — Le sultan demande la paix. — Elle est signée à Iassy. — Paix de Sistov entre l'Autriche et la Porte ottomane. — Résultats de la guerre. — Mort de Potemkin..... 307

## LIVRE X.

Bezberodko et Markof. — Fin de la guerre de Turquie. — Situation de la Pologne. — Parti russe et parti prussien. — Travaux de la diète. — Le ministre prussien Buchholz. — Protestation du ministre russe contre les changements introduits dans la constitution polonaise. — Le parti prussien pousse la Pologne contre la Russie. — Traité d'alliance entre la Prusse et la Pologne. — De quelle manière l'impératrice déconcerte les projets de ses ennemis. — Desseins du roi de Prusse sur Dantzig. — Aveuglement des Polonais. — Constitution du 3 mai. — État de l'Europe. — Traité de Pilnitz. — Rapprochement entre la Russie et la

Prusse. — Confédération de Targowice. — Moyens de défense des Polonais. — Trahison de Frédéric-Guillaume. — Les Russes envahissent la Pologne. — J. Poniatowski revêtu du commandement des troupes. — Kosciuszko. — Retraite de l'armée polonaise. — Stanislas-Auguste négocie avec l'impératrice. — Il adhère à la confédération. — Effet que produit cette résolution. — Le roi de Prusse fait entrer ses troupes en Pologne. — Diète de Grodno. — Déclarations de la Prusse et de la Russie. — Leurs ministres oppriment la diète. — Délégation chargée de traiter avec la Russie. — La diète forcée de signer un traité avec la Prusse. — Protestation de la diète au sujet de cette violence. — Second partage de la Pologne. — Insurrection de Varsovie. — Soulèvement des provinces. — Kosciuszko nommé dictateur. — Plan d'Igelstrom pour comprimer l'insurrection. — Désordres à Varsovie. — État de l'armée insurgée. — Siége de Varsovie par Frédéric-Guillaume. — Insurrection de la Grande-Pologne. — Le roi de Prusse lève le siége de Varsovie. — Bataille de Maciowice. — Kosciuszko fait prisonnier. — Les troupes russes marchent contre Varsovie. — Assaut de Praga. — Capitulation de Varsovie. — Troisième partage de la Pologne. — Abdication de Stanislas-Auguste. — Coalition des puissances contre la France. — Convention entre la Russie et l'Angleterre. — La Russie devient l'asile des principaux émigrés. — Conduite de Catherine à leur égard. — Ses principes et sa conduite. — Le Suisse La Harpe, gouverneur des grands-ducs. — Réunion de la Courlande à la Russie. — Importance de cette acquisition. — Projets de Catherine sur la Perse. — Coup d'œil sur les relations commerciales entre l'Europe et l'Asie. — Catherine profite des troubles de la Perse pour réaliser ses projets. — Zoubof nommé chef de l'expédition contre la Perse. — Premières opérations de la campagne. — Mort de Catherine. — Appréciations sur le règne de cette princesse. 371

FIN DE LA TABLE DU SECOND VOLUME.